



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Rapport de résultats 2018

de la Communauté du Pacifique



CPS
Organisation

Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 2019

LA **COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE**
EST UNE ORGANISATION
INTERGOUVERNEMENTALE QUI
ŒUVRE EN ÉTROITE COLLABORATION
AVEC LES 26 ÉTATS ET TERRITOIRES QUI
EN SONT MEMBRES :

*AUSTRALIE, ÎLES COOK, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FIDJI, FRANCE,
GUAM, KIRIBATI, ÎLES MARIANNES DU NORD, ÎLES MARSHALL, ÉTATS
FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE, NAURU, NIUE, NOUVELLE-CALÉDONIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE, PALAU, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE,
PITCAIRN, POLYNÉSIE FRANÇAISE, ÎLES SALOMON, SAMOA, SAMOA
AMÉRICAINES, TOKELAU, TONGA, TUVALU, VANUATU ET
WALLIS ET FUTUNA.*

© Communauté du Pacifique (CPS) 2019

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community.
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1214-1

Préparé pour la publication et imprimé par la Communauté du Pacifique au siège de Nouméa

B.P. D5, 98848, Nouméa Cedex, Nouvelle Calédonie, 2019
www.spc.int | spc@spc.int

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	iv	CHAPITRE 6 :	63
AVANT-PROPOS	v	Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes	
SIGLES ET ACRONYMES	vi	CHAPITRE 7 :	73
À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2018	viii	Améliorer les interventions plurisectorielles pour prévenir les maladies non transmissibles et renforcer la sécurité alimentaire	
RÉSUMÉ	xi	CHAPITRE 8 :	83
INTRODUCTION	1	Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale	
TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2018	4	CHAPITRE 9 :	91
LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	9	Améliorer la qualité de l'éducation	
CHAPITRE 1 :	15	CHAPITRE 10 :	97
Renforcer la gestion durable des ressources naturelles		Réaliser les objectifs organisationnels de la CPS	
Pêches	17	CHAPTER 10 A :	99
Agriculture, foresterie et autres modes d'occupation des sols	21	Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires	
Océans, ressources minérales et eau	23	CHAPTER 10 B :	109
CHAPITRE 2 :	31	Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques	
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers		CHAPITRE 10 C :	113
CHAPITRE 3 :	37	Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires	
Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique		CHAPITRE 10 D :	116
CHAPITRE 4 :	45	Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation	
Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés		Chapitre 10 E :	121
CHAPITRE 5 :	53	Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS	
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes		TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE NOS RÉSULTATS	126

REMERCIEMENTS

Organisation intergouvernementale, la Communauté du Pacifique travaille en partenariat étroit avec les 26 États et Territoires qui en sont membres :

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna.

Nous les remercions pour leur soutien.

Nos membres sont, au travers du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), les premiers destinataires du présent rapport. Le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique appuie l'élaboration du rapport de résultats ; il passe notamment en revue les différentes moutures du rapport et formule des recommandations détaillées pour en améliorer le contenu.

La CPS tient à saluer la contribution de l'ensemble de ses membres et des partenaires du développement à la réalisation des résultats présentés ici. Elle rend également hommage à l'indéniable esprit de partenariat qui règne au sein du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP).

L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède contribuent sensiblement aux efforts engagés pour améliorer l'efficacité du développement grâce à leur contribution spécifique au budget ordinaire et aux fonds programme de la CPS.

PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT

En 2018, les partenaires du développement ci-après nous ont apporté leur concours financier :

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)

Agence française de développement (AFD)

Agence française pour la biodiversité

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

Ambassade des États-Unis aux Fidji

Asia Pacific Network for Global Change Research (APN)

Banque asiatique de développement (BASD)

Bioversity International

Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)

Comic Relief

Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

Commission des transports maritimes du Pacifique central (CPSC)

Conservation International (CI)

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

DigitalGlobe

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)

Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Fonds français pour l'environnement mondial

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Fonds mondial

Fonds mondial pour la nature (WWF)

Fonds Pacifique

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Fonds vert pour le climat (FVC)

Groupe de la Banque mondiale

International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)

National Institute of Water and Atmospheric Research (NIWA)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisation maritime internationale (OMI)

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pew Charitable Trusts

PNG Ports Corporation Limited

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Programme régional océanique de l'environnement (PROE)

Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable

et la réhabilitation des forêts (AFPNet)

Service des pêches maritimes des États-Unis (NMFS)

The Crop Trust

The Nature Conservancy (TNC)

Tuvalu

Union européenne (UE)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Université de Cambridge

Université de Wollongong



AVANT-PROPOS

Colin Tukuitonga
Directeur général de la Communauté du Pacifique

En 2019, le Directeur général de la CPS, M. Colin Tukuitonga, arrivera au terme de ses six années de mandat à la tête de l'Organisation. Pour cette dernière contribution au rapport, nous lui avons demandé de nous livrer sa réflexion sur la période en cours et sur les perspectives d'avenir.

Au cours de mon mandat à la tête de la CPS, nous avons entrepris un important chantier de réformes et de transformations. Nous souhaitons repositionner l'Organisation, conforter ses priorités, assurer la pérennité de son financement, améliorer et moderniser ses systèmes et créer un dispositif institutionnel de perfectionnement professionnel pour nos agents – autant de stratégies réputées participer à la consolidation d'une organisation.

En interne, nous avons huilé nos politiques et nos lignes directrices afin d'uniformiser nos pratiques. Nous avons introduit de nouveaux systèmes opérationnels afin d'améliorer notre gestion financière. Pour affiner notre programmation, nous avons fait évaluer l'ensemble de nos divisions par des experts indépendants¹, qui nous ont fourni un baromètre de la performance de la CPS. Sur la base de ces évaluations, nous avons procédé à une refonte complète de nos stratégies de programmation et à une réorganisation des divisions, afin de nous donner les moyens de mieux répondre aujourd'hui et demain aux besoins de nos membres. En point d'orgue de cette phase d'évaluation, nous avons lancé en 2018 l'évaluation à mi-parcours du *Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020*, qui a permis de brosser un tableau d'ensemble positif de l'action de la CPS, telle qu'elle est perçue par les membres et les partenaires.

Nous avons aussi tout particulièrement veillé à cultiver des relations de travail empreintes de respect et d'efficacité avec nos membres, en particulier dans le Pacifique insulaire. Dans ce cadre, nous avons pu amorcer un dialogue sur l'articulation entre nos priorités programmatiques et les besoins des pays. Ce dialogue est appelé à se poursuivre. Il nous reste à mener à bien un vaste programme de travail relativement ambitieux, que nous devrons réévaluer en fonction de

La disponibilité des ressources affectées à la région et du climat de plus en plus concurrentiel qui prévaut dans le secteur du développement.

Rétrospectivement, nous aurions pu en faire davantage pour appliquer concrètement notre approche intégrée de la programmation. La programmation intégrée vise à mettre à profit la diversité des compétences disponibles à la CPS pour mieux aborder, au travers d'un effort collectif, certains des défis qui se posent à la région, et contribuer à la mise en œuvre de cadres d'action régionaux et mondiaux, à l'image des Orientations de Samoa et des Objectifs de développement durable. Je constate avec satisfaction que les thématiques sociales, économiques et environnementales sont aujourd'hui omniprésentes dans l'action des divisions. Prenons par exemple le Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine (CCPSM), qui cherche à rassembler au cœur d'un pôle d'excellence toutes les compétences dont dispose la CPS dans l'étude de l'océan, des sciences marines et des pêches. C'est précisément sur ce type d'initiative pluridisciplinaire que nous pouvons miser davantage.

En dehors des projets, la CPS a bien du mal à se positionner comme un moteur d'innovation. Dans nombre de nos programmes, les modalités de financement retenues ne sont pas de nature à encourager ou à appuyer l'innovation, de la validation de principe d'un projet à sa mise en œuvre à échelle. Toutefois, nous avons bénéficié du concours de la Nouvelle-Zélande et de son fonds d'amorçage pour lancer certains projets pilotes. Nous avons aussi mis à l'essai un fonds pour l'innovation en interne, alimenté par le budget ordinaire, afin de financer des recherches préliminaires sur plusieurs idées novatrices. Tout nouveau défi appelle un nouveau mode de pensée. Pour assurer le dynamisme de la CPS en tant qu'organisation de développement, il importe de soutenir et de financer l'innovation.

Pour conclure, je tiens à dire aux partenaires du développement, à nos pays membres et aux dirigeants de la région que la CPS est une organisation de qualité. En 72 ans d'existence, nous avons posé d'importants jalons dans l'histoire de la région. Je suis convaincu que nous en poserons d'autres à l'avenir en répondant aux besoins de nos membres insulaires océaniques.

Je tiens aussi à m'adresser directement au personnel de la CPS : votre travail aux côtés des pays membres, votre savoir-faire scientifique et technique, ainsi que votre attachement à la grande famille CPS et à la mission de l'Organisation sont pour nous des atouts précieux. Merci pour votre dévouement et votre engagement.

J'adresse également tous mes vœux de réussite à la personne qui me succèdera. La CPS a connu de nombreux changements et transformations. Pour la suite, il serait judicieux d'entamer une phase de consolidation et de mobilisation de ressources pour appuyer les axes prioritaires retenus.

Nos résultats représentent l'aboutissement de l'action collective des membres, des partenaires d'exécution, des bailleurs et du personnel du Secrétariat. Nous remettons à présent cette synthèse de résultats au Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), qui y trouvera un compte rendu de l'utilisation des contributions des membres et des investissements consentis dans les programmes en 2018, ainsi que des efforts engagés pour accroître l'efficacité et l'efficacité de notre action.

Colin Tukuitonga
Directeur général de la Communauté du Pacifique

1 Une évaluation de la performance de la Division santé publique est prévue courant 2019.

SIGLES ET ACRONYMES

ACER

Conseil australien de recherche pédagogique

ACIAR

Centre australien pour la recherche agricole internationale

ACP

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

ADFP

financement du développement du Pacifique

AFD

Agence française de développement

AIC

agriculture intelligente face au climat

BAAsD

Banque asiatique de développement

BSRP

Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique

CAPI

collecte assistée par informatique

CCPSM

Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine

CDC

Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique

CDN

contributions déterminées au niveau national

CEDEF

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CePaCT

Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS)

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ONU)

CORP

Conseil des organisations régionales du Pacifique

COSPPac

programme océanique de soutien climat et océans dans la région Pacifique

COU

centre d'opérations d'urgence

C-POND

Centre océanique de recherche sur l'obésité et la prévention des MNT

CPS

Communauté du Pacifique

CRGA

Comité des représentants des gouvernements et administrations

DCP

dispositif de concentration de poissons

DDPG

Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement

DECC

Programme durabilité environnementale et changement climatique (CPS)

DFAT

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce

ENV

examen national volontaire

EQAP

Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (CPS)

EPU

Examen périodique universel

FAME

Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEM

Fonds pour l'environnement mondial

FFA

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique

FIP

Forum des Îles du Pacifique

FMS

service météorologique fidjien

FNU

Université nationale des Fidji

FVC

Fonds vert pour le climat

GEM

Division géosciences, énergie et services maritimes

GIEC

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GIZ

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit ; Agence allemande de coopération internationale

IATA

Association du transport aérien international

INTEGRE

Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement

IPNC

Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie

ISACC

projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique

KfW

Kreditanstalt für Wiederaufbau (banque publique allemande de développement)

LRD

Division ressources terrestres (CPS)

MANA

Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT

MFAT

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce

MNT

maladies non transmissibles

MTCC-Pacifique

Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique

OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques

ODD Objectifs de développement durable	PIEMA Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence	ROSSP Réseau océanique de surveillance de la santé publique
OHI Organisation hydrographique internationale	PIHOA Association océanique des fonctionnaires des services de santé	RRC/GRC réduction des risques de catastrophe/ gestion des risques de catastrophe
OIE Organisation mondiale de la santé animale	PILNA Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul	RRRT Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (CPS)
OMS Organisation mondiale de la Santé	PIPSO Organisation du secteur privé océanien	SDD Division statistique pour le développement (CPS)
ONG organisation non gouvernementale	PIRFO Programme régional océanien d'observation des pêches	SDP Département développement social (CPS)
ONU Organisation des Nations Unies	PNUD Programme des Nations Unies pour le développement	SE-AC (MEL en anglais) suivi-évaluation et amélioration continue
ORGP organisation régionale de gestion des pêches	POETCom Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique	SIG système d'information géographique
Orientations de Samoa Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement	PROE Programme régional océanien de l'environnement	SIPA Autorité portuaire des Îles Salomon
PacTVET Enseignement et formation techniques et professionnels dans le Pacifique (projet)	PSE-AC planification, suivi-évaluation et amélioration continue	SPAC équipe Stratégie, performance et amélioration continue (CPS)
PCREEE Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique	PSMB Comité océanien des méthodes statistiques	STCW Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille
PEARL planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (politique)	PSSC Comité régional de pilotage de la statistique	UE Union européenne
PDaLo base de données sur les dégâts et les pertes dans le Pacifique	PTOM pays et territoires d'outre-mer	UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
PDN Portail océanien d'information sur les catastrophes	RAB Radiology Across Borders ; Radiologie sans frontières	UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PEID petits États insulaires en développement	REDD+ Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts	USP Université du Pacifique Sud
PGSC Conseil océanien des données géospatiales et des levés	RESCCUE Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique	WCFPC Commission des pêches du Pacifique occidental et central
PHD Division santé publique (CPS)	RENI projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord	ZEE zone économique exclusive

À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2018

Le présent rapport braque les projecteurs sur les résultats obtenus et les enseignements tirés par la CPS dans le cadre de l'action qu'elle mène aux côtés de ses membres et de ses partenaires.

Structure du rapport

La performance de l'Organisation est caractérisée au regard de chacun des neuf objectifs de développement et des cinq objectifs organisationnels définis dans le *Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020* (ci-après le « Plan stratégique »). Les dix chapitres du rapport s'articulent de la manière suivante.

- Zoom sur les réalisations
- Données issues des cadres de résultats des divisions et des programmes
- Défis qu'il a fallu relever dans l'exécution des programmes
- Enseignements tirés

Cette année, nous mettons également en avant les principales réalisations de la CPS au regard des Objectifs de développement durable (ODD) énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (« Programme 2030 »), les dix axes de travail prioritaires de l'Organisation et ses partenariats. Les parties consacrées aux ODD et aux partenariats peuvent être lues et utilisées indépendamment du reste du rapport.

Méthode de présentation des résultats

La présentation des résultats procède d'une entreprise de collaboration à l'échelle de toute la CPS, accompagnée d'une capitalisation des enseignements, comme le veut notre politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (politique PEARL). Ce processus est coordonné au sein de la CPS par l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC), qui travaille en étroite association avec les directeurs de division et de programme et le réseau MELnet (notre réseau interne de suivi, évaluation et amélioration continue).

En milieu et en fin d'année 2018, les divisions ont dressé la synthèse de leurs résultats au regard des secteurs clés de résultat figurant dans leurs plans d'activité (élaborés en cohérence avec le Plan stratégique). Deux fois par an, les divisions animent aussi des ateliers de réflexion et de présentation des résultats, qui donnent l'occasion de coucher sur papier les résultats obtenus, d'en saisir le sens en contexte et de promouvoir

l'amélioration continue. Les divisions s'appuient également sur ces ateliers pour préparer les zooms sur les réalisations que l'on retrouve au fil du rapport et qui se nourrissent de preuves solides des résultats obtenus et des enseignements tirés de l'expérience.

Une fois par an, la haute direction, l'équipe de direction élargie et le réseau MELnet se réunissent dans le cadre d'un atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation, afin d'évaluer les résultats d'ensemble des divisions et d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

L'équipe SPAC accompagne les divisions tout au long de ce processus, jouant un rôle d'assurance de la qualité et de synthèse des résultats.



Améliorer notre rapport de résultats

Sur la base des retours d'information recueillis lors des réunions du sous-comité du CRGA en 2018, ainsi que des résultats de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2016–2020 de la CPS (ci-après l'« évaluation à mi-parcours »), nous avons apporté quelques modifications au Rapport de résultats 2018.

- **Nous avons renforcé notre mode de présentation et d'analyse des résultats au regard des ODD :** Dans notre démarche de caractérisation des résultats, nous avons procédé à une cartographie des liens qui existent entre, d'une part, les ODD et, d'autre part, les résultats obtenus au regard de chacun des objectifs de développement de la CPS, afin d'obtenir une indication préliminaire de l'ampleur de la contribution de chacun de nos objectifs aux ODD. Les zooms sur les réalisations renvoient tous aux cibles des ODD. À la lecture du rapport, on notera que les résultats

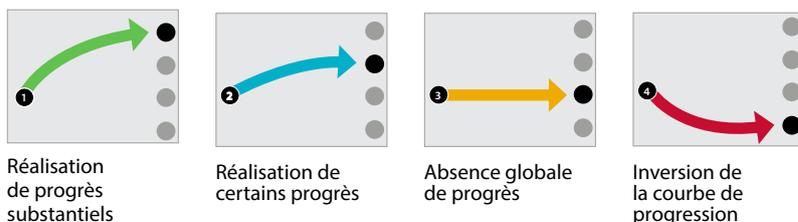
ne correspondent pas tous à un objectif particulier et que certains d'entre eux participent à plusieurs des ODD. En 2019, nous affinerons notre méthode organisationnelle de présentation des résultats au regard des ODD.

- **Nous avons procédé à une triangulation des données, combinant les résultats présentés et les constatations de l'évaluation à mi-parcours.**
- **Nous conservons une trace écrite des enseignements tirés à l'échelle de l'Organisation** au fil des récits des réalisations et des ateliers de réflexion.
- **Nous avons amélioré notre méthode d'évaluation de la performance.**

Évaluation de la performance

Grille d'évaluation

Une fois que chaque secteur clé de résultat a été évalué, la performance est notée selon la grille suivante :

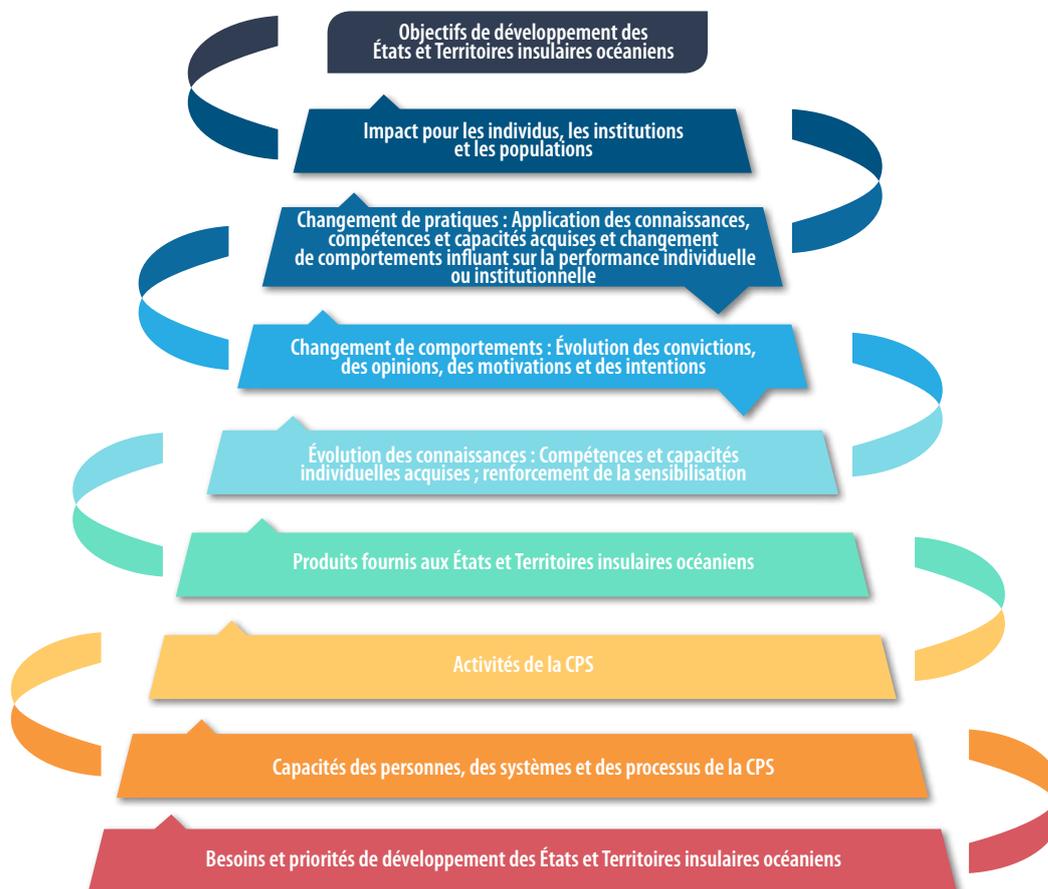


Pondération appliquée

En 2018, nous avons révisé notre méthode d'évaluation des progrès. Pour réduire les biais induits par le nombre de produits présentés, une pondération a été appliquée à chaque catégorie de résultat (produit, évolution des connaissances, changement de comportements, changement de pratiques et impact) afin de garantir que l'on accorde davantage d'attention aux réalisations de niveau supérieur (effets) qu'aux produits.

Nous avons appliqué ces pondérations à la performance d'ensemble mesurée pour chaque objectif de développement et chaque objectif organisationnel. Le but est de fournir un baromètre plus précis de la performance de la CPS par secteur clé de résultat. Le coefficient de pondération attribué à la catégorie « impact » (0,5) est le plus important, suivi de celui appliqué aux effets (évolution des connaissances, changement de comportements et changement de pratiques) (0,35), puis du coefficient correspondant aux produits (0,15).

La hiérarchie des résultats de la CPS



... La CPS a continué d'être porteuse
d'innovations techniques et de travaux
scientifiques utiles et de mettre son expérience
et sa connaissance du Pacifique au service des
objectifs de développement de ses membres...

RÉSUMÉ

À propos de la CPS

Fondée en 1947, la Communauté du Pacifique (CPS) est une organisation scientifique et technique qui œuvre au service de la région Pacifique et dont les pays membres sont les dépositaires. En 2018, la CPS comptait 578 agents et disposait d'un budget de 82,2 millions d'euros.

La CPS entreprend des recherches scientifiques et promeut l'innovation technique pour appuyer la réalisation des objectifs de développement de ses 22 États et Territoires insulaires océaniques membres. Une fois encore, au cours de l'année 2018, l'action de la CPS a généré une évolution mesurable des connaissances, des comportements et des pratiques dans les pays océaniques. Dans certaines régions où la CPS intervient depuis de nombreuses années dans le cadre d'efforts coordonnés, on constate un impact à plus long terme tant à l'échelon communautaire qu'au niveau institutionnel ou national.

Synthèse des résultats

Constatations de l'évaluation à mi-parcours

En 2018, nous avons commandé une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2016–2020 de la CPS afin de mesurer les progrès accomplis au regard des objectifs énoncés dans le Plan. La finalité était double : apporter les ajustements nécessaires aux modalités de mise en œuvre pendant le reste de la période de référence et étayer nos axes de travail futurs. Trois outils ont été utilisés pour l'évaluation : une enquête auprès des partenaires, une analyse de la performance fondée sur une revue de littérature et des entretiens ciblés.

L'évaluation a révélé que nos partenaires nationaux et régionaux étaient satisfaits de la performance globale, de l'efficacité et de l'efficience de la CPS. Toutefois, nous pouvons améliorer notre réactivité, en alignant mieux notre action sur les besoins des membres, et affiner la façon dont nous mesurons nos progrès et évaluons notre efficacité. Le rapport est également émaillé de constatations détaillées tirées de l'évaluation à mi-parcours.



Synthèse des résultats et évaluations de la performance (évaluation de la performance et évaluation à mi-parcours) au regard des objectifs de la CPS

Résultats 2018

588 résultats pour 9 objectifs de développement et 5 objectifs organisationnels

Impact : 13 résultats

Effets : 322 résultats

Produits : 253 résultats

Résultats 2017

478 résultats pour 9 objectifs de développement et 5 objectifs organisationnels

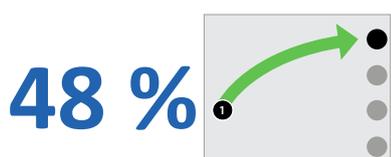
Impact : 11 résultats

Effets : 284 résultats

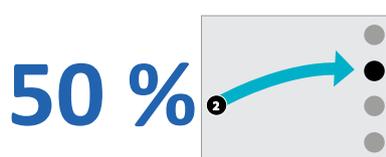
Produits : 183 résultats

Dans l'ensemble, le processus d'évaluation de la performance de la CPS pour l'année 2018 permet de dresser un tableau positif de la contribution des divisions à la réalisation des objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique de la Communauté du Pacifique. L'absence de progrès constatée dans certains secteurs renvoie à des flux d'activité internes et s'explique par des retards de mise en œuvre. En particulier, la mise en place

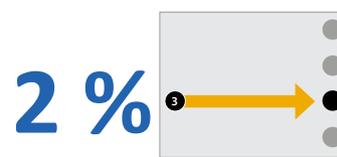
d'approches pluridisciplinaires au service des besoins des membres se trouve au point mort dans certains secteurs, les financements nécessaires pour concrétiser la programmation intégrée faisant défaut. Ces questions ont été débattues lors de l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de la CPS et se verront accorder la priorité en 2019.



48 %
de résultats pour lesquels on constate des progrès substantiels (non pondéré)



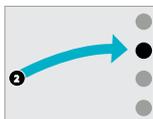
50 %
de résultats pour lesquels on constate certains progrès (non pondéré)



2 %
de résultats pour lesquels on constate une absence globale de progrès (non pondéré)

1. Renforcer la gestion durable des ressources naturelles : 94 résultats, dont 60 % de produits

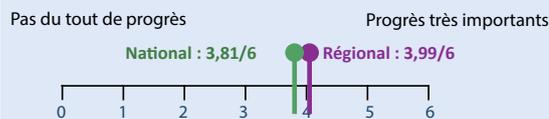
Évaluation de la performance en 2018



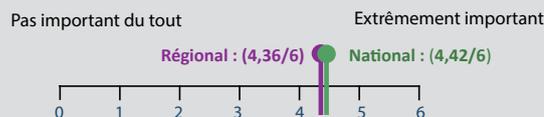
Certains progrès ont été accomplis dans les secteurs des pêches, de la foresterie, de l'occupation des sols, de l'agriculture, des ressources minérales et de l'eau (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



2. Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers : 26 résultats, dont 42 % de produits

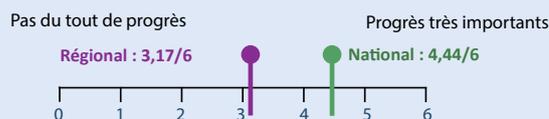
Évaluation de la performance en 2018



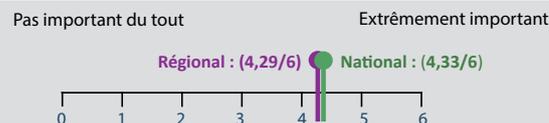
Certains progrès ont été accomplis en matière d'accès aux marchés des agriculteurs et des entreprises privées, ainsi que dans le secteur des normes phytosanitaires et de biosécurité favorisant le commerce (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



3. Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique : 41 résultats, dont 56 % de produits

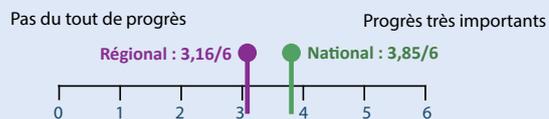
Évaluation de la performance en 2018



Des progrès substantiels ont été accomplis dans les secteurs des transports durables et de la sécurité énergétique (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



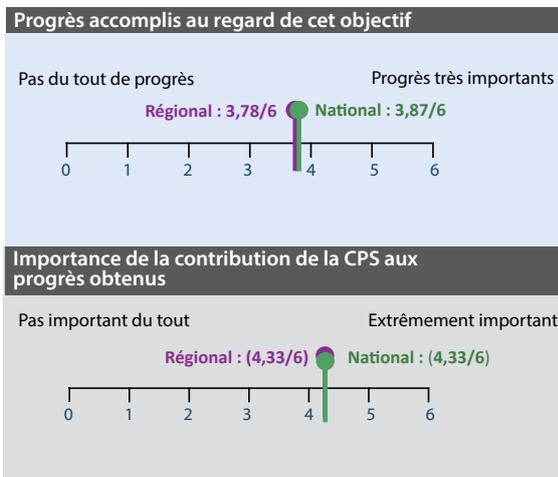
4. Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit : 28 résultats, dont 61% de produits

Évaluation pour l'année 2018



Des progrès substantiels ont été accomplis concernant l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit.

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



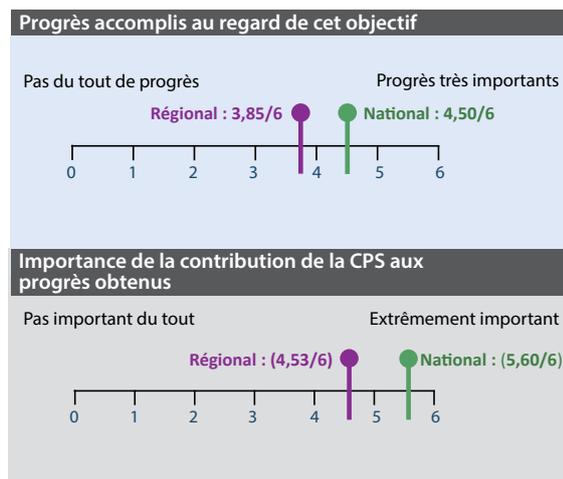
5. Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes : 89 résultats, dont 42 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



Des progrès substantiels ont été accomplis pour ce qui est des interventions plurisectorielles relatives au changement climatique et aux catastrophes (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



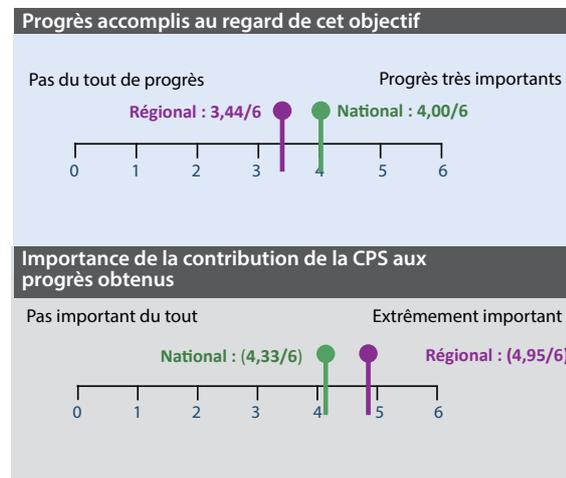
6. Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes : 66 résultats, dont 44 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



Des progrès substantiels ont été accomplis au regard du développement social, grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



7. Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et l'insécurité alimentaire : 31 résultats, dont 48 % de produits

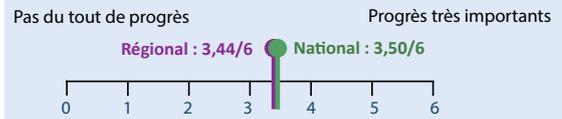
Évaluation pour l'année 2018



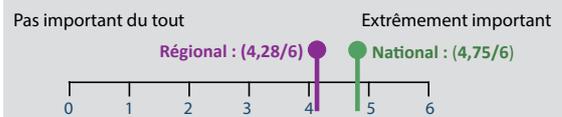
Des progrès substantiels ont été accomplis dans la mise en place d'interventions plurisectorielles axées sur les MNT et l'insécurité alimentaire (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



8. Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale : 13 résultats, dont 8 % de produits

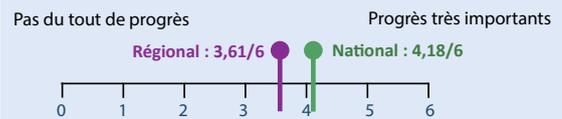
Évaluation pour l'année 2018



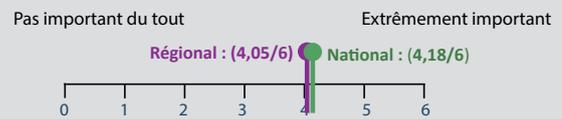
Des progrès substantiels ont été accomplis dans le secteur de la surveillance de la santé publique à l'échelle régionale (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



9. Améliorer la qualité de l'éducation : 34 résultats, dont 41 % de produits

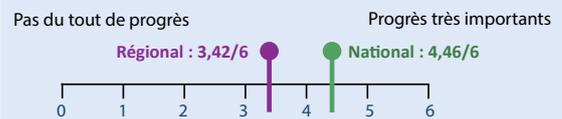
Évaluation pour l'année 2018



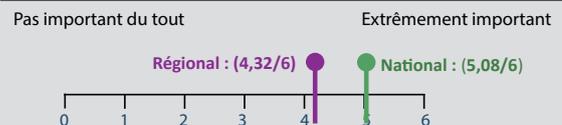
Des progrès substantiels ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'enseignement (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours

Progrès accomplis au regard de cet objectif



Importance de la contribution de la CPS aux progrès obtenus



Objectifs organisationnels

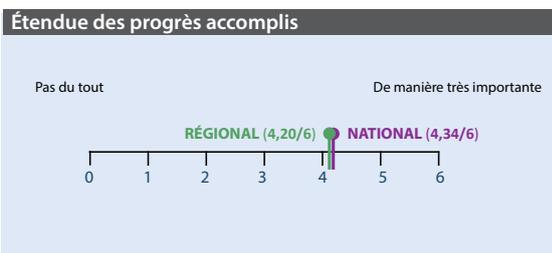
a) Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres : 49 résultats, dont 47 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



Des progrès substantiels ont été accomplis dans la mise en place d'interventions plurisectorielles axées sur les MNT et l'insécurité alimentaire (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



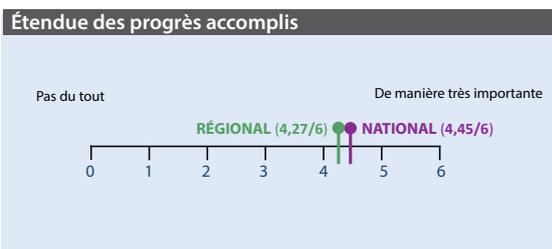
b) Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques : 14 résultats, dont 57 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



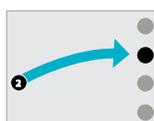
Des progrès substantiels ont été accomplis dans le secteur de la surveillance de la santé publique à l'échelle régionale (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



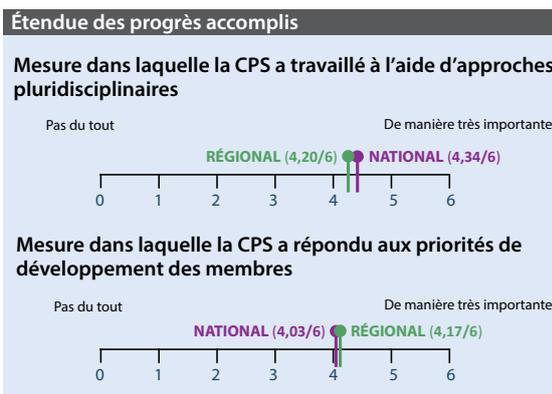
c) Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires : 32 résultats, dont 37 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



Certains progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'enseignement (moyenne pondérée).

Appréciations tirées de l'évaluation à mi-parcours



d) Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation : 21 résultats, dont 19 % de produits

Évaluation pour l'année 2018

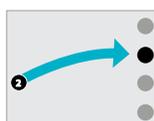


Des progrès substantiels ont été accomplis dans le secteur de la surveillance de la santé publique à l'échelle régionale (moyenne pondérée).

L'objectif organisationnel d. n'a pas été abordé dans l'évaluation à mi-parcours dans la mesure où il revêt un caractère interne.

e) Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus : 51 résultats, dont 20 % de produits

Évaluation pour l'année 2018



Certains progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'enseignement (moyenne pondérée).

L'objectif organisationnel e. n'a pas été abordé dans l'évaluation à mi-parcours dans la mesure où il revêt un caractère interne.

Progrès au regard des priorités de la CPS

Dans notre prise de décision programmatique et opérationnelle, nous continuons de mettre l'accent sur nos dix axes de travail prioritaires.



Développement et application des sciences halieutiques (activités tendant vers la création d'un pôle d'excellence)

De plus en plus, les pays océaniques évaluent, commentent et mettent à profit les conclusions et avis scientifiques formulés par la CPS concernant l'impact du changement climatique sur les pêches thonières. Ils s'intéressent tant à l'adaptation qu'à la planification et préparent leur avenir. Pour plus d'informations, rendez-vous à la page 17.



Surveillance de la santé publique (bien public régional)

La CPS a signé une convention de financement avec l'Agence française de développement (AFD) afin de donner au Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP) des moyens renforcés pour promouvoir la surveillance et la réponse en santé publique dans la région (page 103).



Coordination et diffusion des données régionales

Les cinq composantes du Cadre océanique de gouvernance pour la statistique sont désormais opérationnelles (page 46). La CPS a aidé 16 services nationaux de la statistique du Pacifique à recenser les sources de données à privilégier pour leurs collectes de données sur les ODD et assisté six pays océaniques dans la mise en cohérence de leurs priorités de développement nationales avec le Programme 2030.



Maladies non transmissibles

Avec le soutien de la CPS, les pays océaniques ont complété leurs tableaux de bord rendant compte des progrès enregistrés au regard des cibles fixées pour les MNT. Ces tableaux de bord, élaborés sous la houlette de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA), seront régulièrement mis à jour afin que les pays océaniques puissent prendre des décisions éclairées en fonction de leurs atouts et des mesures qui apparaissent nécessaires dans certains domaines (page 77).



Valorisation et utilisation des ressources génétiques végétales et agricoles (en prévision de la création d'un pôle d'excellence)

Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) a pris d'importantes mesures pour se mettre en conformité avec les normes internationales d'acquisition, d'évaluation et de distribution applicables aux banques de gènes, dans le but d'acquérir le statut de pôle d'excellence pour les ressources génétiques végétales et agricoles dans la région Pacifique (page 74).



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience (cartographie SIG, notamment)

Certaines des activités menées par la CPS dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de l'eau et assainissement ont été réorganisées au sein d'un même programme pour optimiser la mise en œuvre du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (page 53).



Droits de la personne, y compris l'égalité hommes-femmes et la jeunesse

L'intégration des droits de la personne et de la dimension de genre dans les programmes internes de la CPS est en bonne voie. Grâce à la diversification du portefeuille de financement réservé aux droits fondamentaux, on constate des améliorations notables dans les dispositifs de gouvernance appliqués aux droits de la personne et dans l'accès aux services pour les survivant/e/s de la violence.

La CPS a conclu une convention de financement avec le Gouvernement australien pour assurer une plus grande équité entre les sexes dans le Pacifique. La phase 2 de la Stratégie culturelle régionale : Investir dans les cultures océaniques 2017-2020 a été entérinée par les ministres de la Culture. Le programme Youth@Work se poursuit au service du développement des compétences professionnelles et du renforcement des débouchés accessibles aux jeunes (pages 13, 67 et 102).



Évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale (bien public régional)

Une nouvelle modalité de financement durable a été approuvée : elle se présente sous la forme d'un partenariat entre la CPS et les gouvernements australien et néo-zélandais et offre une visibilité jusque 2027.

La CPS a administré l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) dans 15 pays océaniques, où 40 195 élèves de 925 établissements scolaires ont pris part aux épreuves dans 10 langues différentes.

Trois micro-qualifications ont été préparées en vue de leur accréditation (page 92).



Gestion et gouvernance des océans (y compris les transports et les limites maritimes) et création du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine (CCPSM)

La CPS a procédé à une cartographie interne et externe, ainsi qu'à une évaluation régionale des besoins en matière de sciences océaniques, en préparation de la mise en place du CCPSM (page 11).



Énergie

Le Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a lancé son Mécanisme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur des énergies durables avec le concours financier de la Norvège afin de stimuler la création de nouvelles entreprises dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (page 37).

Les résultats de la CPS et les Objectifs de développement durable

En 2018, la CPS a mené d'importantes interventions en soutien aux efforts engagés par les membres pour concrétiser les Objectifs de développement durable (ODD), notamment en appuyant directement la coordination et la mise en place d'un leadership éclairé ainsi qu'en pilotant la mesure statistique des cibles et indicateurs associés aux ODD dans la région. Les résultats que nous avons obtenus en 2018 contribuent tous à la réalisation des ODD.

Voici quelques-unes des contributions les plus notables :



Impulsion régionale en faveur de solutions énergétiques propres et durables (ODD 7)



Appui aux approches intégrées pour faire face aux risques climatiques et aux risques de catastrophe et mieux les gérer (ODD 13)



Leadership éclairé concernant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ODD 14)

On trouvera une synthèse complète à la page 19.

Tirer les enseignements de nos résultats

La CPS demeure engagée dans une démarche d'apprentissage, en prenant le temps nécessaire pour réfléchir à son action et recenser les réussites, les caps à rectifier et les pistes d'amélioration. Il est indispensable de prendre en compte les enseignements tirés de l'expérience pour progresser plus vite sur des problématiques de développement complexes. On

trouvera dans chaque chapitre un descriptif des enseignements tirés et des principaux défis à relever, ainsi qu'une synthèse générale à la page 128.

L'un des principaux enseignements tirés en 2018 est qu'une pensée plus critique et constructive s'impose pour étudier la façon dont les membres utilisent et appliquent

les données, analyses et conseils scientifiques et techniques de qualité que la CPS leur fournit. L'Organisation doit se montrer plus stratégique dans la conception et la mise en œuvre de sorte à favoriser l'assimilation des produits scientifiques qui éclaireront une prise de décision factuelle et inclusive.

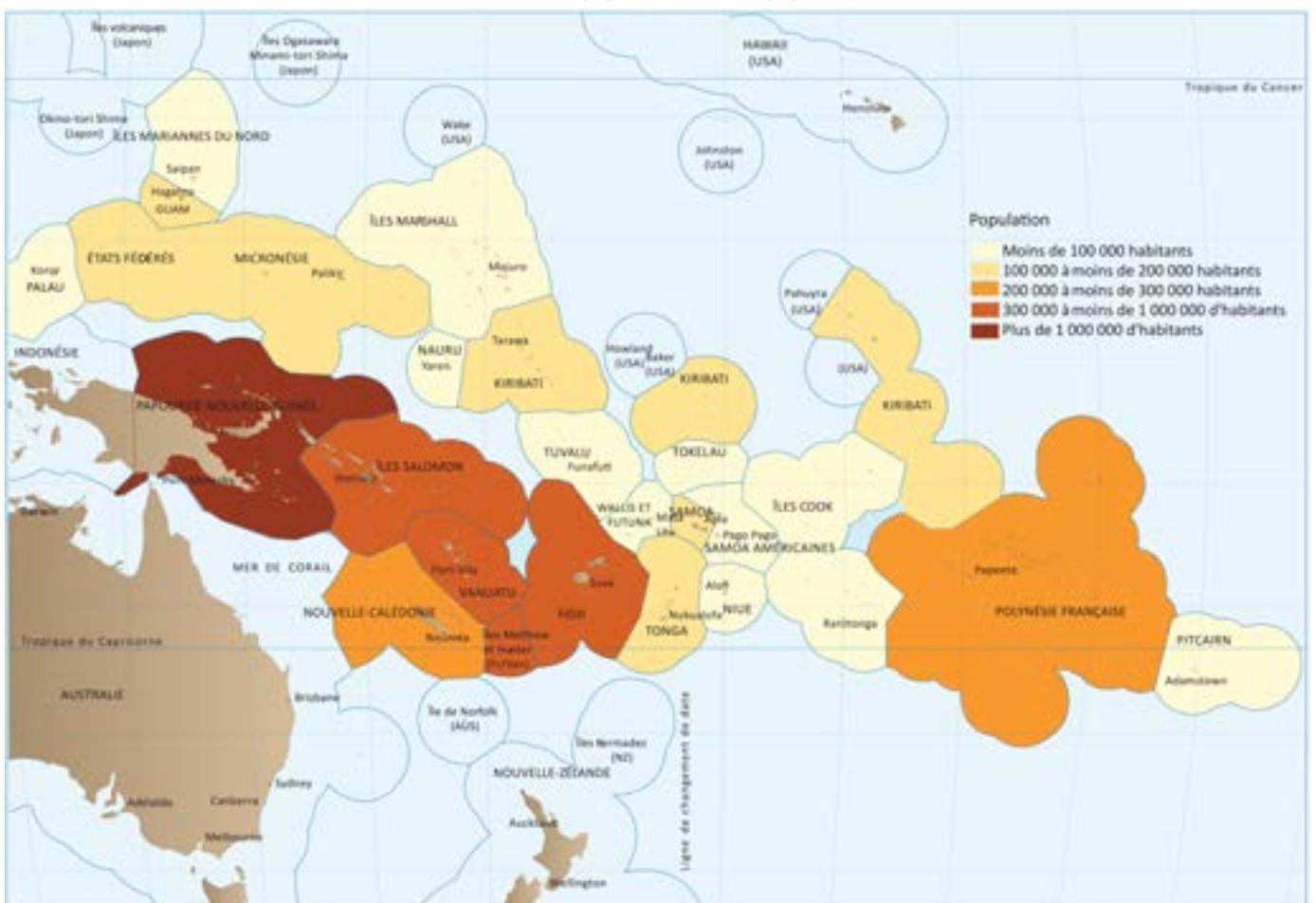


INTRODUCTION

Aujourd'hui, le développement international s'ancre dans divers cadres d'action régionaux et mondiaux. Dans la région Pacifique, il s'agit notamment des **Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)²**, du **Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique³**, du **Pacifique bleu⁴** et du **Programme de développement durable à l'horizon 2030⁵**. Tout comme la CPS, les 22 pays insulaires océaniques membres de l'Organisation souscrivent pleinement aux objectifs énoncés dans ces cadres pour orienter et mesurer leurs travaux.

Soucieuse d'aider ses membres à atteindre leurs objectifs de développement à long terme, la CPS ne cesse d'ajuster son modèle d'activité et ses modalités d'intervention afin de garantir l'exécution de programmes pilotés par les pays membres et reposant sur des données factuelles. Le présent rapport souligne les moyens mis en œuvre par la CPS de concert avec ses membres et ses partenaires du développement pour s'assurer que son action est cohérente, pertinente et en phase avec les objectifs fixés aux échelons national, régional et mondial.

États et Territoires insulaires océaniques membres de la CPS et leur population mi-2018 (population totale : 11 928 968)



2 Voir <http://www.sids2014.org/index.php?menu=1537>

3 Voir <https://www.forumsec.org/wp-content/uploads/2017/09/Framework-for-Pacific-Regionalism.pdf>

4 Plus d'informations sur le régionalisme océanique et le Pacifique bleu à l'adresse : <https://www.forumsec.org/pacific-regionalism/>

5 Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf> (la résolution est disponible en français à l'adresse : <https://undocs.org/fr/A/RES/70/1>)



Vision

« Notre vision pour le Pacifique est celle d'une région où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'intégration sociale et la prospérité, et où l'ensemble des peuples du Pacifique peuvent vivre libres et en bonne santé tout en étant productifs. »

Il s'agit d'une vision commune pour le Pacifique, consacrée par le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.

Mission

Œuvrer en faveur du bien-être des Océaniens en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique.

Valeurs

- Nous attachons une grande valeur à la richesse et à la diversité des cultures, des traditions et des environnements propres aux populations du Pacifique ; nous formulons des solutions pérennes fondées sur une compréhension solide des forces et des besoins qui les caractérisent, ainsi que des difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Nous nous engageons à valoriser les capacités scientifiques et techniques de nos membres, dans le cadre d'un processus de développement transformationnel.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.
- Nous collaborons avec nos partenaires actuels et tissons de nouvelles relations en vue de mobiliser l'ensemble des forces en présence pour servir collectivement les intérêts de nos membres.
- Nous nous engageons à développer une culture institutionnelle qui permette à nos agents d'améliorer sans cesse l'efficacité de leur action au profit des populations océaniques.

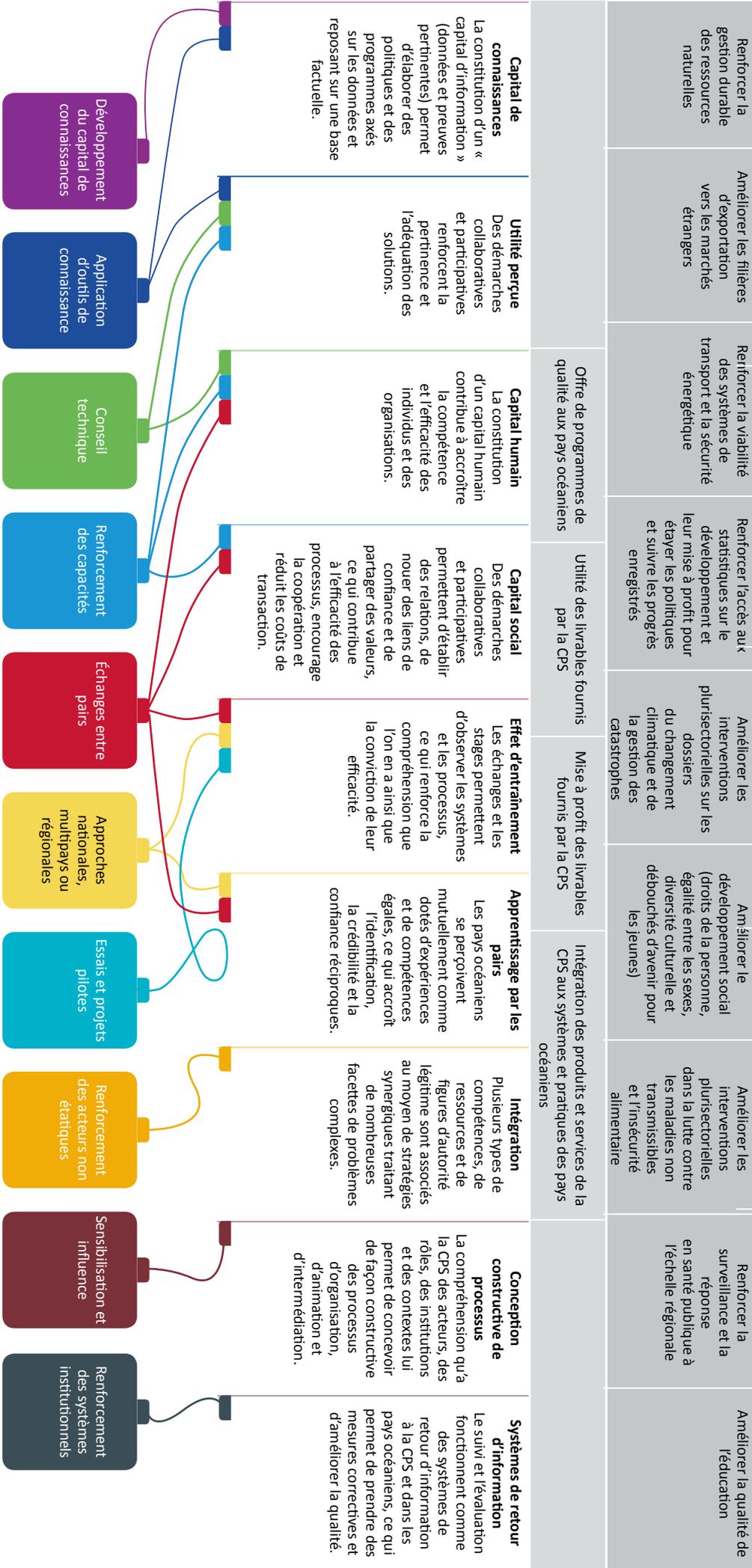
Théorie du changement

(Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020)

La **théorie du changement** schématise la séquence d'événements permettant aux programmes et initiatives de la CPS de modifier une circonstance ou situation existante afin de produire l'effet de développement souhaité.

Cette théorie (voir schéma ci-contre), qui constitue la pierre angulaire du Plan stratégique, a été révisée en amont de l'évaluation à mi-parcours du Plan afin de mieux illustrer la façon dont les programmes de la CPS sont censés générer effets et impacts au profit et aux côtés des pays océaniques.

Objectifs			Objectifs spécifiques			Effets (objectifs intermédiaires)			Intervention stratégique							
NOS TROIS OBJECTIFS			1			2			3							
Développement durable			Des communautés résilientes et autonomes			Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé										
Renforcer la gestion durable des ressources naturelles	Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers	Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique	Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés	Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes	Améliorer le développement social (droits de la personne, égalité entre les sexes, diversité culturelle et débouchés d'avenir pour les jeunes)	Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire	Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale	Améliorer la qualité de l'éducation	Capital de connaissances La constitution d'un « capital d'information » (données et preuves pertinentes) permet d'élaborer des politiques et des programmes axés sur les données et reposant sur une base factuelle.	Capital humain La constitution d'un capital humain contribue à accroître la compétence et l'efficacité des individus et des organisations.	Capital social Des démarches collaboratives et participatives permettent d'établir des relations, de nouer des liens de confiance et de partager des valeurs, ce qui contribue à l'efficacité des processus, encourage la coopération et réduit les coûts de transaction.	Effet d'entraînement Les échanges et les stages permettent d'observer les systèmes et les processus, ce qui renforce la compréhension que l'on en a ainsi que la conviction de leur efficacité.	Apprentissage par les pairs Les pays océaniques se perçoivent mutuellement comme dotés d'expériences et de compétences égales, ce qui accroît l'identification, la crédibilité et la confiance réciproques.	Intégration Plusieurs types de compétences, de ressources et de figures d'autorité légitime sont associés au moyen de stratégies synergiques traitant de nombreuses facettes de problèmes complexes.	Conception constructive de processus La compréhension qu'à la CPS des acteurs, des rôles, des institutions et des contextes lui permet de concevoir des processus d'organisation, d'animation et d'intermédiation.	Systèmes de retour d'information Le suivi et l'évaluation fonctionnent comme des systèmes de retour d'information à la CPS et dans les pays océaniques, ce qui permet de prendre des mesures correctives et d'améliorer la qualité.



GRANDS PROGRAMMES DE LA CPS

pêche hauturière, pêche côtière, océans et services maritimes, géoressources et énergie, ressources génétiques, paysages et forêts durables, agriculture durable, moyens de subsistance, coordination et gouvernance de la statistique à l'échelle régionale, collecte et diffusion de données, développement social, droits de la personne, surveillance de la santé publique, maladies non transmissibles, changement climatique et résilience aux risques de catastrophe, évaluation et qualité de l'enseignement

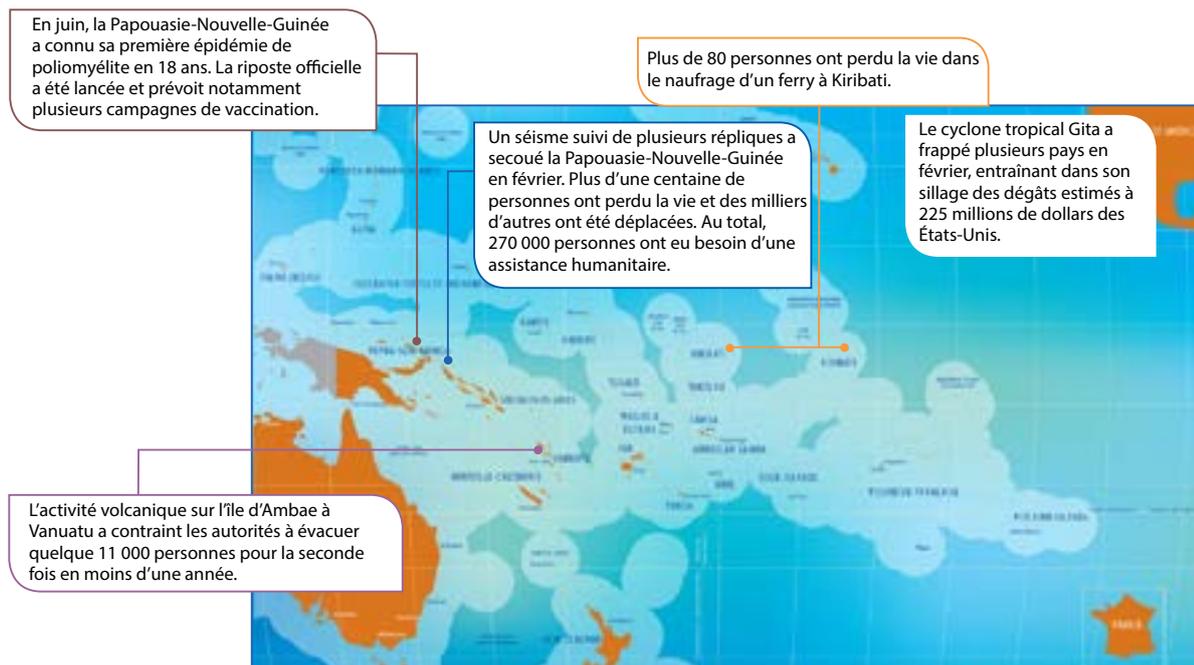
TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2018

Contexte régional

Les dirigeants océaniques ont réaffirmé leur attachement au Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique et à la mise en place d'un discours cohérent traduisant les aspirations politiques et de développement de la région. Ils ont ainsi entériné le « Pacifique bleu », trame narrative illustrant combien l'océan Pacifique modèle les sphères sociale, économique et culturelle de la vie insulaire. Cette trame souligne qu'il est essentiel que les peuples du Pacifique prennent leur destin en main et met l'accent sur le potentiel collectif de la région. Surtout, le Pacifique bleu jette les bases d'une expression plus affirmée d'une région désireuse de faire entendre sa voix sur la scène internationale.

La Déclaration de Boe sur la sécurité régionale⁶, signée en 2018 à l'occasion du Sommet du Forum des Îles du Pacifique, réaffirme que le changement climatique confronte les populations du Pacifique au plus grand défi et à la plus grave menace qui aient jamais pesé sur leurs moyens d'existence, leur sécurité et leur bien-être. Dans cette déclaration, la sécurité régionale s'entend au sens large et englobe la sécurité humaine (protection de la vie humaine, ressources, santé et prospérité).

L'année 2018 a de nouveau mis en évidence la vulnérabilité des pays océaniques face au changement climatique, aux catastrophes humanitaires et aux problèmes d'insécurité. Quelques exemples sont donnés ci-dessous.



En 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a convoqué une série de réunions préparatoires régionales ainsi qu'une réunion interrégionale consacrées aux petits États insulaires en développement (PEID) afin d'examiner l'avancement et la mise en œuvre des Orientations de Samoa à l'échelon national et régional en prévision de l'examen à mi-parcours du document

en 2019. À la réunion interrégionale tenue fin 2018, les représentants des PEID ont réaffirmé leur attachement au développement durable et à la pleine mise en œuvre des Orientations de Samoa. Ils ont également entériné la Déclaration de Samoa sur les changements climatiques dans le contexte du développement durable des PEID.

⁶ Voir <https://www.forumsec.org/boe-declaration-on-regional-security/>

Dialogue de haut niveau sur le changement climatique et la biodiversité



Dialogue de haut niveau entre M. Macron, Président de la République française, et les dirigeants océaniques

En mai 2018, la CPS a organisé un dialogue de haut niveau sur le changement climatique et la biodiversité qui a réuni le Président de la République française, Emmanuel Macron, et des chefs d'État et de gouvernement, ministres et délégués des pays membres de la CPS. Les participants ont exprimé des points de vue convergents sur des questions telles que la gestion des ressources côtières et marines et la biodiversité, et ont renouvelé, sous les auspices de l'Accord de Paris, leur engagement en faveur

de l'action climatique. Quatre mois plus tard, à l'occasion du One Planet Summit tenu à New York, l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont lancé une nouvelle initiative régionale sur le changement climatique, la biodiversité et la résilience. Cette initiative, qui avait été annoncée par le Président Macron lors du premier One Planet Summit tenu à Paris en décembre 2017, est en ligne avec nombre des thématiques abordées lors du dialogue de haut niveau.

Contexte institutionnel

En 2018, la CPS est intervenue dans plus de 20 secteurs dans les 22 États et Territoires insulaires océaniques membres de l'Organisation.

La CPS a son siège à Nouméa et dispose d'antennes régionales à Suva, à Port-Vila et à Pohnpei, ainsi que d'un bureau de pays à Honiara.

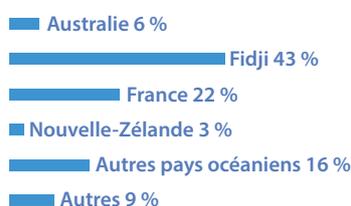
Fin 2018, la CPS employait 578 agents, contre 584 un an plus tôt.

- Parmi le personnel, 59 % des agents étaient des ressortissants de pays insulaires océaniques (43 % pour les Fidji et 16 % pour les autres pays).
- Les ressortissants français (parmi lesquels on compte les personnes résidant en Nouvelle-Calédonie) formaient le deuxième plus grand groupe (22 %).

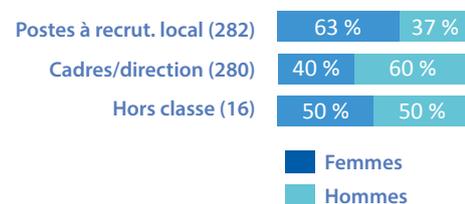
- Au nombre de 298, les femmes représentaient 52 % de l'effectif total. Elles occupaient davantage de postes à recrutement local, correspondant aux classes salariales inférieures, tandis que les hommes étaient plus nombreux aux postes de cadres et de direction, à savoir dans les classes supérieures.
- En 2018, la CPS a mené une étude de référence sur le recrutement des femmes et des ressortissants des États et Territoires insulaires océaniques afin d'analyser l'évolution de sa performance dans ce domaine.



Ventilation des effectifs par pays d'origine



Ventilation des effectifs par type de contrat



En 2018, le budget réel de la CPS s'est établi à 82,2 millions d'euros, tandis que les dépenses réelles ont totalisé 78,7 millions d'euros ; le taux d'exécution des programmes et projets a donc atteint 99 %, un chiffre supérieur au seuil d'exécution minimum prescrit par l'Organisation (85 %).

Le processus de changement et de transformation s'est poursuivi au sein de la CPS en 2018 et un certain nombre d'initiatives clés ont été mises au point afin de consolider les démarches déjà engagées pour rationaliser et hiérarchiser les services de l'Organisation.

L'évaluation à mi-parcours nous a donné l'occasion d'analyser notre performance et d'interroger les membres et les autres partenaires sur la manière dont ils perçoivent notre action. Les constatations de l'évaluation permettront d'étayer les plans d'activité des divisions, la révision de la politique PEARL et l'élaboration du nouveau plan stratégique⁷.

Dans le cadre de ce processus, la CPS s'est aussi attachée à améliorer l'efficacité de ses services internes, ses politiques, son infrastructure et ses systèmes de gestion. La modernisation de notre système d'information financière et de gestion nous a permis d'opérer des gains d'efficacité et d'accroître la responsabilité, et de nouvelles améliorations sont actuellement apportées pour plus d'intégration et de fonctionnalités au sein du système. Un nouvel instrument de gestion des ressources humaines a été mis en place cette année et la mise en œuvre du dispositif de recouvrement intégral des coûts est en bonne voie au sein des services internes de la CPS⁸.

La Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et le Cadre d'action sur le changement climatique, adoptés en avril 2018, posent les fondements de l'intégration du changement climatique et de la durabilité environnementale dans nos programmes et opérations⁹. Les démarches entreprises par la CPS pour obtenir son accréditation auprès du Fonds vert pour le climat ont substantiellement avancé, la demande devant être validée par le conseil d'administration en 2019.

Cette année, la CPS s'est assurée plusieurs engagements financiers importants à long terme, notamment dans les domaines de l'équité de genre et des droits des femmes, du changement climatique, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et de la santé. C'est un premier pas vers une plus grande stabilité financière, un horizon de programmation plus long et des réalisations améliorées au profit des populations du Pacifique¹⁰.

Plusieurs divisions et programmes de la CPS engagés dans des processus de restructuration et de redéfinition des priorités sont entrés en phase de consolidation, tandis que d'autres se préparent à participer à des examens externes indépendants afin d'évaluer leur performance et de mieux recentrer leurs activités, ou encore réfléchissent aux mesures prioritaires à prendre en conséquence. La CPS met davantage l'accent sur la collaboration en interne ainsi qu'avec les pays océaniques dans une logique de programmation intégrée. L'équité de genre, l'inclusion sociale, les droits de la personne et la responsabilité sociale et environnementale sont de plus en plus intégrés aux programmes pendant les phases de planification et de mise en œuvre.

Enfin, la CPS et le Gouvernement de Vanuatu ont signé un nouveau programme-pays cette année, couronnant un vaste processus de consultation des parties prenantes. Les programmes-pays, qui remplacent les « stratégies conjointes de pays », aiguillent nos relations de travail avec les membres sur des périodes pluriannuelles. Ils mettent en avant les secteurs de développement dans lesquels la CPS s'affirmera comme un partenaire clé et favorisent une intégration plus poussée de notre action au service de la réalisation des objectifs de développement nationaux. Les programmes-pays lient la CPS aux gouvernements des Îles Marshall, de la Nouvelle-Calédonie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Tuvalu seront parachevés début 2019.



M. Ralph Regenvanu, ministre des Affaires étrangères de Vanuatu, à la signature d'un nouveau programme-pays avec la Communauté du Pacifique (CPS)

7 Voir zoom sur les réalisations à la page 118

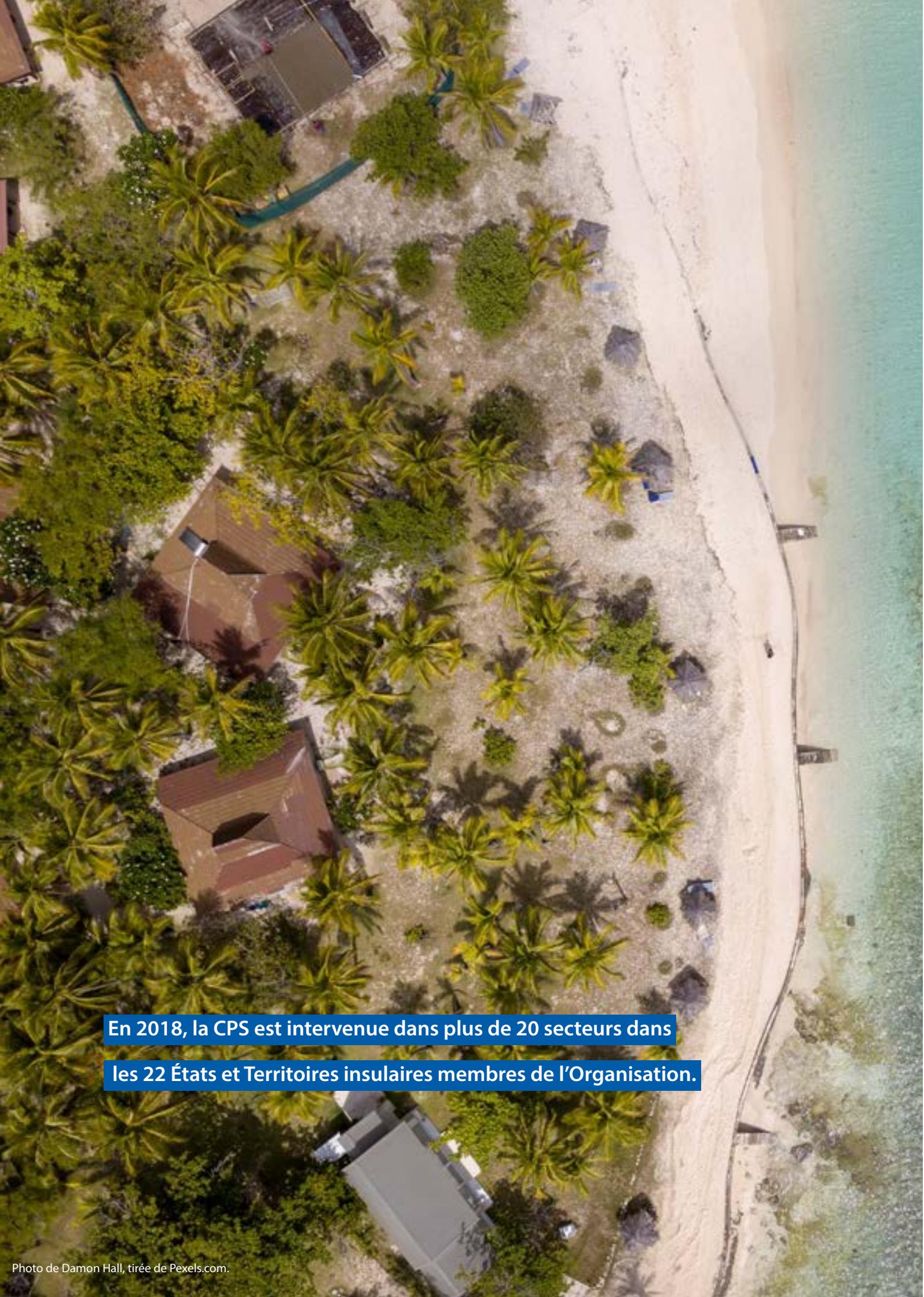
8 Voir zoom sur les réalisations à la page 125

9 Voir zoom sur les réalisations à la page 123

10 Voir la partie consacrée aux partenariats à la page 101



Les programmes-pays, qui remplacent les « stratégies conjointes de pays », aiguillent nos relations de travail avec les membres sur des périodes pluriannuelles



En 2018, la CPS est intervenue dans plus de 20 secteurs dans les 22 États et Territoires insulaires membres de l'Organisation.

LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui englobe les 17 ODD, alimente fortement la dynamique des efforts de développement engagés sur la scène internationale. Les États et Territoires insulaires océaniques ont souscrit à ces objectifs pour orienter et mesurer les actions qu'ils mènent au titre de leurs plans de développement nationaux. De plus en plus, la Communauté du Pacifique (CPS) s'appuie sur ces plans pour élaborer ses propres programmes de travail en concertation avec les membres.

Le Plan stratégique de la CPS s'articule autour de trois grands objectifs de développement :

Objectif 1 : Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable.

Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.

Objectif 3 : Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Nos buts et objectifs de développement s'inscrivent en parfaite cohérence avec les ODD, en particulier dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, océans, climat, résilience aux catastrophes, énergie, transport, croissance économique, droits de la personne, éducation et bien-être.

En 2018, la CPS a mené d'importantes interventions en soutien aux efforts engagés par les membres pour concrétiser les ODD (consulter les pages ci-après pour plus de détails).



La roue de progression des ODD permet aux pays membres et aux partenaires du développement de visualiser les progrès accomplis au regard des 132 indicateurs régionaux associés aux ODD et d'en assurer le suivi.



Appui au leadership éclairé et à la coordination des actions menées au regard des ODD dans la région



Grâce aux cibles et indicateurs associés aux ODD, les pays océaniques disposent d'un cadre commun pour mesurer les progrès qu'ils accomplissent tant à leur niveau qu'à l'échelon régional. Il a fallu beaucoup de travail pour contextualiser les engagements internationaux à la lumière des priorités régionales et nationales et donner aux pays océaniques des moyens renforcés pour recueillir des données et rendre compte de la mise en œuvre des engagements nationaux, régionaux et internationaux en faveur du développement.

En 2016, le **Groupe régional océanien sur les ODD** a vu le jour sous les auspices du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP). La CPS a apporté de précieux éclairages sur tous les aspects du mandat du Groupe, mettant l'accent en particulier sur la définition d'indicateurs régionaux pour les ODD.

Guidé par la CPS, le Groupe a établi la **Feuille de route régionale pour un développement durable**, entérinée par les chefs d'État et de gouvernement du FIP en 2017. Cette feuille de route renferme 132 indicateurs associés aux ODD et adaptés à la région Pacifique. En 2018, en sa qualité d'organisation chargée de la collecte et de la compilation des données sur les indicateurs régionaux, la CPS a élaboré des fiches de données, des notes d'orientation sectorielles et des analyses à l'**appui de l'établissement du Rapport 2018 sur le développement durable dans le Pacifique**.

Réunis à Apia en 2018, les petits États insulaires en développement (PEID) ont renouvelé leur engagement en faveur de plusieurs secteurs prioritaires, dont l'atténuation des changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et la gestion durable des océans. Pour accompagner les membres dans l'édification d'une région Pacifique plus résiliente, la CPS joue, aux côtés du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et d'autres organisations régionales, un important rôle de chef de file, promouvant le développement durable dans les actions axées sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe, l'énergie et la gestion des océans.



La CPS a joué un rôle clé dans l'élaboration du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique, qui offre aux pays océaniques des orientations stratégiques de haut niveau (présentées sous la forme d'un ensemble de mesures prioritaires) permettant d'appuyer l'utilisation d'approches intégrées pour faire face au changement climatique et aux risques de catastrophe et mieux les gérer, approches qui contribuent à leur tour à la réalisation de l'**ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)**.



Par l'intermédiaire du Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE), la CPS assure à l'échelon régional un rôle de chef de file sur les questions touchant à l'**ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable)** et sur les solutions énergétiques durables. Grâce à une contribution de la Norvège, de nouveaux financements ont été mobilisés en 2018 au profit des activités du PCREEE.



La CPS a apporté un appui de haut niveau, des conseils et un leadership éclairé aux membres qui participent aux négociations visant l'élaboration d'un nouvel instrument juridique destiné à orienter la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Pour les pays océaniques, il est capital de pouvoir assurer la gestion et la traçabilité des avantages découlant des pêcheries et des autres ressources marines dans les zones de haute mer situées au-delà de leurs zones économiques exclusives (ZEE).



Le **Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine (CCPSM)**, dont la création a été approuvée à la dixième Conférence de la Communauté du Pacifique en 2017, mutualise les informations et les données intéressant les sciences océaniques, ainsi que la gestion et la gouvernance des océans. La mise en place du CCPSM s'inscrit dans le prolongement de l'adoption par les membres de la CPS de politiques nationales de la mer visant à améliorer la gestion de l'océan Pacifique et de ses ressources. Guidée par le cadre offert par le CCPSM, la CPS recentrera son assistance scientifique et technique sur l'offre de solutions qui favorisent l'émergence, la pérennisation et la croissance des économies bleues dans les pays océaniques et qui participent à la réalisation de l'**ODD 14 (Vie aquatique)**.



La CPS a décidé d'inscrire son action climatique dans une démarche interne s'appliquant à l'échelle de l'Organisation. Elle a ainsi adopté le Cadre d'action sur le changement climatique, qui prévoit la

mutualisation des moyens d'intervention des divisions et programmes de la CPS pour relever les défis posés par le changement climatique aux échelons local, national, régional et international, contribuant de la sorte à la réalisation de l'**ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)**.

En interne, la CPS réfléchit aux moyens à mettre en œuvre pour renforcer la coordination entre les programmes, le but étant d'évaluer et de suivre notre contribution globale au développement durable de la région Pacifique. La CPS a créé fin 2018 un groupe interne sur les ODD, afin de favoriser la mise en place d'une démarche cohérente et intégrée au service du développement durable, appliquée au profit et aux côtés des pays océaniques. L'objectif est aussi de donner les moyens à la CPS de démontrer de manière plus visible l'assistance qu'elle apporte aux pays membres : l'Organisation exécute des programmes qui prolongent les actions engagées par les pays pour promouvoir le développement durable, tel que mesuré par les cibles et les indicateurs associés aux ODD.

Contribution à la mesure des progrès (mesures et rapports sur les ODD)

En 2018, la CPS a apporté une aide essentielle aux pays océaniques pour donner corps aux ODD. Quand la Feuille de route régionale pour un développement durable a été approuvée, la plupart des pays océaniques étaient uniquement en mesure de recueillir des données pour un petit nombre d'indicateurs et les quelques données collectées l'étaient suivant des méthodes variant d'un pays à l'autre.

Pour y remédier, la CPS a aidé 16 services nationaux de la statistique du Pacifique à recenser les sources de données à privilégier pour leurs collectes de données et assisté six pays océaniques dans la mise en cohérence de leurs priorités de développement nationales avec le Programme 2030. Ce dernier encourage les États membres à « procéder à des examens réguliers et sans exclusive [...] des progrès accomplis aux niveaux national et infranational » dans la mise en œuvre du Programme. Avec le soutien de la CPS, de la CESAP et du Secrétariat général du FIP, Kiribati a préparé son premier examen national volontaire (ENV) en 2018, s'engageant à réaligner ses objectifs et indicateurs nationaux sur ceux énoncés dans le Programme 2030. Les Fidji, Nauru, Palau, les Tonga et Vanuatu ont décidé de procéder à leur tour à leur ENV en 2019. L'ENV des Îles Salomon est prévu en 2020.

« Étant donné que le plan de développement de Kiribati s'aligne globalement sur le Programme 2030, la conduite intégrée de l'examen à mi-parcours du plan et de notre examen national volontaire (ENV) doit nous permettre d'évaluer nos objectifs nationaux et nos engagements internationaux et régionaux dans un seul et même rapport. »

Examen national volontaire de Kiribati, 2018



La CPS a également piloté les actions menées pour améliorer l'accès aux données sur la réalisation des ODD dans le Pacifique et les rendre plus facilement exploitables. Citons notamment la mise en place d'une base de données et d'un tableau de bord régionaux sur les ODD au sein de la Plateforme de données océaniques de la CPS. La Plateforme affiche une **barre de progression illustrant le degré d'avancement des ODD**¹¹.

La base de données et le tableau de bord sur les ODD font office de dépôt centralisé de données et d'analyses sur les indicateurs des ODD et d'autres indicateurs de développement, et ont vocation à améliorer l'accès des pays océaniques et d'autres parties intéressées aux données.

La CPS appuie également l'élaboration de boîtes à outils ODD (suivi et rapports) et a participé à la cocréation d'un manuel de suivi-évaluation et amélioration continue (SE-AC) consacré à l'**ODD 14 (Vie aquatique)**, à l'occasion d'un atelier tenu à Dakar (Sénégal) en novembre. L'atelier a rassemblé des experts internationaux du SE-AC, des pêches, des océans, des sciences marines et des ODD, ainsi que des représentants des pouvoirs publics nationaux et des organismes du système des Nations Unies.

En 2018, le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) de la CPS a vu sa capacité technique reconnue pour ce qui concerne la gestion indépendante des processus d'évaluation des apprentissages à grande échelle. L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) admet désormais parmi les outils de mesure de **l'indicateur 4.1.1 des ODD** l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) pour la sixième année de scolarité (équivalent du CM2), qui a été administrée par la CPS dans 15 pays océaniques en 2018. Cet indicateur mesure la maîtrise de l'apprentissage de la lecture et des mathématiques en fin de cycle primaire et de premier cycle du secondaire.

Les nouveaux programmes-pays de la CPS prévoient l'établissement de rapports au regard des indicateurs des ODD et des indicateurs nationaux pour chacune des priorités stratégiques retenues.

Contributions directes à la réalisation des ODD

La CPS s'interroge actuellement sur la façon dont ses objectifs et secteurs clés de résultat s'articulent autour des ODD (objectifs et cibles), afin de pouvoir, au besoin, réaligner son action et mieux assister les pays membres dans l'établissement de leurs rapports sur les ODD. On trouvera ci-après quelques exemples de réalisations qui ont directement contribué aux ODD en 2018.

Préparation à El Niño

Dans le cadre du projet triennal de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord (projet RENI) qui s'étale sur la période 2017-2020, des communautés des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et de Palau travaillent de concert pour sécuriser leurs ressources alimentaires et hydriques en prévision de sécheresses futures. Le projet RENI se situe à l'interface de différents ODD, dont **l'ODD 2 (Faim « zéro »)**, **l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être)**, **l'ODD 6 (Eau propre et assainissement)** et **l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)**, tout en promouvant l'équité de genre et les droits de la personne (**ODD 5** et **ODD 16**).

Ce projet vise à atténuer les chocs et les insécurités pouvant découler de futurs épisodes de sécheresse en phase El Niño, en misant sur le renforcement de la résilience des communautés, y compris de la sécurité alimentaire et hydrique. Au cœur du projet, on trouve l'idée que les communautés locales, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, doivent pouvoir faire entendre leur voix pour que leurs besoins particuliers soient pris en compte.

Les interventions RENI, pensées en concertation avec les communautés, sont notamment axées sur l'évaluation des risques de catastrophe, les évaluations sectorielles et l'appui à la révision des plans de gestion des risques de catastrophe ou des lois et politiques y afférentes, l'objectif étant de garantir que la notion de résilience est intégrée dans la planification. Le projet RENI permet aussi de financer des « mesures de résilience », à savoir des projets conçus et exécutés par les membres des communautés, dont des groupes de femmes. Citons notamment les évaluations communautaires de l'impact des nuisibles sur les cultures vivrières dans les atolls situés au nord des Îles Marshall et l'application de mesures d'économie d'eau aux États fédérés de Micronésie, grâce auxquelles plus de 1 200 personnes bénéficieront d'un accès amélioré à l'eau.



Donner à des groupes de femmes des moyens d'agir pour accroître la résilience climatique des communautés.



11 Voir pacificdata.org

Œuvrer à la mise en œuvre des traités consacrés aux droits de la personne



Avec le concours technique de la CPS et d'autres partenaires, les pays membres s'attachent à renforcer leurs capacités en vue de la mise en œuvre des engagements internationaux relatifs aux droits de la personne et progressent résolument sur la voie de la réalisation de l'**ODD 5 (Égalité entre les sexes)** et de l'**ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces)**. En 2018, les Fidji et les Îles Marshall ont procédé à la ratification de traités fondamentaux des Nations Unies pour la protection des droits de la personne et ont soumis leurs rapports nationaux aux organes conventionnels dans les délais impartis. Plus compétents et confiants sur les questions touchant aux droits fondamentaux, les pays océaniques sollicitent moins d'assistance technique externe. Par ailleurs, les pays s'orientent vers une démarche concertée

pour la mise en œuvre de l'Examen périodique universel (EPU) et des recommandations des organes conventionnels des Nations Unies. Début 2018, cinq pays océaniques s'étaient dotés de plans d'application des traités (Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Dans le courant de l'année, avec l'appui de la CPS, Nauru a parachevé ses plans d'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de la Convention relative aux droits de l'enfant, tandis que Kiribati et les Îles Salomon ont entamé leurs préparatifs en vue de leur participation à l'EPU. L'élaboration de plans d'application pour les traités des Nations Unies permet à la région de franchir un nouveau cap s'agissant de la promotion et de la pleine réalisation des droits de la personne.

Contribution à l'accélération des actions visant à mettre fin à la violence domestique



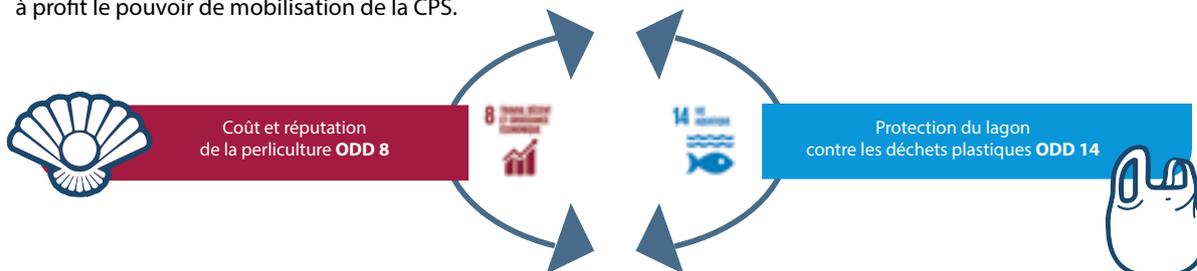
Les principales cibles de l'**ODD 5 (Égalité entre les sexes)** et de l'**ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces)** concernent l'appui à l'élaboration et à la promulgation de lois sur la violence domestique et la protection de la famille. Depuis de nombreuses années, la CPS accompagne les pays océaniques dans la rédaction de lois sur la violence domestique. Toutefois, si ces lois voient effectivement le jour, leur application concrète se heurte à un déficit de ressources et de capacités, auquel s'ajoute la complaisance à l'égard de la violence domestique profondément ancrée dans les attitudes et les normes sociales. Fin 2018, pour couronner les efforts déployés afin d'aider les pays océaniques dans ce domaine, la CPS a organisé une consultation régionale au cours de laquelle 11 pays océaniques ont approuvé la création d'un groupe de travail régional sur la mise en œuvre des lois sur la violence domestique.

La CPS a mis sur pied deux projets pilotes consacrés à l'accès à la justice aux Tonga et aux Îles Salomon afin de doter le système judiciaire de moyens renforcés pour faire appliquer la loi et protéger les survivant/e/s de violence domestique. Cette année, suite à la formation dispensée dans le cadre du projet de la CPS, dix ordonnances de protection temporaires ont été délivrées par la justice aux Îles Salomon, les premières depuis la promulgation de la loi sur la protection de la famille en 2014. Aux Tonga, en moins d'un an d'activité, le Centre d'assistance juridique pour la protection de la famille est déjà venu en aide à 227 clients, a informé plus de 700 personnes sur leurs droits et a soutenu l'adoption de 65 ordonnances de protection. Le Gouvernement tongien prévoit d'intégrer dans un avenir proche le Centre au sein d'une direction du ministère de la Justice.

Perliculture en Polynésie française

Le projet RESCCUE (Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique), exécuté par la CPS, a exploité à son avantage le difficile arbitrage à opérer entre l'**ODD 8 (Travail décent et croissance économique)** et l'**ODD 14 (Vie aquatique)**. Il en a fait un levier économique, en mettant à profit le pouvoir de mobilisation de la CPS.

La perliculture est un important secteur à vocation exportatrice en Polynésie française, mais la production de déchets, notamment plastiques, constitue une problématique majeure. Il a donc fallu opérer le bon arbitrage entre croissance économique et conservation de la biodiversité.



Entre 2016 et 2018, la CPS a multiplié les espaces de dialogue entre les nombreux acteurs en présence – le Gouvernement de la Polynésie française, les autorités locales, le milieu universitaire, le secteur privé et les associations professionnelles – afin d'évoquer la délicate question des déchets plastiques rejetés dans les zones lagunaires où sont implantées les fermes perlicoles. La commune des Gambier a été désignée site pilote. Une mission d'expertise technique a été organisée afin de caractériser les déchets rejetés par les fermes perlicoles dans le lagon des Gambier et de démontrer la faisabilité

économique d'une filière locale de valorisation des macro-déchets plastiques.

Les plasturgistes présents sur le territoire se sont dits intéressés par le lancement de nouvelles lignes de produits (bouées, palettes), qui ouvriraient la voie au développement d'une économie circulaire des déchets plastiques en Polynésie française. Les associations professionnelles de perliculteurs sont en train de revoir leur logique commerciale pour y intégrer la notion de durabilité et la certification qualité.



Présentation du tableau de bord MANA lors de la Réunion des directeurs de la santé des pays océaniques en 2018

Perspectives pour 2019

Grâce à une solide collaboration avec les partenaires et à une répartition claire des rôles, les doublons ont été réduits et la planification des travaux a été améliorée. Les résultats obtenus trouvent une illustration concrète dans l'ensemble complet d'indicateurs régionaux des ODD spécialement adapté en fonction des priorités du Pacifique, ainsi que dans la volonté affichée par les pays océaniques de renforcer leurs capacités pour mieux collecter les données associées aux indicateurs et les inscrire dans leur planification nationale. Dans l'ensemble, les données régionales sur les ODD sont aujourd'hui plus accessibles. Les pays océaniques ont véritablement à cœur de s'engager aux côtés de la CPS et dans le processus des ODD ; nombre d'entre eux sont d'ailleurs occupés à intégrer les cibles et les priorités associées aux ODD dans leurs plans de développement nationaux et à établir leurs rapports d'examen national volontaire, processus que la CPS continuera d'appuyer de concert avec d'autres partenaires clés.

L'action de la CPS se rapporte directement ou indirectement à chacun des ODD. La mise en lumière de ces liens, et de leur capacité à renforcer les partenariats régionaux et internationaux de la CPS, constituera une part importante de notre travail en 2019.

CHAPITRE 1 : RENFORCER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

En 2018, la CPS a fourni un appui scientifique et technique de grande ampleur aux pays océaniques afin qu'ils soient mieux armés pour gérer durablement leurs ressources. Elle intensifie sa collaboration avec toutes les parties prenantes pour fournir des informations scientifiques et des analyses de qualité, mais aussi renforcer les dispositifs institutionnels, en vue de protéger l'environnement et de mettre au point des stratégies intégrées d'exploitation des ressources naturelles. Ces stratégies prennent de plus en plus en considération les questions de culture, d'équité de genre, d'inclusion sociale et de droits de la personne.

L'évaluation à mi-parcours a révélé que les efforts déployés par la CPS en matière de gestion durable des ressources naturelles étaient considérés comme tout à fait pertinents par les membres de l'Organisation et ses partenaires externes.

Synthèse des réalisations

Les efforts intensifs d'élaboration de lois et de stratégies en matière de pêche côtière et d'aquaculture permettent de parachever la législation relative à l'aquaculture ou à la biosécurité aquatique dans 7 pays océaniques, et à la pêche côtière dans 4 pays.

Des espèces envahissantes ont été éradiquées de 2 îles de l'archipel des Gambier (Polynésie française), à savoir la fourmi folle jaune (1 île) ainsi que le rat et le crapaud buffle (1 île).

La législation fidjienne relative à l'exploitation minière a été examinée et amendée afin d'encourager la participation des femmes à cette activité.

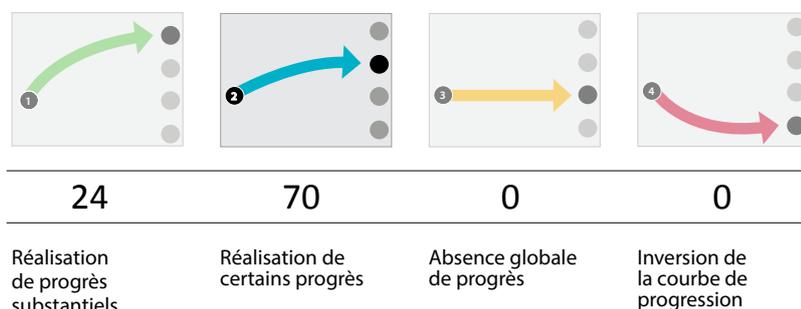
Contribution aux ODD



Défis à relever

- La CPS œuvre à intensifier sa démarche de direction stratégique régionale de la pêche côtière. Au début de cette évolution en 2018, l'une des difficultés a consisté à apporter une réponse aux différents besoins des pays en matière d'optimisation de la protection, de la gestion et de la réhabilitation des ressources marines et halieutiques côtières.
- De même, fournir aux pays membres des conseils et des services scientifiques de qualité tout en étudiant les innovations et technologies émergentes s'est révélé compliqué, compte tenu, notamment, du manque de ressources ou de la surcharge de travail des équipes compétentes.
- Il faut renforcer les démarches d'intégration des informations scientifiques à la prise de décision éclairée, afin de continuer à appuyer, par une bonne gestion des ressources naturelles, l'amélioration de la sécurité alimentaire, le développement économique durable, la résilience de la Communauté du Pacifique ou encore le bien-être des populations face au changement climatique et à la dégradation rapide de la biodiversité.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

Les investissements prévus dans les nouvelles technologies de collecte et d'analyse de données, de rédaction de rapports et de gestion de l'information permettront de garantir la pertinence du travail dans le domaine des sciences halieutiques et de la gestion des ressources terrestres. En particulier, pour ce qui est de l'agriculture et de la pêche côtière, une plus grande attention sera accordée à l'innovation, à la collaboration et aux visées à long terme, afin d'assurer un traitement durable des facteurs sous-jacents du changement climatique.

Les partenariats stratégiques conclus ou renforcés en 2018 dans les domaines de la préservation et de l'exploitation des ressources génétiques agricoles, des normes sanitaires/phytosanitaires et de la biosécurité, ou encore de l'agriculture durable et de l'amélioration du niveau de vie permettront de mettre en commun les ressources dans ces secteurs et de mieux suivre les tendances à l'échelle régionale, ce qui limitera les risques financiers associés à l'achèvement de plusieurs grands projets en 2018.

En ce qui concerne les géoressources, l'évolution des financements et du nombre de prestataires force la CPS à repenser ses efforts de mobilisation des ressources et la structure de ses activités dans ce domaine.

La proclamation de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) attire l'attention sur l'importance vitale de la santé des océans et sur le fait qu'il est crucial de s'appuyer sur des données scientifiques dans la prise de décisions relatives à l'océan dans la région Pacifique. La CPS continuera de s'associer à ces processus, qui devraient orienter ses travaux, et notamment ceux du CCPSM, au cours des années à venir.

PÊCHES

L'évaluation de la performance de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins¹² menée en 2017 a mis en exergue la capacité de la CPS à réagir efficacement aux priorités et défis actuels de la région. Les auteurs de l'évaluation ont formulé 15 recommandations pour que la Division reste apte à remplir sa mission. En 2018, 18 grandes mesures ont été prises en réponse à ces recommandations. Des progrès sensibles ont été réalisés dans les domaines suivants :

- *la mise en place du CCPSM comme pôle d'excellence en matière de sciences, de gestion et de gouvernance des océans, mais aussi de gouvernance maritime en partenariat avec la Division géosciences, énergie et services maritimes et le Programme durabilité environnementale et changement climatique ;*
- *la constitution du Groupe de travail régional sur les pêches côtières et de réseaux infrarégionaux à l'appui de l'intensification de la démarche de direction stratégique régionale en matière de pêche côtière ; et*
- *la création d'un forum interne afin d'accroître les interactions et la collaboration entre les équipes chargées de la pêche hauturière et celles chargées de la pêche côtière.*

Synthèse des réalisations

Un projet complémentaire visant à examiner 125 otolithes de thons obèses a permis de revoir et mettre à jour les estimations d'âge et de croissance à partir de nouvelles données ; ces travaux ont étayé l'analyse de croissance établie l'année précédente.

Plus de 20 000 sorties de pêche ont été chargées sur l'application de saisie de données Tails. Près de 100 enquêteurs travaillent actuellement dans 10 États et Territoires insulaires océaniques, et ont recensé 451 espèces uniques, pour 564 092 kg de poissons.

27 exploitations communautaires d'aquaculture en eau douce ont été mises en place ou réhabilitées dans des communautés rurales de 2 pays océaniques.

Zoom sur les réalisations



Les pêcheurs s'adaptent aux effets du changement climatique sur les thonidés



CIBLE 14.7

CONTEXTE

Les abondantes ressources thonières du Pacifique occidental et central fournissent 60 % des thonidés pêchés dans le monde. Près de la moitié des captures proviennent des zones économiques exclusives (ZEE) des 22 pays membres de la CPS, qui recouvrent une bonne part de cette grande région océanique.

La gestion de ces ressources par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC), qui constitue l'organisation régionale de gestion des pêches (ORGP), dépend d'estimations de niveaux de capture permettant d'optimiser les retombées économiques et sociales de la pêche thonière pour les États côtiers et les pays pratiquant la pêche en eaux lointaines, ainsi que de maintenir des limites durables pour l'exploitation des ressources. La bonne nouvelle est que les stocks du Pacifique occidental et central sont en bonne santé.

Cependant, l'étude de l'historique des prises et des épisodes El Niño et La Niña montre que ces stocks évoluent en fonction de la variation de la température de l'eau.

Les derniers modèles écosystémiques des populations prévoient une baisse importante du nombre de thonidés disponibles (biomasse des thonidés) dans le Pacifique occidental, en raison d'une migration des thons tropicaux vers l'est et d'une certaine baisse de la biomasse globale.

Le changement climatique a des conséquences à l'échelle nationale pour les États côtiers d'Océanie. Le principal facteur est le réchauffement des océans, tandis que leur acidification devrait avoir une incidence plus faible.

¹² Rapport d'évaluation disponible ici (en anglais) : <http://purl.org/spc/digilib/doc/7shzr>

PROCESSUS DE CHANGEMENT

En 2017, la CPS a fourni un avis scientifique faisant état d'un changement radical de l'état des populations de thon obèse dans la région. Les nouvelles données résultant d'une évaluation de ces populations ont en effet révélé que les stocks étaient bien plus abondants qu'on ne le pensait¹³.

En 2018, la CPS a modélisé l'écosystème des espèces de thonidés selon différents scénarios climatiques avec, pour la première fois, la prise en compte simultanée des quatre espèces de thonidés. Cette analyse contenait en outre des données intégrant plusieurs disciplines scientifiques, et faisait appel aux techniques de modélisation du changement climatique recommandées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), appliquant ainsi des normes internationales à la région.

Par ailleurs, des conseils sur la modification du format des produits ont été apportés, afin que les membres puissent mieux en comprendre les conséquences. Ce nouvel avis a d'abord été présenté au Comité scientifique de la Commission thonière au mois de juin, puis à l'occasion de plusieurs réunions régionales et infrarégionales, notamment lors du 49^e Sommet du Forum des Îles du Pacifique, et a montré de nouvelles modalités pour peser sur l'évolution de la situation.

RÉSULTATS ET IMPACT

Par conséquent, en 2018, les pays ont discuté pour la première fois des conclusions et avis scientifiques de la CPS concernant les effets du changement climatique sur la pêche thonière, y ont réagi et les ont pris en compte. Les pays membres étudient des stratégies d'adaptation et de planification, et se préparent à l'avenir.

Les Fidji et les Tonga ont fait part de leur intention d'utiliser les informations scientifiques fournies pour prendre des décisions concernant le renforcement de la résilience au changement climatique. L'échange entre les pêcheries d'Islande et d'Océanie, organisé au mois d'octobre avec Conservation International, a donné lieu à des débats sur de nouveaux dispositifs de gouvernance de la haute mer dans le Pacifique occidental et central, avec comme point de départ les impacts du changement climatique et les mesures d'adaptation à celui-ci dans l'Arctique. Les Îles Salomon ont d'ores et déjà pris la tête de ce mouvement. Tokelau a rejoint les discussions, en particulier dans le domaine de la viabilité économique.

« La pêche thonière, à l'instar des autres secteurs, n'a pas été épargnée par les effets du changement climatique. Les stocks de thonidés ont déjà été affectés par le changement climatique, et cette incidence ne devrait faire que s'aggraver au cours des décennies à venir. Le changement le plus probable et le plus important pour les pays membres du Forum des Îles du Pacifique est un net décalage vers l'est de la répartition et de l'abondance de la bonite et du thon jaune et, partant, une diminution globale des populations dans le Pacifique occidental et central. Bien entendu, les conséquences ne seront pas les mêmes pour la ZEE de tous les pays membres du Forum et des Territoires océaniques. » – Feleti Teo, Officier de l'ordre de l'Empire britannique, Directeur exécutif de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

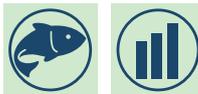
- Compte tenu des grandes mutations attendues dans la répartition des thonidés, les pêcheurs et les responsables des pêcheries devront agir de façon stratégique pour garantir tant les bénéfices économiques et la sécurité alimentaire qu'une gestion continûment durable.
- Savoir que les principaux stocks de la région sont en bonne santé permet aux membres d'adopter une approche stratégique des discussions et des mesures à prendre pour l'avenir de la pêche en Océanie. Plus que jamais, la planification et la prise de décision aux échelons national et régional nécessiteront des informations, des analyses et des avis scientifiques précis et accessibles.

Division/Programme : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

Bailleurs de fonds : Conservation International (CI), dans le cadre du projet OPP (partenariats pour les océans – pêche durable et conservation de la biodiversité), financé par le FEM et mis en œuvre par la Banque mondiale, qui fait partie du Programme mondial pour la gestion durable des pêches et la conservation de la biodiversité dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale (*Common Oceans*) dirigé par la FAO

¹³ Voir Rapport de résultats 2017 de la CPS : La surprenante histoire du thon obèse

Zoom sur les réalisations



OnBoard : une nouvelle application de déclaration des prises de thonidés à la palangre



CIBLE 14.A

CONTEXTE

La plupart des thonidés, et notamment des germons du sud, sont capturés par des palangriers. Cela fait trente ans que les États et Territoires insulaires océaniques utilisent des fiches de pêche normalisées sur papier pour enregistrer leurs prises. Ces fiches, remplies par les capitaines des navires, consignent le type et le nombre de poissons pêchés ou rejetés. Une fois les navires rentrés au port, les fiches de pêche sont recueillies par les agents des services nationaux des pêches en vue de la saisie des données.

Cependant, ce système présente, depuis des années, des problèmes de qualité et de ponctualité des données, qui empêchent les pays océaniques de prendre des décisions adaptées, reposant sur des informations précises, pour les stocks de thonidés dans leur ZEE. Des données de qualité et disponibles rapidement sont essentielles pour les scientifiques et les gestionnaires des pêches.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

En 2017, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins de la CPS a mis au point OnBoard, une application pour tablette que les pêcheurs peuvent utiliser à la place des fiches de pêche sur papier. Cette application conviviale, améliorée grâce aux commentaires d'un réseau de pêcheurs motivés, comprend des systèmes de contrôle de la qualité des données. Les données recueillies par son intermédiaire sont transférées sans fil vers TUFMAN2, une base de données régionale sur la pêche, lorsque les navires rentrent au port. Elles sont comparées à d'autres types de données (par exemple la trace GPS du navire), puis validées. Par conséquent, les pays océaniques pourront s'appuyer sur des informations de qualité, disponibles quasi en temps réel, pour prendre des décisions de gestion éclairées.

Les principaux volets de la mise en œuvre du projet OnBoard sont les suivants :

- communiquer régulièrement avec les pêcheurs et les gestionnaires afin d'accroître leur adhésion au projet ;
- veiller à une bonne planification et organisation des formations afin de susciter l'enthousiasme des patrons de pêche ; et
- lancer progressivement OnBoard afin de permettre à toutes les parties prenantes de renforcer leurs capacités et leurs dispositifs de gouvernance, ce qui a parfois nécessité des modifications de la législation ou des directives, par exemple.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les conséquences sur la déclaration des captures par les navires sont notables. De plus en plus de fiches de pêche sont en effet chargées à l'aide d'OnBoard (leur nombre a triplé entre 2017 et 2018). Plusieurs autres indices témoignent du succès de ce lancement :

- la qualité des données fournies par les pêcheurs a connu une nette amélioration. En particulier, la déclaration des captures accessoires et des requins rejetés pour chaque sortie de pêche a augmenté ;
- les pêcheurs effectuent leur déclaration quasi en temps réel : les fiches de pêche de la majorité des navires sont chargées dans les 24 heures suivant le retour au port, alors que la saisie manuelle des données des fiches papier pouvait prendre jusqu'à 12 mois ; et
- les agents des services nationaux des pêches et des organismes régionaux (tels que les techniciens de contrôle des données de la CPS) passent moins de temps à saisir des données à partir de fiches de pêche sur papier et davantage de temps à vérifier les données ainsi qu'à les utiliser pour prendre des décisions de gestion reposant sur des informations scientifiques.



3 autres pays

(Tonga, Îles Cook et Samoa) ont testé l'application en 2018, l'objectif étant de la mettre progressivement en œuvre sur l'ensemble de la flotte.

« Le lancement de l'application OnBoard en Polynésie française est un projet de taille pour le pays et nous espérons qu'il trouvera un écho ailleurs dans la région. Cette application nous fait gagner du temps lors de la collecte de données et nous permet également d'intégrer les données des journaux de pêche aux autres données halieutiques, ce qui nous aide à prendre des décisions éclairées et rapides en matière de gestion. Nous sommes ravis d'avoir pu profiter de l'assistance fournie par les agents de la CPS pendant la phase de déploiement de l'application et nous encourageons les autres membres de l'Organisation à s'intéresser à ce nouvel outil et à créer un environnement collaboratif qui contribuera à sa mise en place réussie. » – Vaiana Joufouques, Direction des ressources marines et minières (DRMM) de la Polynésie française (source : Lettre d'information sur les pêches de la CPS, n° 155)

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Nouer et maintenir de bonnes relations humaines est la condition sine qua non d'une application efficace de la technologie.
- Une communication et un retour d'information en continu permettent d'améliorer les pratiques.
- Il est important de nommer des « ambassadeurs », en l'occurrence des patrons de pêche qui motiveront les autres à passer à OnBoard.

Division/Programme : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleurs de fonds : International Seafood Sustainability Foundation (ISSF) et Nouvelle-Zélande



À bord du *Yellowfin*, le capitaine Soane Mataila utilise OnBoard depuis juillet 2018.



À bord du *Vini Vini 9*, le capitaine Tauraa Tehahe utilise OnBoard depuis mars 2018.

AGRICULTURE, FORESTERIE ET AUTRES MODES D'OCCUPATION DES SOLS

En matière d'agriculture et de gestion des forêts et des sols, le travail est en cours de réorganisation dans l'optique d'un renforcement de la collaboration au sein de la Division ressources terrestres ainsi qu'avec les autres divisions de la CPS. Cela représente un changement de taille par rapport à l'ancien mode de travail (sans coordination, de façon isolée), et a demandé du temps pour définir les moyens de surmonter les obstacles à l'intégration des activités et d'optimiser l'efficacité des services fournis aux membres. À la suite de cet exercice de prise de recul, la structure de la Division ressources terrestres a été rationalisée, avec la mise en place de programmes phares dans les domaines des ressources génétiques et des systèmes de semences, de la santé des écosystèmes, de l'agriculture sur les atolls, du renforcement des capacités en vue de la réduction des risques de catastrophe, des mesures sanitaires/phytosanitaires et de la biosécurité, ou encore des systèmes de qualité des aliments. Ces évolutions devraient permettre d'améliorer encore la résilience climatique, la sécurité alimentaire, la nutrition, les échanges commerciaux, ainsi que la santé.

Synthèse des réalisations

Mise en place de 3 nouveaux sites agroforestiers communautaires (1 à Vanuatu et 2 aux Fidji).

Déplacement et destruction de 2 490 grumes de bois sciées dans un brûlis aux environs d'Honiara, dans le cadre du programme d'éradication du rhinocéros du cocotier.

À la suite de l'adoption de la réglementation relative au bois de santal aux Tonga en 2017, instaurant des systèmes de vérification de la légalité des titres de propriété, les communautés ont signalé une augmentation des plantations de cette essence¹⁴.

Zoom sur les réalisations



Une intégration réfléchie : la voie suivie par la Division ressources terrestres pour améliorer ses activités et sa prestation de services

CONTEXTE

À l'instar des autres organismes et partenaires du développement, la CPS doit assurer une gestion optimale de ses ressources, tout en améliorant l'efficacité et l'impact de son travail avec les pays membres. Pour ce faire, l'accroissement de l'intégration a notamment été étudié.

La nécessité d'une plus grande intégration des divisions de la CPS afin d'améliorer la cohésion, l'utilisation des ressources et la prestation de services fait débat depuis longtemps, mais, dans certains domaines, les progrès ne sont guère rapides. La Division ressources terrestres a relevé ce défi en 2018, et est revenue aux fondamentaux afin d'élaborer une démarche stratégique double : i) réflexion, analyse des faits et conseil, et ii) mise au point d'un plan d'activité à cinq ans fondé sur la programmation intégrée et l'optimisation des partenariats.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Une phase de consultation et de conception en interne a suivi et a été ponctuée de nombreux examens. Tous les agents ont été affectés par les mutations des programmes et des dispositifs de présentation de rapports. Ils se sont mis à échanger avec leurs partenaires et le personnel des nouveaux domaines de spécialité, et tout le monde a dû jeter un regard sur le passé, examiner les succès et les échecs, et mettre au point de nouvelles façons de travailler ensemble. Ce processus a nécessité de la patience et de l'humilité, mais a donné naissance à un nouveau sentiment de respect entre pairs, avec des résultats aussi positifs que prometteurs.

RÉSULTATS ET IMPACT

La Division ressources terrestres dispose à présent de quatre piliers avec six programmes intégrés (**figure 1.1**). Cette nouvelle structure vise à garantir la cohésion et la coordination en interne, à faciliter l'intégration des sections et à permettre à la Division de se tourner vers les autres divisions de la CPS, mais aussi vers la région, pour optimiser l'intégration interdivisionnelle et la prestation durable de services (**figure 1.2**).

¹⁴Voir Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique, Création d'une « chaîne de responsabilité » grâce à la réglementation relative au bois de santal, page 13.

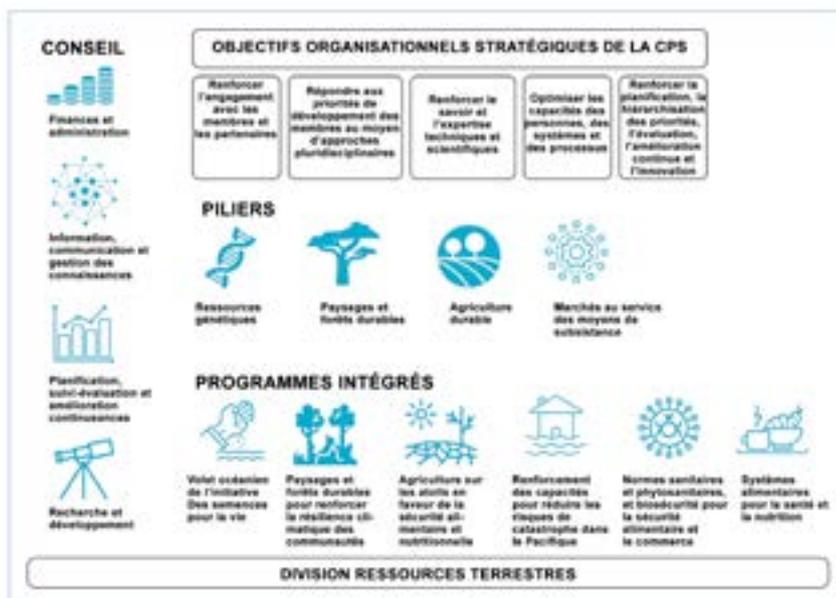


Figure 1.1 : La nouvelle structure organisationnelle et programmatique de la Division ressources terrestres



Figure 1.2 : Les modalités de travail de la Division ressources terrestres dans le contexte d'une intégration réfléchie

Ce nouveau mode de travail devrait renforcer l'impact de nos activités, compte tenu de la complémentarité des sections de la Division et des liens directs avec les cibles des ODD. En voici quelques exemples :

- ressources génétiques et biosécurité, couplées afin d'améliorer la distribution des végétaux ;
- marchés au service des moyens de subsistance et santé des végétaux pour améliorer les rendements ; et
- paysages et forêts, et agriculture biologique, ressources génétiques et biosécurité pour renforcer la mise en œuvre des initiatives.

Il s'agit là d'une nouvelle culture pour la Division ; la réussite de ce projet au sein de celle-ci accroîtra les chances de succès dans le travail avec les autres divisions de la CPS.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- La sensibilisation et la mise sur pied d'une définition commune du besoin de cohésion dans tous les domaines thématiques sont essentielles si l'on veut relever efficacement des défis complexes en matière de développement.
- Faire connaître rapidement les modifications apportées à la structure de la Division ressources terrestres et axer le travail sur les priorités et l'investissement des agents tout au long du processus sont deux éléments clés de la création d'un climat de confiance ainsi que d'une transition sans accroc.
- L'application du principe « la forme suit la fonction » a joué un rôle de premier plan dans la réorganisation du noyau dur de la Division, le but étant de mieux répondre aux priorités et aux besoins des membres de la CPS.

Division/Programme : Division ressources terrestres

Bailleurs de fonds : ACIAR, APFNET, Bioversity International, Crop Trust, CTA, FAO, Fonds Pacifique, Union européenne, GIZ, Australie, Nouvelle-Zélande et Papouasie-Nouvelle-Guinée, FIDA, PROE, PNUD

OCÉANS, RESSOURCES MINÉRALES ET EAU

La Division géosciences, énergie et services maritimes de la CPS s'est soumise à un processus de transformation en 2017 et 2018 afin de mieux intégrer le travail de l'Organisation en matière de résilience aux catastrophes, de questions maritimes et océaniques, ainsi que de géoressources. Elle a également réexaminé ses partenariats et ses stratégies d'engagement des membres afin d'améliorer la collaboration.

La CPS est l'organisation régionale chargée de soutenir les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique en ce qui concerne les questions d'eau, d'hygiène et d'assainissement ; elle apporte son aide au travers de l'élaboration et de la mise en œuvre de toute une gamme de projets financés par des partenaires.

Synthèse des réalisations

Les participants à une enquête, originaires de 15 pays océaniques, ont déclaré beaucoup apprécier, et utiliser souvent, les agendas des marées, le portail sur l'océan et la lettre d'information sur les océans.

Grâce à la mise en place d'un dispositif d'adduction d'eau, près de 6 000 personnes de Kiribati ont bénéficié d'un accès durable à une eau potable propre et saine.

L'accord sur les ressources minérales des grands fonds marins a été revu et diffusé auprès des pays océaniques.

Zoom sur les réalisations



Un accès durable à une eau propre et saine pour la population de l'île de Kiritimati



CIBLE 6.1

CONTEXTE

L'île de Kiritimati, l'un des atolls bas qui composent la République de Kiribati, abrite près de 6 400 personnes. Elle puise son eau dans ses réserves souterraines. L'amélioration des infrastructures d'adduction d'eau et une meilleure compréhension des moyens de gérer les lentilles d'eau douce étaient essentielles à l'amélioration de la sécurité hydrique de la population, et notamment de l'approvisionnement en eau potable propre et saine.

Teraira Bango, médecin de l'île, a expliqué que, avant la mise en place du projet, sa communauté ne disposait pas d'un accès fiable à l'eau.

« Parfois, le personnel de l'hôpital devait se procurer de l'eau dans les maisons avoisinantes afin de prendre soin des malades et des blessés. En particulier en cas d'urgence, lorsque nous devons opérer, nous ne pouvons pas attendre l'eau, donc nous devons aller en chercher dans les maisons voisines, pour que le chirurgien, les infirmiers et les autres membres de l'équipe puissent se laver les mains avant l'intervention. »

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Depuis 2014, la CPS met en œuvre le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable à Kiritimati, qui met l'accent sur trois domaines :

- améliorer l'engagement de la population et des pouvoirs publics, et mieux comprendre la nécessité de préserver et de gérer les ressources hydriques de l'île ;
- améliorer les infrastructures afin d'accroître la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement en eau de London et de Tennessee ; et
- mieux comprendre les lentilles d'eau douce de l'île ainsi que les moyens de les gérer de façon durable, afin de garantir la sécurité hydrique des populations de Kiritimati pour l'avenir.

Des évaluations scientifiques et techniques détaillées ont été réalisées afin de déterminer le meilleur moyen d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les populations de London et de Tennessee ainsi que pour l'hôpital local. Leurs conclusions ont servi de base aux travaux de réfection des infrastructures existantes, ainsi que d'installation de nouveaux réservoirs surélevés et d'autres infrastructures. La pose de pompes à énergie solaire et éolienne a permis d'augmenter les prélèvements dans la lentille d'eau douce.

RÉSULTATS ET IMPACT

En 2018, les acteurs du projet ont achevé la mise en place d'un système d'adduction d'eau permettant à près de 6 000 personnes d'avoir accès de façon durable à une eau potable propre et saine.

En conséquence, le niveau de vie des populations locales a nettement augmenté. Pour la première fois depuis plus de dix ans, l'hôpital dispose d'un accès constant à une eau saine et traitée. Les villages voisins de London et de Tennessee peuvent compter sur une alimentation régulière, sans devoir commander (et payer) une livraison d'eau, ou attendre la pluie. Dans les écoles locales, l'eau provient de robinets raccordés au système ; les élèves ne doivent plus apporter leur eau de chez eux, ce qui contribue à réduire l'absentéisme. Les avantages pour la population de Kiritimati sont immenses, et l'amélioration du niveau de santé et d'éducation est d'ores et déjà perceptible, comme l'ont remarqué un directeur d'école et un médecin local.

Mikarite Temari, ministre du Développement des îles Phoenix et des îles de la Ligne, a déclaré que ce projet avait changé la vie de nombreuses personnes, et amélioré la sensibilisation de la population à la nécessité de préserver l'eau pour l'avenir.

« Les habitants de Kiribati n'étaient pas conscients qu'il y aurait un problème d'eau à l'avenir. Nous avons l'impression que, toute notre vie durant, l'eau ne manquerait jamais. Mais nous nous sommes rendu compte que la population de Kiritimati augmentait. »

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Améliorer la sensibilisation de la population et des pouvoirs publics à la nécessité de protéger les ressources d'eau souterraines de l'île était la clé de la réussite du projet. L'équipe de la CPS responsable du projet a ainsi organisé des réunions régulières de sensibilisation dans les villages et les écoles, et a expliqué aux élèves qu'il fallait préserver l'eau pour les générations futures.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleurs de fonds : Union européenne et Nouvelle-Zélande

Zoom sur les réalisations

Évaluation initiale du secteur fidjien des minéraux du développement



CIBLE 8.4

CONTEXTE

Le développement et l'entretien des infrastructures au sein des États et Territoires insulaires océaniques, et notamment des bâtiments, des systèmes d'adduction d'eau, des sources d'énergie renouvelable et des réseaux de transport, nécessitent des matériaux de construction tels que le gravier, le sable et le calcaire. Ces ressources sont appelées « minéraux du développement ».

Il est essentiel d'extraire et d'exploiter ces ressources limitées de façon responsable sur le plan social et environnemental, afin que notre environnement unique soit protégé et que la prospérité des peuples et des cultures du Pacifique soit pérennisée.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Dans le cadre du programme ACP-UE en faveur des minéraux du développement, la CPS a réalisé une évaluation initiale du secteur aux Fidji. Cette étude s'inscrivait dans un programme triennal plus ample de renforcement des capacités visant à établir un portrait-robot des minéraux du développement dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et à optimiser leur gestion.

L'évaluation initiale du secteur fidjien des minéraux du développement a constitué la première étude de ce type en Océanie ; ses conclusions ont déjà permis de prendre des décisions reposant sur des données factuelles dans plusieurs domaines du secteur. Outre l'étude, la CPS a également défendu le point de vue de l'Océanie au sein du comité technique sur les minéraux du développement.

RÉSULTATS ET IMPACT

L'étude a levé le voile sur plusieurs éléments importants des conditions économiques, sociales et environnementales du secteur fidjien des minéraux du développement, notamment :

- la véritable contribution du secteur au PIB fidjien est jusqu'à 500 % plus importante qu'on ne l'estimait auparavant (environ 300 millions de dollars fidjiens), ce qui a des conséquences non négligeables pour les acteurs publics et privés, notamment en ce qui concerne l'administration du secteur et l'aide apportée aux entreprises privées cherchant à réaliser des analyses de rentabilité et à accéder aux financements ;
- le secteur compte un grand nombre de petites et moyennes entreprises, représentant 2 325 emplois directs dans le pays, et de nombreux emplois indirects dans les services de soutien (par exemple la mécanique) et les activités en aval (telles que le bâtiment) ;
- seules 4 % des personnes employées dans le secteur sont des femmes, soit nettement moins que dans les autres pays ACP participants, notamment l'Ouganda (44 %), la Zambie (41 %), la Guinée (41 %), le Cameroun (18 %) ou encore la Jamaïque (12 %) ; et
- l'extraction du gravier dans les rivières pose de nombreux problèmes écologiques et sociaux. L'étude a montré un moyen de passer à un système plus efficace et plus durable, en mettant en place un réseau de carrières de roche dure à des emplacements stratégiques.

L'une des retombées majeures de l'étude est d'ores et déjà visible. Les auteurs de l'étude ont fait pression sur le comité parlementaire fidjien pour améliorer l'égalité des chances dans le secteur minier, en soulignant l'importance de l'ouverture de voies d'accès pour les femmes, au besoin en faisant évoluer la législation relative à la discrimination sexiste. En conséquence de quoi, le Gouvernement fidjien a récemment modifié la loi sur les mines afin d'assurer l'égalité des chances pour les femmes dans le secteur.



Opération de dragage dans le Pacifique



Extraction en rivière sans contrôle des sédiments.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le manque de données disponibles a imposé le recours à des techniques d'enquête inventives, par exemple l'estimation de la consommation de gravier à l'aide de calculs proportionnels en relation avec les ventes de béton, et l'évaluation des volumes de matériaux utilisés par les grands opérateurs, tels que la Direction fidjienne des routes.
- Les possibilités de recherche innovantes, à l'appui du développement national, sont innombrables. Tout au long de l'étude, la CPS a en outre fourni un ensemble de données de qualité au Gouvernement fidjien, aux entreprises privées et aux communautés locales afin d'appuyer l'avancement du secteur. L'étude a également mis en lumière les conséquences du secteur sur l'économie, la société et l'environnement des Fidji.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleurs de fonds : Union européenne, PNUD

IMPACT. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Éradication d'espèces envahissantes de 2 îles de l'archipel des Gambier, à savoir la fourmi folle jaune (1 île) ainsi que le rat et le crapaud buffle (1 île). Le projet RESCCUE a permis de soutenir en continu le suivi écologique et la biosécurité sur d'autres îles de l'archipel.	Polynésie française
Modification de la législation fidjienne relative à l'exploitation minière afin d'encourager la participation des femmes à cette activité	Fidji

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Application d'outils de connaissance dans les politiques, la gestion ou les pratiques	
Grâce à la mise en place d'un dispositif d'adduction d'eau, 6 400 personnes ont bénéficié d'un accès durable à une eau potable propre et saine.	Kiribati
Utilisation d'un guide en ligne sur l'élaboration de politiques relatives à l'agriculture biologique pour appuyer et développer la politique nationale en la matière	Vanuatu
Réalisation d'une analyse de l'impact de la pêche dans le Maraë Moana et d'une analyse économique. Ces analyses ont permis de justifier l'interdiction de la pêche commerciale à la palangre par les navires battant pavillon étranger à moins de 50 milles des côtes, avec une dérogation pour les entreprises locales.	Îles Cook
Mise au point et mise à l'essai d'un système mobile de collecte de données en ligne, permettant de renforcer les capacités (efficacité et efficacité) des chercheurs en agronomie. Ce système est désormais utilisé par les agents des ministères de l'Agriculture dans le cadre de projets de lutte contre le rhinocéros du cocotier reposant sur des évaluations de sites et des analyses de restauration, ainsi que lors d'études phénologiques du cacaoyer.	Fidji, Îles Salomon, Samoa
Mise en ligne de la plateforme PAIS (système océanien d'information agricole), accessible à tous les exploitants agricoles et agents des services de vulgarisation et de recherche. Cette plateforme est reconnue comme système d'information par les pays océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
De nouveaux tableaux de diamètres minimaux en fonction des essences ont été intégrés au code forestier et approuvés par le ministère des Forêts, contribuant ainsi directement à une gestion plus durable des ressources forestières, à la réduction des répercussions de leur exploitation ainsi qu'à la préservation de la diversité des essences (notamment des essences à croissance lente).	Fidji
Les participants à une enquête, originaires de 15 pays océaniques, ont déclaré beaucoup apprécier, et utiliser souvent, les agendas des marées, le portail sur l'océan et la lettre d'information sur les océans proposés par la CPS.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des systèmes institutionnels – Coordination régionale	
Les 7 pays de la région membres de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) se sont acquittés dans les délais impartis de leurs obligations de déclaration des maladies aquatiques.	Australie, Fidji, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu
Validation de la Stratégie de vulgarisation régionale pour les Îles du Pacifique par le conseil d'administration du réseau des services de conseil rural en Océanie (PIRAS) et lancement de la Stratégie lors du Forum sur les semences dans le Pacifique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Présentation, par 2 nouveaux pays, de la première partie de leur rapport annuel à la WCPFC dans les délais impartis (juillet 2018). Les 16 pays océaniques concernés ont tous respecté la date limite de présentation de ce rapport.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Diffusion d'informations grâce à la coordination d'ateliers régionaux et nationaux destinés à faire avancer les accords bilatéraux sur les limites maritimes ; élaboration de 2 nouveaux projets et d'une note conceptuelle innovante sur la délimitation maritime et les demandes d'extension du plateau continental	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des systèmes institutionnels – Politiques et stratégies nationales	
Adoption d'une loi relative à la pêche côtière, processus qui a marqué une étape importante	Polynésie française
Lancement de stratégies nationales en matière d'aquaculture	Îles Cook, Tonga
Restructuration en cours par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Foresterie, de la Pêche et de la Biosécurité afin de créer une nouvelle unité de services de vulgarisation, en réponse à un examen des services de vulgarisation et à la stratégie nationale dans ce domaine	Vanuatu
Harmonisation des obligations et exigences en vertu de la Convention de Rotterdam pour la gestion des produits chimiques dangereux grâce à la mise à jour du système de gestion des stocks de pesticides	Fidji, Îles Salomon, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Révision de la législation infranationale relative à la pêche côtière à l'issue d'un processus de coordination et de concertation	Samoa américaines
Finalisation et adoption de stratégies nationales de biosécurité aquatique	Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga
Signalement, par les populations locales, de l'augmentation des plantations de bois de santal à la suite de l'adoption, en 2017, d'une réglementation relative à cette essence, visant à instaurer un système de vérification de la légalité des titres de propriété	Tonga
Rédaction du texte final de la loi relative à la pêche côtière, à l'issue d'un processus de coordination et de concertation	Kiribati, Samoa
Adoption de pratiques de gestion améliorées par le secteur privé	
Chargement de la 20 000 ^e sortie de pêche à partir de l'application de saisie Tails, une étape importante pour la collecte de données sur la pêche à petite échelle en Océanie à l'aide de tablettes. La première fiche de pêche a été saisie sur Tails en 2016. Près de 100 enquêteurs travaillent actuellement dans 10 États et Territoires insulaires océaniques, et ont recensé 451 espèces uniques, pour 564 092 kg de poissons. Les données recueillies ont permis de prendre des décisions de gestion, d'assurer un suivi de l'efficacité des dispositifs de concentration de poissons (DCP) côtiers et de présenter à la WCPFC des rapports sur les prises de thonidés des petits pêcheurs.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Réduction des déchets issus de la perliculture dans l'archipel des Gambier, notamment grâce à la collecte et au recyclage des bouées usagées. Les résultats de ces travaux sont intégrés à la stratégie de gestion des déchets issus de la perliculture en cours d'élaboration.	Polynésie française
Adoption de pratiques agricoles et aquacoles par les communautés	
Mise en place ou réhabilitation de 27 exploitations communautaires d'aquaculture en eau douce dans des communautés rurales ; 23 d'entre elles sont à présent opérationnelles et gérées par des exploitants issus des populations locales.	Fidji, Vanuatu
Transfert de techniques pour les incubateurs et écloseries de tilapias et adoption de ces techniques par les petits éleveurs de tilapias et le ministère fidjien des Pêches	Fidji
Mise au point et mise à l'essai de 4 mélanges de compost sur 5 sites pilotes (Tet Noth, Apemama, Nonouti, Beru, Apaianca), au moins 30 agriculteurs disposant à présent de nouveau compost et réalisant le leur. L'irrigation au goutte à goutte est pratiquée par 10 agriculteurs.	Kiribati
Adoption par 3 agriculteurs de l'irrigation au goutte à goutte et de techniques de compost adaptées à l'agriculture sur les atolls, et réalisation d'une comparaison du rendement entre les parcelles de patate douce disposant et ne disposant pas d'un apport de compost	Tuvalu
Contribution d'organisations de la société civile à une gestion durable de l'agriculture, des forêts et des ressources naturelles	
Mise en place de 3 sites agroforestiers communautaires (1 à Vanuatu et 2 aux Fidji), dans le but d'instaurer un système durable de production résilient face aux perturbations (climat et marché). Ce système fait participer les femmes et les jeunes, et est lié aux acheteurs.	Fidji, Vanuatu
Organisation, par l'Association des agriculteurs biologiques, d'un marché nocturne et d'un système de paniers de produits biologiques, avec la participation d'au moins 10 producteurs locaux, dont 5 jeunes exploitants	Niue
Achèvement des travaux de reboisement du bassin versant et de réhabilitation de zones riveraines sur 35 sites de la province de Ra et 10 de la province de Kadavu, avec la mise en terre de 62 000 plants sur 75 hectares	Fidji
Test d'une démarche axée sur le marché local consistant à chasser le gibier envahissant (cerf et cochon feral), avec notamment la mise à disposition d'installations de transformation respectant les règles d'hygiène au profit d'une association locale de chasseurs, ainsi que la réalisation d'études juridiques et économiques des contraintes et débouchés afin d'assurer la viabilité économique de cette entreprise	Nouvelle-Calédonie

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Participation accrue	
Sensibilisation des communautés à l'importance d'une gestion durable des mangroves. Leurs membres font entendre leurs préoccupations concernant la nécessité de préserver les mangroves et d'assurer une gestion communautaire.	Fidji
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Apport de connaissances aux décideurs	
Dans le cadre d'un projet complémentaire, analyse de 125 otolithes de thons obèses afin de revoir et mettre à jour les estimations d'âge et de croissance à partir de nouvelles données ; ces travaux ont étayé l'analyse de croissance présentée par Farley (2017). Cette analyse a révélé des différences en matière de croissance des individus en Océanie : le thon obèse tend ainsi à grandir plus rapidement dans le Pacifique oriental que dans le Pacifique occidental et central. La nouvelle évaluation a été présentée à la WCPFC.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réalisation d'une évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités pour les services de vulgarisation agricole, et prise en compte de cette évaluation dans la Stratégie de vulgarisation régionale pour les Îles du Pacifique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des capacités et des compétences	
94 % des participants aux formations organisées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (certificat de niveau IV en conformité aux règles de pêche et d'aquaculture, parasites des poissons marins, parasites des poissons d'eau douce, politiques et plans de gestion des ressources halieutiques et suivi électronique à l'échelon infrarégional) ont indiqué avoir acquis de nouvelles connaissances.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
96 % des participants aux formations organisées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (certificat de niveau IV en conformité aux règles de pêche et d'aquaculture, parasites des poissons marins, parasites des poissons d'eau douce, politiques et plans de gestion des ressources halieutiques et suivi électronique à l'échelon infrarégional) ont indiqué avoir acquis de nouvelles connaissances.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation de 14 agents des directions des forêts et de l'enseignement de 5 pays océaniques à un voyage d'études en Tasmanie (Australie). Sujets abordés : réglementation stricte appliquée en matière d'exploitation forestière, gestion des incendies, valorisation des produits forestiers et participation des populations locales à la gestion des plantations et des ressources forestières.	Fidji, Niue, Îles Salomon, Tokelau, Vanuatu
Des essais et des projets pilotes pour apprendre	
Réalisation d'essais destinés à évaluer le rendement du compost pour la production de taro sur 3 sites pilotes, avec la participation d'exploitants agricoles et de l'Association des producteurs biologiques	Îles Marshall
Acquisition de nouvelles connaissances, diffusées auprès des agriculteurs concernant la modification des pratiques agricoles afin de limiter l'infestation par le charançon de la patate douce, qui affecte les rendements	Fidji
PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des connaissances – Élaboration et diffusion d'outils de connaissance	
Ajout de 420 documents à la bibliothèque numérique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins en 2018 : 330 en anglais, 84 en français et 6 dans des langues vernaculaires. Plus de 290 000 documents ont été téléchargés en 2018.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Publication de 3 numéros de la <i>Lettre d'information sur les pêches</i> de la CPS, de 3 bulletins spécialisés, de l'état des lieux des stocks pour la pêche thonière dans le Pacifique occidental et central, de fiches d'information à destination des pêcheurs, des revendeurs et des consommateurs, ainsi que de 3 lettres d'information sur le projet Biopelagos en français	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réalisation d'agendas annuels des marées pour 23 sites d'Océanie (dont 3 nouveaux sites)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Transmission d'informations sur les limites maritimes à l'Agence des pêches du Forum (FFA) pour les systèmes de suivi des navires de pêche par l'intermédiaire d'une base de données conçue sur mesure	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
En avril 2018, portail sur l'océan Pacifique en ligne et pleinement fonctionnel	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Diffusion de produits d'information sur la pêche (États fédérés de Micronésie : affiche sur les poissons comestibles les plus courants à Kosrae ; Vanuatu : affiche sur la collecte de données relatives à la pêche ; Polynésie française : analyse de risques à l'importation des crustacés décapodes ; Wallis et Futuna : KO LE 'Ū'Ū Ko le fakaanoano o le m'auli o le 'ū'ū [affiche sur la réglementation relative au crabe de cocotier], KO LE 'ULA Ko le fakaanoano o le m'auli o le 'ula [affiche sur la réglementation relative à la langouste])	États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna

Renforcement des capacités	
Formation de 81 personnes (44 hommes et 37 femmes) à la gestion des données relatives à la pêche hauturière (et notamment à l'utilisation de la plateforme de gestion des données TUFMAN2 mise au point par la CPS ainsi qu'aux applications de saisie de données Tails et OnBoard)	ACP, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 30 personnes (16 hommes et 14 femmes) de 12 pays océaniques à l'évaluation et à la modélisation des stocks	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 130 personnes (122 hommes et 8 femmes), dans le cadre de séances de démonstration et de mentorat, à la pêche de petits poissons, au travail sur DCP et à plusieurs techniques de capture des petits poissons, tels que le calmar pélagique et le calmar chipiloua	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 142 personnes (95 hommes et 47 femmes) à la biosécurité aquatique et, dans le cadre de séances de mentorat et de démonstration, à la construction et au fonctionnement d'écloseries (bénéitiers, tilapias, holothuries de sable et huîtres) ainsi qu'aux techniques de transformation des holothuries	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 41 personnes (24 hommes et 17 femmes) à l'élaboration de politiques et de plans de gestion relatifs à la pêche côtière, de la législation applicable à la pêche côtière et à l'aquaculture, ainsi que de plans de gestion communautaire et d'enquêtes et d'analyses sur le changement climatique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 12 personnes (9 hommes et 3 femmes) aux compétences de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches, avec atteinte des niveaux de compétences 1 et 2	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 33 chargés de débriefing pour le Programme régional océanique d'observation des pêches (programme PIRFO ; 32 hommes et 1 femme) au débriefing de l'échantillonnage biologique et au débriefing de l'atelier final d'évaluation (volet C) à l'échelon infrarégional	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 6 personnes (4 hommes et 2 femmes) à la gestion des données relatives à la pêche côtière	ACP, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 17 chargés de débriefing pour le programme PIRFO (uniquement des hommes) à une formation au marquage de requins	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 29 personnes aux systèmes d'information géographique et à la télédétection, et participation de 30 autres personnes à des ateliers coanimés. Sur ce nombre, 21 personnes ont été formées aux bases de QGIS à Nauru, 8 aux changements côtiers à l'aide de QGIS et d'ERDAS à Kiribati, et 30 aux SIG pour les minéraux du développement aux Fidji. Une formation au radar a également été fournie à 5 personnes.	Fidji, Nauru, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Dépistage de maladies devant être déclarées à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) dans 3 pays	Fidji, Îles Marshall, Vanuatu
Contrôle des espèces nuisibles envahissantes et des maladies	
Déplacement et destruction de 2 490 grumes de bois sciées dans un brûlis aux environs d'Honiara, dans le cadre du programme d'éradication du rhinocéros du cocotier comprenant l'abattage des palmiers morts encore debout, qui servent de sites de reproduction	Îles Salomon
Renforcement des connaissances – Collecte ou analyse de données	
Début du déploiement de l'application OnBoard en 2018, la Polynésie française ayant été le premier pays à équiper 25 de ses palangriers	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga
Soumission de 69 articles scientifiques à la WCPFC (49 au Comité scientifique, 14 à la 15 ^e session ordinaire de la Commission et 6 au Comité technique et de contrôle)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Contribution aux analyses sur le statut des invertébrés (langouste et crabe de cocotier)	Wallis et Futuna
Contribution à l'analyse de la pêcherie d'holothuries des récifs de Chesterfield	Nouvelle-Calédonie
Contribution au recensement des crabes de palétuvier à Pohnpei	États fédérés de Micronésie
Évaluation sur le terrain des conséquences du changement climatique sur les poissons, invertébrés et habitats côtiers marins à Majuro	Îles Marshall
Réalisation d'une analyse de l'écologie marine de Niue et publication du rapport correspondant	Niue
Communication à 9 pays océaniques d'analyses réalisées à l'échelon national sur la pêche à la senne pendant les périodes de fermeture de la pêche sur DCP	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu
Collecte de 3 559 échantillons de tissus supplémentaires pour le Centre de ressources biologiques du thon en 2018. Ce dernier compte donc au total 98 650 échantillons prélevés au cours de 1 075 missions, 34 977 de ces échantillons ayant été analysés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Collecte de données sur les invertébrés dans 2 pays (Îles Marshall et États fédérés de Micronésie) et de données sur les poissons dans 2 pays également (Îles Marshall et Nouvelle-Calédonie). Ces données serviront à réaliser l'évaluation régionale du cycle biologique des espèces ciblées.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie
En 2018, traitement par la CPS de 1 278 fiches de pêche pour des senneurs (772) et des palangriers (556) battant pavillon de 10 pays (6 pays océaniques et la Chine, la Corée, le Japon et Taiwan)	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tuvalu

En 2018, traitement de 454 sorties d'observation des pêches dans le cadre de dispositifs régionaux et de programmes d'observation de 11 pays océaniques	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu
Informations statistiques (reposant sur 40 années de données de vague) sur la hauteur des vagues dans toutes les communautés de Tuvalu	Tuvalu
Mouillage de 17 instruments océanographiques et collecte de 180 jours de données afin d'étalonner le modèle océanique – enregistrement par une gamme d'instruments océanographiques d'un épisode extrême de submersion marine	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mouillages assistés par des données en temps réel des bouées houlographes, avec 15 capteurs de température et 3 capteurs de pression	Fidji
Données sur la ligne de base côtière (Bathy-Topo) pour la côte de Corail (60 km de côtes)	Fidji
Données sur la ligne de base côtière (Bathy-Topo) pour Lennakel, sur l'île de Tanna (troisième ville de Vanuatu)	Vanuatu
Communication aux pays membres de la FFA d'un rapport de synthèse sur les caractéristiques générales de la pêche palangrière du germon du sud	Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Envoi à Tokelau de rapports d'analyse de données sur la pêche artisanale pour les deux dernières années	Tokelau
Installation et mise en service d'un nouveau marégraphe	Tonga
Installation d'une nouvelle station de référence à fonctionnement continu du Système mondial de navigation par satellite (GNSS) aux Fidji pour assurer un positionnement précis	Fidji
Achèvement de la cartographie de l'aménagement du territoire à l'aide des SIG	Nauru
Réalisation d'une étude de relevé de niveau aux stations d'observation du niveau de la mer et rédaction de la version préliminaire du rapport technique pour 9 pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Assistance technique – Examen ou élaboration de lois, de politiques et de stratégies	
Finalisation et publication au Journal officiel des lignes de base des eaux territoriales et des limites des 12 milles, des 24 milles et de la ZEE	États fédérés de Micronésie
Finalisation et envoi pour publication au Journal officiel des coordonnées et de la cartographie des limites des 12 et des 24 milles	Fidji, Îles Salomon, Tonga
Contribution à l'examen de la législation relative à la pêche	États fédérés de Micronésie
Réalisation d'une analyse de situation en vue de l'élaboration de la politique fidjienne sur l'agriculture biologique	Fidji
Présentation des stratégies relatives au Code de bonnes pratiques de l'exploitation des ressources forestières des Fidji au ministère des Forêts pour approbation	Fidji
Rédaction d'un projet de stratégie nationale de gestion des incendies en milieu rural et des feux de forêt, pour présentation au ministère de l'Agriculture et du Développement rural	Fidji
Finalisation de la stratégie de gestion du bois de santal et présentation au ministère des Forêts pour approbation	Fidji
Finalisation de la feuille de route régionale sur la chaîne de valeur pour le développement de produits en contreplaqué à base de bois de cocotier et adoption par le comité de pilotage ad hoc	Région
Réalisation d'une évaluation initiale du secteur fidjien des minéraux du développement, comprenant une évaluation juridique, une analyse socioéconomique et une estimation des ressources	Fidji
Examen et diffusion auprès des pays océaniques de l'accord sur les ressources minérales des grands fonds marins	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Rédaction de stratégies nationales en matière d'aquaculture	Fidji, États fédérés de Micronésie
Réalisation de la version préliminaire du plan de développement de l'aquaculture	Polynésie française
Examen de la version préliminaire de la réglementation relative à l'aquaculture	Kiribati
Réalisation de la version préliminaire du plan stratégique relatif à la perliculture	Fidji

CHAPITRE 2 : AMÉLIORER LES FILIÈRES D'EXPORTATION VERS LES MARCHÉS ÉTRANGERS

En 2018, la CPS a fourni un soutien scientifique et technique aux pays océaniques afin qu'ils soient mieux armés pour accéder aux marchés étrangers et renforcer la biosécurité.

Pour les aider à commercer davantage, mais aussi à répondre aux normes d'importation et d'exportation de produits agricoles, forestiers et aquatiques, la CPS a favorisé le renforcement des capacités, les transferts de technologies et de connaissances, le développement des chaînes de valeur, la gestion des maladies et des organismes nuisibles, l'amélioration des systèmes de production, le renforcement de la législation et l'accroissement de la visibilité des produits océaniques au plan international.

Synthèse des réalisations

À Niue, des producteurs locaux utilisent de nouvelles chaînes de valeur pour le café, l'huile de coco, les produits dérivés du cocotier et les fruits et légumes biologiques pour développer leurs marchés et leurs produits.

Aux Fidji, 152 producteurs d'huile de coco vierge et de café travaillant dans 4 sites ont pu positionner leurs produits sur les marchés locaux et étrangers (Australie et Nouvelle-Zélande).

Les normes de biosécurité relatives à l'importation et à l'exportation d'organismes aquatiques vivants et de produits aquatiques ont été élaborées ou mises à jour dans 7 pays océaniques.

Contribution aux ODD



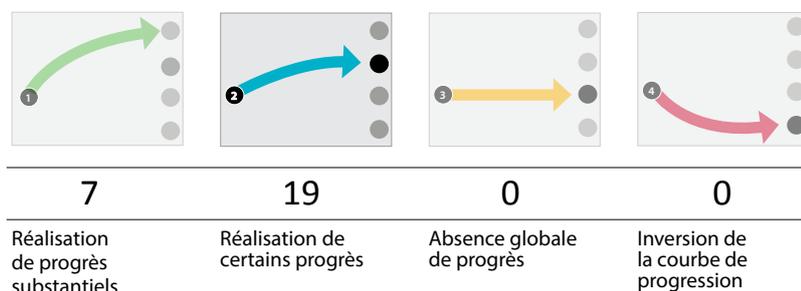
Défis à relever

Le respect des normes commerciales et des exigences en matière de biosécurité, ainsi que le coût du transport, constituent les principaux obstacles que doivent surmonter les pays océaniques désireux d'exporter des produits aquatiques destinés à la consommation humaine.

Les membres étant de plus en plus nombreux à demander des services de biosécurité, la CPS doit travailler avec les bailleurs de fonds pour mobiliser davantage de ressources.

En outre, même sur les marchés bien établis tels que celui du sucre, les producteurs océaniques sont à la merci de l'évolution du contexte mondial et des accords internationaux. Ainsi, aux Fidji, les réformes de la filière sucrière ont pénalisé les cultivateurs, les ouvriers des raffineries et les communautés dont les moyens de subsistance dépendent, d'une manière ou d'une autre, de ce secteur.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

La CPS continuera de suivre les tendances qui se dessinent en matière de sécurité sanitaire des aliments importés et de respect des normes nationales de sécurité sanitaire des aliments, tout en encourageant les pays à préférer la production locale aux importations.

Zoom sur les réalisations



Exportation de produits aquacoles : surmonter les défis



CIBLE 14.7

CONTEXTE

L'Océanie est une grande région d'exportation d'animaux vivants issus de l'aquaculture, notamment à des fins ornementales (bénéitiers, coraux, poissons d'ornement). D'après les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette activité rapporte 200 millions de dollars des États-Unis par an à la région. L'essentiel de ces exportations n'est toutefois pas destiné à la consommation humaine.

Sur le plan commercial, l'aquaculture continue de jouer un rôle plus limité que la pêche. Pourtant, de nombreux pays océaniques reconnaissent que les stocks de poissons s'épuisent et qu'il est difficile d'accroître la pêche de capture. Les produits aquacoles destinés à la consommation humaine sont donc considérés comme une possibilité de développement économique.

Leur exportation a néanmoins posé plusieurs problèmes :

- Les volumes de production étaient trop faibles pour satisfaire la demande locale ou intéresser les exportateurs ;
- Le niveau élevé des coûts de transport obérait la rentabilité ;
- Les produits ne répondaient pas aux normes de qualité pour l'exportation ;
- Le coût de la production était plus élevé que dans d'autres pays (asiatiques par exemple) ;
- Il n'existait pas de marché de niche, au plan international, pour les espèces d'élevage ;
- Les pays producteurs ne possédaient ni les capacités ni les ressources nécessaires pour respecter les normes internationales de biosécurité et de sécurité sanitaire des aliments.

En outre, l'Australie, premier débouché de la région, interdit l'importation de produits aquacoles (frais ou surgelés) provenant de pays où sévissent des maladies devant être déclarées à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Pourtant, ces dernières années, de plus en plus d'acteurs océaniques se sont lancés dans la production commerciale et ont fait part de leur intérêt pour des espèces très prisées et à forte valeur ajoutée sur les marchés internationaux (les crevettes ou certains poissons marins par exemple). Il existe, à l'étranger, une demande pour ces produits. Et, avantage incontestable, la quasi-totalité des maladies à déclaration obligatoire qui touchent l'aquaculture ne sont pas présentes en Océanie.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Ces cinq dernières années, la CPS a apporté son soutien dans trois domaines phares afin d'aider les pays océaniques à respecter les exigences liées à l'exportation et à relever les défis :

- **Biosécurité** : renforcement des capacités des autorités nationales de biosécurité et mise en place de programmes de surveillance épidémiologique reposant sur les protocoles de l'OIE. Application des mesures élémentaires de biosécurité sur les exploitations.
- **Sécurité alimentaire** : suivi des résidus (antimicrobiens, stéroïdes, métaux lourds, etc.). Gestion des médicaments et produits chimiques vétérinaires (notamment réalisation d'une liste des médicaments et produits chimiques autorisés).
- **Normes de sécurité sanitaire des aliments** : rédaction de nouvelles règles, consignes de gestion, suivi des résidus dans les produits aquacoles.

RÉSULTATS ET IMPACT



Exportation par les Îles Marshall de 60 tonnes de tarpon des sables (« moi ») vers Hawaii

La première cargaison (2016) a rapporté 100 000 dollars des États-Unis à l'économie des Îles Marshall.

En 2018, Vanuatu a exporté 20 tonnes de crevettes vers l'Australie.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a exporté 20 tonnes de crevettes vers l'Australie.



En outre, à Vanuatu, un site de transformation a reçu la certification HACCP¹⁵ de la part du ministère des Pêches.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Une production durable et constante est essentielle pour fournir régulièrement aux marchés les produits de qualité dont ils sont demandeurs.
- Le succès s'explique en grande partie par le renforcement des capacités des agriculteurs et des autorités de surveillance.

Division/Programme : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

Bailleur de fonds : Nouvelle-Zélande

¹⁵ Le système HACCP (analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise) est un système international de recensement et de gestion des risques pour la sécurité sanitaire des aliments.

Zoom sur les réalisations

Voirie rurale : une réfection qui profite à plus de 10 000 personnes



CIBLE 9.A

CONTEXTE

En octobre 2017, les tarifs préférentiels dont bénéficiait l'industrie sucrière fidjienne pour l'exportation vers l'Union européenne (UE) ont pris fin, avec des répercussions directes sur les moyens de subsistance des cultivateurs, travailleurs et communautés qui dépendent de la canne à sucre.

Soucieuse de réduire la vulnérabilité sociale, économique et environnementale des personnes touchées par la réforme de l'industrie sucrière, l'UE a financé plusieurs projets dans la ceinture sucrière des Fidji. Ces derniers, tels que le projet Voies d'accès rurales et infrastructures connexes (RARAI), lancé en janvier 2015 pour une durée de quatre ans, sont en cours de mise en œuvre par la CPS.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Pour les communautés isolées qui vivent de la canne à sucre, les voies d'accès constituent des artères essentielles pour acheminer la canne vers les raffineries, et accéder aux services et aux marchés locaux. L'objectif du projet était de remettre certaines routes en état (en respectant les normes définies par la Direction des routes des Fidji) afin de constituer un réseau fiable et utilisable en conditions météorologiques normales.

Les principaux acteurs (la Fiji Sugar Corporation, le conseil des cultivateurs de canne à sucre et le ministère de la Filière sucrière) ont participé au choix des routes à rénover en fonction de différents critères, par exemple la productivité des exploitations.

Les travaux ont débuté fin 2016 par la réfection de 29 km de routes dans le secteur de Malolo, suivi par ceux de Drasa et de Koronubu. À Malolo et à Drasa, les travaux sont désormais terminés ; ils sont achevés à 80 % à Koronubu.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les retombées socioéconomiques du projet RARAI ont été mises en avant par une étude de fin de projet (réalisée entre septembre et novembre 2018) :

- Environ 10 465 habitants, dont 70 % de cultivateurs produisant 124 170 tonnes de canne à sucre, profitent directement des routes réhabilitées.
- L'accès aux marchés et aux installations s'est considérablement amélioré.
- Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles de Drasa a augmenté de 3 % grâce à ces travaux, selon les directeurs des établissements.
- Les revenus disponibles des transporteurs routiers ont progressé. À Malolo, ces derniers ont bénéficié d'une hausse de la rentabilité (revenus disponibles) estimée à 240 %. Cette croissance s'établit à 23 % à Drasa et à 86 % à Koronubu.
- Les prestataires chargés de la réfection des routes ont fourni un emploi temporaire à 70 habitants issus du même milieu socioéconomique que les membres de la communauté locale. La valeur totale des créations d'emplois s'élève à 117 313 dollars fidjiens.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Une collaboration étroite avec tous les acteurs est importante à toutes les étapes d'un projet de voirie.
- La planification des interventions d'urgence est essentielle pour ce type de projet, car les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations (il est ainsi tombé plus de 300 mm de pluie en 24 heures) ne peuvent être atténués que jusqu'à un certain point.
- Le suivi de la manière dont les prestataires appliquent des normes reconnues et acceptées pour la construction de routes est déterminant.

Selon Arvind Kumar, cultivateur de canne à sucre dans le secteur de Malolo, les travaux entrepris par l'UE et la CPS dans le cadre du projet RARAI ont considérablement amélioré la vie des agriculteurs.

« Il y a trois ou quatre ans, les récoltes ont été particulièrement mauvaises et la culture de la canne à sucre allait très mal. Avant, nous récoltions entre 300 et 400 tonnes, mais ce chiffre a baissé. Grâce à l'aide de la CPS et de l'UE, notre production va pouvoir réaugmenter. Nous sommes si heureux de pouvoir bénéficier de toute cette aide et que quelqu'un veuille bien nous aider. »



Division/Programme : Bureau du Directeur général – Projets spéciaux
Bailleur de fonds : Union européenne

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Accès à de nouveaux marchés pour les producteurs	
Positionnement des produits de 152 producteurs d'huile de coco vierge et de café installés à Matuku, Toyota, Nabouwalu et Buca Bay sur les marchés locaux et étrangers (Australie et Nouvelle-Zélande)	Fidji
Utilisation, par les producteurs locaux, de nouvelles chaînes de valeur pour le café, l'huile de coco, les produits dérivés du cocotier ainsi que les fruits et légumes biologiques afin de développer leurs marchés et leurs produits	Niue
Adoption de la certification de la Norme océanienne d'agriculture biologique par une tierce partie pour l'exportation du curcuma (Fidji) et de l'huile de coco (Polynésie française) vers les États-Unis	Fidji, Polynésie française
Utilisation de nouvelles technologies et de nouvelles compétences par les membres et les partenaires	
Mise au point et fabrication d'un modèle déposé d'appât protéique par le ministère de l'Agriculture, en utilisant les machines et l'assistance technique fournies par la CPS. Cela facilitera le respect des normes commerciales figurant dans l'accord bilatéral sur les contrôles sanitaires pour l'exportation d'aubergines, de papayes, de fruits à pain et de mangues vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande.	Fidji
Renforcement de l'assurance, des connaissances et des compétences de 3 agents du département de la biosécurité de Guadalcanal pour la culture du champignon <i>Metarhizium</i> , une méthode efficace de lutte biologique contre le rhinocéros du cocotier, insecte qui nuit grandement aux cultures de cocotiers et de palmiers	Îles Salomon
Renforcement des connaissances et des compétences pratiques en matière d'installation de dispositifs d'alerte précoce pour la détection du rhinocéros du cocotier et des mouches des fruits exotiques de 14 agents spécialistes de la biosécurité, de l'environnement et de l'agriculture	Wallis et Futuna
Renforcement des dispositifs institutionnels en faveur de la biosécurité et de la gestion des organismes nuisibles pour favoriser l'accès aux marchés	
Réalisation d'une évaluation des risques à l'importation pour les plantes horticoles en pots en provenance des Fidji, qui a permis de repérer les risques liés à la biosécurité. À la suite de cette évaluation, un permis d'importation a été délivré par l'autorité de Tuvalu chargée de la biosécurité, sous réserve de traitements permettant l'élimination des risques de biosécurité.	Tuvalu
Adoption d'un système participatif de garantie pour les légumes par le ministère de l'Agriculture	Fidji
Conception ou mise à jour des normes de biosécurité relatives à l'importation et à l'exportation d'organismes aquatiques vivants et de produits aquacoles	Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu
Mise à jour de la base de données Global Pest and Disease Database avec de nouvelles maladies observées dans 5 îles (Aneityum, Tanna, Santo, île de Pentecôte, Efate) après le passage du cyclone Pam. Les résultats sont accessibles à toute l'Océanie afin de répondre aux demandes des marchés d'exportation.	Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise à jour de la base de données Global Pest and Disease Database avec de nouvelles maladies observées dans 2 îles (Guadalcanal et Malaita) après le passage du cyclone Pam. Les résultats sont accessibles à toute l'Océanie afin de répondre aux demandes des marchés d'exportation.	Îles Salomon, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise au point d'un plan de dispositif régional d'homologation des pesticides (et adoption par les directeurs de l'agriculture et de la foresterie) pour que les pays océaniques puissent enregistrer les pesticides écologiques permettant de respecter la santé humaine et l'environnement	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des capacités et des compétences	
Formation de 6 techniciens spécialistes de la culture tissulaire au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). Leur connaissance pratique des procédés et techniques de multiplication à grande échelle et d'acclimatation s'est améliorée.	Fidji
Participation de 7 techniciens issus de 7 organismes publics océaniques à une formation sur la gestion des plantations de cocotiers au Sri Lanka. Ils occupent désormais des fonctions d'encadrement au sein de la filière cocotier dans leurs pays respectifs.	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Accroissement de l'assurance, et renforcement des connaissances et des compétences de 8 agents chargés de la biosécurité et de l'environnement au sein du département de la biosécurité à Santo en matière de phytopathologie, de surveillance des maladies et des organismes nuisibles, de collecte d'échantillons sur le terrain, de techniques de laboratoire, de détection et de gestion après la formation de la CPS et la surveillance conjointe sur le terrain	Vanuatu
Obtention de la certification paravétérinaire par 32 agents du ministère de l'Agriculture	Fidji
Formation de 13 agents du ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, 1 représentant des jeunes et 1 représentant de la fédération des cultivateurs (4 femmes, 11 hommes, 4 jeunes) à la culture tissulaire, à la production de semences et à la lutte contre les maladies et les organismes nuisibles. Formation de 10 agents (5 femmes, 5 hommes, 10 jeunes) du programme d'intégration des innovations en matière de développement rural (MORDI) au transfert de culture tissulaire, aux pépinières et à la gestion des opérations de terrain. Des agents du ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts qui avaient déjà été formés sont devenus formateurs. Ils ont indiqué avoir gagné en confiance et mis en pratique les compétences acquises pendant la formation.	Tonga
PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Formation et renforcement des capacités	
Formation axée sur la gestion des maladies et des organismes nuisibles dans les plantations de cocotiers dispensée à 35 formateurs issus de 15 pays ACP, avec notamment la rédaction d'un manuel de formation	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu
Formation axée sur la production de cocotiers et les systèmes de semences dispensée à 30 formateurs (dont 1 femme) issus de 18 pays, avec notamment la rédaction d'un manuel de formation	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu
Collaboration avec des organisations de la société civile	
Élaboration d'un projet de protocole d'accord avec des organisations de la société civile représentant le secteur agricole (Organisation du secteur privé océanique [PIPSO], Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique [PIFON], Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique [POETCom] et Association océanique des organisations non gouvernementales) afin de forger des relations de travail et d'œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des connaissances – Évaluation ou analyse	
Réalisation d'une analyse des risques à l'importation en vue de l'introduction des moi et des chanidés des Îles Marshall à Kiribati	Kiribati, Îles Marshall
Réalisation d'une analyse des risques à l'importation en vue de l'introduction de la carpe Koï ornementale de Singapour et de Malaisie en Papouasie-Nouvelle-Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Mise au point de normes d'importation pour l'introduction du poisson rouge de Singapour à Vanuatu	Vanuatu
Conception et adoption d'une chaîne de valeur pour l'huile de coprah, un produit à forte valeur ajoutée, par le comité de pilotage des chaînes de valeur régionales	Îles Salomon
Conception et adoption d'une feuille de route pour les filières huile de coco vierge et contreplaqué en bois de cocotier par le comité de pilotage des chaînes de valeur régionales	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Assistance dans le domaine des infrastructures	
Installation de serres pour que Soil Health Pacific puisse optimiser la production hors saison de légumes destinés au marché local	Samoa

CHAPITRE 3 : RENFORCER LA VIABILITÉ DES SYSTÈMES DE TRANSPORT ET LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

La CPS s'est employée à renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique en fournissant des conseils scientifiques, techniques, juridiques et stratégiques appliqués, ainsi qu'à stimuler les investissements et l'esprit d'entreprise dans le secteur des énergies renouvelables, notamment par l'intermédiaire du Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREE). En 2018, la CPS a appuyé la mise à l'essai et la mise en place d'infrastructures d'énergies renouvelables, en particulier des installations solaires photovoltaïques et au biogaz, dans plusieurs pays océaniques. Elle a également fourni des conseils techniques et stratégiques au secteur du transport maritime, soutenant notamment les systèmes de sécurité de la navigation et la gestion efficace de l'énergie.

Synthèse des réalisations

Promotion active et sélection de femmes pour des formations dans le secteur maritime et océanique en 2018 (formation de 87 femmes sur 490 personnes).

Approbation de la réglementation du Samoa relative à l'efficacité énergétique en 2018.

Lancement du Mécanisme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur des énergies durables du PCREE afin de stimuler la création d'activités professionnelles locales dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Contribution aux ODD



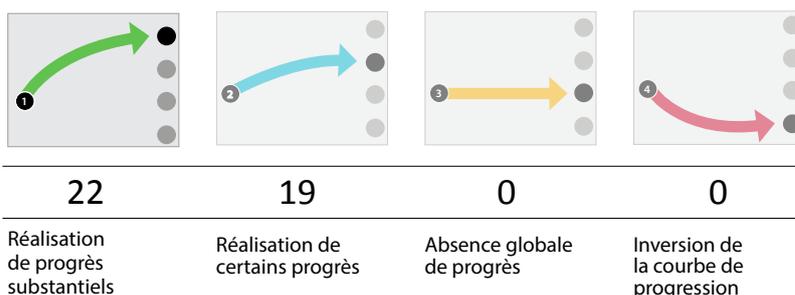
Défis à relever

Les pays océaniques doivent relever des défis logistiques s'ils veulent renforcer l'installation et la maintenance des nouvelles technologies dans les lieux isolés.

Le soutien à la mise en œuvre de mesures de sécurité des navires par les États du pavillon fait partie des priorités de la CPS depuis 2010.

Dix pays océaniques sont actuellement associés à cette initiative. Toutefois, un accident mortel survenu en 2018 a ramené sur le devant de la scène le problème majeur de la surcharge des navires et d'autres questions de sécurité.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

La CPS va continuer à participer à des activités de recherche et de démonstration susceptibles d'être transposées à plus grande échelle afin d'accroître l'accès à l'énergie.

Les États et Territoires insulaires océaniques se sont engagés à mettre en œuvre leur contribution déterminée au niveau national (CDN) définie au titre de l'Accord de Paris. Dans ce contexte, les programmes géoressources et énergie de la CPS entendent concevoir et exécuter des projets visant à relever les défis du changement climatique (atténuation ou adaptation) et des émissions de gaz à effet de serre.

Dans le domaine du transport maritime, la CPS va continuer à promouvoir le concept d'un transport durable pour tous, à savoir des transports sûrs, efficaces, accessibles et à faible taux d'émissions. Il faudra pour ce faire accroître l'égalité de genre dans le secteur maritime, assurer un suivi des progrès réalisés et optimiser les systèmes de gestion de la sécurité à bord des navires.

Le suivi des progrès accomplis dans le cadre de l'initiative des « ports verts » va se poursuivre, l'objectif étant de recueillir des éléments factuels pour transposer cette démarche dans d'autres pays océaniques.

Zoom sur les réalisations



Une énergie durable à l'appui de la production de tubercules et de la réalisation d'économies sur les atolls de Tuvalu



CIBLE 7.2

CONTEXTE

Les communautés isolées des îles d'Océanie ont de plus en plus besoin d'accéder à l'énergie. À Tuvalu, les méthaniseurs constituent une source d'énergie renouvelable, mais pas seulement : ils soutiennent aussi la production agricole et la sécurité alimentaire.

Tuvalu se compose de neuf atolls, d'une altitude moyenne de seulement trois mètres au-dessus du niveau de la mer. Les insulaires dépendent largement d'une agriculture vivrière, mais l'intrusion d'eau salée et le manque de terres arables rendent la production difficile.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Dans le cadre du projet sur l'adaptation au changement climatique et l'énergie durable, mené entre 2016 et 2019, la CPS a été chargée d'installer 40 méthaniseurs sur 7 atolls de Tuvalu, en privilégiant les populations isolées. Ces méthaniseurs permettent un accès durable à l'énergie et réduisent les risques écologiques causés par les déchets d'élevage (en l'occurrence l'élevage porcin). Outre les bénéfices pour l'environnement, le processus génère également, en tant que sous-produit, de la terre arable qui peut être utilisée par les agriculteurs.

La CPS a assuré la direction du projet ainsi que la coordination de l'engagement des acteurs avec le ministère tuvaluan des Services publics et de l'Énergie et les autorités locales (Kaupule), afin de déterminer le site d'installation des méthaniseurs. Quarante membres de la communauté ont été sélectionnés pour participer au projet. Dans chaque cas, on a procédé à l'installation d'une porcherie (au besoin), d'un petit méthaniseur et d'une cuisinière raccordée au système, ainsi que d'un petit jardin destiné à utiliser la terre cogénérée par le processus.

RÉSULTATS ET IMPACT

À ce jour, 22 des 40 méthaniseurs ont été installés ; 9 d'entre eux sont entièrement opérationnels, et les familles préparent leurs repas à l'aide du biogaz qui alimente la cuisinière. Afin d'assurer la pérennité du projet, la CPS a formé les 40 bénéficiaires à l'installation, au fonctionnement et à la maintenance du système. L'équipe du projet Enseignement et formation techniques et professionnels dans le Pacifique (PacTVET) et l'Université du Pacifique Sud ont prêté leur concours à ces formations. La CPS a également réalisé un documentaire de 14 minutes consacré au projet, une trousse d'information sur le biogaz en anglais et en tuvaluan, ainsi qu'un guide de bonnes pratiques mettant en avant l'expérience des bénéficiaires.

L'une des communautés a utilisé la terre pour mettre en place un jardin local et ainsi assurer un accès durable aux denrées alimentaires. Le jardin communautaire de Funafala, un îlot situé au sud de Funafuti (la capitale du pays), a été créé par le conseil municipal de Funafuti. Il utilise pleinement le digestat produit par le méthaniseur afin d'améliorer la qualité du sol.

La CPS entend accroître le recours au biogaz à l'échelon national, mais aussi régional, grâce aux enseignements tirés de ce projet.



Taliao, de l'île de Vaitupu, n'a plus besoin de laver ses casseroles dans la mer, car la nouvelle cuisinière les salit beaucoup moins. Le projet permet à sa famille de bénéficier d'une énergie bon marché pour la cuisine : à Vaitupu, le gaz liquéfié est cher (près de 55 dollars australiens pour une bonbonne de 13 kg). Taliao prévoit d'encourager l'utilisation durable de l'énergie dans les communautés locales. « *Le biogaz est une source d'énergie plus propre ; j'aime mieux cuisiner avec ce gaz qu'avec du gaz classique.* »

Mme Apinelu, Secrétaire adjointe au ministère des Services publics et de l'Infrastructure, a relevé les différents défis posés par le projet.

« Trouver des lieux de stockage, en particulier pour les dispositifs de méthanisation et les matériaux de construction du projet, a représenté une véritable gageure. À ce titre, la mise en œuvre de ce projet a nécessité une concertation étroite et une assistance avec plusieurs acteurs, notamment le Kaupule (chef de Funafuti), le responsable de la TEC (Tuvalu Electricity Corporation), le directeur du service des travaux publics et l'ensemble de la population, afin de garantir la pérennité de cette entreprise essentielle. »

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Une planification soignée et des accords doivent avoir été mis en place bien avant le début de l'exécution du projet. Le temps nécessaire à ces procédures doit être pris en compte dans le calendrier global du projet, et non décompté du calendrier de mise en œuvre.
- Il est essentiel de concevoir un projet facile à comprendre, bon marché et susceptible d'être transposé à d'autres communautés locales.
- La relève doit être planifiée. La nomination d'un coordonnateur adjoint du projet dans le pays, capable d'assurer la poursuite des travaux sur le terrain en cas de démission des personnes-clés, doit être obligatoire. Les procédures doivent être clairement consignées par le ministère.
- Des comptes rendus doivent être fournis à intervalles réguliers, et des réunions (d'information) organisées avec toutes les parties prenantes, afin, notamment, de faciliter la logistique et l'approvisionnement dans les îles périphériques.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleurs de fonds : Union européenne, GIZ

Zoom sur les réalisations



Fidji et Îles Salomon : un développement sobre en carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des ports



CIBLE 7.A

CONTEXTE

Le Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique) est hébergé par la CPS, en collaboration avec le Programme régional océanique de l'environnement (PROE). Il fait partie d'un réseau mondial, composé de centres situés en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine, qui mettent en place et soutiennent des systèmes de transport maritime bas carbone.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Le MTCC-Pacifique, épaulé par le fonds pour l'innovation de la CPS, a soutenu l'initiative des « ports verts » dans le Pacifique visant à mettre en place des démarches intégrées de gestion de la qualité, de l'énergie et de l'environnement pour les opérations portuaires aux Fidji, à Kiribati, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Tonga, à Tuvalu et à Vanuatu.

Les ports de Suva et d'Honiara ont pris la tête du mouvement et, avec l'assistance technique de la CPS, ont réussi à mettre en œuvre des stratégies d'amélioration de l'efficacité et de la résilience de leurs activités et infrastructures, afin de réduire leur empreinte carbone et leur impact environnemental.

RÉSULTATS ET IMPACT



L'Autorité portuaire des Îles Salomon (SIPA) a indiqué que les investissements dans l'énergie solaire pour l'éclairage à LED du périmètre portuaire d'Honiara avaient permis de réaliser les économies suivantes.

Entre octobre 2017 et octobre 2018, on a observé une baisse générale de 8 % de la consommation d'énergie, soit une réduction de 185 760 kWh par rapport aux 12 mois précédents, ce qui équivaut à 160 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre en moins et à 904 000 dollars salomonais d'économies.

Une nouvelle politique d'extinction de la lumière sur le quai principal a permis d'économiser près de 7 800 kWh, soit 40 358,20 dollars salomonais et 6,7 tonnes de gaz à effet de serre, en tout juste deux mois. La SIPA a ainsi pratiquement atteint son objectif ambitieux de réduction de 10 % par an de ses émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre des efforts nationaux de diminution de la consommation d'énergie et des émissions polluantes.



Dans un souci d'optimisation de la gestion de l'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, Fiji Ports Corporation Ltd (FPCL) a appliqué les recommandations suivantes issues de l'audit énergétique des ports réalisé par le MTCC-Pacifique.

Installation d'un éclairage à LED dans les bureaux centraux. Réduction annuelle de la consommation d'énergie : 75 000 kWh. Économies réalisées : 31 000 dollars fidjiens et 32 tonnes de gaz à effet de serre.

Installation d'un système de correction du facteur de puissance (pour un coût de 70 000 dollars fidjiens). Économies mensuelles d'électricité : 26 000 dollars fidjiens. Économies annuelles prévues : 300 000 dollars fidjiens environ.

Application de techniques d'écoconduite par les chauffeurs des véhicules portuaires : un changement de comportement pour économiser de l'énergie.

Augmentation du nombre de femmes à des postes à responsabilités : une femme nommée responsable de l'énergie est actuellement à l'étranger pour suivre une formation à la gestion des installations portuaires, avec le soutien du réseau des associations nationales des femmes dans le secteur maritime.

Ces résultats contribuent directement à la réalisation de l'objectif 2 du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique, qui met l'accent sur le développement sobre en carbone. La CPS va continuer à élaborer et à soutenir des propositions innovantes permettant de concrétiser un tel développement.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Des modifications mineures de comportement, telles que le fait d'éteindre les lumières lorsque le port n'est pas en activité, peuvent faire économiser beaucoup d'argent et d'énergie. Ces économies permettent, à leur tour, d'effectuer des investissements en vue d'obtenir des changements plus importants, qui font gagner en efficacité et participent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Pour ce qui est du suivi dans la durée, toute la difficulté résidera dans le fait de garantir le réinvestissement des économies réalisées dans l'efficacité énergétique.
- L'effet d'entraînement est très important : montrer les économies financières et la réduction des émissions de gaz à effet de serre réalisées aux Fidji et aux Îles Salomon a éveillé l'intérêt d'autres ports d'Océanie.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleurs de fonds : BASD, Japon, premier fonds pour l'innovation de la CPS

IMPACT. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
À l'issue de travaux intensifs de cartographie, de concertation et de mise en place de cadres juridiques, déclaration par le Samoa de ses limites maritimes, et dépôt des limites de ses zones des 12 et des 24 milles auprès de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies	Samoa
Par rapport aux 12 mois précédents, baisse de la consommation d'énergie du port d'Honiara de 185 760 kWh en 2018, soit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 160 tonnes (équivalent CO ₂) sur 12 mois	Îles Salomon
Baisse de la consommation d'énergie dans le port de Suva de 21 % grâce aux mesures d'efficacité prises à la suite d'un audit de la CPS. La mise à niveau de l'éclairage devrait permettre une réduction supplémentaire des émissions de gaz à effet de serre de 32 tonnes par an.	Fidji
CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Application de nouvelles technologies, compétences et pratiques par les membres et les partenaires	
Intégration d'un dispositif de gestion de l'efficacité énergétique à bord au système de gestion de 38 navires nationaux	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Adoption, à ce jour, de systèmes de gestion de la sécurité par 26 navires de 4 pays	Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
Utilisation, dans le cadre d'évaluations des risques en matière de sécurité de la navigation dans 4 pays, d'un outil international d'évaluation des risques (SIRA) mis au point et testé par la CPS, afin de garantir la conformité aux exigences internationales	Îles Cook, Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu
Fourniture et installation d'un système solaire photovoltaïque hybride à l'Abemama Alfred Sadd Memorial College, qui sert désormais à la production d'électricité	Kiribati
Renforcement des systèmes institutionnels	
Expansion du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs à 2 nouveaux pays	Îles Cook, Fidji
Réalisation de 8 audits de systèmes de gestion de la sécurité maritime	Kiribati
Approbation de la réglementation du Samoa relative à l'efficacité énergétique en 2018 (normes relatives aux produits consommateurs d'énergie approuvés)	Samoa
Égalité de genre et renforcement de la participation des femmes	
Promotion active et sélection de femmes pour des formations dans le secteur maritime et océanique (formation de 87 femmes sur 490 personnes)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des acteurs non étatiques (secteur privé et société civile)	
Création d'associations des femmes du secteur maritime dans 9 pays	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu
Lancement du Mécanisme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur des énergies durables du PCREEE afin de stimuler la création d'activités professionnelles locales dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	Îles Salomon

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement de l'engagement	
Approbation de l'évaluation du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique lors de la 9 ^e réunion du Groupe consultatif océanien sur l'énergie/Groupe océanien de surveillance du secteur énergétique, ouvrant ainsi la voie à la mise en place d'une version révisée de ce cadre à l'horizon 2030	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Approbation de la feuille de route intégrée sur l'énergie à Kiribati	Kiribati
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Organisation, en 2018, d'un atelier régional d'évaluation des besoins en matière de sécurité de la navigation pour orienter la mise au point de la deuxième phase de l'initiative dans ce domaine. Cet atelier a montré que l'évaluation des risques constituait une priorité. De telles évaluations sont désormais menées, ce qui permet aux pays de respecter les obligations internationales leur incombant.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Obtention du niveau 1 du modèle de maturité de l'Organisation hydrographique internationale (OHI)	Vanuatu
Obtention du niveau 1 du modèle de maturité de l'OHI, l'amélioration de l'hydrographie contribuant à la sécurité de la navigation	Kiribati, Vanuatu
PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Formation et renforcement des capacités	
Formation de 73 marins (dont 4 femmes) et 294 agents non navigants (dont 54 femmes) à la gestion et aux inspections de sécurité, à la sûreté et à la gestion de l'énergie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 123 agents (dont 29 femmes) à la délimitation maritime, à l'observation de l'océan, à la géodésie et à la modélisation des vagues	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Organisation de réunions	
Signature d'un protocole d'accord avec l'Association des institutions de financement du développement du Pacifique (ADFIP), qui ouvre la voie à la constitution d'un fonds d'équipement pour les investissements dans les énergies renouvelables	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Distribution de matériel de sécurité	
Distribution de 66 sacs de survie (10 sacs complets aux Îles Salomon et 56 mini-sacs destinés à Vanuatu). La CPS a également fourni du matériel afin de compléter les 60 mini-sacs de survie pour la pêche en pirogue à Niue.	Niue, Îles Salomon, Vanuatu
Renforcement des connaissances – Évaluation ou analyse	
Réalisation d'audits énergétiques dans 8 ports, et apport d'une aide supplémentaire dans le domaine de la gestion de l'énergie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réalisation de 13 évaluations juridiques, économiques et techniques de la sécurité de la navigation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Achèvement du rapport d'analyse des carences élaboré en vue de la rédaction du projet de loi de Kiribati sur l'énergie	Kiribati
Achèvement des études de géo-ingénierie sur le site du pont du lagon de Fanga'uta	Tonga
Achèvement et transmission de 7 évaluations économiques relatives à la sécurité de la navigation dans le Pacifique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Collaboration entre le PCREEE et l'Observatoire océanien de l'énergie afin de recueillir des données sur les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des acteurs non étatiques (secteur privé et société civile)	
Participation de 56 personnes (dont 9 femmes) à un atelier de sensibilisation du public et du secteur privé aux débouchés du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	Îles Salomon
Mise au point du cadre et de la stratégie du PCREEE pour le renforcement des capacités, et présentation lors de la troisième réunion du comité de pilotage du PCREEE. Ce cadre vise à faire participer davantage le secteur privé aux initiatives menées dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Conseil technique – Élaboration de lois, de politiques ou de stratégies	
Rédaction d'un projet de réglementation relative aux normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW)	États fédérés de Micronésie
Rédaction d'un projet de réglementation nationale relative aux opérations de recherche et de sauvetage (SAR)	Fidji, Niue, Tuvalu
Présentation d'une version finale du protocole et des statuts de la Commission des transports maritimes du Pacifique central à la 5 ^e Assemblée générale annuelle de la Commission	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Présentation de l'analyse juridique des autorités portuaires des Tonga au conseil d'administration	Tonga
Ajout de 3 modèles au recueil de législation et de réglementation maritimes types océaniques (PIMLaws) : 2 pour les opérations SAR et 1 pour l'efficacité énergétique des navires	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Présentation du projet de réglementation STCW aux fins d'adoption	États fédérés de Micronésie
Évaluation de la loi de Tuvalu relative aux produits pétroliers	Tuvalu
Révision de la politique nationale de Tuvalu relative à l'énergie	Tuvalu
Révision de la loi de Niue relative à l'alimentation en électricité (1960)	Niue
Élaboration d'un projet de réglementation relative aux normes minimales de performance énergétique et à l'étiquetage énergétique à Kiribati	Kiribati
Achèvement de l'étude sur le dépôt de carburants d'Honiara	Îles Salomon



... le ministère de l'Intérieur a organisé

un atelier consacré à la *diffusion et aux enseignements* ...

CHAPITRE 4 : RENFORCER L'ACCÈS AUX STATISTIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LEUR MISE À PROFIT POUR ÉTAYER LES POLITIQUES ET SUIVRE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS

La CPS a poursuivi la refonte de son travail dans le domaine de la statistique en 2018, afin d'ancrer son rôle de chef de file des systèmes statistiques en Océanie et de renforcer l'analyse et la diffusion de données factuelles orientant la prise de décision. Plusieurs organes océaniques de gouvernance statistique ont été constitués et sont d'ores et déjà opérationnels. Des partenariats essentiels ont également été conclus afin de mutualiser les ressources à l'appui de la collecte de données.

La CPS est membre du Groupe régional océanique sur les ODD et, à ce titre, apporte des contributions vitales pour le volet statistique du mandat de ce groupe. Elle a été désignée organisation responsable, à l'échelle régionale, de la collecte et de la compilation des données en lien avec les ODD.

Synthèse des réalisations

Un programme de partenariat océanique pour la statistique et un plan quinquennal de collecte de données dans la région ont été mis au point et adoptés lors de la réunion 2018 du Comité régional de pilotage de la statistique (PSSC).

Le nouveau Comité océanique des méthodes statistiques est d'ores et déjà à pied d'œuvre.

La compilation centralisée des indicateurs des ODD est en cours, à partir du nouveau tableau de bord relatif aux ODD et de « roues de progression » conviviales.

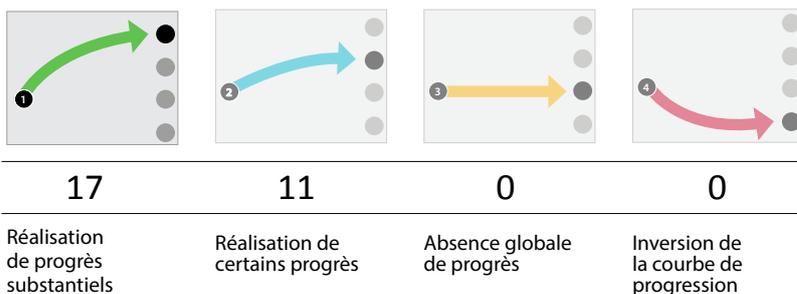
Contribution aux ODD



Défis à relever

On constate une hausse de la demande d'assistance technique à la collecte et à l'analyse de données, et notamment de statistiques actuelles et ventilées permettant de mesurer les progrès réalisés au regard des ODD et des Orientations de Samoa, et d'en rendre compte. Toutefois, les ressources de la CPS consacrées à la collecte de données s'inscrivent à la baisse.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

Face à la hausse de la demande d'aide à la collecte de données, la CPS envisage de mobiliser davantage de ressources afin d'accompagner les efforts déployés pour répondre aux besoins urgents des pays membres en matière de statistiques. Elle va ainsi adresser en priorité ses prestations aux petits services nationaux de la statistique, où le manque de capacités est le plus criant. Ces services pâtissent en effet d'importantes insuffisances de moyens, et continueront à dépendre fortement de l'appui technique de la CPS et des autres partenaires du développement.

La mise à niveau de l'analyse et de la diffusion de données, qui a commencé en 2018, va se poursuivre en 2019, tirée par la refonte du site Web, l'introduction d'un nouveau logiciel de gestion de bases de données et l'élaboration d'un tableau de bord en ligne relatif aux ODD sur la Plateforme de données océaniques¹⁶.

Renforcer la gouvernance de la statistique dans la région



CIBLE 17.18

En 2018, la Division statistique pour le développement de la CPS a mis en œuvre son nouveau plan d'activité. Celui-ci intègre un cadre régional amélioré de gouvernance de la statistique, qui s'articule autour de cinq éléments : la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, la Conférence des directeurs des services planification et statistique, le Comité régional de pilotage de la statistique (PSSC), le Comité océanien des méthodes statistiques (PSMB) et le Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement (DDPG). Chacun de ces organes joue un rôle distinct dans les domaines suivants : prise de décision et contrôle stratégiques pour le développement régional de la statistique, suivi et orientation de l'avancement de la Stratégie décennale océanique sur la statistique, mise en place de meilleures pratiques (méthodes, systèmes et procédures) à utiliser par les pays océaniques dans les grands recensements et enquêtes, et amélioration de la coordination des ressources et des actions dans le secteur.

Tous ces organes sont à présent opérationnels. Les directeurs des services planification et statistique, qui ont tenu leur dernière conférence en 2017, présenteront un rapport à la prochaine Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum. Le PSSC, guidé par son nouveau mandat, s'est réuni en novembre 2018 afin d'examiner les avancées réalisées dans le cadre de la phase 3 de la Stratégie. Le PSMB, guidé lui aussi par son nouveau mandat, s'est réuni à deux reprises en 2018, et travaille à l'élaboration de solutions aux enjeux de la région (tels que l'échantillonnage ou l'utilisation des technologies dans les régions isolées) en s'appuyant sur des compétences régionales et internationales. Enfin, le DDPG, qui a tenu sa première réunion au mois d'août afin de préciser les rôles, les responsabilités et les objectifs de coordination entre les partenaires, a d'ores et déjà permis d'accroître le nombre d'initiatives communes.

Le cadre de gouvernance piloté par l'Océanie fournit aux services nationaux de la statistique des informations claires sur les priorités et les orientations dans le domaine du développement régional de la statistique.

Zoom sur les réalisations



Dénombrer l'essentiel : la CPS soutient le recensement de la population de Kiribati



CIBLE 17.18

CONTEXTE

Des estimations précises et à jour de la population sont essentielles aux processus de planification et d'élaboration du budget d'un pays. Elles sont également importantes pour la conception d'enquêtes économiques et sociales, telles que les recensements, les enquêtes démographiques et sanitaires ou les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages, qui permettent d'obtenir des informations représentatives à l'échelle nationale afin de mieux cibler les interventions stratégiques. Toutefois, les petits pays de la région ne disposent pas, en interne, des capacités ni des technologies nécessaires à la production et à la cartographie d'estimations et de projections démographiques précises. C'est notamment le cas de Kiribati, qui appartient à la catégorie des pays les moins avancés, et cette situation pèse sur sa capacité à affecter les budgets en proportion d'indicateurs démographiques (âge, sexe, répartition dans le pays).

PROCESSUS DE CHANGEMENT

En 2018, la CPS a aidé le service national de la statistique de Kiribati à mettre à jour ses estimations démographiques en réalisant une liste de tous les ménages et institutions du pays. L'Organisation a mis l'accent sur le renforcement des capacités du pays dans ce processus, l'objectif étant de mettre au point des outils susceptibles de servir à d'autres enquêtes, d'utiliser les nouvelles technologies de façon à affiner la précision des résultats, et de garantir une bonne représentation des femmes et des enfants. Ces travaux ont été réalisés en partenariat avec l'UNFPA et l'UNICEF, avec l'aide, dans le cadre d'un échange entre pairs, du service national de la statistique de Tuvalu.

¹⁶ Voir le zoom sur les réalisations à la page 115.

En concertation avec le service national de la statistique, la CPS a élaboré l'étude de terrain ainsi que les instruments et les manuels de cartographie, et a formé les agents sur le terrain à la collecte de données et aux opérations CAPI (collecte assistée par informatique), le recueil et la transmission de données s'effectuant à l'aide de tablettes ; l'isolement de ce pays insulaire a constitué une difficulté supplémentaire. L'Organisation a également fourni une assistance technique au traitement et à l'édition des données, ainsi qu'à l'utilisation des technologies de cartographie pour réaliser des estimations de population par région administrative.

La Division statistique pour le développement a veillé à ce que les grilles cartographiées du pays (appelées « zones de recensement ») soient identiques à celles utilisées par le ministère de l'Environnement, des Affaires foncières et du Développement agricole, et a organisé une formation à la délimitation des zones de recensement ainsi qu'à la cartographie de ces zones afin de faciliter la future enquête sur les indicateurs de développement social. Enfin, la CPS a soutenu la collaboration entre pairs en faisant en sorte que le service national de la statistique de Tuvalu puisse prêter son concours à l'organisation et fasse office de répondant technique pour la mise en œuvre de la collecte de données sur tablette, une première à Kiribati.

RÉSULTATS ET IMPACT

Ces mesures ont permis de mettre à jour les estimations de la population de Kiribati, mais aussi de renforcer les capacités ainsi que la collaboration entre les ministères et les administrations publiques. Les nouvelles estimations servent à la gestion des infrastructures et orienteront les enquêtes à venir ainsi que la réponse aux catastrophes. Par exemple, l'enquête sur les indicateurs de développement social consiste en un recueil de données statistiques au regard de 25 indicateurs des ODD. Elle met tout spécialement l'accent sur les femmes et les enfants. Les nouvelles estimations de la population soutiennent la collecte de données représentatives à l'échelle nationale, grâce à l'élaboration de cartes démographiques, et garantissent une bonne représentation de la population ciblée dans les échantillons considérés.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

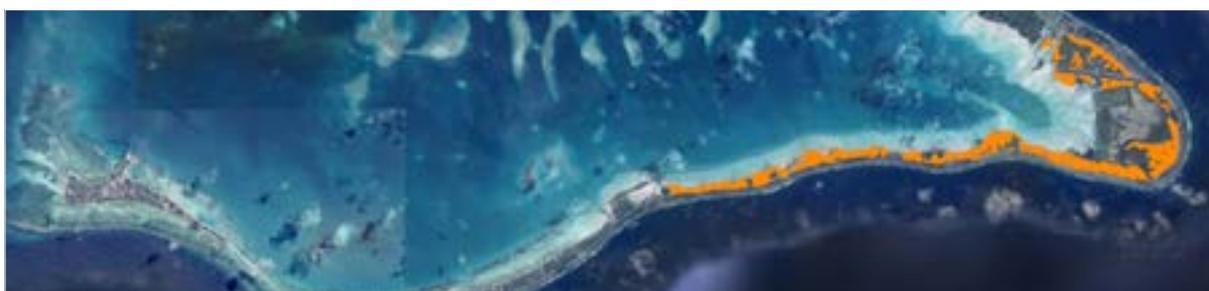
- La collaboration entre les services nationaux de la statistique de Tuvalu et de Kiribati, ainsi qu'entre l'UNFPA, l'UNICEF et la CPS, a constitué l'une des clés du succès de ce projet.
- Par rapport au recensement de 2015, le recours aux nouvelles technologies a permis d'améliorer la gestion du travail sur le terrain, ainsi que de consigner au format numérique la localisation des ménages et les zones de recensement.
- Ces technologies autorisant le transfert des données et la détection des erreurs en temps réel, le service national de la statistique a pu remédier au problème des ménages manquants dans la liste.



Délimitation des zones de recensement sur l'île densément peuplée de Betio (Tarawa Sud)



Carte produite après établissement de la liste des ménages afin de faciliter le recensement en vue de l'enquête sur les indicateurs de développement social (village de London, Kiribati)



Points GPS représentant les ménages obtenus à l'issue de la première semaine de travail à Tarawa Sud

Division/Programme : Division statistique pour le développement
 Bailleur de fonds : UNFPA

Zoom sur les réalisations



Une analyse genrée pour faire le lien avec les politiques sexospécifiques aux Îles Marshall



CIBLE 5.C.1

CONTEXTE

L'expérience de la CPS en matière d'intégration de la dimension de genre en Océanie a permis de mettre en lumière deux facteurs clés des politiques sexospécifiques, à savoir **1)** le leadership (forces mobilisatrices) en faveur de telles politiques, notamment pour enclencher le processus de changement, **2)** la production et l'utilisation de données pour orienter leur élaboration et faciliter le suivi des progrès réalisés.

Les évolutions récentes observées aux Îles Marshall illustrent bien ces deux facteurs. Hilda Heine, la Présidente, et d'autres hauts fonctionnaires du pays ont plaidé avec vigueur en faveur de l'égalité de genre et de l'élimination de la violence à l'égard des femmes. De plus, les pouvoirs publics, par le truchement du ministère de l'Intérieur, ont mis sur pied une politique relative à l'approche intégrée du genre en 2015, avec le concours de la CPS.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Les organismes publics ont certes contribué à la mise en œuvre de certains éléments inscrits dans la politique, mais ils se sont rendu compte qu'il était nécessaire de combler les lacunes en matière de données ventilées par sexe. Pour ce faire, ils ont décidé de rassembler des données de ce type et de réaliser un opuscule intitulé *Gender equality: Where do we stand?* (état des lieux de l'égalité hommes-femmes dans le pays). La CPS a également soutenu l'élaboration de cette même publication dans quatre autres pays océaniques, afin de renforcer et d'améliorer l'accès aux statistiques sexospécifiques et, partant, de renforcer les capacités de collecte, d'analyse et d'exploitation de ces statistiques. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques » de la CPS, qui s'attaque au manque de capacités en matière d'approche intégrée du genre et de statistiques liées au genre dans 14 pays membres.

L'Organisation a apporté une assistance technique sur deux ans pour la production de la publication des Îles Marshall. Afin de la réaliser, il a fallu nouer des liens de confiance avec les organismes publics, mais aussi à l'extérieur de l'administration, mener des débats intenses sur la nécessité de statistiques genrées, et filtrer et interpréter les données fournies par les organismes, les prestataires de services et les ONG.

La plupart des principales parties prenantes avaient conscience de l'importance des données sexospécifiques, mais maîtrisaient mal leur analyse. La CPS s'est servie de la publication comme d'une méthode de renforcement des capacités dans ce domaine. En outre, la Conseillère en statistiques sexospécifiques de l'Organisation a aidé chaque secteur clé, notamment le ministère de la Santé et des Services à la personne ou encore les écoles publiques (secteur de l'éducation), à améliorer la qualité des statistiques ventilées et de l'analyse pour l'établissement de leurs propres rapports annuels.

Rassembler les référents pour l'égalité de genre de chaque ministère et d'autres grands acteurs et statisticiens a fait évoluer les représentations, et en particulier la perception des données. Par exemple, les participants au projet ont examiné en quoi les statistiques permettaient de quantifier la contribution des hommes et des femmes à l'économie, aux espaces de prise de décision ou encore dans les familles. Ils se sont rendu compte que l'utilisation et l'analyse de statistiques sexospécifiques pouvaient étayer les décisions stratégiques et réduire les inégalités entre hommes et femmes.

RÉSULTATS ET IMPACT

La publication *Gender equality: Where do we stand?* a été présentée au Parlement des Îles Marshall en août 2018 ; depuis cette date, elle sert à appuyer les processus nationaux de planification et de présentation de rapports, ainsi que la mobilisation de ressources. La CPS a aidé les écoles publiques et le ministère de la Santé et des Services à la personne à établir leurs rapports sur les progrès accomplis en utilisant d'autres indicateurs tirés de la publication pour illustrer les résultats et les enseignements tirés. Ce document a également constitué la source de la quasi-totalité des données reprises dans l'analyse de situation contextuelle figurant dans la demande de financement déposée auprès du

fonds 50/50 pour l'innovation aux Îles Marshall, fonds qui a mobilisé un million de dollars des États-Unis en vue de l'octroi de subventions porteuses de changement aux organisations, groupes, réseaux et communautés afin qu'ils puissent faire avancer l'égalité entre hommes et femmes.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Les membres du gouvernement peuvent certes donner les grandes lignes pour la mise en place de politiques inclusives, mais il faut avant tout que les personnes responsables de l'élaboration même des politiques connaissent bien les données sexospécifiques et soient capables de les interpréter si l'on veut pouvoir élaborer et mettre en œuvre des politiques bénéficiant aux hommes comme aux femmes, ainsi qu'en assurer le suivi.
- La réalisation de *Gender equality: Where do we stand?* a constitué une étape importante pour que les décideurs restent conscients des besoins en matière d'analyse sexospécifique et affectent des moyens à la production de statistiques genrées. La preuve en a été clairement apportée en août 2018, lorsque le ministère de l'Intérieur a organisé un atelier consacré à la diffusion et aux enseignements de la publication. Les hauts fonctionnaires du pays ont confirmé que cette dernière était utile pour fournir un état des lieux des questions de genre aux Îles Marshall, réaffirmer la nécessité d'obtenir des statistiques et indicateurs ventilés par sexe, et souligner l'importance de produire des publications factuelles du même type pour d'autres politiques sectorielles et sites géographiques.
- L'enseignement tiré par la CPS est que, si les avancées en matière d'intégration de la dimension de genre et de statistiques sexospécifiques peuvent être lentes, d'importants efforts sont déployés pour créer un espace de dialogue entre les organismes sur les questions de genre et poser les bases des progrès futurs, dès l'entrée en jeu des forces mobilisatrices. L'expérience des Îles Marshall montre que la mise en place de relations fonctionnelles avec les organismes publics et entre ces derniers est essentielle à la collecte de statistiques et de données sexospécifiques de qualité, et qu'il est en outre capital de disposer d'outils et d'un soutien adaptés au renforcement des capacités en matière d'analyse genrée.



Division/Programme : Département développement social
Bailleur de fonds : Australie

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des dispositifs de gouvernance de la statistique à l'échelle régionale	
Approbation du mandat d'une nouvelle structure de gouvernance régionale de la statistique. Cette structure comprend : la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, la Conférence des directeurs des services planification et statistique, le Comité régional de pilotage de la statistique, le Comité océanique des méthodes statistiques et le Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise au point d'un programme de partenariat océanique pour la statistique et d'un plan quinquennal de collecte de données dans la région, adoptés lors de la réunion 2018 du Comité régional de pilotage de la statistique. Un projet de plan régional de diffusion des données statistiques a été présenté.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Au mois d'août, première réunion du Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement : approbation de l'accord de partenariat et du plan quinquennal de collecte de données, et début de la planification commune de la mobilisation des ressources et du renforcement des capacités dans les pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Réunion, à deux reprises, du Comité océanien des méthodes statistiques : approbation de son mandat, travaux de standardisation des méthodes, systèmes et processus de mesure de la pauvreté, et lancement d'une enquête pilote sur le budget et la consommation des ménages aux Îles Marshall	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement de la coordination dans le domaine de l'analyse des données des registres et des statistiques d'état civil grâce au travail du Groupe d'entente de Brisbane. La collaboration se poursuit et la nette délimitation des rôles avec le Secrétariat général du FIP et les autres partenaires dans le cadre des ODD permet d'optimiser l'efficacité de la collecte, de la compilation et de l'analyse des données.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des systèmes institutionnels	
Achèvement et présentation de stratégies nationales de développement de la statistique	Tonga, Tuvalu
Début des travaux de renforcement de l'accès aux métadonnées, aux archives, aux ressources documentaires et aux données dans le cadre du projet financé au titre du Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités statistiques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Augmentation du nombre de jeux de données chargés sur le site Web de la Division statistique pour le développement de la CPS	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Supervision, par le Comité océanien des méthodes statistiques, de l'enquête sur le budget et la consommation des ménages aux Îles Marshall, qui permet de tester la méthodologie, les technologies numériques, la collecte de données et les modules d'enquête discutés par le Comité (cette enquête pilote est financée par le fonds d'amorçage du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce et le fonds pour l'innovation de la CPS). Les travaux menés par le Comité sur cette enquête en 2018 se sont révélés importants pour orienter la mise en œuvre de 8 enquêtes similaires en Océanie en 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES, INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Données statistiques et outils de connaissance mis à la disposition des utilisateurs	
Organisation de présentations sur les données de la Division statistique pour le développement, notamment les indicateurs des ODD, lors d'ateliers régionaux, de réunions avec les divisions de la CPS et d'un forum en Nouvelle-Zélande réunissant plusieurs universités et destiné aux étudiants de cycle supérieur de la région, afin de renforcer les liens avec les utilisateurs ciblés. Ces événements ont accru la sensibilisation et l'utilisation de ces statistiques à des fins de recherche et d'élaboration de politiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Amélioration de la diffusion des données grâce aux efforts d'accroissement de la visibilité des données en ligne et sur les réseaux sociaux ; mise à niveau du site Web de la Division statistique pour le développement, mises à jour en continu et diffusion du tableau de bord relatif aux ODD ; participation de la CPS à la communauté de collaboration de l'OCDE sur les systèmes d'information statistique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Traitement de 249 demandes de clients concernant des données et des statistiques sur l'Océanie (63 % provenant de la messagerie instantanée du site de la Division statistique pour le développement et 37 % de courriels). Réponse apportée à la totalité de ces demandes, sauf une, dans un délai de 5 jours ouvrés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Contribution des publications nationales et régionales sur la statistique à l'amélioration des connaissances	
Contribution à la production de 4 rapports d'enquête sur le budget et la consommation des ménages	Îles Cook, Niue, Tonga, Tuvalu
Sortie du rapport quadriennal sur les ODD dans le Pacifique. La CPS a fourni des données et 2 analyses (pauvreté et inégalités) à l'appui de ce rapport, et joue un rôle clé de référentiel pour les indicateurs des ODD en Océanie.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Amélioration de la qualité des données des 8 indicateurs figurant dans le Rapport de situation sur les pêches côtières grâce à l'utilisation de données issues des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages. Intégration de données provenant de 10 pays océaniques en 2018, contre 7 en 2017. Présentation du Rapport de situation sur les pêches côtières aux ministres des Pêches et aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Contribution importante des données sur les ODD, des outils de connaissance et des statistiques fournis par la CPS à l'examen des Orientations de Samoa	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réalisation de 3 activités entre pairs, impliquant 5 pays océaniques : i) liste des ménages de Kiribati, avec l'assistance du service national de la statistique de Tuvalu ; ii) mise au point, aux Tonga, d'un plan sur la statistique économique et d'un registre des entreprises avec le soutien du service national de la statistique des Fidji ; et iii) conservation des registres d'état civil de Vanuatu avec le soutien des Fidji. Les agents des ministères soutenus ont renforcé leurs connaissances et leurs compétences et, au terme de chaque mission, ont été en mesure de terminer seuls les projets qui leur étaient attribués.	Fidji, Kiribati, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Assistance technique – Élaboration et diffusion d'outils de connaissance	
Réponse à 13 demandes de microdonnées émanant d'organisations régionales, de partenaires du développement et d'universités australiennes, françaises, britanniques et américaines. Les données demandées servent à rédiger des articles scientifiques et des documents d'orientation, notamment pour les gouvernements océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Poursuite de la compilation centralisée des indicateurs des ODD, disponibles sur le site Web de la Division statistique pour le développement, à partir du nouveau tableau de bord relatif aux ODD et de « roues de progression » conviviales	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Assistance technique – Élaboration de politiques ou de stratégies	
Stratégies nationales de développement de la statistique à l'état de projet	Fidji, États fédérés de Micronésie
Assistance technique – Collecte de données statistiques à l'échelon national	
Contribution à la planification et à la conception de l'enquête sur le budget et la consommation des ménages	Vanuatu
Contribution à la planification et à la conception de l'enquête de recensement	Wallis et Futuna
Contribution à la planification et à l'établissement de la liste des ménages	Kiribati
Contribution à la planification et à la conception de l'enquête agricole	Îles Salomon
Contribution à la conception d'un atelier sur les enquêtes en grappes à indicateurs multiples	Fidji, Kiribati, Nauru, Tuvalu
Planification et conception d'une enquête nationale sur le handicap	Tonga
Coordination régionale	
Collaboration avec la Banque mondiale pour la mise en place d'un processus clair de nettoyage, de traitement et de validation des données. Ce processus a été approuvé, sur le principe, par le Comité océanique des méthodes et le Comité régional de pilotage de la statistique, et un premier atelier a été organisé au mois de novembre afin d'examiner la procédure d'archivage des données.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise au point d'un projet de protocole d'accord standardisé avec la Banque mondiale afin de formaliser l'accès aux jeux de données enregistrés. Dans le même temps, des discussions sont en cours avec les services nationaux de la statistique des pays océaniques sur l'amélioration de l'accès aux microdonnées enregistrées, afin de garantir la disponibilité des données issues des enquêtes et des recensements.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)



... Les partenariats sont essentiels pour aider les services météorologiques nationaux des pays océaniques à mettre au point des modèles scientifiques efficaces et de qualité...

CHAPITRE 5 : AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES SUR LES DOSSIERS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES

Dans les domaines relevant de son mandat, la CPS a aidé les pays océaniques à planifier des interventions en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe, mais aussi à renforcer la réponse prévue au niveau national. Elle a appuyé la collaboration régionale au titre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et aidé les pays océaniques à accéder aux financements climatiques, tout en poursuivant ses démarches pour obtenir son accréditation auprès du Fonds vert pour le climat.

Les activités menées par la CPS dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de l'eau et assainissement ont été réorganisées au sein d'un même programme pour optimiser la mise en œuvre du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique, par l'offre d'un appui technique concerté aux PEID du Pacifique.

L'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique nous a confortés dans l'idée que nous prenions la bonne direction dans le domaine du changement climatique et de la résilience aux catastrophes. En effet, les partenaires ont jugé qu'il était important que la CPS travaille sur les questions climatiques en parallèle des actions menées au regard d'autres objectifs de développement.

Synthèse des réalisations

De nouvelles variétés résistantes et nutritives de patate douce (1) et de taro (2) ont été distribuées à 171 agriculteurs par le ministère fidjien de l'Agriculture.

Un large éventail d'acteurs, dont des professionnels de l'agriculture et des groupes de femmes, ont pu accéder à des semences maraîchères à pollinisation libre et à des formations connexes dans 4 pays océaniques.

Au total, 82 000 personnes bénéficient à présent de services d'infrastructure résilients dans 2 pays océaniques.

Des plans ou cadres de gestion des risques de catastrophe sont aujourd'hui mis en œuvre dans 7 pays océaniques.

Contribution aux ODD



Défis à relever

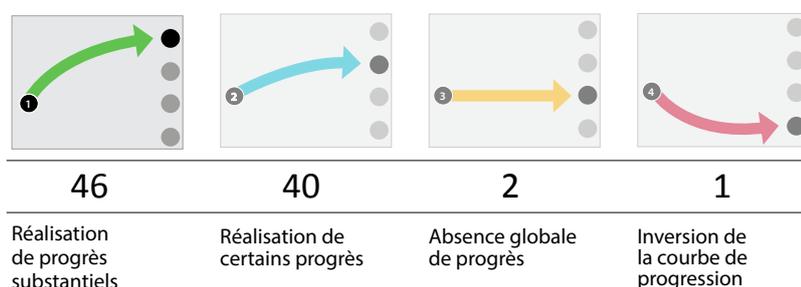
Pour atténuer les crises potentielles et renforcer les stratégies d'adaptation, les pays océaniques doivent s'équiper de systèmes d'alerte précoce améliorés. Il convient d'adapter les prédictions météorologiques mondiales pour comprendre les impacts potentiels au niveau local.

Les systèmes locaux d'alerte précoce et le renforcement des capacités permettent de faire le trait d'union entre l'état des connaissances mondial et la prise de conscience des communautés. Toutefois, faute d'informations sur les impacts, il est aujourd'hui impossible de convertir l'information sur les aléas en prédictions d'impact à l'échelle des pays océaniques. La CPS œuvre de concert avec d'autres partenaires régionaux pour créer, au sein même des pays, les capacités nécessaires à la collecte de données pertinentes sur les impacts. Nous travaillerons

en étroite coopération avec le service météorologique régional aux Fidji afin d'appuyer la mise en place d'un système d'alerte précoce pour les inondations.

Pour lutter contre le changement climatique, il convient d'intégrer de manière transversale les pratiques climato-intelligentes à travers tous les secteurs de l'économie et de la société. Dans les secteurs exploitant les ressources naturelles (pêche, agriculture et foresterie, en particulier), les secteurs des énergies et des transports et les activités mettant en jeu une dynamique interfilière telles que le tourisme, il est impératif de prendre pleinement en compte les impacts (réels et potentiels) du changement climatique dans la planification et d'encourager l'adoption de pratiques favorisant à la fois l'atténuation des émissions de dioxyde de carbone et l'adaptation à différents scénarios climatiques.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

Dans l'évaluation à mi-parcours, à la question de savoir quel objectif de développement de la CPS revêtait le plus de pertinence au regard des domaines d'activité des membres et des partenaires, l'amélioration des interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes a été fréquemment citée en deuxième ou troisième choix. Cela montre toute l'importance de la thématique transversale qu'est le changement climatique.

La CPS a soumis une demande d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) à la fin 2017 afin de débloquer l'accès aux financements au profit des projets et programmes. Pendant que le processus d'accréditation suit son cours (la décision devrait être rendue au premier trimestre 2019), nous continuerons de soumettre des demandes de financement au FVC en notre qualité de partenaire d'exécution des pays océaniques.

Zoom sur les réalisations



Création du plus grand parc marin des Fidji à l'aide d'une méthode de financement innovante



CIBLE 13.B

CONTEXTE

Projet quinquennal de dimension régionale, le projet RESCCUE (Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique) a vocation à accroître la résilience des pays océaniques face aux effets du changement climatique en mettant en œuvre une gestion intégrée des zones côtières. Depuis 2015, l'équipe RESCCUE, en partenariat avec l'antenne fidjienne de la Wildlife Conservation Society (WCS-Fidji), travaille avec l'administration provinciale et les communautés de la province de Ra à la création d'une aire protégée englobant les eaux du paysage marin de Vatu-i-Ra.

Les lieux de pêche traditionnels y sont répartis entre les 28 villages du district de Nakorotubu. Le parc attire quelque 36 000 touristes par an et est une destination de plongée mondialement reconnue. En 2012, les 28 villages ont proclamé les eaux adjacentes à l'île de Vatu-i-Ra zone taboue traditionnelle (périodiquement fermée à la pêche) sur une superficie de 110 km². Toutefois, le braconnage pratiqué par des pêcheurs de l'extérieur demeure une menace.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Dans la province de Ra, l'équipe RESCCUE s'est attachée en priorité à accompagner l'élaboration et l'application du plan provincial de gestion intégrée des zones côtières (GIZC), officiellement adopté en octobre 2017.

Une étude de faisabilité axée sur les mécanismes économiques et financiers d'appui à la GIZC à Ra a permis de cerner les moyens de financement à explorer pour l'aire protégée de Vatu-i-Ra. En parallèle, l'équipe RESCCUE, aux côtés de WCS-Fidji, a mené d'intenses consultations auprès des parties prenantes et des communautés en vue de l'élaboration d'un plan de gestion ad hoc. En 2018, le parc marin de Vatu-i-Ra a été officiellement établi par les villages et un plan de gestion a été approuvé par les chefs coutumiers et les représentants des communautés, des ministères et de Suncoast Tourism, un consortium regroupant trois opérateurs touristiques.

Pour assurer la gestion du parc marin et le développement communautaire, un mécanisme de financement durable a été mis en place, tandis que Suncoast Tourism a créé un dispositif de contribution volontaire en faveur de la conservation. Les plongeurs et autres personnes qui visitent le parc sont invités à verser une contribution volontaire de 15 dollars fidjiens, qui sera transférée à un fonds fiduciaire ; 30 % des fonds ainsi récoltés seront attribués à la gestion du parc, les 70 % restants étant destinés à financer des bourses pour les étudiants de l'enseignement supérieur du district de Nakorotubu.

Un conseil d'administration se voit confier la gestion courante du mécanisme financier. Y siègent un représentant de chaque partie (communauté et opérateurs touristiques) et une personne neutre.

VATU-I-RA CONSERVATION PARK
Protecting Fiji's Rich Marine Life

Vatu-i-Ra Conservation Park
Vatu-i-Ra Conservation Park is located on the Fiji's Suncoast between the two main islands of Viti Levu and Vanua Levu. The Conservation Park boasts some of the most spectacular diving in Fiji, drawing divers from all over the world. Many of the bommies and pinnacles are covered in colourful soft corals and sea fans, making the sites popular amongst dive photographers. Strong currents in the Conservation Park bring large schools of fish onto the coral reefs. Vatu Island (or "Bird Island") is home to globally significant colonies of seabirds and is listed as a "Site of National Significance". The island is also used by nesting hawksbill turtles.

How was the Park Established?
The 110.5 km² Vatu-i-Ra Conservation Park was established in 2017 through a unique partnership with locally-based tourism operators, dive liveaboard operators, the communities from Nakorotubu District, the Ra Provincial Office and the Wildlife Conservation Society. Together these partners established the Conservation Park over Vatu Island and the surrounding waters, and developed a management plan to protect the Park's rich biodiversity. This plan has been endorsed by the Ministries of Fisheries, Environment, (Taukei Affairs and Tourism.

How is the Park Funded?
All visitors to the Vatu-i-Ra Conservation Park are charged F\$15 per person, valid for one calendar year. All visitor fees are held in a Trust Fund that has been registered. The funds will be used for the management of the Conservation Park and to support a Education Fund that has been established for local children from Nakorotubu District to assist them with their tertiary education. There is a Management Committee that helps run the Conservation Park, and the funds are managed by a Board of Trustees to ensure transparency and accountability on the use of all funds. The fee is voluntary and any visitor who does not wish to contribute will be refunded their money. Visitors wishing to make addition donations can do through their local dive operator or directly to the Trust Fund.

We thank you for supporting the Vatu-i-Ra Conservation Park. Please feel free to send us any feedback or suggestions.

Contacts
Vatu-i-Ra Conservation Park Management Committee
Trustee:
Chairman: Vatu-i-Ra Conservation Park Management Committee
Phone: 778 0901
Email: info@vatu.com

Wildlife Conservation Society
Sangeeta Mangalathil
Director, Fiji Country Program
Phone: 331 5174
sangeeta@wcs.org

Ra Provincial Office
Mr. Moseese Nakoroti
Head, Ra Provincial Office
Phone: 778 0901
m.nakoroti@gmail.com

RESOLVE
JPO
Fiji Environment Trust
Wildlife Conservation Society

RÉSULTATS ET IMPACT

Le fonds fiduciaire du parc marin est aujourd'hui en activité. Les prévisions budgétaires annuelles demeurent modestes (entre 15 000 et 30 000 dollars fidjiens par an), mais l'intérêt suscité par l'initiative auprès des clubs de plongée devrait permettre au fonds de s'étoffer.

En 2018, le modèle de financement durable a permis aux administrateurs du fonds d'accorder des bourses à 18 étudiants inscrits dans un éventail de disciplines. Les contributions volontaires des touristes seront collectées à partir de 2019. Pour assurer la réussite à long terme et la pérennité de l'initiative, il faudra impérativement cultiver un climat de confiance entre les communautés et les opérateurs touristiques.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- La stratégie d'investissement du projet est jugée solide. Fondé sur le bénévolat, le fonds affiche de faibles frais de fonctionnement (environ 1 000 dollars fidjiens par an), alors que les recettes estimatives susceptibles de découler des contributions des touristes se situent entre 15 000 et 30 000 dollars fidjiens par an.
- La création du fonds fiduciaire, notamment l'élaboration de l'acte constitutif et du mécanisme de financement associé (contributions volontaires des touristes), a exigé un investissement majeur en temps et en ressources financières d'une multiplicité d'acteurs, un investissement qui est venu s'ajouter à la somme de travail fournie et aux nombreuses consultations engagées en amont pour mettre sur pied le parc marin.
- Pour appuyer la mise en place réussie du parc marin de Vatu-i-Ra et de son mécanisme de financement, le projet RESCCUE a non seulement mis l'accent sur l'élaboration de plans de GIZC dans les sites pilotes (provinces de Ra et Kadavu), mais a aussi contribué à renforcer les pratiques de GIZC et les réseaux d'acteurs pendant toute la durée du projet. Ces facteurs joueront un rôle déterminant dans la pérennisation des activités mises en œuvre.



Division/Programme : Programme durabilité environnementale et changement climatique

Bailleurs de fonds : Agence française de développement (AFD) et Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)

Zoom sur les réalisations



Mise en place d'une démarche intégrée pour relancer l'agriculture pendant la phase de reconstruction post-cyclone



CIBLE 13.1

CONTEXTE

Après le passage du cyclone tropical Pam, qui a dévasté Vanuatu en mars 2015, la CPS a mis en place un plan de réponse plurisectoriel afin de relancer le secteur agricole dans les îles des provinces de Shefa et Tafea et de contribuer ainsi au rétablissement de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations.

Ces îles, qui puisaient jusque-là leurs ressources alimentaires et leurs moyens de subsistance dans les pêcheries et les ressources marines, sont parvenues à accroître leur production agricole à vocation vivrière et commerciale.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Pour appliquer une démarche pleinement intégrée, la CPS a mobilisé des équipes spécialisées dans les ressources génétiques, la foresterie, l'aménagement du territoire, l'élevage, la lutte contre les nuisibles et les maladies, l'agriculture biologique, la culture et la vulgarisation. Les enjeux culturels ont été intégrés dès la co-conception de l'intervention. Dans le prolongement des travaux préliminaires menés par la POETCom dans le secteur de l'agriculture biologique, la CPS a entrepris une démarche participative avec les dix villages de l'île d'Emae pour planifier l'occupation des sols et concevoir une approche paysagère de l'agriculture et de la foresterie. Nous avons favorisé la mise en place de circuits courts pour l'approvisionnement en matériel végétal et la replantation de cocotiers et de plants d'igname, et nous avons distribué des volailles à près de 200 familles pour varier leurs apports en protéines grâce à la production d'œufs. La CPS a aussi organisé la distribution de glacières solaires pour le stockage après récolte des légumes frais.

RÉSULTATS ET IMPACT

Trois années après le passage du cyclone, l'île d'Emae est parvenue à rétablir la sécurité alimentaire, en transcendant l'économie traditionnelle de la pêche et de l'exploitation des ressources marines. Les ignames récoltées ont été vendues sur le marché de Port-Vila et ont rapporté aux cultivateurs de l'île le titre d'igname de l'année 2018. Devant l'enthousiasme et la réussite des résidents, le Département de l'agriculture a décidé de dépêcher sur place un chargé de vulgarisation agricole pour pérenniser les résultats et l'impact de l'intervention de la CPS.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Vanuatu souhaite faire d'Emae un cas d'école afin de faire connaître la réussite de cette approche intégrée et de reproduire à plus grande échelle cette intervention sur le territoire national.

Division/Programme : Division ressources terrestres
Bailleur de fonds : KfW

Zoom sur les réalisations



Dispositif localisé de préparation aux catastrophes et d'intervention rapide mis en place à Vanuatu



CIBLE 13.1

CONTEXTE

Vanuatu est une constellation de 82 petites îles dispersées sur 1 300 km² d'océan, où il est donc difficile de maintenir les accès physiques et les communications nécessaires aux interventions humanitaires en cas de catastrophe.

L'évaluation des besoins post-catastrophe conduite à Vanuatu après le passage de Pam a révélé que les administrations provinciales avaient besoin de davantage de capacités et de moyens d'action à l'échelon local pour gérer la réponse opérationnelle. Une amélioration des relais de coordination a été préconisée au niveau provincial pour remédier au manque d'installations, d'équipements et de moyens disponibles au sein des provinces pour la collecte et la distribution de l'information et des fournitures requises.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Pour donner suite aux recommandations de l'évaluation, l'équipe du Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique (BSRP) de la CPS a apporté un appui financier et un soutien en gestion de projet pour accompagner la construction de deux centres d'opérations d'urgence (COU) provinciaux à Malampa et Santo. Les centres ont aussi été équipés en matériel de communication. La construction d'un troisième COU a été lancée à Ambae, mais les derniers travaux ont dû être interrompus en raison de l'activité volcanique et de l'évacuation de la population.

Pour que le modèle soit cohérent et uniforme dans l'ensemble du pays, les plans des COU provinciaux ont repris les dessins proposés par le Gouvernement pour deux autres COU provinciaux (financés par la Banque mondiale), en concertation avec l'administration provinciale et le Bureau national de gestion des catastrophes. Des entreprises locales ont remporté les marchés de construction des trois COU, ce qui a donné un coup de pouce à l'économie locale.

Les COU sont des constructions paracycloniques à l'agencement fonctionnel, ce qui permet d'accueillir un large éventail d'intervenants de la réponse opérationnelle. Ils sont intégralement équipés (y compris pour les communications de niveau national) et disposent d'installations pour les hommes et les femmes et d'accès spécialement aménagés pour les personnes en situation de handicap.

En « temps de paix », les COU interagissent avec les populations locales dans le cadre d'activités de préparation. Ils servent aussi de plateforme centralisée de collecte de données, d'analyse, de communication et de coordination, faisant la liaison entre les parties prenantes locales, les autorités provinciales, le centre national d'opérations d'urgence et le Bureau national de gestion des catastrophes. Ils permettent par ailleurs de prépositionner des fournitures et du matériel avant leur distribution.

RÉSULTATS ET IMPACT

C'est dans le contexte de l'évacuation massive des populations d'Ambae pour cause d'activité volcanique en 2018 que le COU provincial a démarré ses activités, devenant le pivot central des interventions humanitaires. Soixante pour cent des résidents ont été déplacés à Maewo, où est implanté le COU provincial.

La mise en service du COU provincial a permis de démontrer qu'investir dans des espaces de travail adaptés influe de manière positive sur les pratiques, y compris en favorisant la collaboration. C'est particulièrement important lorsque le personnel doit travailler sous pression maximale pendant de longues heures. Les plans du COU se sont révélés fonctionnels et les Tonga envisagent de s'en inspirer pour construire leurs COU sur les îles périphériques de l'archipel. Ces plans uniformisés de construction favorisent grandement l'interopérabilité des COU dans la région, en particulier lorsqu'il faut mobiliser des renforts.

Dans le cadre du projet BSRP, la formation « Travailler dans un COU » a été accréditée par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement de la CPS. Elle sera dispensée tant dans le cadre de cours de formation des formateurs que lors de formations nationales dans la région Pacifique en 2019, avec le soutien du projet BSRP et du projet de l'Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA). La formation favorisera la normalisation des référentiels de compétences dans les COU et le renforcement des capacités dans le cadre d'échanges entre pairs.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Les investissements infrastructurels et matériels ne peuvent intervenir hors contexte ; ils doivent s'inscrire dans un cadre réglementaire porteur qui donne à tous les acteurs de la préparation et de la réponse aux catastrophes les moyens d'agir et qui précise clairement les chaînes de commandement.
- Les personnels d'intervention doivent comprendre leurs rôles respectifs et connaître les procédures de fonctionnement d'un COU. Pour les y aider, la CPS forme les fonctionnaires provinciaux de Vanuatu à la gestion et à la coordination des COU.
- Il est essentiel de comprendre quelles activités de gestion des risques de catastrophe répondent aux besoins des populations, de les hiérarchiser et de les mettre concrètement en œuvre, tout en reconnaissant qu'il faut doter les acteurs locaux des capacités nécessaires pour se préparer aux catastrophes et intervenir même en étant quasi coupés de l'aide extérieure.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleurs de fonds : Union européenne, Banque mondiale, KfW

Zoom sur les réalisations



De nouvelles solutions technologiques pour des systèmes d'alerte précoce et de prévision des submersions marines aux Fidji



CIBLE 13.1

La côte de Corail, située à l'est de l'île la plus densément peuplée des Fidji, Viti Levu, se profile sur une frange côtière étroite de faible altitude courant sur des dizaines de kilomètres. La zone est particulièrement vulnérable aux submersions marines provoquées par la houle de secteur sud, qui surviennent généralement sans prévenir. Elles endommagent alors habitats et complexes hôteliers, entraînent des perturbations dans les services et inondent la Queen's Highway, principale route dans la zone.

Auparavant, le service météorologique fidjien (FMS) s'appuyait sur des prédictions de marées et un modèle mondial à faible résolution de prévision des vagues pour évaluer le risque de submersion marine. Toutefois, pour comprendre l'impact des fortes houles sur les communautés et le littoral et prendre des mesures en conséquence, les prévisions de vague-submersion doivent être ajustées à échelle fine et prendre en compte les processus côtiers à l'œuvre dans les îles bordées par un front récifal (phénomène des ondes longues).

Afin de répondre à ce besoin de niveau local, la CPS s'est associée au FMS pour mettre au point un système à haute résolution de prévision des vagues-submersions sur la côte de Corail. Le modèle permet au FMS de mieux comprendre et prédire le risque de fortes houles, susceptibles de provoquer des inondations côtières et de mettre en danger les populations. L'équipe du FMS est capable d'émettre en amont des alertes précises pour les zones à risque, ce qui réduit les risques de pertes économiques et renforce la préparation des communautés.

En 2018, le FMS a prédit deux épisodes sévères de submersion marine (27 et 28 mai, et 7 novembre) à l'aide du nouveau système de prévision, qui a permis d'estimer le moment où les fortes vagues allaient franchir le trait de côte et envahir la frange côtière de basse altitude. Le FMS a élaboré des prévisions météorologiques axées sur les impacts et publié sans tarder les bulletins météo correspondants afin d'informer le public des épisodes d'inondation et de l'imminence du danger.

Pour compléter le système de prévision, la CPS, en partenariat avec le FMS, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Université du Pacifique Sud (USP), a mis à l'eau un marégraphe et une bouée de mesure de la température dans la zone.

Grâce à ces instruments scientifiques, océanologues, prévisionnistes, marins, surfeurs et grand public disposent d'informations en temps réel sur les conditions de houle et les températures océaniques. Ainsi, les populations, les entreprises, les touristes et les décideurs ont accès à des informations spécifiques à échelle fine. Ces informations jouent par ailleurs un rôle crucial dans les systèmes d'alerte précoce et dans la compréhension des effets du réchauffement des océans sur les récifs coralliens. Quant au marégraphe, il s'agit du premier instrument du genre mis à l'eau dans le Pacifique Sud (hors territoires affiliés aux États-Unis) depuis le début des années 1990.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Baillleur de fonds : Corée

IMPACT. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Distribution de nouvelles variétés résistantes et nutritives de patate douce (1) et de taro (2) à 171 agriculteurs par la station agronomique de Koronivia, qui relève du ministère de l'Agriculture, lors d'une cérémonie présidée par S. E. Inia Seruiratu	Fidji
Mise en place d'un accord de conservation marine et d'un fonds fiduciaire pour le parc marin de Vatu-i-Ra (Fidji), permettant de financer dans la durée des démarches intégrées de résilience climatique	Fidji
Contribution de l'aquaculture du tilapia en petits bassins à la nutrition des populations rurales pendant les efforts de relèvement et de reconstruction des communautés tributaires de la pêche après les cyclones. En 2016, le cyclone Winston a fait chuter la consommation hebdomadaire de poisson frais parmi les communautés. Pour certaines d'entre elles, les tilapias d'élevage ont constitué la seule source de protéines animales fraîches disponibles au cours des deux ou trois premiers mois qui ont suivi cette catastrophe, jusqu'à la mobilisation de l'aide internationale.	Fidji

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Adoption de pratiques agricoles climato-intelligentes	
Mise à disposition de semences maraîchères à pollinisation libre au profit de 20 agriculteurs professionnels de 2 communautés converties à l'agriculture intelligente face au climat (AIC) à Tarawa et adoption de nouvelles pratiques d'AIC – préservation des semences, consommation rationnelle de l'eau et compost notamment ; nouvelles variétés climato-intelligentes (3) aujourd'hui accessibles aux agriculteurs de 3 îles	Kiribati
Mise à disposition de semences maraîchères à pollinisation libre au profit de 10 associations d'agriculteurs biologiques et adoption de nouvelles pratiques d'AIC – irrigation au goutte à goutte, préservation des semences, rationalisation de l'eau et compostage notamment	Îles Marshall
Mise à disposition de semences maraîchères à pollinisation libre au profit de 30 ménages, 4 écoles et 2 groupes de femmes de 2 îles, augmentation de leur production et consommation de fruits et légumes, et adoption de nouvelles pratiques d'AIC, dont, pour la première fois, la préservation des semences de papayer hawaïen	Tonga
Application de connaissances ou technologies pour atténuer les risques de catastrophe et favoriser l'adaptation au changement climatique	
Suite à une étude de faisabilité, démarrage d'activités de réensablement et de lutte contre l'érosion sur la principale plage publique de Moorea (Ta'ahiamanu), avec le concours financier du Gouvernement de la Polynésie française	Polynésie française
Élaboration, installation et utilisation de la base de données sur la gestion de l'information PALARIS pour stocker des données spatiales sur la gestion des catastrophes destinée à étayer la prise de décision	Palau
Utilisation du rapport sur l'aléa tsunami pour élaborer le système d'alerte précoce aux tsunamis de Suva	Fidji

Élaboration d'un système de prévision des vagues-submersions en un point de la côte de Corail et préparation du système en vue de sa livraison au service météorologique des Fidji	Fidji
Évaluation de l'impact des tsunamis sur les routes, le bâti et les populations sur la base d'une probabilité de dépassement annuel de 5 %, 0,1 %, 0,05 % et 0,04 %, y compris pour le quai de Nuku'alofa (Tonga) ; et passage en revue des voies d'évacuation existantes	Tonga
Conception de voies d'évacuation en concertation avec la population et utilisation des trajets d'évacuation lors d'un entraînement ad hoc à Lenakel, sur l'île de Tanna, sur la base de 30 scénarios modélisés d'inondation induite par un tsunami	Vanuatu
Acquisition par le service météorologique de Tuvalu d'une capacité de prédiction à 7 jours de la hauteur des vagues et du niveau de la mer dans les 9 îles de l'archipel, après la formation de 9 employés (dont 1 femme) aux nouvelles méthodes de prédiction des vagues	Tuvalu
Diffusion au grand public de bulletins prospectifs mensuels sur l'océan par le service météorologique national	Samoa, Tonga, Tuvalu
Mise à profit du plan national de lutte contre la sécheresse de Palau (2016) pour étayer le choix des mesures de renforcement de la résilience à mettre en œuvre dans le cadre du projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord (RENI)	Palau
Utilisation de l'évaluation des besoins post-catastrophe de 2017 par le Gouvernement pour sélectionner les mesures de renforcement de la résilience à mettre en œuvre dans le cadre du projet RENI	Îles Marshall
Utilisation d'une évaluation globale des activités de gestion des risques de catastrophe (GRC) et d'une évaluation des besoins post-catastrophe pour étayer le choix du secteur prioritaire du projet RENI (sécurité alimentaire) ; mise à profit d'une évaluation du secteur agricole de l'atoll d'Ailuk pour choisir les activités spécifiques du projet	Îles Marshall
Mise au point et utilisation d'un géoportail et d'une application pour stocker des données sur les personnes en situation de handicap, les biens communautaires et d'autres données	Îles Cook
Mise en ligne de 13 fiches techniques et d'un manuel sur l'agriculture des atolls, décrivant les techniques d'amendement des sols et contenant des informations nutritionnelles sur 12 variétés culturales disponibles localement, informations que le ministère de la Santé et le département de l'agriculture de Kiribati et Tuvalu ont dit utiliser pour travailler avec les communautés	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Relèvement des communautés après les catastrophes	
Offre d'un soutien et de conseils techniques pour la reconstruction des écloséries détruites par les cyclones Pam et Winston. Les écloséries ont été reconstruites de façon à résister aux cyclones et aux autres catastrophes, et les capacités techniques de leur personnel ont été renforcées.	Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Établissement de 130 petits élevages de volailles après le cyclone Pam	Vanuatu
Renforcement des systèmes institutionnels – Plans nationaux sur les catastrophes ou le changement climatique	
Élaboration et adoption d'un cadre national de réinstallation des populations aux Fidji	Fidji
Mise en œuvre du plan d'action national conjoint de deuxième génération (2016–2020)	Îles Cook
Mise en œuvre du plan national de gestion des risques de catastrophe (2016)	Îles Cook
Mise en œuvre du cadre/plan de gestion des risques de catastrophe	Palau
Livraison d'unités à déploiement rapide financées par la CPS pour l'acquisition d'informations sismiques localisées à l'appui de la prise de décision en matière d'évacuation	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Mise en œuvre du plan national de gestion des catastrophes du Samoa 2017–2020 (cadre stratégique)	Samoa
Mise en œuvre de la stratégie de prévention du risque d'incendie du Samoa (2017)	Samoa
Mise en application de la loi sur la gestion des catastrophes de Nauru	Nauru
Mise en œuvre du plan d'action relatif à la feuille de route stratégique pour la gestion des situations d'urgence	Niue
Mise en œuvre du plan national de réponse opérationnelle	États fédérés de Micronésie
Mise en œuvre du plan d'action national pour la gestion des catastrophes	Samoa
Mise en œuvre de 14 plans sectoriels d'intégration de la GRC	Samoa
Amélioration du système national de surveillance des forêts pour favoriser la mise en œuvre des exigences de rapport du mécanisme REDD+ relatives aux niveaux d'émission de référence / niveaux de référence pour les forêts de mangrove	Fidji
Renforcement des systèmes institutionnels – Plans infranationaux sur les catastrophes ou le changement climatique	
Mise en œuvre de 8 plans de GRC dans les îles périphériques	Tuvalu
Mise en œuvre de 5 plans de district pour la gestion des situations d'urgence dans les îles périphériques	Tonga
Mise en place et à l'essai de 85 plans d'évacuation dans des établissements scolaires, par le biais d'exercices et d'entraînements d'évacuation	Tonga
Mise en œuvre de la composante GRC de 126 plans de développement communautaire	Tonga
Élaboration de plans de gestion intégrée des zones côtières aux Fidji (Kadavu et province de Ra), à Vanuatu (Nord Efate), en Nouvelle-Calédonie (province Sud) et en Polynésie française (Gambier et Moorea/Opunohu) ; 3 ont été adoptés par les autorités provinciales ou nationales	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu

Mise en œuvre de 4 plans d'action conjoints au niveau étatique (Yap, Pohnpei, Kosrae, Chuuk)	États fédérés de Micronésie
Mécanisme de financement des initiatives de renforcement de la résilience	
Élaboration et approbation de la politique de distribution du fonds de survie de Tuvalu	Tuvalu
Importants investissements financiers en faveur des infrastructures et des équipements résilients dans la région	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Établissement d'un fonds de conservation à Nord Efate	Vanuatu
Entrée en deuxième phase de la procédure d'accréditation de la CPS auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) en juillet, l'objectif étant que les pays membres puissent monter et exécuter des projets avec le concours du FVC	Interne
Mise en place d'un accord de conservation marine et d'un fonds fiduciaire pour le parc marin de Vatu-i-Ra, permettant de financer dans la durée des démarches intégrées de résilience	Fidji
CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Examen des modalités nationales de gestion des risques de catastrophe et validation du plan d'action en conseil des ministres	Îles Marshall
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement de la sensibilisation	
Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie régionale pour la campagne REDD+ dans 4 pays océaniques (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu), et supports connexes utilisés par les fonctionnaires des ministères des Forêts, de l'Agriculture et de l'Environnement pour sensibiliser les communautés et les pouvoirs publics	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
Réalisation d'une étude sur le verdissement de la fiscalité et des systèmes de subventions afin d'appuyer, entre autres objectifs, l'adaptation au changement climatique, la conservation de la biodiversité, la gestion intégrée des zones côtières et les ODD ; puis cofinancement par la Polynésie française d'une étude sur le verdissement des subventions accordées au secteur primaire	Fidji, Polynésie française, Vanuatu
Renforcement des capacités et des compétences	
Formation de 15 fonctionnaires au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes dans le cadre d'un module de niveau universitaire supérieur	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Première réunion du comité national REDD+, qui a permis au comité et à l'unité REDD+ de mieux comprendre leurs rôles et responsabilités, les rôles dévolus au Secrétariat REDD+ et la procédure régissant les réunions du comité (organisées avec le soutien du Secrétariat REDD+ Fidji dans le cadre d'échanges entre pairs)	Îles Salomon
Élaboration et soumission d'un rapport d'évaluation du financement des risques liés au changement climatique et aux catastrophes	États fédérés de Micronésie
Conception et diffusion pour observations d'une évaluation du financement des risques liés au changement climatique et aux catastrophes	Kiribati
Publication et diffusion aux principales parties prenantes du rapport d'examen des dépenses publiques et du cadre institutionnel pour le climat (CPEIR)	Vanuatu
Utilisation de la cartographie du risque tsunami pour créer des zones d'évacuation et des panneaux de signalisation	Palau
Recensement des enseignements tirés de plus de 5 années de mise en œuvre d'approches intégrées de la résilience dans le cadre d'ateliers régionaux INTEGRE et conduite d'un atelier de capitalisation des enseignements dans tous les sites pilotes du projet RESCCUE ; diffusion des résultats du projet INTEGRE par le biais de rapports, publications et vidéos, disponibles sur les sites Web du projet	Fidji, Vanuatu, PTOM-UE
Achèvement de l'évaluation du Programme intégré sur le changement climatique de Choiseul ; présentation des conclusions de l'évaluation et diffusion aux parties prenantes	Îles Salomon
PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des capacités	
170 personnes marginalisées mieux informées sur les droits de la personne et la résilience aux catastrophes	Îles Marshall
60 personnes marginalisées mieux informées sur la résilience aux catastrophes	États fédérés de Micronésie
29 fonctionnaires formés au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes	Fidji
20 fonctionnaires et personnels d'organisations non gouvernementales formés au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes	Kiribati

18 fonctionnaires et personnels d'organisations non gouvernementales formés au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes	Vanuatu
22 fonctionnaires et personnels d'organisations non gouvernementales formés au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes	États fédérés de Micronésie
Participation de 16 personnes (4 par pays) à un voyage d'études en Allemagne sur les forêts et le climat, la gestion durable des forêts et la valorisation	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
Diplôme d'études supérieures sur les aléas géologiques et la gestion des risques – qualification/ modules élaborés ; adopté par le conseil de l'UPNG et le Département de la politique minière et de la gestion des aléas géologiques	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Assistance dans le domaine des infrastructures	
Bassin de 8 000 personnes desservi par 3 centres d'évacuation / centres d'opérations d'urgence (COU) modernisés	Îles Cook
Bassin de 74 000 personnes desservi par 3 COU provinciaux sortis de terre	Vanuatu
Amélioration de la préparation aux catastrophes de 536 personnes résidant à Nukufetau, grâce à la construction d'une installation de repositionnement de fournitures pour la réponse opérationnelle	Tuvalu
Mise à l'essai d'un système d'épuration écologique pour le traitement des eaux locales dans 2 communautés de Yap	États fédérés de Micronésie
Lancement de la phase opérationnelle et mise à l'essai du système d'alerte précoce aux tsunamis de Suva	Fidji
Lancement de la phase opérationnelle du système d'alerte précoce aux tsunamis de Dili (Timor-Leste)	Timor-Leste
Assistance technique – Élaboration de politiques et de stratégies	
Alliance mondiale contre le changement climatique : Achèvement de la phase de lancement du Projet d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience dans le Pacifique, et finalisation et approbation des modalités de mise en œuvre	Pays ACP
Finalisation du code national de la construction	Îles Cook
Approbation présidentielle du programme de préparation du pays à l'accès au FVC	États fédérés de Micronésie
Actions d'éducation provinciales sur les situations d'urgence et mise en œuvre de politiques de GRC	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Rédaction d'un projet de plan de gestion des déversements d'hydrocarbures	Kiribati
Rédaction du projet de loi de santé sur la quarantaine à Kiribati	Kiribati
Examen de la loi sur la gestion des risques de catastrophe des Fidji	Fidji
Lancement de l'examen de la gestion des risques de catastrophe à Kiribati	Kiribati
Élaboration d'une feuille de route stratégique pour la gestion des situations d'urgence et de son plan d'action	Îles Cook, Kiribati
Finalisation de 16 plans étatiques de gestion des catastrophes	Palau
Finalisation de 8 plans de GRC pour les îles périphériques	Tuvalu
Élaboration de 6 plans de district pour la gestion des situations d'urgence dans les îles périphériques et approbation de 5 autres	Tonga
Élaboration de plans communautaires de gestion des catastrophes (provinces de Makira et Isabel)	Îles Salomon
Lancement de l'examen du plan de gestion des risques de catastrophe	Fidji
Élaboration du cadre de politique générale sur les données spatiales des États fédérés de Micronésie, qui prévoit l'utilisation et l'échange en routine de données géospaciales parmi les différentes institutions publiques à l'appui de la prise de décision	États fédérés de Micronésie
Élaboration de documents réglementaires relatifs à la gestion des risques de catastrophe aux Tonga	Tonga
Finalisation de la loi sur les services d'incendie et de secours de Vanuatu	Vanuatu
Assistance technique – Appui à la collecte de données	
Mesure de l'évolution du couvert forestier aux Fidji pour les années 2006, 2012 et 2016 ; présentation des images traitées au ministère fidjien des Forêts et au projet REDD+	Fidji
Achèvement de la cartographie de l'aléa glissement de terrain pour la route principale des hauts plateaux, dans la province de Simbu	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Réalisation d'enquêtes auprès des ménages dans les îles périphériques pour appuyer la GRC	Îles Cook
Élaboration d'une base de données sur les personnes en situation de handicap/présentant des besoins particuliers pour appuyer la réponse aux catastrophes	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Élaboration d'une base de données intégrée sur l'évaluation de la vulnérabilité (non approuvée par l'administration)	Fidji
Réalisation d'une évaluation hydrologique pour déterminer le potentiel de prélèvement durable dans 2 réseaux hydrographiques	Palau

CHAPITRE 6 : AMÉLIORER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL GRÂCE À LA PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET DE DÉBOUCHÉS D'AVENIR POUR LES JEUNES

L'action menée par la CPS dans le secteur des droits de la personne et du développement social ne cesse de se diversifier et de s'étoffer, l'Organisation ayant fait de l'intégration transversale de la dimension de genre, de l'inclusion sociale et des droits fondamentaux un élément charnière de sa démarche de programmation intégrée.

Nos actions programmées dans le secteur des droits de la personne portent entre autres sur la gouvernance, le plaidoyer et l'accès aux services essentiels.

La CPS a continué de développer les connaissances et de renforcer les capacités concernant la dimension de genre, l'inclusion sociale et les droits de la personne, tout en mettant ce capital nouvellement acquis au service de la rédaction de textes de loi. L'application d'une approche intégrée du genre et de l'inclusion sociale au sein des gouvernements et des institutions publiques est un axe de travail privilégié.

En 2018, nos membres ont confirmé que la CPS avait vocation à appuyer le développement culturel dans la région et ont donné le coup d'envoi de la deuxième phase de la Stratégie culturelle régionale.

Synthèse des réalisations

2 pays océaniques ont ratifié des traités fondamentaux des Nations Unies pour la protection des droits de la personne : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

10 ordonnances de protection temporaires ont été délivrées par la justice salomonaïse en 2018 – les premières depuis l'adoption de la loi sur la protection de la famille en 2014.

Le Centre d'assistance juridique des Tonga a favorisé l'adoption de 65 ordonnances de protection.

194 jeunes bénéficiaires du programme Youth@Work ont fini leur stage et trouvé un emploi.

3 pays océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration et l'utilisation d'outils de connaissance consacrés à l'analyse genrée, le but étant d'étayer la mise en œuvre et la révision de politiques sur le genre.

Contribution aux ODD

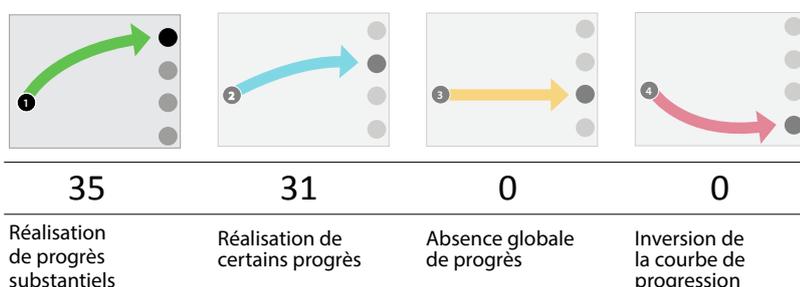


Défis à relever

Face à des structures sociales profondément ancrées qui favorisent le statu quo, il est difficile d'induire les changements dans les attitudes et les comportements qui s'imposent pour rallier des soutiens à la cause des droits de la personne, de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale. Les processus à l'œuvre pour mobiliser les volontés politiques et enclencher une dynamique de changement supposent une compréhension du contexte propre à chaque pays et des moteurs spécifiques du changement.

Sur le plan culturel, aider les divisions de la CPS et les pays océaniques à saisir combien il est important de promouvoir et d'inscrire la culture dans tous les programmes – et à comprendre les moyens d'y parvenir – est une entreprise encore plus complexe. Le « développement culturel » est un concept à géométrie variable ; il répond à un éventail varié de priorités, qui diffèrent d'un pays océanique à l'autre et, plus encore, entre Pacifique francophone et Pacifique anglophone. Les ministères de la Culture disposent en outre de ressources et de capacités très limitées.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

Comme l'a montré notre évaluation à mi-parcours, le travail mené par la CPS dans le domaine du développement social se révèle pertinent aux yeux des membres et apprécié des partenaires régionaux. Bien que les progrès accomplis en matière d'égalité de genre, d'inclusion sociale et de promotion des droits de la personne soient modérés, les partenaires reconnaissent que la CPS y a grandement contribué. Il reste du travail à faire pour améliorer l'intégration transversale du genre, de l'inclusion sociale et des enjeux culturels dans toute l'action de la CPS.

Le CRGA, réuni en sa quarante-huitième session, a confirmé le rôle joué par la CPS à l'appui de la protection et de la promotion des cultures de la région. De même, lors de leur quatrième conférence, les ministres de la Culture des pays océaniques ont entériné la deuxième phase de la Stratégie culturelle régionale, au titre de laquelle la CPS est appelée à redoubler d'efforts, notamment en matière de mobilisation de ressources, pour renforcer son action à l'appui des cultures du Pacifique.

Le Département développement social de la CPS mobilisera des ressources pour concrétiser les objectifs clés énoncés dans son plan d'activité, y compris permettre aux femmes, aux jeunes et aux personnes socialement exclues d'accroître leurs actifs économiques à travers la création d'entreprises, les industries culturelles et le développement de moyens d'existence durables. Le Département aidera aussi les pays océaniques à participer à l'examen mondial de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) en 2020, dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis sur la voie de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes et de la réalisation des droits fondamentaux des femmes et des filles. Nous dévoilerons le rapport de synthèse régional et l'atlas régional sur les statistiques genrées qui l'accompagne à la Conférence de haut niveau Asie-Pacifique en novembre 2019.

Enfin, les partenaires du développement affichent un enthousiasme croissant à l'idée d'investir dans les actions axées sur les droits de la personne dans le Pacifique, ce qui a ouvert la voie, en 2018, à de multiples possibilités de financement pour le programme de la CPS spécialisé dans les droits de la personne. Toutefois, nous prévoyons quelques nuages à l'horizon, anticipant qu'il sera difficile de convertir dans les faits la volonté de voir s'instaurer une culture des droits de la personne et de la bonne gouvernance en Océanie.

Zoom sur les réalisations



Appui aux actions de plaidoyer en faveur des droits de la personne au niveau communautaire



CIBLE 16.7

CONTEXTE

La société civile a un important rôle à jouer dans la pleine réalisation des droits de la personne dans le Pacifique. Les groupes de la société civile sont en effet au cœur de la vie communautaire et constituent des leviers d'influence auprès des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

Pourtant, les organisations communautaires peinent à obtenir des financements, alors même qu'elles fournissent des services aux populations et participent à la mise en place d'une culture des droits de la personne et à la transformation des normes sociales néfastes. Les déficits de ressources auxquels se heurtent ces organisations qui sont souvent les mieux placées pour travailler avec les communautés sont autant d'occasions manquées de mener des actions de plaidoyer performantes.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

La CPS a érigé au rang de priorité et maintenu son appui aux organisations de la société civile, en parallèle de son travail avec les pouvoirs publics, reconnaissant qu'il importe d'intervenir tant à micro-échelle (les communautés) qu'à macro-échelle (niveau national). Une évaluation indépendante du travail de la CPS dans le domaine des droits de la personne¹⁷ a confirmé que l'appui qu'elle apporte à la société civile permet à des groupes d'acquiescer les capacités nécessaires pour former des coalitions en faveur du changement et nouer un dialogue avec les États afin de les rendre comptables de leurs obligations au regard des droits fondamentaux.

Nous avons adapté nos approches en fonction des enseignements tirés et de l'évolution des besoins. Les premières actions d'appui menées auprès de la société civile remontent à 2009, avec la création d'une boîte à outils de plaidoyer destinée à aider les acteurs intéressés à faire pression auprès des autorités pour obtenir des réformes législatives, en particulier ériger en infraction pénale les faits de violence domestique et fournir des services de soutien aux survivant/e/s. La CPS s'est employée à convaincre les membres des communautés qu'ils avaient un véritable pouvoir d'influence sur le législateur.

Elle s'est ensuite mobilisée aux côtés de groupes de la société civile aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu, où elle a financé et accompagné sept coalitions de campagne de plaidoyer. Ces dernières visaient des questions telles que le mariage précoce, le chômage des jeunes, la participation politique des femmes, les jeux de hasard et les relations de travail.

Dès 2017, il est apparu clairement que les actions de renforcement des capacités gagneraient en efficacité si elles mettaient en jeu une combinaison variée de modalités. On pensait au départ que la formation suffirait, mais la société civile a indiqué qu'un appui au renforcement institutionnel (micro-subventions et mentorat) produirait sans doute un plus grand impact. Sur la base de cet avis et de l'expérience tirée d'autres actions menées par la CPS dans le domaine du développement et de l'application des connaissances et des compétences, le programme global de renforcement des capacités a été entièrement reconfiguré.

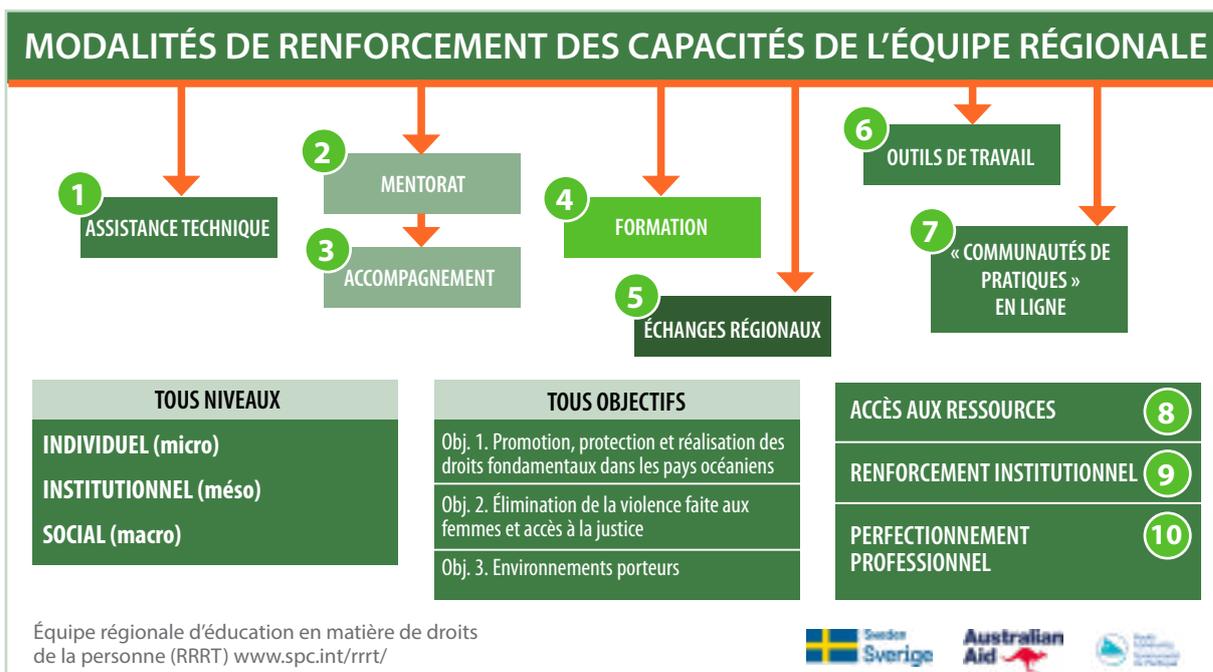


Figure 6.1 : Modalités d'exécution du programme de renforcement des capacités employées par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (RRRT) de la CPS

17 Le Gouvernement australien a commandé l'évaluation en 2016.

RÉSULTATS ET IMPACT

Dans le cadre du projet « Les Océaniens, acteurs du changement », la CPS propose un programme d'assistance varié comprenant des ateliers de formation au plaidoyer, du mentorat en continu et sur mesure, des micro-subventions pour l'organisation de campagnes et des échanges régionaux.

Pour répondre aux besoins des membres, le programme a été étendu à deux nouveaux pays, les Îles Marshall et les États fédérés de Micronésie, à la demande de leurs gouvernements respectifs. Le programme est à présent accessible aux organisations de la société civile situées dans les zones reculées de cinq pays, en reconnaissance de l'importance des actions de plaidoyer menées au niveau provincial.



Membres de l'Équipe régionale et représentants des groupes de la société civile qui bénéficient du projet « Les Océaniens, acteurs du changement »

Pour contextualiser notre programme, nous avons mis au point des ressources documentaires en nous inspirant des enseignements tirés par les spécialistes des droits de la personne de la CPS et de leur capital croissant de compétences. Par exemple, un film d'animation intitulé « Six steps of Pacific-style advocacy » (plaidoyer à l'océanienne en six étapes) montre l'efficacité que peuvent avoir dans le Pacifique des méthodes de plaidoyer épousant les protocoles culturels et des méthodes de mobilisation faisant appel aux récits traditionnels ou aux *talanoa*.

Le programme a par ailleurs été rationalisé. Les groupes de la société civile qui suivent les formations prennent part à des travaux pratiques axés sur la conception d'une campagne de plaidoyer. Cet exercice de planification peut ensuite être réutilisé dans les dossiers de demande de micro-subventions. Une fois la subvention accordée, des séances de mentorat sont organisées pour accompagner les porteurs de projet dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs campagnes. L'efficacité de ce programme d'assistance doit encore être évaluée par les actuels bénéficiaires du projet. L'évaluation du projet est prévue en 2019 et 2020.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- En investissant dans la société civile, la CPS accroît la portée de son action dans le domaine du plaidoyer et du lobbying sur les questions touchant aux droits de la personne.
- Le recours à une combinaison variée de modalités permet de mener des actions plus efficaces de renforcement des capacités et génère des réalisations améliorées au profit des groupes de la société civile.
- En formant des groupes de la société civile et en leur attribuant des micro-subventions, on leur donne les moyens de mener des actions de plaidoyer et de lobbying. Il serait utile d'étudier la valeur ajoutée apportée par un accompagnement continu (mentorat) des porteurs de campagne.

Zoom sur les réalisations



Youth@Work : extension du programme aux zones rurales



CIBLE 8.6

Dans le Pacifique, 24 % des jeunes sont sans emploi, la moyenne mondiale s'établissant à 12 %. Les jeunes déscolarisés et sans emploi ni formation (les « NEET ») sont une priorité dans la région, dans la mesure où ils ne sont pas en mesure de participer pleinement au développement socioéconomique à long terme.

Le programme Youth@Work de la CPS a vocation à aider les jeunes sans emploi en leur proposant des formations de préparation à l'embauche, des stages et un accompagnement à la création d'entreprises. Le programme Youth@Work est mis en œuvre à Niue et à Vanuatu depuis 2012 et est en cours d'exécution aux Îles Salomon.

RÉSULTATS 2016

Appui aux actions pilotées par les jeunes pour promouvoir l'emploi et la création d'entreprises chez les jeunes dans neuf pays océaniques et pour créer des services d'aide à l'emploi des jeunes à Vanuatu

Reconfiguration et mise en œuvre du programme Youth@Work dans cinq sites à travers trois pays

RÉSULTATS 2017

Évolution des connaissances

Aide apportée à 367 jeunes déscolarisés ou sans formation (formation et création d'entreprises)

Changement de pratiques

137 femmes et 206 hommes ont créé leur propre entreprise (Îles Salomon)

Changement de pratiques

22 % des jeunes ont fini leur stage et trouvé un emploi (Îles Salomon)

RÉSULTATS 2018

Évolution des connaissances

Aide apportée à 460 jeunes déscolarisés ou sans formation (formation et création d'entreprises)

Changement de pratiques

75 femmes et 122 hommes ont créé leur propre entreprise (Îles Salomon)

Changement de pratiques

40 % (194) des jeunes ont fini leur stage et trouvé un emploi
Création de l'Association des jeunes entrepreneurs aux Îles Salomon

Adoption du modèle Youth@Work en milieu rural envisagée par les autorités provinciales

En plus de travailler au renforcement des compétences à l'emploi et des débouchés professionnels, la CPS expérimente des approches de l'emploi et de la création d'entreprises que les administrations régionales et nationales pourraient adopter dans leurs propres programmes. En 2018, le programme a travaillé en étroite coopération avec la Direction provinciale de la jeunesse à Gizo et Malaita, l'Association des jeunes professionnels pour le développement agricole, l'Association des jeunes entrepreneurs de Malaita, le Conseil des jeunes entrepreneurs des Îles Salomon et l'Association des jeunes entrepreneurs de Gizo.



Des jeunes travaillent au centre de documentation Youth@Work

« Après quatre semaines de formation élémentaire à la gestion d'entreprise, axée notamment sur l'évaluation de ce qui constitue une entreprise viable pour la communauté et les méthodes de planification des activités permettant de soutenir les jeunes dans le développement de leur petite entreprise, le matériel nécessaire au démarrage des entreprises (tel que prévu dans les plans d'activité établis) a été acheté. Nous étions 24 participants. On nous a demandé de créer un concept d'entreprise et un plan d'activité. Je sais teindre des tissus et coudre ; j'ai immédiatement pensé à me servir de ces compétences pour créer mon entreprise. À la fin de la formation, le programme Youth@Work m'a fourni une machine à coudre et tout le matériel dont j'avais besoin pour teindre, dessiner des modèles, coudre et vendre mes créations. Le programme m'a ensuite accompagnée dans le développement de mon activité en m'inscrivant au marché des jeunes et à diverses manifestations publiques où je peux présenter et vendre mes produits et me mettre en réseau avec d'autres petites entreprises, sans compter le mentorat, les cours de recyclage et l'ouverture de mon compte bancaire. »

Mary, bénéficiaire du programme



Des jeunes vendent des produits locaux à des touristes à Honiara

Avec le programme Youth@Work, Mary a trouvé l'espace de travail, les compétences et les ressources nécessaires pour mettre en place une activité rémunératrice et améliorer ainsi ses perspectives économiques. C'est aussi grâce au programme qu'elle s'est sentie suffisamment en confiance pour exercer son talent, avec le soutien du réseau qu'elle s'est bâti aux côtés d'autres jeunes chefs d'entreprise dans le cadre d'activités et manifestations du programme. Mary a poursuivi sur sa lancée en s'associant à un projet de création d'uniformes scolaires au sein de sa communauté, qui apporte à la population un service, une source de revenus et un modèle au féminin. « Avec les parents, nous avons choisi la couleur et le modèle, et en l'espace de six mois, plus de 200 élèves ont revêtu le nouvel uniforme scolaire. »

Division/Programme : Département développement social
Bailleurs de fonds : Australie, Queen's Young Leaders Programme, PNUD

IMPACT, INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	Fidji, Îles Marshall
Ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Îles Marshall
Examen de toutes les lois et politiques pour assurer leur mise en conformité avec la CEDEF et la Convention relative aux droits des personnes handicapées	Îles Marshall
CHANGEMENT DE PRATIQUES, INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Élaboration ou examen de lois et politiques	
Mise à jour ou promulgation de politiques nationales sur le genre dans 4 pays océaniques	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Palau, Tonga
Intégration des droits de la personne et de l'égalité de genre dans l'examen ou l'élaboration de 8 politiques	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Examen ou élaboration de 2 politiques régionales avec la contribution de la CPS (rapport sur la situation des jeunes dans le Pacifique, Stratégie culturelle régionale)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Rédaction et validation de 2 plans d'aménagement du territoire avec la participation des communautés	Fidji, Vanuatu
Rapports des pays océaniques et de la société civile sur la mise en œuvre des traités	
Soumission par 5 pays océaniques de rapports sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Tonga
Soumission de rapports parallèles de la société civile sur la mise en œuvre de la CEDEF dans 3 pays océaniques	Îles Cook, Îles Marshall, Samoa
Soumission du rapport parallèle de la société civile sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans 1 pays océanique	Îles Salomon
Soumission du rapport parallèle de la société civile sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans 1 pays océanique	Vanuatu
Démarche planifiée adoptée par 8 pays océaniques pour mettre en application leur législation sur la violence domestique ou la protection de la famille	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Suivi de la mise en œuvre des traités des Nations Unies / de l'EPU par 8 pays océaniques	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Renforcement des systèmes institutionnels	
<i>Mécanismes de coordination en matière de droits de la personne</i>	
Lancement par 5 pays océaniques d'un exercice de cadrage ou de la mise en place d'une institution nationale de défense des droits de la personne, chargée de remettre des orientations et avis indépendants sur les questions touchant aux droits fondamentaux	Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Tuvalu
Commission nationale des droits de la personne opérationnelle dans 5 pays océaniques, rassemblant des acteurs de l'ensemble des pouvoirs publics pour superviser les engagements nationaux pris en faveur des droits de la personne	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu, Vanuatu
Mise au point dans 2 pays insulaires océaniques de programmes de formation à la citoyenneté sociale / aux droits de la personne	Îles Marshall, Tuvalu
Mise en œuvre dans 2 pays insulaires océaniques de programmes de formation à la citoyenneté sociale / aux droits de la personne	Kiribati, Vanuatu
Élaboration de politiques factuelles	
Action conjointe de la sécurité sociale des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et de Palau avec leurs homologues des services statistiques et de la condition féminine pour la réalisation d'une analyse genrée de l'emploi structuré, avec pour la première fois le calcul de l'écart salarial entre hommes et femmes (revenus bruts)	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau
Utilisation des publications de la CPS par 3 pays océaniques pour élaborer leurs politiques relatives au genre, leurs rapports sur la CEDEF ou leurs plans sectoriels	Kiribati, Îles Marshall, Tonga
Accès à la justice	
Adoption d'ordonnances de protection au profit de 65 client/e/s du Centre d'assistance juridique des Tonga dans des affaires de violence domestique	Tonga
Délivrance de 10 ordonnances de protection temporaires par la justice salomonaise en 2018, les premières depuis l'adoption de la loi sur la protection de la famille en 2014	Îles Salomon
Renforcement des organisations de la société civile ou des communautés	
Les femmes ayant participé à l'analyse sexospécifique du secteur aquacole ont souligné les avantages retirés de l'aquaculture du tilapia en petits bassins, et notamment les revenus permettant de satisfaire les besoins personnels et les obligations communautaires. Parmi les impacts recensés, on compte la plus grande participation des femmes à la prise de décision et leur reconnaissance accrue au sein des structures formelles des communautés.	Fidji, Samoa
9 réseaux de la société civile affichent des progrès au regard des objectifs énoncés dans les campagnes de défense des droits de la personne ou ont participé à des réunions de haut niveau avec les pouvoirs publics et le milieu des affaires.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Création de 3 nouvelles associations regroupant des entreprises de la jeunesse rurale avec le soutien du programme Youth@Work	Îles Salomon
Création d'une entreprise par 75 femmes et 122 hommes (principalement dans les filières agroalimentaires de l'élevage de porc ou de volaille) dans le cadre du programme Youth@Work	Îles Salomon
44 % (194) des jeunes ayant participé au programme Youth@Work ont fini leur stage et trouvé un emploi.	Îles Salomon

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Volonté publique de faire avancer les priorités fixées pour les droits de la personne et l'égalité de genre	
Réaffirmation par la Conférence 2018 des ministres océaniques de la Culture que la culture doit demeurer une priorité pour la CPS	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation de 7 pays océaniques à la planification régionale relative aux institutions nationales de défense des droits de la personne	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tuvalu
Validation par 11 pays océaniques de la création d'un groupe de travail régional sur l'application des lois sur la violence domestique (présidence : Fidji ; vice-présidence : Samoa ; secrétariat : CPS)	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Priorité donnée à une conclusion concertée pour le Pacifique lors de la session de la Commission de la condition de la femme à New York	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Accès à la justice et réactivité des pouvoirs publics	
Dans 5 pays océaniques, preuves apportées par le système judiciaire d'une plus grande réactivité dans les affaires de violence domestique	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Tonga, Vanuatu
Dans 6 pays océaniques, augmentation du nombre de signalements faits par des femmes ou de demandes de renseignements sur la violence domestique, le Centre d'assistance juridique des Tonga (soutenu par la CPS) ayant accueilli 227 client/e/s en moins d'un an d'activité	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Développement des compétences	
Maîtrise des compétences constatée chez 81 % des fonctionnaires formés aux normes relatives aux droits de la personne	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Vanuatu
Preuves d'un renforcement des capacités dans 67 % des réseaux de femmes et de jeunes soutenus par la CPS concernant le plaidoyer, la participation à l'élaboration des politiques et programmes ou les autres questions touchant à la dimension de genre, à l'inclusion sociale et au développement culturel	États fédérés de Micronésie, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Maîtrise des compétences constatée chez 62 % des membres de la société civile formés dans le domaine du plaidoyer et du lobbying en faveur des droits de la personne	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu
Amélioration des compétences des femmes et de l'emploi des jeunes	
Participation d'au moins 500 jeunes au développement de filières pour des cultures à forte valeur marchande destinées au marché local et à l'exportation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation de 527 femmes et jeunes à des cours intensifs sur l'administration des entreprises, l'emploi ou la création d'entreprises chez les jeunes, dans le cadre des programmes Youth@Work (475) et Pacific Women Growing Business (57)	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon
Recours aux outils et aux données	
Mise au point par 5 pays océaniques de leurs propres outils de connaissance sur les statistiques genrées, avec le soutien de la CPS	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga
Dans 5 pays océaniques, mise en œuvre d'outils pour une application sensible au genre de la législation sur la violence familiale	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
PRODUITS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des connaissances	
<i>Ressources documentaires relatives aux droits de la personne et à la dimension de genre</i>	
Élaboration de 3 boîtes à outils sur l'approche intégrée du genre	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga
Production d'une vidéo sur la culture, la foi et la violence faite aux femmes dans le Pacifique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration d'un guide de référence à l'usage du système judiciaire pour le jugement des affaires de violence domestique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<i>Données et publications sur les statistiques genrées</i>	
Compilation de données et réalisation des publications « Gender Equality, Where Do We Stand? » dans 3 pays océaniques	Îles Marshall, Tonga, Tuvalu
<i>Évaluations genrées</i>	
Réalisation d'une analyse genrée du secteur de l'aquaculture dans 2 pays océaniques	Fidji, Samoa
Réalisation de 9 évaluations genrées des pêches, de l'agriculture, du développement rural et du changement climatique (et publication des rapports connexes)	Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu
Renforcement des capacités	
<i>Assistance technique apportée aux fonctionnaires publics sur les questions touchant aux droits de la personne, à la dimension de genre, à l'inclusion sociale et à la culture</i>	
Appui technique apporté à 1 169 fonctionnaires concernant les normes applicables en matière de droits de la personne et de bonne gouvernance	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu
Assistance apportée aux administrations centrales de 4 pays océaniques pour l'application de l'approche intégrée du genre	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Palau

Assistance apportée à 10 pays océaniques concernant le suivi, l'établissement de rapports et la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux relatifs à l'égalité de genre et aux droits de la personne	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu
Réalisation d'évaluations genrées du secteur halieutique dans 3 pays océaniques	Fidji, Tonga, Vanuatu
Appui technique apporté à 3 pays océaniques concernant les interactions entre dimension de genre et changement climatique	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau
Réalisation d'évaluations genrées de l'agriculture dans 5 pays océaniques	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu
Appui apporté au groupe de travail technique de la Stratégie culturelle régionale pour ce qui concerne le cadre de suivi-évaluation connexe	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<i>Assistance technique en matière de statistiques genrées et d'analyse selon le genre</i>	
Assistance technique apportée à 6 pays océaniques concernant l'élaboration de publications sur les statistiques genrées	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga
Assistance technique apportée à 6 pays océaniques en réponse à des demandes d'information sur l'utilisation des statistiques genrées dans les recensements, les enquêtes et les publications	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Vanuatu
Contribution technique à 2 publications régionales (rapport sur les ODD et stratégie décennale d'ONU Femmes)	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga
Assistance technique apportée à 7 pays océaniques concernant l'intégration des dimensions genre, jeunesse et culture dans les analyses	Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<i>Assistance technique au profit des pouvoirs publics et du système judiciaire concernant la législation sur la violence domestique et la protection de la famille</i>	
Assistance technique apportée à 196 fonctionnaires concernant la législation sur la violence domestique et la protection de la famille	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga
Assistance technique apportée à 209 prestataires de services intervenant dans le système judiciaire en ce qui concerne les rôles et responsabilités leur revenant dans la mise en œuvre de la législation sur la violence domestique et la protection de la famille	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Vanuatu
<i>Offre d'une assistance technique à la société civile et aux réseaux civils</i>	
Formation, mentorat et assistance technique au profit de 36 réseaux de la société civile afin d'accroître leur capacité à influencer la prise de décision et leurs actions de plaidoyer sur diverses questions, dont l'égalité de genre, l'épanouissement des jeunes, le changement climatique, la violence faite aux femmes et les droits des personnes en situation de handicap	Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation, mentorat et assistance technique au profit de 3 groupes représentant les intérêts des personnes LGBTQI	États fédérés de Micronésie, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Assistance technique apportée à 5 réseaux d'entreprises et d'aide à la création d'entreprises pour ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, l'emploi des jeunes et la création d'entreprises chez les jeunes	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon
<i>Sensibilisation à la législation sur la violence domestique et la protection de la famille</i>	
Actions d'information active sur les droits de la personne et l'égalité de genre dans les églises, les îles périphériques et d'autres contextes dans 6 pays océaniques	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
3 801 personnes sensibilisées à la législation sur la violence domestique et la protection de la famille	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
43 animateurs de proximité formés pour favoriser l'accès à la justice des survivant/e/s de violence domestique	Îles Salomon
Coordination régionale	
<i>Mécanismes de coordination pour l'égalité de genre et la culture</i>	
Appui à 2 mécanismes de coordination régionaux dans le domaine de la culture (comité de coordination du Festival des arts et de la culture du Pacifique et groupe de travail technique de la Stratégie culturelle régionale)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Appui à 3 mécanismes de coordination régionaux (groupe de référence pour la recherche sur la condition féminine en Océanie, portail régional du Pacifique, groupe de travail sur l'égalité hommes-femmes du CORP)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Appui aux mécanismes additionnels en matière d'égalité de genre dans 2 pays océaniques	Îles Salomon, Tonga



Sensibiliser aux maladies non transmissibles

grâce aux graffitis

CHAPITRE 7 : AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES POUR PRÉVENIR LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Responsables de 60 % à 75 % des décès, les maladies non transmissibles (MNT) constituent le principal facteur de mortalité en Océanie. Désireuse d'intensifier la lutte contre ces maladies dans la région, la CPS a renforcé sa collaboration avec les pouvoirs publics, les secteurs non médicaux et les autres acteurs. Pour sensibiliser les Océaniens aux MNT et contribuer aux politiques alimentaires et nutritionnelles reposant sur des données factuelles, l'Organisation a également produit des connaissances sur la vie saine et les domaines d'action prioritaires.

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire en soutenant la production, la commercialisation et la consommation de produits locaux, la CPS a renforcé les approches, politiques et services de vulgarisation, et augmenté la quantité de semences et de plantes disponibles par le biais du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). Cette année, la CPS a déployé des efforts conséquents pour faire des ressources génétiques végétales et agricoles un domaine d'excellence : elle a mené des consultations régionales, forgé des partenariats et mobilisé des fonds pour le CePaCT¹⁸.

Synthèse des réalisations

Aux Tonga, le nouveau centre de semences favorise la résilience des communautés et la sécurité alimentaire.

5 270 plants ou obtentions végétales (banane, fruit à pain, ananas, patate douce, etc.) ont été mis à la disposition des ministères de l'Agriculture de trois pays océaniques afin de poursuivre la multiplication à grande échelle.

Douze pays océaniques ont renforcé leurs associations de lutte contre le diabète et utilisent les conclusions d'une enquête réalisée par celles-ci pour améliorer la prise de décision et le suivi des progrès.

Neuf pays océaniques utilisent le tableau de bord MANA¹⁹ pour orienter la prise de décision en matière de MNT.

Contribution aux ODD



Défis à relever

Niveaux importants de dénutrition et d'obésité : l'Océanie est confrontée à un double défi. La prévalence du surpoids et de l'obésité dans certains pays océaniques figure parmi les plus élevées au monde. La complexité et l'interdépendance de ces deux problèmes exigent des efforts coordonnés pour obtenir des progrès significatifs.

Afin de renforcer la cohérence des efforts de lutte contre les MNT, la CPS s'est appuyée sur ses bureaux aux Fidji pour organiser des réunions et des concertations avec d'autres organismes. Mais ces derniers n'ont pas toujours

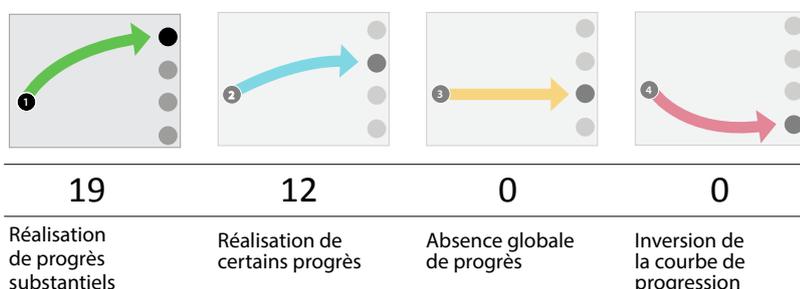
les mêmes priorités ou les mêmes centres d'intérêt, ce qui peut se traduire par des redondances. Au niveau national, les ministères de la Santé ont eux aussi des priorités divergentes, avec pour conséquence un manque d'engagement en faveur des initiatives dans certains pays.

Pourtant, de la mobilisation des associations pour amplifier la lutte contre le diabète à son rôle de chef de file du groupe thématique de l'ONU sur les MNT, la CPS a engrangé des succès – modestes, certes, mais essentiels pour relever le défi de la coordination.

¹⁸ Voir zoom sur les réalisations à la page 74

¹⁹ Voir zoom sur les réalisations à la page 77

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

La CPS continuera de répondre aux demandes d'appui technique toujours plus nombreuses que lui adressent les pays océaniques souhaitant renforcer la prévention et la lutte contre les MNT. Parallèlement, elle devra prendre du recul et analyser le contexte des MNT de manière plus stratégique, afin de recenser les approches et les actions à la fois adaptées et intégrées, et de conclure de nouveaux partenariats pour lutter efficacement contre les MNT en Océanie.

En 2019, la CPS poursuivra l'élaboration d'un programme régional intégré consacré aux systèmes alimentaires pour la santé et la nutrition, conjuguant les compétences de ses équipes en matière de pêche, d'agriculture et de santé publique pour optimiser l'impact et apporter des résultats concrets aux membres.

L'Atlas 2018 de la sécurité alimentaire en Océanie est une création inédite dans la région. Il fait partie des outils qui aideront à mieux comprendre les principaux facteurs des MNT et les risques inhérents à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et à la vulnérabilité dans le Pacifique. Associé à d'éventuelles autres plateformes de gestion de l'information, cet atlas constituera une base solide pour la concrétisation d'un plan aussi ambitieux qu'exhaustif en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'adaptation.

Zoom sur les réalisations



CePaCT – Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Océanie grâce à nos ressources génétiques végétales



CIBLE 2.5

CONTEXTE

En Océanie, les plantes les plus cultivées et les plus consommées sont très proches sur le plan génétique. Les maladies risquent donc d'anéantir des récoltes entières, ce qui peut avoir des répercussions colossales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi sur les moyens de subsistance des populations. Cette situation est un défi qui ne dit pas son nom : en Océanie, les spécialistes du secteur public (agriculture et foresterie) et les institutions partenaires sont bien souvent les seuls à comprendre cet enjeu.

Seule banque génétique régionale du Pacifique, le CePaCT a été conçu pour protéger les cultures et les arbres essentiels. Pourtant, malgré sa capacité avérée à conserver des ressources génétiques végétales irremplaçables et à distribuer du matériel phylogénétique amélioré en Océanie et dans d'autres régions du monde, le travail du CePaCT est méconnu.

RÉSULTATS ET IMPACT

En 2018, le CePaCT a consenti des efforts conséquents pour mettre en place les mécanismes nécessaires à une mise en conformité avec les normes internationales d'acquisition, d'évaluation et de distribution applicables aux banques de gènes, dans le but d'acquiescer le statut de pôle d'excellence pour les ressources génétiques végétales et agricoles dans la région Pacifique. Le respect de ces normes était indispensable pour envisager la mobilisation des ressources.

Le centre est désormais doté d'un plan d'activité et d'un plan d'investissement pour la mise en place de partenariats destinés à assurer la pérennité de son travail. Il dispose également d'un cadre de respect des normes internationales applicables aux banques de gènes qui repose sur un système de gestion de la qualité. Conçu avec Crop Trust, ce système prévoit l'élaboration de procédures opératoires normalisées.

En outre, le CePaCT s'intéresse davantage au développement des systèmes de semences, notamment à la distribution, à l'évaluation et à l'utilisation des ressources génétiques en Océanie et dans le monde.

Le centre est à la tête de 1 165 obtentions de taro, la plus grande collection de ce type au monde. Reconnu comme centre mondial de ce tubercule, le CePaCT est chargé d'introduire, de conserver et de distribuer de nouvelles variétés de taro auprès des agriculteurs, des sélectionneurs et des scientifiques. Ce travail a joué un rôle déterminant dans la mise au point de variétés résistantes à la flétrissure des feuilles de taro. Ces nouvelles variétés ont contribué à la restauration de la sécurité alimentaire et au redémarrage des exportations de taro²⁰ au Samoa, tout en renforçant la capacité d'autres pays océaniques à résister à la perte de récoltes capitales. Plus récemment, après qu'une épidémie de flétrissure des feuilles de taro s'est propagée en Afrique centrale et occidentale, le CePaCT a participé à la diversification des ressources génétiques dans la région.

CONTRIBUTION DU CEPACT À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



2004–2017 Distribution d'environ **22 000** échantillons de végétaux en Océanie et dans le monde

Distribution de **ressources génétiques végétales** dans 47 pays d'Océanie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes

Ces échanges se sont révélés bénéfiques pour tous. Grâce à sa collaboration avec Crop Trust et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le CePaCT a désormais accès à du matériel végétal d'autres régions, ce qui renforce la diversité génétique en Océanie.



Figure 7.1 : Distribution de taro par le CePaCT dans le monde

²⁰ En 1993, les plantations de taro du Samoa et les exportations du pays avaient été anéanties par une épidémie de flétrissure des feuilles.

Centre névralgique contribuant à l'efficacité du système local de semences, le CePaCT œuvre également pour renforcer les réseaux et les dispositifs réglementaires d'aide aux agriculteurs océaniques et de soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale.

Il illustre ainsi la portée et l'ampleur de l'impact que les travaux scientifiques et techniques de la CPS peuvent avoir pour :

- favoriser l'acquisition et la conservation des ressources génétiques végétales en Océanie ;
- faciliter l'accès à des variétés améliorées, et donc renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; et
- accroître la résilience des systèmes de production alimentaire océaniques au changement climatique, à la sécheresse, à l'intrusion d'eau salée, aux maladies et aux nuisibles.



© Neil Turner, Crop Trust, 2018

Banque de gènes de taro en champ. M. Savenaca Cuquma, chargé de recherche principal à la station de recherche de Koronivia (Fidji), montre quelques-unes des variétés de taro reçues du CePaCT, sélectionnées pour leur résistance à la flétrissure des feuilles.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- S'il veut répondre à une demande croissante en matériel végétal, le CePaCT doit évaluer sa capacité à adopter des systèmes de production semi-commerciaux et examiner les moyens de faire appel aux autres sites régionaux de culture tissulaire végétale pour qu'ils participent à la multiplication et à la distribution des variétés de cultures.
- Le succès de la distribution des plants obtenus par culture tissulaire stérile dépend de la qualité des partenariats et de la collaboration avec différents acteurs. Le CePaCT continuera d'œuvrer pour renforcer ces partenariats afin que le matériel végétal arrive à temps et en bon état chez les bénéficiaires.
- La qualité est un critère essentiel pour satisfaire les clients. Le CePaCT s'emploie donc à optimiser ses systèmes de gestion de la qualité afin d'améliorer tous les aspects de ses procédures.
- À l'heure actuelle, l'essentiel des distributions du CePaCT en faveur des pays océaniques sont couvertes par des fonds projet. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de recouvrement intégral des coûts à la CPS, le centre devra expliquer aux pays qu'il est nécessaire qu'ils assument, à terme, une partie des frais de distribution.

Division/Programme : Division ressources terrestres

Bailleurs de fonds : Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Union européenne, Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures, ACIAR, FAO (Fonds de partage des avantages et programme de coopération technique)

Zoom sur les réalisations



Tableaux de bord MANA : un mécanisme de responsabilisation face aux MNT



CIBLE 3.4

CONTEXTE

L'Océanie est la région du monde la plus touchée par les MNT. Qualifiant la situation de « crise », les dirigeants océaniques se sont engagés, en 2014, en faveur de la Feuille de route régionale relative aux MNT, document qui détaille les mesures politiques et législatives de prévention.

Mais aucun mécanisme de responsabilisation n'était prévu pour suivre l'application de la Feuille de route et établir des rapports sur les progrès de sa mise en œuvre. Lancée en 2015, l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) a permis la création d'un mécanisme de responsabilisation mutuelle prenant la forme d'un tableau de bord utilisé par les pays océaniques.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Les ministres de la Santé ont adopté le tableau de bord MANA en 2017. Celui-ci se compose d'indicateurs portant sur le leadership et la gouvernance, les politiques de prévention (tabac, alcool, alimentation, activité physique), la réponse des systèmes de santé et les procédures de suivi. Il utilise un système de feux tricolores pour matérialiser les progrès.

En 2018, dans le cadre d'un processus approuvé de réalisation et de validation, l'équipe de coordination de l'Alliance océanique (OMS, Centre océanique de recherche sur l'obésité et la prévention des MNT [C-POND], Association océanique des fonctionnaires des services de santé [PIHOA] et CPS) a travaillé avec les chargés nationaux de la coordination de la lutte contre les MNT afin de réaliser des tableaux de bord pour 21 pays océaniques. Les tableaux de bord des pays ont été présentés lors de la réunion des directeurs de la santé en 2018 ; ces derniers ont ainsi été sensibilisés aux lacunes dont souffrent leurs politiques et leur législation en matière de MNT. Les dirigeants se sont engagés à agir dans les plus brefs délais pour combler les lacunes et les faiblesses recensées.

La CPS a présidé l'équipe de coordination de l'Alliance océanique et dirigé la réalisation de neuf tableaux de bord (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna, Nauru, Tonga, Niue, Îles Salomon, Kiribati et Papouasie-Nouvelle-Guinée). La CPS a compilé les 21 tableaux de bord remplis, produit un rapport régional consolidé sur l'Alliance océanique et présenté les principales conclusions lors d'événements régionaux et nationaux consacrés aux MNT.



Figure 7.2 : Les chefs de file de l'équipe de coordination de l'Alliance océanique ont appuyé la réalisation des tableaux de bord entre 2017 et 2018. (Il s'agit de l'OMS, du C-POND, de la PIHOA et de la CPS.)

RÉSULTATS ET IMPACT

Les pays océaniques ont déclaré que la réalisation des tableaux de bord avait été un exercice utile au plan national, la procédure et les tableaux eux-mêmes les aidant à repérer les points forts et les domaines exigeant davantage d'efforts. Des lacunes importantes ont ainsi été recensées sur le plan politique, notamment en matière d'ingérence de l'industrie du tabac, de limitation de la publicité pour l'alcool, de réduction des acides gras trans dans les produits alimentaires et de limitation de la publicité des aliments peu sains auprès des enfants.

Cette initiative s'est traduite par plusieurs résultats positifs en matière de sensibilisation. Les pays océaniques ont par exemple utilisé les tableaux de bord MANA pour 1) repérer leurs points forts et orienter le recensement des priorités nationales, 2) influencer les dirigeants politiques, les ministres et les acteurs clés pour qu'ils s'engagent en faveur de la lutte contre les MNT et 3) concevoir un mécanisme de responsabilisation mutuelle pour suivre l'application de la Feuille de route et établir des rapports sur les progrès réalisés.

« Le tableau de bord MANA a aidé les pays à repérer leurs lacunes et à suivre les progrès réalisés dans la lutte contre les MNT en Océanie. » – Siale Akauola, Directeur de la santé, ministère de la Santé des Tonga

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- L'année 2018 a été la première année de collecte des données et de validation des informations des tableaux de bord dans tous les États et Territoires insulaires océaniques. Le processus s'est révélé chronophage mais, la prochaine fois, seule une mise à jour des tableaux de bord sera nécessaire, ce qui devrait être plus rapide.
- Le temps nécessaire à la collecte et à la validation des données a oscillé entre deux et douze mois en fonction de la disponibilité des données et des documents d'appui. Cela étant, la création et la mise en place de ce mécanisme de responsabilisation ont témoigné des efforts consentis par les pays et les organismes partenaires, mais aussi et surtout des dirigeants océaniques, pour enrayer la crise des MNT.

Division/Programme : Division santé publique

Bailleur de fonds : Australie

Zoom sur les réalisations



Wake Up! 2018 : des graffitis pour impliquer les jeunes dans la prévention des MNT



CIBLE 3.4

CONTEXTE

Consciente du rôle que les jeunes peuvent jouer pour sensibiliser leurs camarades à lutter contre les MNT, et forte du succès du projet Wake Up!, en 2017, la CPS a lancé, en collaboration avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le Pacifique, une nouvelle édition de ce projet axée sur les graffitis²¹.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

En juin 2018, la CPS a organisé un concours destiné aux jeunes de 18 à 30 ans, en les invitant à présenter un projet de sensibilisation aux MNT à l'aide des médias et des arts. Les propositions des groupes issus des Fidji, des Tonga, de Vanuatu et de Wallis et Futuna ont été retenues. Avec le soutien financier de la CPS, du PNUD et du Fonds Pacifique, ces jeunes ont pu en apprendre davantage sur les MNT auprès de spécialistes de la santé, tout en se formant aux graffitis et à la peinture murale avec des artistes professionnels.

La CPS s'est chargée de la formation, des conseils techniques et de l'appui administratif tout au long du projet, mais aussi du suivi des projets artistiques nés de cette démarche. Les groupes de jeunes ont reçu le matériel nécessaire (notamment des bombes de peinture), ainsi qu'une aide pour la réalisation d'une campagne sur les réseaux sociaux s'appuyant sur les messages validés de sensibilisation aux MNT. Les autorités locales des différents pays ont également été contactées pour que les jeunes disposent d'espaces d'expression.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les participants ont déclaré que la formation leur avait permis de mieux connaître les MNT. Ils étaient également convaincus que ce projet avait stimulé la créativité des jeunes, fait naître un réseau de jeunes océaniens qui pourra être utile à d'autres collaborations et donné à la jeunesse la possibilité de participer aux efforts de lutte contre les MNT dans la région.

« Ce projet était une première pour moi à double titre : des experts m'ont parlé des MNT et des artistes m'ont appris l'art des graffitis. J'encourage tous les jeunes océaniens à se mobiliser en faveur de la sensibilisation aux MNT et de la lutte contre ces maladies. Faites parler votre talent et votre créativité ! » – Un jeune du groupe des Tonga

Les jeunes des groupes des Fidji et de Vanuatu ont participé à des campagnes de sensibilisation aux MNT et présenté leurs œuvres dans leur pays. La CPS les a aidés à se rapprocher des chargés nationaux de la coordination de la lutte contre les MNT travaillant dans les ministères de la Santé de leur pays, mais aussi à participer aux campagnes de sensibilisation. Grâce aux conseils des spécialistes de la santé et des artistes professionnels, leurs œuvres portant sur les MNT (diabète, maladies cardiovasculaires, cancer et affections pulmonaires chroniques) et les facteurs de risque (manque d'activité physique, mauvaise alimentation, tabagisme et consommation d'alcool) ont été acceptées et appréciées par leurs communautés.



Graffitis réalisés par les jeunes, pour les jeunes

21 Voir Rapport de résultats 2017 de la CPS, Projet « WAKE UP! » : Inciter les jeunes à participer à la prévention des MNT

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- L'impact du projet pourrait être démultiplié s'il touchait des jeunes dans tous les États et Territoires insulaires océaniques et qu'il permettait d'établir un réseau plus large. Cela étant, les résultats ont largement attiré l'attention des jeunes et des médias.
- S'agissant du potentiel de reproduction à plus grande échelle, d'autres formes d'art mural pourraient se montrer plus adaptées à la sensibilisation aux MNT dans certains pays en raison de la perception des graffitis et de la disponibilité du matériel.

Division/Programme : Division santé publique
Bailleurs de fonds : Australie, Fonds Pacifique, PNUD

IMPACT. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Amélioration de la sécurité alimentaire grâce à la production de poisson d'élevage et à sa consommation par les ménages ; prise de conscience, par les responsables politiques, de l'importance de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et la subsistance de bon nombre de pays participants, avec à la clé un plus grand soutien politique et financier au développement du secteur aquacole	Fidji, Kiribati, Samoa et Vanuatu

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des institutions qui favorisent la sécurité alimentaire	
Le tout nouveau Centre de semences favorise la résilience des communautés et la sécurité alimentaire en proposant plus de 7 kg de semences variées dans 6 villages de l'île d'Eua, contribuant à la reconstruction après le cycle tropical Gita.	Tonga
Adoption de lois pour la lutte contre les MNT	
Approbation de la législation anti-tabac	Wallis et Futuna
Approbation de la hausse des taxes sur les boissons sucrées	Fidji
Mise en œuvre de plans de lutte contre les MNT	
Adoption, et mise en œuvre avérée, des Recommandations pour une vie saine dans le Pacifique par 3 pays	Niue, Tokelau et Tonga
Mise en œuvre de plans de lutte contre les MNT en collaboration avec les parties prenantes dans 2 pays	Guam, Tonga
Mise en place de 6 initiatives collaboratives de lutte contre les MNT permettant de renforcer l'engagement des acteurs clés au niveau régional et national	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Application d'outils de connaissance	
Renforcement de la lutte contre les MNT dans 9 pays (au niveau national ou infranational) en s'appuyant sur le personnel formé par la CPS ainsi que les ressources pédagogiques et de promotion de la santé de la CPS	Îles Cook, Fidji, Guam, Nauru, Polynésie française, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna
Utilisation du tableau de bord MANA pour orienter la prise de décision en matière de MNT dans 9 pays océaniques	Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Wallis et Futuna
Renforcement de la société civile	
Renforcement des associations de lutte contre le diabète de 12 pays océaniques et utilisation des conclusions de l'enquête réalisée par ces associations pour améliorer la prise de décision et le suivi des progrès	Îles Cook, Fidji, Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Création de comités nationaux plurisectoriels sur les MNT dans de nouveaux pays ou attribution de la présidence/direction des initiatives en matière de MNT à des ministres, parlementaires ou dirigeants politiques de haut niveau	Guam, Tonga

ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation

PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des capacités et des compétences	
Renforcement des compétences et des connaissances de 3 professionnels de santé à l'issue de la formation sur les MNT et le droit	Guam, Niue, Tonga
Renforcement des compétences et des connaissances de 25 professionnels de santé à l'issue de la formation sur le diabète	Îles Marshall
Formation de 25 professionnels de santé aux facteurs de risque des MNT. Les participants ont obtenu une note de 45 % au test préliminaire et de 65 % au test de fin de formation.	Niue
Participation de 15 jeunes à une formation sur la jeunesse et les MNT dans le cadre du projet Wake Up!, et mise au point de stratégies de sensibilisation par les réseaux sociaux et l'art	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna
PRODUITS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Collecte et conservation des obtentions pour favoriser la sécurité alimentaire	
Afin de faire du CePaCT un centre d'excellence, réalisation d'un plan d'activité définitif et d'un projet de plan d'investissement, et présentation de deux nouvelles procédures opératoires normalisées pour la distribution et la conservation à Crop Trust pour audit	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Création de 7 variétés de plein champ de fruit à pain conservées sous forme de cultures tissulaires au CePaCT	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Conservation de 2 183 obtentions végétales (taro [<i>Alocasia</i> , <i>Cyrtosperma</i> et <i>Xanthosoma</i>], banane, bele, fruit à pain, manioc, gingembre, pandanus, ananas, pomme de terre, bois de santal, canne à sucre, patate douce, igname et vanille) au CePaCT, à la fois <i>in vitro</i> et en champ	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Facilitation de l'accès aux plants pour renforcer la sécurité alimentaire	
Mise à disposition de 2 570 plants de banane, de fruit à pain, d'ananas et de patate douce afin que le ministère de l'Agriculture puisse favoriser la sécurité alimentaire et appuyer les efforts d'accès aux marchés	Fidji
Mise à disposition de 80 plants de patate douce, 20 plants de manioc et 100 plants de taro d'eau afin que le ministère de l'Agriculture puisse renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique	Tuvalu
Afin de soutenir la diversité des cultures, leur résilience et leurs qualités nutritionnelles, mise à disposition de 340 plantules stériles <i>in vitro</i> de patate douce, d'igname et de fruit à pain par le CePaCT en faveur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à des fins d'irradiation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise à disposition de 2 500 obtentions de banane, de patate douce, d'ananas et de gingembre en faveur du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts ; 500 plants évalués et distribués au lycée agricole de Hango pour que six villages de l'île d'Eua puissent y accéder	Tonga
Assistance technique – Collecte et analyse de données	
Afin d'améliorer les systèmes de gestion de la production fruitière et de gestion post-récolte, réalisation d'enquêtes sur les arbres à pain dans 3 pays océaniques et d'études moléculaires sur les variétés trouvées à l'Université de la Sunshine Coast, en Australie	Fidji, Samoa, Vanuatu
Afin d'assurer la disponibilité et l'accessibilité des récoltes, réalisation d'un indexage des virus sur 26 % des obtentions ; test du badnavirus réalisé sur 224 obtentions d'igname	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Essai pilote, avec la participation de 100 foyers, d'un outil quantitatif d'évaluation de l'adéquation nutritionnelle des régimes locaux et de la contribution de la production locale de denrées au régime alimentaire	Fidji
Assistance dans le domaine des infrastructures	
Installation de 8 dispositifs de concentration de poissons (DCP) (7 à Vanuatu, 1 aux Îles Cook)	Îles Cook, Vanuatu
Renforcement des capacités	
Formation de 15 professionnels de la santé à la gestion des données	Polynésie française
Assistance technique – Organisation et intermédiation	
Assistance technique à un atelier sur les MNT destiné aux parlementaires des Îles Cook, ainsi que pour des interventions relatives aux MNT à la suite de l'atelier	Îles Cook
Assistance technique à la tenue d'une réunion nationale de collaboration sur les MNT à Guam réunissant des responsables publics et politiques de haut niveau, ainsi que pour les interventions relatives aux MNT à la suite de la réunion	Guam
Plaidoyer et assistance technique pour la mise en œuvre d'un plan national relatif aux MNT, une conférence nationale sur le diabète et les interventions en cours	Tonga
Assistance technique et financière au sommet sur les MNT de Tokelau et à l'atelier plurisectoriel de haut niveau sur les MNT aux Îles Marshall, ainsi qu'aux interventions relatives aux MNT à la suite de ces événements	Îles Marshall, Tokelau



Une membre de l'équipe EpiNet de Yap (Département de la santé)

diffuse l'un des rapports de situation établis quotidiennement

CHAPITRE 8 : RENFORCER LA SURVEILLANCE ET LA RÉPONSE EN SANTÉ PUBLIQUE DANS LE PACIFIQUE

La CPS continue de soutenir la surveillance en santé publique à l'échelle régionale, en renforçant les capacités en matière de surveillance et de réponse, les services de laboratoire, la préparation des systèmes de santé et la communication sur les risques. Le Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) est un dispositif à participation volontaire regroupant des pays et des organisations qui œuvrent, ensemble, à la promotion de la veille sanitaire dans la région, au moyen de systèmes d'alerte précoce et de réponse coordonnés par la CPS. Créé en 1997, le ROSSP est sans cesse renforcé afin de promouvoir la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale.

Synthèse des réalisations

Des dispositifs améliorés de surveillance des grands rassemblements ont été mis en place avec succès lors des 9^e Jeux de Micronésie.

Deux pays océaniques prennent des mesures pour résorber les lacunes de leurs systèmes de gestion de la qualité en laboratoire.

Quatre pays océaniques utilisent des plans mis à jour de surveillance de la santé publique pour la surveillance et la réponse aux situations d'urgence.

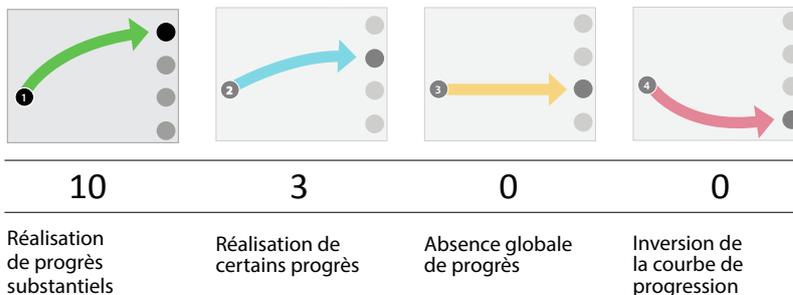
Contribution aux ODD



Défis à relever

Les flambées de maladies vectorielles transmises par les moustiques (aggravées par les déficits de capacités en matière de lutte antivectorielle dans la plupart des pays océaniques) exigeront de mettre davantage l'accent sur le renforcement des systèmes de surveillance entomologiques, en ciblant les vecteurs de la dengue et des autres arboviroses.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

La CPS contribuera au mouvement « One Health, Une seule santé » porté par l'OMS en proposant de nouvelles activités destinées à améliorer la santé et le bien-être par la prévention des risques et l'atténuation des effets des crises qui naissent des interactions entre les êtres humains, les animaux et leurs environnements.

Zoom sur les réalisations

Démultiplier les actions de lutte contre la leptospirose aux Fidji



CIBLE 3.3

CONTEXTE

Zoonose négligée, la leptospirose humaine a des répercussions très importantes sur la santé de nombreuses populations, en Océanie comme dans le reste du monde. Souvent sous-diagnostiquée ou mal diagnostiquée, elle touche tout particulièrement les communautés pauvres et vulnérables.

La leptospirose fait partie des maladies à potentiel épidémique prioritaires du ROSSP. En sa qualité de point de contact du ROSSP, la CPS travaille depuis 2000 avec ses partenaires pour mettre ce problème en avant et le traiter par le biais de forums et de publications.

Depuis les crues de 2012, les Fidji font face à une recrudescence de leptospirose (figure 8.1). Les carences en matière de diagnostic, le manque de consignes claires de gestion et l'orientation tardive vers les services de santé ont exacerbé la situation et causé des décès. Le problème a encore été aggravé par le passage du cyclone Winston, en 2016, le taux d'incidence augmentant entre 2010 et 2018.

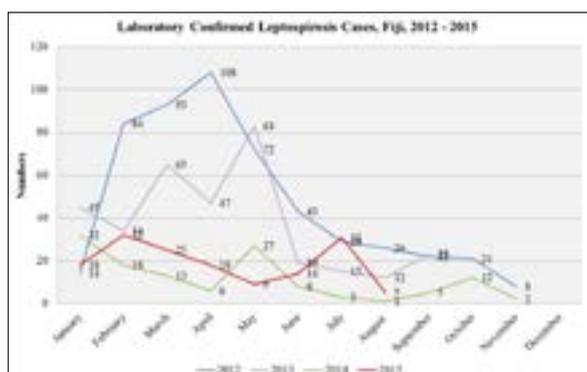


Figure 8.1 : Cas de leptospirose biologiquement confirmés, Fidji (2012–2015). Source : bulletin leptospirose, fièvre typhoïde, dengue du ministère fidjien de la Santé et des Services médicaux.

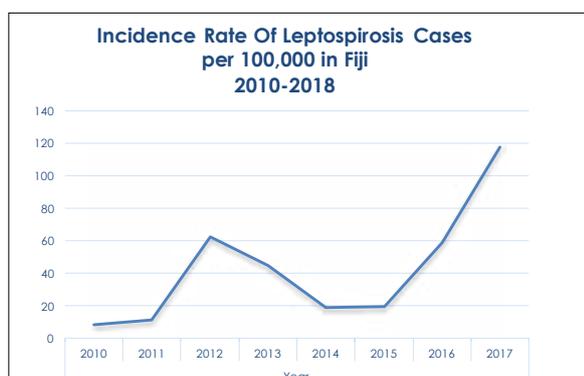


Figure 8.2 : Incidence de la leptospirose pour 100 000 habitants, Fidji (2010–2018). Source : Dr Maika Seru: Étude descriptive des issues de traitement de la leptospirose dans l'unité de soins intensifs pour adultes du CWM Hospital de Suva – étude rétrospective (1^{er} janvier 2008 – 31 décembre 2017)

PROCESSUS DE CHANGEMENT

MISE AU POINT DE DIRECTIVES POUR LA LUTTE CONTRE LA LEPTOSPIROSE AUX FIDJI

2015

Le ministère de la Santé et des Services médicaux des Fidji demande à la CPS et à ses partenaires techniques (l'OMS et l'Université du Queensland) d'organiser une réunion d'experts.

Le ministère élabore un projet de directives cliniques pour le diagnostic et la prise en charge de la leptospirose (figure 8.2).

2017

En tant que membre du groupe de travail technique du ministère sur la surveillance, la CPS examine les directives avec les partenaires.

- Le comité exécutif national de la santé adopte les directives.
- Des formations régionales sont organisées à Nouméa, avec la participation de douze pays océaniques.

2018

Les directives pour la lutte contre la leptospirose sont présentées aux cliniciens aux Fidji, qui bénéficient aussi d'une formation.



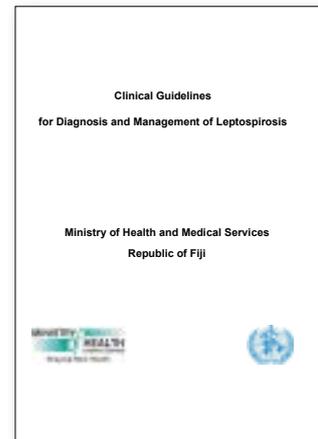
En novembre 2017, l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie (IPNC) et la CPS ont organisé une formation régionale sur les leptospires et la leptospirose à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. Cet événement a réuni 21 professionnels de santé issus de douze pays océaniques et trois pays asiatiques (Cambodge, Myanmar et Vietnam). Il se composait de sessions théoriques et de travaux pratiques en laboratoire, avec des technologies modernes de test de la leptospirose, notamment de diagnostic rapide (ELISA, microagglutination et test PCR en temps réel).

RÉSULTATS ET IMPACT

À la suite de la formation à Nouméa, le groupe de travail technique des services cliniques fidjiens a transmis les directives sur la leptospirose à l'ensemble des professionnels de santé, en les formant à leur utilisation.

« J'ai très souvent recours aux informations et aux supports provenant de la formation de la CPS sur la leptospirose pour la diffusion des directives, notamment aux travaux et aux documents du docteur Colleen Lau. » – Dr Ravi Naidu

Directives cliniques pour le diagnostic et la prise en charge de la leptospirose



Ces directives ont radicalement changé la gestion des cas de leptospirose sévère. En 2018, l'équipe du laboratoire du Centre de lutte contre les maladies transmissibles des Fidji (Mataika House) a lancé l'impression de supports graphiques et commencé de sensibiliser les praticiens à un système d'orientation systématique.

En 2010, le taux de mortalité des personnes souffrant de leptospirose sévère admises en soins intensifs dans le principal hôpital de Suva était de 100 %. Une étude menée par le docteur Maika Seru, anesthésiste au Colonial War Memorial (CWM) Hospital de Suva, a révélé une forte baisse de la mortalité, à environ 14 % en 2018. L'évolution des attitudes et des pratiques des professionnels de santé s'est traduite par une amélioration du triage et une orientation plus rapide. Dans son étude, le docteur Seru précise que les directives et l'orientation précoce ont pu contribuer à la baisse de la mortalité en cas de leptospirose sévère.

En outre, l'assistance technique et financière pérenne apportée par la CPS a renforcé la collaboration et les relations entre les Fidji et les partenaires du ROSSP, notamment avec l'Institut Pasteur et les centres régionaux de formation.

À l'avenir, les équipes de plusieurs divisions de la CPS travailleront ensemble pour utiliser la démarche « One Health, Une seule santé » afin d'enrayer la leptospirose dans tous les pays océaniques touchés. Il s'agira notamment d'analyser les différentes situations, de mener des recherches collaboratives pour combler les lacunes en matière de preuves et de renforcer les laboratoires de santé humaine et de santé animale.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Conjugué au renforcement des capacités apporté par la CPS et les autres partenaires, le soutien technique a joué un rôle déterminant pour mobiliser les efforts en faveur de la prévention et de la lutte contre la leptospirose aux Fidji.
- La collaboration et les partenariats stratégiques permettent de réunir les compétences nécessaires pour mieux aider des pays tels que les Fidji à surmonter le problème de la leptospirose.

Division/Programme : Division santé publique
Bailleurs de fonds : Australie et Nouvelle-Zélande

Zoom sur les réalisations



Une seule équipe pour renforcer la surveillance et la réponse en santé publique lors des Jeux de Micronésie



CIBLE 3.D

CONTEXTE

Organisés du 15 au 27 juillet 2018, les 9^e Jeux de Micronésie étaient le plus grand événement jamais organisé à Yap (États fédérés de Micronésie). L'arrivée d'environ 1 200 athlètes venus de six pays voisins, ainsi que des visiteurs, comportait de nombreux risques sanitaires, notamment l'importation et la propagation de maladies transmissibles et les blessures. Cet événement constituait un défi majeur pour le système de santé publique local. Il était donc essentiel de renforcer le système de surveillance existant.

La CPS a travaillé avec le ministère de la Santé de Yap, les Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC) et l'agence sanitaire des États fédérés de Micronésie pour renforcer la surveillance et la réponse en santé publique.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

« Nous avons eu de la chance, car la CPS a proposé de nous aider à planifier la surveillance de ce grand rassemblement. Ses agents disposent en effet d'une très riche expérience, que nous avons pu utilement exploiter. » – Martina Reichhardt, directrice des services sanitaires de Yap et codirectrice du comité médical au sein du comité d'organisation des Jeux de Micronésie

En matière de surveillance des grands rassemblements, chaque expérience est unique. À Yap, la collaboration entre les partenaires du ROSSP s'est révélée fructueuse : les praticiens, épidémiologistes, spécialistes des laboratoires et de la communication sur les risques ont formé une seule et même équipe, travaillant de concert avec les professionnels de santé de Yap pour renforcer les systèmes existants.

Il s'agissait notamment de réviser les systèmes d'enregistrement et d'établissement de rapports de surveillance, de concevoir un algorithme pour les tests en laboratoire, de préparer des supports de communication sur les risques et de former les praticiens, responsables de la veille sanitaire et autres prestataires de services auxiliaires. L'évaluation des capacités des professionnels de santé de Yap à la suite de la formation a montré qu'ils étaient prêts à mettre en place une surveillance améliorée des grands rassemblements.

RÉSULTATS ET IMPACT

Le système de commandement en cas d'incident mis en place a grandement facilité la surveillance. Les efforts collectifs de l'équipe pluridisciplinaire ont permis d'accroître la portée du système de surveillance existant. Une surveillance des blessures, des événements et de la santé environnementale a été prévue en complément de la surveillance des syndromes et en laboratoire. Le nombre de sites sentinelles a été porté de quatre à neuf. Chaque site a recueilli des données sur huit syndromes et blessures liées à la pratique sportive. La collecte et l'analyse des données ont été réalisées chaque jour, des rapports de situation étant rédigés et largement diffusés auprès des acteurs nationaux et océaniques²². Ces rapports quotidiens ont étayé la prise de décision et la mise en place des mesures immédiates de lutte et d'atténuation.

Entre le 15 et le 29 juillet 2018, 242 patients souffrant d'un ou plusieurs syndromes ainsi que 136 blessures ont été déclarés. Le syndrome le plus courant était celui de la diarrhée (140 cas). Les laboratoires ont étudié et testé 171 cas suspects. Une épidémie de rotavirus a été détectée dans la communauté ; une intervention rapide de l'équipe a permis de réduire la propagation de la maladie.

Il s'agissait du huitième grand rassemblement soutenu par la CPS depuis 2012 en collaboration avec les partenaires du ROSSP. À chaque fois, la CPS a renforcé les compétences techniques, les connaissances et l'expérience nécessaires à une surveillance efficace, notamment en matière de laboratoires et de communication sur les risques. Cette expertise est reconnue par les pays océaniques, qui sont de plus en plus nombreux à demander un soutien. La CPS s'adapte toujours aux besoins du pays concerné, en mettant l'accent sur l'utilisation et le renforcement des systèmes de surveillance existants.

²² Voir <https://microgames2018.com/the-games/health-advisories/>

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Les partenaires techniques participant aux efforts de surveillance en Océanie formaient pour la première fois une seule et même équipe, sous l'égide de la CPS et du ROSSP. Cette approche a facilité la collaboration et la coordination de l'assistance technique apportée au ministère de la Santé de Yap par la CPS, les CDC et l'agence sanitaire des États fédérés de Micronésie.
- C'était également la première fois qu'un système de commandement des interventions sanitaires était mis en place de manière pleinement cohérente à l'appui de la surveillance et de la réponse en santé publique.
- L'intégration de plusieurs modes de surveillance (syndromes, en laboratoire, environnement, événements et blessures), conjuguée à la présence d'équipes pluridisciplinaires formées, a constitué un moyen efficace de renforcer la surveillance et la réponse dans les petits États insulaires.

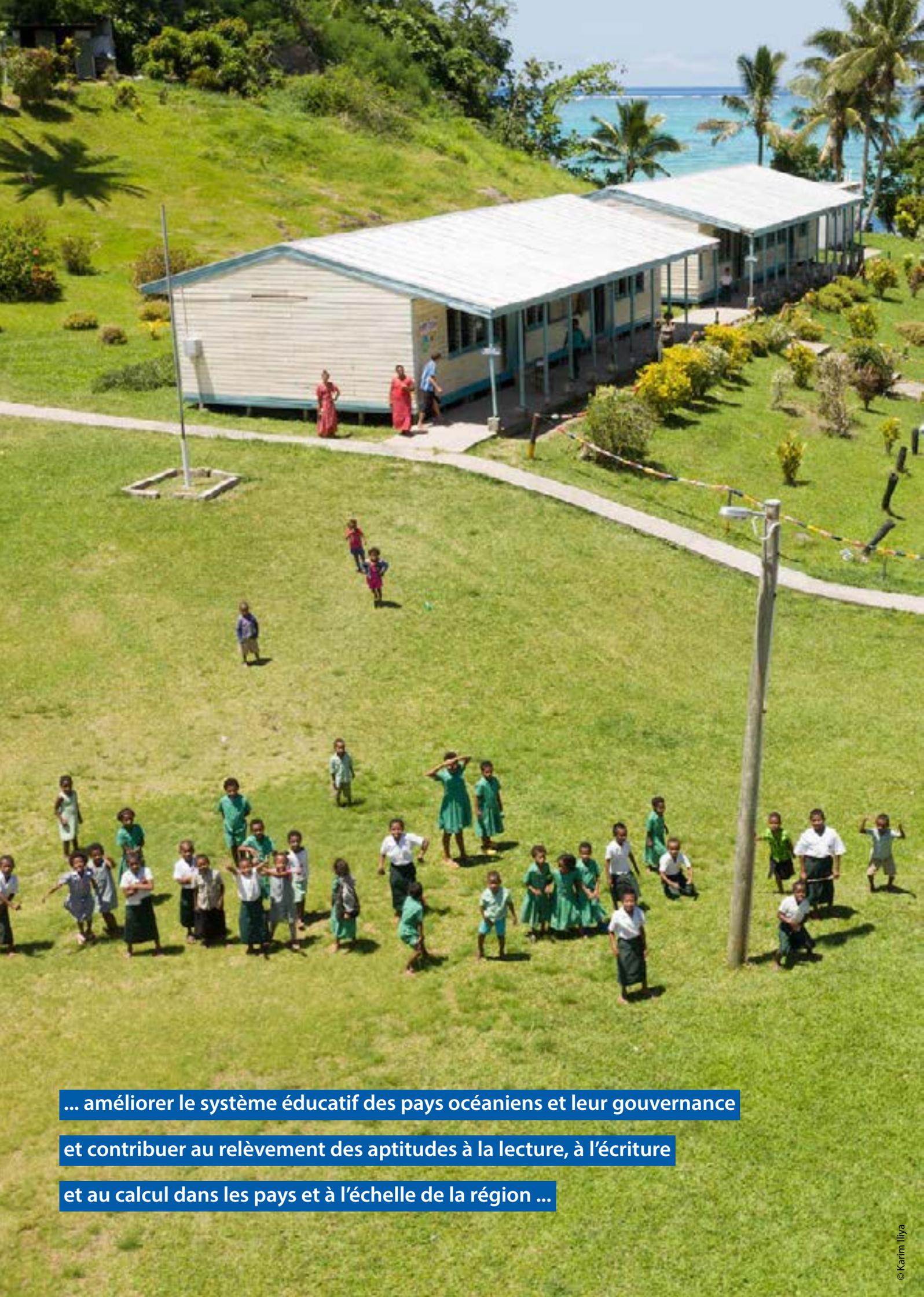
Division/Programme : Division santé publique

Bailleurs des fonds : Australie et Nouvelle-Zélande



De gauche à droite : Maria Marfel (ministère de la Santé de Yap), le docteur Eliaser Johnson (Agence sanitaire des États fédérés de Micronésie) et Onofre Edwin A. Merilles Jr (CPS) examinent les données syndromiques transmises par l'un des sites sentinelles des Jeux de Micronésie.

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des systèmes institutionnels	
Utilisation de plans mis à jour de surveillance de la santé publique pour la surveillance et la réponse aux situations d'urgence par 4 pays océaniques	Guam, États fédérés de Micronésie, Tuvalu, Vanuatu
Existence d'unités fonctionnelles de surveillance de la santé publique dans 17 pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réalisation d'une surveillance renforcée des grands rassemblements à l'occasion des 9 ^e Jeux de Micronésie (3 ^e exemple de réussite dans ce domaine depuis 2016)	États fédérés de Micronésie
Application d'outils de connaissance	
Publication directe sur PacNet de rapports de situation par 67 % des pays océaniques confrontés à des épidémies, contre 35 % en 2016 et 73 % en 2017	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réception et adoption ou transposition, par tous les pays océaniques, du <i>Pacific Outbreak Manual</i> (guide du ROSSP pour la prise en charge des épidémies) pour utilisation au niveau local	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Utilisation par 3 pays océaniques de recommandations mises à jour ou adaptées en matière de prévention et de lutte anti-infectieuse	Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Adoption, dans 2 pays, de mesures destinées à combler les lacunes des systèmes de gestion de la qualité en laboratoire (lacunes liées au contrôle de la qualité et à l'amélioration des processus ayant été repérées lors d'évaluations menées par la CPS). Ces deux pays sont désormais en mesure de réaliser des autoévaluations annuelles.	Kiribati, Vanuatu
Pérennisation, dans 7 pays, de la capacité à envoyer des échantillons à l'étranger pour des analyses plus poussées	Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des capacités et des compétences	
Amélioration des connaissances et des compétences des participants à la formation sur la gestion de la qualité en laboratoire	Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu
Obtention, par au moins 2 agents de laboratoire des 7 pays dans lesquels la formation de l'Association du transport aérien international (IATA) a été dispensée, de la note de passage et de la certification IATA de transporteur agréé	Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu
Amélioration de la compréhension des équipes EpiNet de 4 pays en matière de rôles et de responsabilités en cas d'épidémie, apprentissage des méthodes permettant de répondre de manière efficace et coordonnée	Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Samoa américaines
Participation de 15 pays océaniques à un exercice de simulation d'épidémie dans la région, avec à la clé une amélioration des connaissances et des compétences en matière de gestion des épidémies	Fidji, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Possibilité désormais offerte aux pays océaniques de consulter un annuaire des services proposés par les organisations et les individus partenaires en cas d'urgences de santé publique et d'urgences climatiques liées à la santé	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)



... améliorer le système éducatif des pays océaniques et leur gouvernance
et contribuer au relèvement des aptitudes à la lecture, à l'écriture
et au calcul dans les pays et à l'échelle de la région ...

CHAPITRE 9 : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

La CPS a continué à produire des outils de connaissance, à renforcer les capacités et à fournir un soutien technique et financier en vue d'améliorer le système éducatif des pays océaniques et leur gouvernance et de contribuer au relèvement des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul des élèves dans les pays et à l'échelle de la région.

La CPS a prêté son concours à l'organisation de la troisième Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) dans 15 pays.

La CPS constitue l'organisme régional d'assurance de la qualité pour les prestataires de services de formation et les qualifications de l'enseignement supérieur en Océanie. L'Organisation a poursuivi son travail d'accréditation de qualifications régionales en 2018 et a renouvelé son soutien aux organismes nationaux d'assurance de la qualité.

Synthèse des réalisations

En 2018, la PILNA a été organisée dans 15 pays océaniques et en 10 langues ; 40 195 élèves de quatrième et de sixième année (équivalents du CE2 et du CM2), originaires de 925 établissements scolaires, y ont participé.

1 établissement et 5 qualifications ont reçu une accréditation à Kiribati, et 3 micro-qualifications régionales ont été élaborées et inscrites dans le Cadre océanique de qualifications.

1 154 élèves de 19 établissements situés dans 5 pays ont obtenu le *South Pacific Form Seven Certificate* (diplôme régional de fin d'études secondaires), qui ouvre l'accès à l'enseignement supérieur ou aux stages.

7 pays océaniques font partie du nouveau Réseau régional de recherche en éducation.

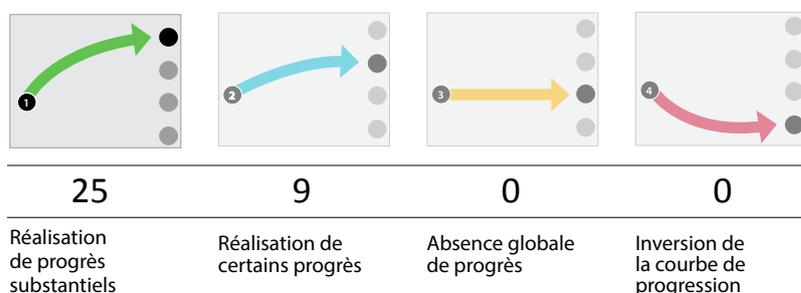
Contribution aux ODD



Défis à relever

La CPS travaille avec les ministères de l'Éducation des pays membres afin de mettre en place des plans de travail concertés. Même si les plans sont confirmés bien avant les dates convenues, il arrive fréquemment que les échéances fixées soient modifiées, que les prérequis ne soient pas en place ou que les personnes concernées ne soient pas disponibles en temps voulu. Tout cela provoque des réactions en chaîne sur le programme de travail de l'Organisation, les modifications de calendrier affectant le travail à venir, la disponibilité des agents compétents et la capacité à réaliser le travail prévu.

Évaluation de la performance



Résultats par catégorie permettant d'obtenir l'évaluation globale pour l'objectif

Perspectives pour 2019

Les agents du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) de la CPS mettront en œuvre un nouveau plan d'activité et un nouveau cadre de résultats en 2019.

Zoom sur les réalisations



Première accréditation de micro-qualifications en Océanie



CIBLE 4.3

CONTEXTE

Bon nombre d'organisations, et notamment la CPS, élaborent et proposent des programmes de formation courts en vue de combler les lacunes observées en matière d'aptitudes et de compétences. Toutefois, une grande partie de ces formations ne sont pas reconnues officiellement, car il n'existe pas de système prédéfini pour la mise au point et l'accréditation de tels programmes.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

La CPS a donc lancé un projet d'élaboration de micro-qualifications, afin de mettre à l'essai le concept de formations courtes accréditées. Une micro-qualification est une sous-catégorie ou une composante d'une qualification conçue pour répondre à un besoin spécifique ne nécessitant que certaines compétences.

Les micro-qualifications présentent plusieurs traits caractéristiques. La formation est plus courte et moins chère que pour une qualification complète. Elles peuvent être axées sur les besoins d'une organisation, et posséder une composante pratique. La formation mène à un titre reconnu, renforce les aptitudes des participants et peut ouvrir la voie à d'autres qualifications.

Les micro-qualifications sont là pour répondre aux besoins des personnes en formation, du milieu professionnel, de la société et de l'économie. Elles doivent donc être pertinentes et en phase avec leur temps.



L'EQAP a appuyé l'élaboration de micro-qualifications dans le domaine de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits de la mer et dans le domaine de la gestion d'entreprise.



En décembre 2018, les agents de l'EQAP se sont rendus en Nouvelle-Zélande pour rencontrer leurs homologues de la NZ Qualifications Authority.

De gauche à droite : la Directrice de l'EQAP, Michelle Belisle, Pranil Prabhakar, Rajendra Prasad (Chef d'équipe – Qualifications) et Selai Waqainabete-Nainoca

RÉSULTATS ET IMPACT

Trois micro-qualifications ont été mises au point en 2018 : sécurité et qualité des produits de la mer, gestion des petites entreprises de produits de la mer, et élaboration d'outils d'évaluation.

Dans un souci de pertinence et d'actualité des compétences apportées, les acteurs des secteurs de la pêche et de l'éducation ont été mis à contribution pour déterminer les domaines dans lesquels ces micro-qualifications étaient nécessaires. Ils ont également participé à leur mise au point et à leur approbation. Il s'agissait notamment de représentants des ministères de la Pêche et de l'Éducation des pays océaniques, d'agents des organismes d'éducation et de formation, de représentants des communautés et de spécialistes de l'éducation et de la pêche.

Les micro-qualifications ont été approuvées lors d'une réunion régionale en 2018, et inscrites au Cadre océanien de qualifications en tant que formations accréditées. Elles peuvent être proposées par les organismes et les prestataires de services de formation.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le succès de ce projet a suscité un vif intérêt, montrant que la demande est réelle. Les prestataires de services de formation et les autres organismes proposant des formations courtes sont ouverts au dialogue et recherchent des dispositions pour la présentation et l'agrément de leurs formations dans la catégorie des micro-qualifications.
- Tout au long de ce projet, la CPS a pu nouer des partenariats et travailler en collaboration avec des organismes régionaux et nationaux, tout en renforçant la coopération entre ses divisions.

Division/Programme : EQAP

Baillleur de fonds : Fonds interne pour l'innovation de la CPS

Zoom sur les réalisations



Nouveaux programmes d'études de Vanuatu de la seconde à la terminale : l'élève au cœur de l'apprentissage



CIBLE 4.1

CONTEXTE

En 2013, le service des programmes scolaires du ministère de l'Éducation de Vanuatu a entamé, avec le concours de la CPS, un examen des programmes d'études nationaux de la 11^e à la 13^e année (ce qui correspond aux classes de la seconde à la terminale), dans le cadre de la Feuille de route de l'éducation de Vanuatu et du programme national pour le secteur éducatif.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Après les premières délibérations entre la CPS et le service des programmes scolaires, de nombreux retards et difficultés, en particulier le départ de hauts responsables, ont affecté le partenariat. Si la demande de Vanuatu portait initialement sur les activités de cadrage et de programmation généralement réalisées lors d'un tel examen, la CPS a suggéré, en soulignant les avantages, d'opter pour une démarche axée sur les acquis d'apprentissage, ce qui a été accepté.

L'équipe chargée de la rédaction des programmes d'études se composait d'enseignants et de spécialistes des programmes scolaires expérimentés, issus des systèmes anglophone et francophone.

RÉSULTATS ET IMPACT

Après plusieurs années d'efforts, le service des programmes scolaires est désormais en mesure de présenter aux enseignants et aux établissements les nouveaux programmes pédagogiques et dispositions pour la classe de seconde. Le premier atelier destiné aux enseignants des provinces d'Efate et de Shefa a été organisé à la fin de l'année 2018. D'autres suivront, dans d'autres provinces, au début de l'année 2019.

Les nouveaux programmes entreront en vigueur dans l'ensemble du pays en 2019 pour la 11^e année, en 2020 pour la 12^e année et en 2021 pour la 13^e année.

L'examen des programmes scolaires a été facilité par le partenariat noué de longue date entre le service des programmes de Vanuatu et la CPS.

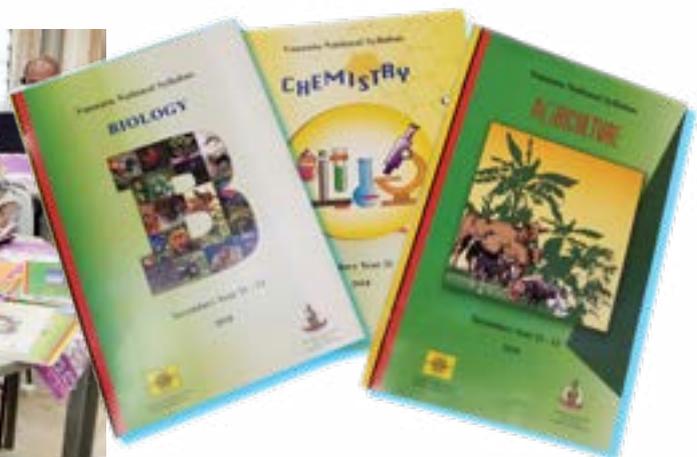
ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Des échanges directs entre les agents chargés de la rédaction des programmes sont essentiels à tout processus d'examen. En l'occurrence, la version préliminaire des documents a été modifiée à de nombreuses reprises, avec de fréquents allers et retours entre les rédacteurs et la CPS. Bien souvent, le but des modifications n'était guère évident, mais des rencontres en personne ont permis de dissiper toute confusion ou d'aplanir les divergences de vues.
- Si elle veut garantir le succès de tout exercice d'examen des programmes d'études, la CPS doit être en mesure de se rendre plusieurs fois dans le pays membre concerné afin de participer à des ateliers de rédaction desdits programmes.
- La révision des programmes scolaires d'un pays, en particulier lorsque de nouveaux principes doivent être appliqués (par exemple une démarche axée sur les acquis d'apprentissage), peut prendre plusieurs années, au cours desquelles un suivi et un soutien réguliers doivent être fournis, ce qui nécessite des efforts importants de toutes les parties en présence.
- Il ne suffit pas de s'appuyer sur les concepts traditionnels de renforcement des capacités. Il faut au contraire adapter les modalités aux besoins du pays membre concerné. Dans le cas présent, le renforcement des capacités et l'apport de capacités complémentaires se sont révélés essentiels.
- Un leadership efficace de Vanuatu et un véritable désir de changement ont été les clés du succès de ce partenariat. Lors de tout processus d'examen de programmes d'études nationaux pour lequel l'assistance de l'EQAP est sollicitée, le responsable national se doit de coordonner deux groupes : l'équipe nationale et l'équipe du Programme. Une bonne communication et des retours d'information réguliers sont donc essentiels.

« La réforme des programmes d'études de la 11^e à la 13^e année permettra de faire évoluer la tradition héritée des deux systèmes parallèles, grâce à l'harmonisation du contenu et des démarches pédagogiques. Elle placera les élèves au cœur de l'apprentissage, en leur fournissant les connaissances et les compétences nécessaires pour innover, et faire de Vanuatu un pays autonome et développé, un pays souverain solide et indépendant, en Océanie comme à l'international. » – Chargé principal d'éducation par intérim, service des programmes scolaires de Vanuatu, 2018



Doreen Tuala, agent de l'EQAP (première à gauche, de dos), aide des cadres du ministère de l'Éducation de Vanuatu à passer en revue les programmes scolaires du cycle secondaire.



Manuels révisés de biologie, chimie et agriculture. Grande nouveauté : le texte s'articule autour des acquis d'apprentissage. Les nouveaux manuels sont déjà utilisés en 11^e année et seront progressivement introduits dans les autres classes.

IMPACT. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des changements à long terme observés au sein des institutions, écosystèmes ou populations	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Obtention par des élèves du <i>South Pacific Form Seven Certificate</i> (diplôme régional de fin d'études secondaires), qui ouvre l'accès à l'enseignement supérieur ou aux stages	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance sur le plan individuel ou institutionnel	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Application des connaissances et des technologies	
Collaboration de 30 spécialistes de la lecture, de l'écriture et du calcul de 15 pays océaniques pour choisir et affiner les éléments des instruments de la PILNA 2018, à partir de données issues d'un essai en conditions réelles	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Le logiciel PacSIMS (système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques) mis au point par la CPS a permis d'améliorer les procédures d'inscription des élèves, la saisie des frais, les processus d'évaluation ainsi que les capacités de présentation de rapports.	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
L'évaluation finale indépendante du Programme océanique de formation halieutique en 2018 a montré que le taux d'application des enseignements des formations financées au titre de ce programme par les participants au bout d'un à deux ans était l'un des plus importants parmi tous les programmes analysés par l'évaluateur en chef.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
8 agents désormais en mesure d'utiliser le logiciel PacSIMS dans le cadre des examens nationaux	Vanuatu
Renforcement des systèmes institutionnels	
Accréditation de 1 établissement, de 5 qualifications et de 2 micro-qualifications au titre du Cadre océanique de qualifications	Kiribati
Mise en œuvre réussie du protocole de la PILNA 2018 dans 15 pays	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Le ministère fidjien de l'Éducation a été en mesure de comparer les résultats de l'évaluation nationale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul avec les résultats régionaux de la PILNA, après avoir reçu des conseils techniques et des références pour leur transposition.	Fidji
Formation de cadres de Kiribati et de Tuvalu au renforcement des processus de redevabilité des directeurs d'établissements scolaires. Révision du système d'évaluation des enseignants au Samoa	Kiribati, Samoa, Tuvalu
Appui apporté à 17 établissements de 5 pays, ainsi qu'à leurs directeurs et à leurs enseignants de 13 ^e année pour la mise en œuvre de la session 2018 du <i>South Pacific Form Seven Certificate</i> , ce qui a contribué au renforcement des systèmes dans ces établissements et à l'amélioration de l'enseignement	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves des résultats obtenus par la CPS en ce qui concerne l'évolution des opinions, motivations et intentions	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement de la sensibilisation et de la motivation	
Prise de conscience de l'importance de la recherche à l'appui des décisions prises par le ministère de l'Éducation	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Mise en exergue, lors de la conférence Vaka Pasifiki sur l'éducation, du rôle moteur joué par l'EQAP dans la région, en collaboration avec l'USP	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Meilleure connaissance par 24 responsables de l'éducation de 7 pays des processus et outils SABER (Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation) afin d'améliorer la qualité du corps enseignant	Fidji, Kiribati, Nauru, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de la contribution de la CPS au renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Renforcement des capacités et des compétences	
Formation de 38 spécialistes de l'évaluation de 3 pays à l'élaboration de tests nationaux de lecture, d'écriture et de calcul	Fidji, Tokelau, Tuvalu
Formation de 24 personnes de 7 pays aux rôles et aux fonctions revenant aux responsables pédagogiques dans l'amélioration de l'apprentissage et de l'enseignement	Fidji, Kiribati, Nauru, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Formation de 15 cadres du ministère de l'Éducation à l'élaboration de politiques pédagogiques, améliorant ainsi leur compréhension (sensibilisation) des enjeux à prendre en compte lors de la mise sur pied de telles politiques	Tonga
Renforcement des capacités des référents nationaux en programmes d'études primaires à analyser le contenu existant des programmes et les résultats d'apprentissage et à les faire correspondre aux compétences attendues des élèves	Kiribati, Nauru, Samoa
Renforcement des capacités des services de recherche des ministères de l'Éducation en matière de réalisation, de gestion et d'exploitation des travaux de recherche	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Assistance technique au Conseil des infirmiers de Sangam, à Labasa, pour l'élaboration des programmes d'études et d'évaluation, afin de mettre au point des plans de formation aux soins infirmiers dont la qualité est assurée. Extension des compétences de l'EQAP à un nouveau domaine professionnel : la rédaction de programmes d'études en soins infirmiers.	Fidji
PRODUITS. Informations relatives à la performance – Preuves de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques	
PROGRÈS ACCOMPLIS EN 2018	PAYS
Coordination régionale	
Mise en place du Réseau régional de recherche en éducation, agissant comme plateforme de soutien aux services nationaux de recherche des ministères de l'Éducation et comme structure de promotion de l'utilisation des travaux de recherche à l'appui de la prise de décision	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Meilleure connaissance du rôle de l'EQAP par les parties prenantes, qui veillent à ce que le Programme tienne compte des toutes dernières évolutions du secteur éducatif	Interne
Assistance technique	
Renforcement des capacités des responsables de l'éducation à assurer l'intégration des données stratégiques, ce qui leur permet de fonder leurs décisions sur des données relatives à l'éducation	Kiribati
Achèvement des programmes pédagogiques et des dispositions pour 13 matières de la 11 ^e année, dans le cadre du soutien groupé à l'élaboration de programmes scolaires fondés sur les acquis d'apprentissage de la 11 ^e à la 13 ^e année, en vue d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage	Vanuatu
Contribution à la préparation de sujets de qualité pour les examens nationaux de 5 pays océaniques. Assurance de la qualité de la notation des copies des élèves fournie à Vanuatu et aux Îles Salomon.	Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu
Examen de la politique nationale de Tuvalu en matière d'évaluation, et rédaction d'un projet de version révisée de cette politique. Renforcement des capacités des agents du pays en matière d'analyse et de révision de politiques.	Tuvalu
Élaboration, présentation et transmission aux équipes responsables des ministères de l'Éducation de 3 pays de 3 rapports nationaux établis au titre du Cadre d'évaluation de la qualité des données. Achèvement d'une mission réalisée dans ce cadre aux Îles Salomon.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu
Élaboration et approbation par les parties prenantes régionales de 3 micro-qualifications, 1 en éducation et 2 dans le domaine de la pêche	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Soutien à la mise au point d'un kit pédagogique sur les pêches à l'usage des enseignants ; il s'agit de la troisième trousse d'information de ce type élaborée par la CPS en partenariat avec les administrations nationales (Îles Cook en 2014 et Vanuatu en 2016)	Kiribati
Examen de la politique nationale de Kiribati en matière d'évaluation pour déterminer l'ampleur de sa mise en œuvre à tous les niveaux	Kiribati
En 2018, obtention, par les équipes de l'EQAP, du niveau de capacités techniques nécessaire à une gestion indépendante de processus d'évaluation à grande échelle. L'Institut de statistique de l'UNESCO admet désormais parmi les outils de mesure de l'indicateur 4.1.1 des ODD la PILNA pour la sixième année de scolarité (équivalent du CM2).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Réalisation de la PILNA 2018 dans 15 pays, auprès de 40 195 élèves de 4 ^e et de 6 ^e année (équivalents du CE2 et du CM2)	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Organisation, en 2017, du SISTA (<i>Solomon Islands Standardised Test of Achievement</i> , évaluation normalisée des performances aux Îles Salomon), et présentation du rapport correspondant en 2018, avec le soutien technique de la CPS	Îles Salomon
Assistance technique – Formations accréditées	
Participation de 143 personnes (135 hommes et 8 femmes) au cycle complet de formation (formation à l'observation, observateurs stagiaires et observateurs de la pêche à la palangre) proposé dans le cadre du programme PIRFO.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation de 47 personnes (44 hommes et 3 femmes) au cours de niveau IV sur la formation et l'évaluation organisé par le PIRFO en partenariat avec l'USP.	
Participation de 16 personnes (10 hommes et 6 femmes) au cours de niveau IV sur l'application et le respect de la réglementation (pêche côtière et aquaculture) en 2018, première année d'organisation de cette formation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

CHAPITRE 10 : RÉALISER LES OBJECTIFS ORGANISATIONNELS DE LA CPS

Les objectifs organisationnels de la CPS revêtent une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de développement de ses membres : ils incarnent les valeurs fondamentales de l'Organisation et étayent ses capacités, en lui conférant un avantage comparatif pour répondre aux priorités des pays océaniques et leur fournir le soutien dont ils ont besoin pour concrétiser leurs objectifs de développement.



Le Plan stratégique 2016–2020 de la Communauté du Pacifique repose sur l'adhésion inconditionnelle aux principes suivants :

- a. engagement avec les membres, amélioration de la compréhension de leurs priorités, de leurs valeurs et de leurs cultures, et renforcement de la collaboration et des partenariats à l'échelon régional ;*
- b. définition plus précise et renforcement du savoir et de l'expertise techniques et scientifiques de l'Organisation ; et*
- c. adoption d'une approche pluridisciplinaire face aux enjeux de développement des membres.*

Deux autres objectifs garantissent le caractère évolutif et la constante amélioration des services proposés par la CPS :

- d. renforcement des capacités de l'Organisation en matière de hiérarchisation des priorités, d'évaluation, d'amélioration continue et d'innovation ; et*
- e. optimisation des capacités des personnes, des systèmes et des processus de l'Organisation.*

Défis à relever

L'évaluation à mi-parcours contenait des questions sur les progrès accomplis par la CPS au regard des objectifs organisationnels a, b et c. Si ces progrès sont jugés globalement satisfaisants, les partenaires internationaux estimant que l'Organisation était en bonne voie pour atteindre ses objectifs organisationnels, les membres se sont montrés moins élogieux en ce qui concerne la capacité de la CPS à « répondre [à leurs] priorités de développement ».

Il reste du travail pour renforcer la capacité de l'Organisation à mettre en place des processus internes de changement de grande ampleur.



Temps forts

L'évaluation à mi-parcours a mis en évidence les réelles avancées dans la réalisation des objectifs organisationnels, en particulier dans les domaines de la gestion des finances, du SE-AC, ainsi que de l'intégration des questions transversales, telles que le genre et les droits de la personne, dans le travail de l'Organisation. Les membres ont formulé des remarques sur la performance de la CPS et la prise en compte de leurs besoins et priorités, que les agents de l'Organisation ont pu analyser et auxquelles ils ont apporté une réponse.

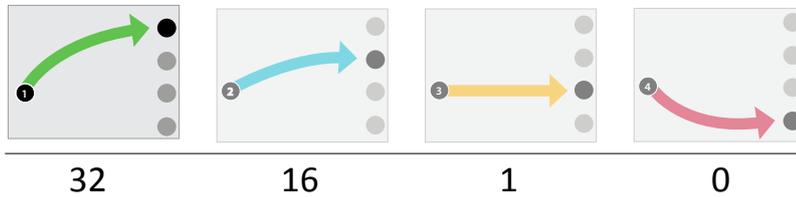
Des progrès substantiels ont été réalisés s'agissant du renforcement de la stabilité financière de l'Organisation, ainsi que de ses systèmes, procédures et politiques relatifs aux ressources humaines (RH). Les améliorations apportées aux systèmes internes ont également contribué à la mise en place d'une culture d'unité (« une seule CPS »), destinée à accroître la collaboration à travers toute l'Organisation et l'efficacité des actions menées.

Évaluation de la performance

L'évaluation réalisée par les divisions et les programmes de la CPS au titre des cinq objectifs organisationnels décrits aux **chapitres 10A, 10B, 10C, 10D et 10E** a permis de dégager les résultats suivants.

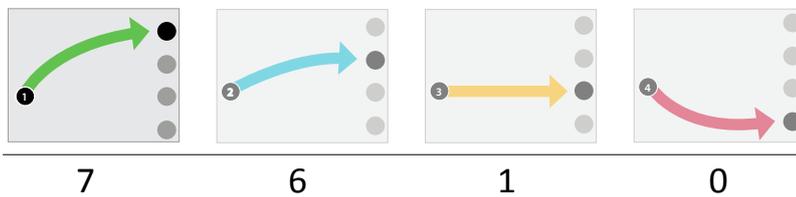
Évaluation générale pour l'objectif

10A : Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires – Réalisation de progrès substantiels



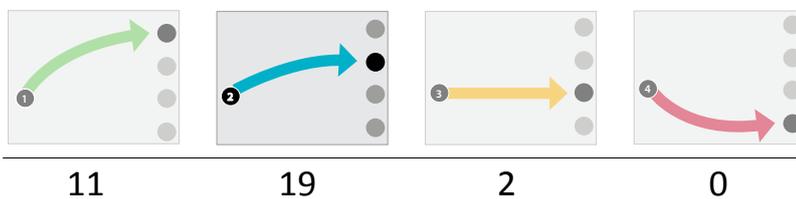
Réalisation de progrès substantiels

10B : Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques – Réalisation de progrès substantiels



Réalisation de progrès substantiels

10C : Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires – Réalisation de certains progrès



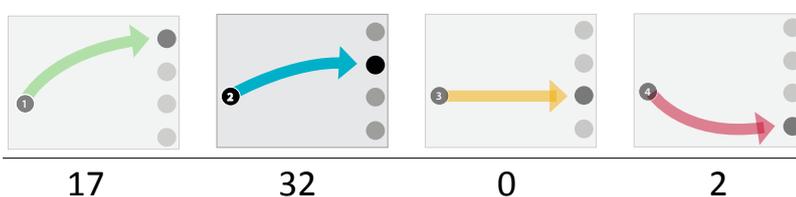
Réalisation de certains progrès

10D : Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation – Réalisation de progrès substantiels



Réalisation de progrès substantiels

10E : Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus – Réalisation de certains progrès



Réalisation de certains progrès



Perspectives pour 2019

Activités prévues en 2019 :

- renforcer l'intégration du travail à l'échelle de l'Organisation (« une seule CPS ») à travers ses programmes, systèmes et relations, et encourager une collaboration permettant d'atteindre des résultats tangibles pour les membres
- continuer à entretenir des liens solides avec les membres et les partenaires
- vérifier l'efficacité des stratégies de prestation de services, en particulier la qualité des informations scientifiques fournies et les effets des démarches de renforcement des capacités, ainsi que mesurer l'influence de la CPS
- diffuser les conclusions de l'évaluation à mi-parcours et de l'enquête menée auprès du personnel de la CPS, et y donner suite
- élargir la portée de MELnet, le réseau interne de spécialistes du SE-AC, à des agents en poste à tous les niveaux de l'Organisation, afin d'améliorer les pratiques adoptées dans le cadre des projets et des programmes, ainsi que de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de la CPS, notamment par une meilleure compréhension des modalités d'obtention des résultats

CHAPITRE 10A : RENFORCER L'ENGAGEMENT ET LA COLLABORATION AVEC LES MEMBRES ET LES PARTENAIRES

Afin d'optimiser l'utilité et l'efficacité de son action, la CPS doit tisser des relations fortes avec ses membres. L'enquête auprès des partenaires réalisée dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours a mis en exergue la perception qu'ont les membres et les partenaires de la façon dont la CPS s'aligne sur les besoins et les priorités des pays, et a donné lieu à des recommandations visant à augmenter l'efficacité de l'Organisation. Dans de nombreux domaines de travail, la CPS est vue comme un partenaire de choix.

En 2018, l'engagement de la CPS avec les membres s'est manifesté de multiples manières, notamment au travers des réunions régionales de directeurs de services (santé, pêche ou statistique), d'échanges entre pairs, ou encore de la session du CRGA et des réunions du sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique et du Comité d'audit et des risques.

Une nouvelle démarche de programmation par pays, reposant sur des principes, a été mise à l'essai en 2018, dans le cadre d'un programme-pays convenu entre la CPS et Vanuatu. L'élaboration de programmes-pays avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Marshall, les Îles Salomon et Tuvalu suit son cours.

Outre son travail avec les membres, la CPS a collaboré avec plus de 50 partenaires stratégiques dans le cadre de projets ou programmes spécifiques.



© Karim Iliya



PARTENARIATS : LES TEMPS FORTS

La complexité des défis relevés par les pays océaniques nécessite de travailler avec des partenaires de tous les secteurs et de toutes les sociétés afin que soient réunies les ressources et les compétences nécessaires à l'obtention de résultats durables pour les peuples du Pacifique.

Les partenariats les plus importants sont ceux conclus avec les 26 membres de la CPS, et notamment avec les 22 membres insulaires, qui orientent les axes prioritaires de travail et garantissent la pertinence de l'action.



Par exemple, en 2018, l'Organisation a fourni un soutien substantiel à ses membres en préparation de la 24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24) et pendant cette dernière. Dans le cadre de l'équipe interinstitutionnelle du CORP, la CPS a soutenu ses membres en organisant plusieurs événements parallèles pour mettre en lumière les initiatives océaniques, en s'exprimant sur des questions telles que l'axe océan-climat, en adhérant au partenariat sur les CDN et en signant un protocole d'accord avec le Global Green Growth Institute pour contribuer à mettre en place la Plateforme des CDN dans le Pacifique, hébergée par la CPS.

À l'issue de la COP24, aux côtés de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, du Secrétariat général du FIP, de plusieurs pays océaniques et d'autres acteurs, la CPS a pris part au forum de Wilton Park intitulé *Navigating Pacific futures: climate change and resilience* (Embarquement pour l'avenir du Pacifique : changement climatique et résilience) et a participé à l'élaboration de propositions de mesures sur l'Océanie au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que sur le changement climatique et la sécurité, les financements climatiques, le climat et l'océan, ou encore les déplacements causés par le changement climatique.

L'Organisation œuvre à la réalisation d'un changement en profondeur pour certains enjeux de développement, dans le cadre de partenariats stratégiques, innovants, techniques et scientifiques noués avec un large éventail de partenaires du développement, d'organismes régionaux et intergouvernementaux, d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile, de fondations, d'entreprises privées, ainsi qu'avec des partenaires pour la recherche et la connaissance et des partenaires du monde des médias et de la communication.

La CPS a conscience de l'importance pour son travail des partenariats continus, flexibles et pluriannuels conclus avec l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède.



Exposé sur les grands défis de l'Océanie et la Communauté du Pacifique devant le Conseil de l'Union européenne

De nouveaux partenariats multipartites innovants



À la suite du Dialogue de haut niveau sur le changement climatique et la biodiversité mené entre le Président français, Emmanuel Macron, et d'autres chefs d'État et de gouvernement de la région, la CPS travaille avec les autorités françaises à la mise sur pied d'un partenariat pluriannuel de développement similaire aux accords conclus avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.



Le Gouvernement australien, l'Union européenne, le Secrétariat général du FIP, le Bureau multipays d'ONU Femmes aux Fidji et la CPS œuvrent ensemble à un programme global sur cinq ans visant à éradiquer les violences à l'égard des femmes et des filles. **Le Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique**, qui cible neuf pays océaniques, constitue l'intervention la plus ambitieuse jamais engagée à ce jour pour les questions d'égalité de genre et de droits de la personne. Le Secrétariat général du FIP, ONU Femmes et la CPS mettront chacun en œuvre l'un des trois volets de ce programme (éducation des jeunes, promotion de normes sociales et renforcement des capacités de la société civile) afin de favoriser l'égalité entre hommes et femmes et de prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles.



Dans le domaine de l'éducation, le nouveau partenariat quinquennal conclu entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Conseil australien de recherche pédagogique (ACER) et la CPS contribuera à **traiter les priorités régionales et nationales en matière d'éducation**, à savoir relever les niveaux d'aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul, renforcer les processus de redevabilité des enseignants et des dirigeants des établissements scolaires, améliorer la qualité de l'éducation, renforcer la capacité des systèmes éducatifs à utiliser des données de qualité, consolider les mécanismes nationaux d'accréditation et d'évaluation, ou encore fournir des services techniques de programmation et des conseils stratégiques de grande qualité. Le partenariat technique avec l'ACER permettra d'améliorer l'apprentissage de façon pérenne, en s'appuyant sur des connaissances factuelles issues de la région.



Le **programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (programme PEUMP)** a pris son essor en 2018. Ce programme, financé par l'Union européenne avec une contribution supplémentaire du Gouvernement suédois, constitue un partenariat régional de grande ampleur entre la CPS (chef de file), la FFA, le PROE et l'USP, chaque organisme disposant en outre de partenaires d'exécution. Le fait que le programme s'articule autour de partenariats est considéré comme un élément essentiel à la réalisation de son objectif global, à savoir renforcer les avantages économiques, sociaux et environnementaux dont bénéficient les 15 pays ACP du Pacifique en favorisant une meilleure intégration économique régionale et une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.



Le **Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique** est un programme d'études appliquées proposant des possibilités avancées de développement des compétences d'encadrement et d'accréditation aux cadres dirigeants, afin qu'ils puissent traiter les enjeux propres à la pêche en Océanie. Financé par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande (ministère des Affaires étrangères et du Commerce), il est mis en œuvre par un groupe de partenaires dirigé par la CPS, à savoir la FFA, le service Développement international de l'Université du Queensland, People Focus (Nouvelle-Zélande) et le CLA (Centre du leadership adaptatif). S'inspirant des compétences et de l'expérience des membres du groupe, ce programme adopte une démarche intégrée et scientifiquement rigoureuse d'apprentissage par l'expérience, l'objectif étant de renforcer l'efficacité des participants dans l'exercice de leurs fonctions. La première promotion de futurs cadres dirigeants des services des pêches des pays membres a été sélectionnée en 2018. Elle entamera ses 12 mois de séances d'apprentissage et d'encadrement en 2019.



Coopération entre pairs



Le **Partenariat océanique pour la sécurité hydrique dans les atolls** est le fruit de la collaboration entre des pays membres de la CPS confrontés aux mêmes difficultés pour préserver l'accès des communautés insulaires isolées à une eau potable saine dans toutes les circonstances. Soutenu par la CPS, avec l'aide d'un programme quinquennal financé par la Nouvelle-Zélande, il vise à mutualiser les expériences, les enseignements tirés et l'assistance technique à l'échelle régionale afin d'aider les populations des atolls à disposer des compétences, des systèmes et des infrastructures fondamentales nécessaires pour mieux anticiper les sécheresses, y réagir et résister à leurs effets. Ce partenariat avance sous la houlette, et avec la participation active, des Îles Cook, de Kiribati, des Îles Marshall, de Tokelau et de Tuvalu ; ses membres se tournent à présent vers d'autres pays océaniques connaissant des problèmes similaires de sécurité hydrique afin d'élargir le partage d'expérience, de connaissances et de démarches.



L'Agence française de développement (AFD) et la CPS **renforcent la sécurité sanitaire dans le Pacifique en consolidant le Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP)**, mis sur pied en 1996 par l'OMS et la CPS afin de promouvoir la veille sanitaire et les systèmes de réponse connexes dans la région. Les États et Territoires insulaires océaniques, avec le concours des partenaires actuels et nouveaux du ROSSP, travailleront sur trois grands axes d'intervention : épidémiologie, surveillance épidémiologique en laboratoire et réponse aux épidémies au niveau national et provincial ; entomologie et lutte antivectorielle ; et nouveaux risques, notamment la résistance aux antimicrobiens.



Projet sur l'eau de l'île de Kiritimati

Partenariats techniques



La CPS a conclu un partenariat avec l'UNICEF à l'appui du **renforcement de la collecte et de l'analyse de données** afin d'améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap, des femmes et des enfants les plus vulnérables dans les pays océaniques. Par rapport à d'autres régions, l'Océanie marque le pas en matière de capacités statistiques, ce qui compromet l'utilisation ciblée de ressources pour atteindre les ODD. Cette collaboration technique vise à améliorer la collecte, l'analyse et l'exploitation des données afin d'aider les pays à se fonder sur des données probantes pour prendre des décisions et élaborer des politiques de soutien aux personnes vulnérables.



La CPS aligne sa **stratégie de gestion agricole, forestière et foncière** sur celle de la FAO ; elle s'est inspirée des cadres de programmation par pays de la FAO pour établir ses propres programmes-pays. Elle s'est également appuyée

sur les installations du projet de coopération technique de la FAO pour renforcer les capacités et apporter une assistance technique, notamment en mettant les pays océaniques en mesure d'appliquer les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. En 2018, la FAO et la CPS ont signé un protocole d'accord ouvrant des discussions sur la mise en place d'une plateforme pérenne relative aux systèmes de normes sanitaires et phytosanitaires dans la région.



La CPS travaille en partenariat avec la **Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO** dans les domaines des sciences marines et océaniques, afin d'accroître l'attention et le soutien de la communauté internationale pour le travail qu'elle effectue et prévoit d'effectuer en matière d'observation, de modélisation, de renforcement des capacités, de conseils stratégiques et de sensibilisation.



Partenariats de recherche

La CPS a consolidé les partenariats existants ou conclu de nouveaux partenariats de recherche bilatéraux ou multipartites avec des acteurs privés ou publics, ainsi que des ONG, afin d'encourager une agriculture plus productive et durable, ainsi que l'élévation du niveau de vie. En 2018, la **CPS** et le **Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)** ont signé un accord de partenariat stratégique pour la période 2018–2021. L'ACIAR est un partenaire scientifique essentiel de l'Organisation, et cet accord vient soutenir les efforts de recherche en agronomie déployés dans toute la région, et plus particulièrement dans les domaines de l'adaptation au changement climatique et d'une agriculture axée sur les enjeux nutritionnels.



La CPS a conclu des partenariats avec **Biodiversity International**, le **Centre international de la pomme de terre**, le **Centre international d'agriculture tropicale** et l'**Association des établissements de recherche agronomique de l'Asie et du Pacifique** dans le but d'introduire des méthodes innovantes visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la gestion durable des terres, et d'accélérer les processus d'optimisation de l'adaptation au changement climatique grâce à l'utilisation des ressources génétiques. Ces partenariats ont mené à la conclusion d'un partenariat

financier avec **Crop Trust**, qui soutient l'objectif du **CePaCT**, à savoir devenir un pôle d'excellence pour la préservation des principales cultures vivrières d'Océanie.

Le projet Pathways, lancé en 2018, bénéficie d'un financement conjoint du **Gouvernement australien**, de l'**ACIAR** et de l'**Université de Wollongong**. Il consiste en une collaboration de chercheurs et de réseaux et organismes régionaux et nationaux, dont le but est de soutenir la gestion communautaire des ressources halieutiques dans la région. Ce projet réunit l'**Australian National Centre for Ocean Resources and Security (ANCORS)** de l'**Université de Wollongong**, **WorldFish** et la **CPS (Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et Division statistique pour le développement)**. Les services des pêches de chaque pays participant (**Kiribati**, **Îles Salomon** et **Vanuatu**) ont joué un rôle de premier ordre dans sa mise en œuvre. Outre ces partenaires, des organismes extérieurs au secteur halieutique sont également associés au projet, afin de permettre aux populations et aux agents locaux de renforcer leurs capacités en matière de pêche côtière durable, ainsi que d'encourager la diffusion de la gestion communautaire des ressources halieutiques.



Perspectives pour 2019

L'évaluation à mi-parcours a montré comment la CPS pouvait optimiser le travail réalisé avec ses partenaires, notamment en veillant à adapter les stratégies aux besoins et intérêts de chacun d'entre eux, en maintenant des relations de travail étroites avec les membres, en améliorant la communication et en encourageant une culture de collaboration. L'Organisation intégrera progressivement ces recommandations à ses travaux.



CePaCT, Suva, Fidji



Zoom sur les réalisations

Tuvalu à la pointe des efforts régionaux pour améliorer la sécurité des pêcheurs locaux



CIBLE 14.B

CONTEXTE

Le taux d'accidents des petits pêcheurs océaniques est l'un des plus élevés au monde. Les pêcheurs locaux, à bord de petites embarcations, sont confrontés à de nombreux risques, tels que de mauvaises conditions météorologiques, une panne mécanique ou encore un incendie. Citons également la surcharge des navires, les sorties lointaines, le manque de matériel de sécurité, ainsi que l'utilisation d'unités de pêche mal construites ou inadaptées, tels que de petits hors-bord monomoteurs.

La plupart des événements de mer dans la région impliquent de petites embarcations. Dans de nombreux pays océaniques, la réglementation relative à la sécurité pour ce type de navires n'est guère développée, de même que la culture de la sensibilisation à la sécurité en mer parmi les pêcheurs et les armateurs.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

La CPS joue un rôle crucial dans la diffusion de sacs de survie auprès des pêcheurs depuis le milieu des années 1990. Ces sacs compacts et imperméables permettent aux petits pêcheurs de disposer du matériel de sécurité essentiel à portée de main et, ainsi, d'appeler à l'aide et de survivre dans les situations d'urgence.

RÉSULTATS ET IMPACT

En 2018, la CPS a distribué 66 sacs de survie (10 sacs complets aux Îles Salomon et 56 mini-sacs destinés aux pirogues de Vanuatu). Tuvalu a été l'un des premiers pays à demander l'assistance de la CPS en matière de formation à la sécurité en mer et de sacs de survie.

Les pêcheurs tuvaluans ont ainsi reçu 30 de ces sacs, avec l'aide de la CPS. Le Service des pêches de Tuvalu a ensuite obtenu des financements pour fournir 168 autres sacs à des pêcheurs de Funafuti et des îles périphériques entre 2015 et 2017. Le pays assure à présent lui-même la formation, des agents de vulgarisation halieutique organisant des séances à cet effet lors de la distribution des sacs de survie sur les îles périphériques.

L'expérience de Tuvalu constitue un cas d'école dans la région, et montre bien comment les petits États insulaires en développement peuvent pérenniser leurs propres programmes après avoir reçu l'aide de la CPS. Le pays a depuis proposé de fournir une assistance aux pêcheurs d'autres pays océaniques, en soulignant sa maîtrise de l'initiative des sacs de survie.

LES SACS DE SURVIE, UN OUTIL ESSENTIEL POUR SAUVER DES VIES : L'EXEMPLE DE TUVALU



- 2015 Utilisation des sacs de survie pour quatre sauvetages signalés.
- 2016 Trois pêcheurs sont victimes d'une panne mécanique et dérivent pendant quatre heures avant d'être secourus.
- 2017 Deux pêcheurs à bord d'une petite unité sont secourus à la suite d'une panne mécanique.
- 2018 Après 29 heures à la dérive, des pêcheurs sont repérés et secourus grâce à l'activation de la balise de localisation personnelle présente dans le sac de survie.



Au début de l'année 2018, la CPS a réalisé une analyse coûts-avantages du programme de sacs de survie à Tuvalu²³.

COÛTS ET AVANTAGES DU PROGRAMME DE SACS DE SURVIE À TUVALU



Chaque dollar australien investi dans le programme rapporte environ 20 dollars en avantages.

Avantages nets actualisés pour la société = plus de 2,87 millions de dollars australiens

Moyenne annuelle non actualisée = plus de 14,36 millions de dollars australiens

À cela s'ajoutent les coûts évités aux ménages et l'accroissement de la productivité.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le succès de la reprise par Tuvalu du programme de sacs de survie est la preuve de l'efficacité de l'apport d'un soutien initial aux pays océaniques, qui mène à l'appropriation des initiatives par les pays, puis à un développement durable et à une assistance entre pairs. Après avoir reçu l'aide de la CPS, Tuvalu a pu poursuivre le programme et obtenir le soutien d'autres bailleurs de fonds.
- Le pays a proposé de partager son modèle avec d'autres pays océaniques, et s'est fait le chantre de la sécurité des petites embarcations dans toute la région, comme il l'a montré lors de la deuxième Conférence technique régionale de la CPS sur les pêches côtières, organisée à Nouméa en novembre 2018²⁴.
- La distribution des sacs de survie et l'organisation des formations ne sauraient se substituer aux réformes législatives nationales, mais viennent plutôt seconder l'efficacité de la réglementation des pays.



Distribution de sacs de survie à Tuvalu



Division/Programme : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleurs de fonds : BAsD et Nouvelle-Zélande

23 Voir <http://purl.org/spc/digilib/doc/zn57z>

24 Voir http://www.spc.int/DigitalLibrary/FAME/Events/RTMCF_02 (documents en français disponibles ici : <https://fame1.spc.int/meetings/241?lang=fr>)

Zoom sur les réalisations

Les pays membres de la CPS, moteurs du développement des sciences géospatiales et des levés



CIBLE 9.1

CONTEXTE

Le Conseil océanien des données géospatiales et des levés (PGSC) a été mis en place en 2014, en réponse à la demande de membres visant à constituer une communauté de pratiques pour les spécialistes des sciences géospatiales, du foncier et des levés dans la région. La CPS a apporté des fonds pour constituer le groupe et créer un secrétariat (bureau du partenariat).

Le Conseil a pour objet de soutenir les géomètres d'Océanie, afin d'améliorer la qualité des informations et des données géospatiales permettant d'orienter les décisions prises en matière de développement aux échelons régional, national et infranational.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

À l'origine, la CPS a contribué à la coordination de la stratégie décennale du PGSC pour la région (2017–2027), élaborée entre 2015 et 2017 dans le cadre de processus participatifs. Cette stratégie, la première stratégie régionale en matière de données géospatiales et de levés au monde, a obtenu une reconnaissance importante de la part de la Fédération internationale des géomètres et de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale.

Après avoir participé à l'élaboration de la stratégie, les Tonga ont souhaité accroître leurs capacités locales dans le secteur des données géospatiales. Le pays a donc recruté sa première ingénieure en géodésie, et la CPS, en partenariat avec les autorités nationales, a financé une formation de deux semaines en détachement auprès de Geoscience Australia à son intention. Le ministère tongien des Affaires foncières, de l'Arpentage, des Ressources naturelles et de l'Environnement a financé la participation d'une deuxième personne ; toutes deux ont travaillé à la mise au point d'une stratégie nationale en matière de géodésie, s'appuyant sur la stratégie du PGSC et motivée par celle-ci. Cette stratégie met l'accent sur l'optimisation du réseau et des capacités des Tonga dans ce domaine.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les Tonga ont approuvé le projet de stratégie en matière de géodésie, ainsi que les investissements destinés à améliorer les infrastructures dans ce domaine ; il s'agit là d'une première étape importante. Une fois mise en œuvre, cette stratégie permettra au pays d'être reconnu au sein du dispositif international de quadrillage. Ses cartes marines et topographiques ainsi que son système de coordonnées respecteront les normes internationales, et les utilisateurs bénéficieront ainsi d'informations précises.

Un système géodésique fiable et précis est important pour l'industrie (aviation, services publics, GPS et autres services essentiels), mais aussi pour d'autres secteurs tels que le tourisme ; par exemple, les paquebots pourront naviguer en toute confiance dans les limites des eaux tongiennes.



Siotaisa Malolo, première ingénieure en géodésie des Tonga, a bénéficié du soutien de la CPS et du Gouvernement des Tonga pour suivre sa formation en Australie. L'objectif 4 de la stratégie du PGSC encourage l'égalité de genre dans la profession.

« La modernisation du repère de référence géodésique des Tonga constituera un grand pas pour le pays, qui entrera ainsi dans une nouvelle ère pour le positionnement. Il est vital de savoir où l'on est. Même si ce projet prendra des années, je suis heureuse de voir que nous nous engageons dans cette voie, étape par étape. » – Siotasia Malolo, ingénieure en géodésie, Tonga

Une nouvelle station d'observation du niveau de la mer, qui comprend la deuxième station de référence à fonctionnement continu du Système mondial de navigation par satellite (GNSS) du pays, a été installée en 2018 et mise en service lors de la conférence de l'Organisation météorologique mondiale en octobre 2018. « *Nous sommes enchantés des informations en temps réel sur l'environnement fournies aux Tonga par le nouveau marégraphe et le nouveau dispositif d'observation de la Terre. Les données recueillies et diffusées par ces systèmes seront cruciales, au cours des années à venir, pour nos communautés, nos entreprises et les initiatives des pouvoirs publics.* » – Samiuela 'Akilisi Pohiva, Premier ministre des Tonga

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le processus participatif appliqué pour constituer le PGSC et son incidence sur la mise au point de la stratégie des Tonga en matière de géodésie montrent bien toute l'importance des méthodes de travail retenues. Les pays doivent être aux commandes des processus, tout en bénéficiant d'une assistance et de conseils techniques pour les étapes essentielles.
- Épauler des ambassadeurs dans les pays est la clé d'une réussite et de progrès pérennes.
- Des stratégies régionales peuvent peser sur les résultats obtenus et avoir un impact à l'échelon national.
- Le PGSC contribue à améliorer la visibilité des infrastructures fondamentales en matière de géodésie, ce qui est essentiel aux investissements des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds.

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Australie

Zoom sur les réalisations

De nouveaux partenariats pour renforcer les compétences en matière de radiologie en Océanie



CIBLE 3.8

CONTEXTE

Dans la plupart des pays océaniques, les ministères de la Santé ne sont pas en mesure de fournir la totalité des services disponibles dans les grands pays. Compte tenu de la faiblesse de leurs capacités ainsi que du manque et de la dispersion de leurs ressources, des mécanismes régionaux sont plus à même de fournir un soutien efficace à certains aspects des systèmes de santé océaniques. La CPS appuie ces mécanismes en jouant un rôle d'intermédiaire et en apportant des financements pour la conclusion de partenariats.

Par exemple, le Pacifique pâtit d'un manque criant de spécialistes en radiologie, en grande partie dû à l'absence de programmes de formation universitaire supérieure ou de possibilités de formation professionnelle continue dans ce domaine. En 2018, la CPS a mené des négociations avec Radiology Across Borders (RAB), une organisation australienne à but non lucratif qui avait organisé un atelier au Samoa dans le cadre de son projet VITAL, afin d'étendre son action en Océanie.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

La CPS a invité RAB à l'édition 2018 de la Réunion des directeurs des services cliniques, un forum annuel qu'elle organise pour permettre aux directeurs des services cliniques de 14 pays océaniques de débattre d'enjeux et de possibilités communes dans ce domaine. RAB a été présentée aux participants à cette réunion comme une organisation capable de dispenser des formations continues et de proposer, en collaboration avec l'Université nationale des Fidji (FNU), une formation de cycle supérieur en radiologie.

Faire participer les directeurs des services cliniques aux débats sur cette question et inviter RAB à effectuer une présentation lors de leur réunion de 2018 a permis aux pays océaniques de conclure un partenariat important. Ils ont salué en RAB un acteur du développement de la radiologie dans la région et ont accepté que l'association intervienne dans les pays de la région, avec le soutien des partenaires du développement.

RÉSULTATS ET IMPACT

À la suite de cette approbation, RAB a organisé aux Fidji un premier atelier régional VITAL, fruit de la collaboration et du partenariat entre de multiples acteurs, à savoir les ministères de la Santé, la FNU (qui a fourni le lieu et la restauration), RAB (qui a mis à disposition les intervenants), la CPS (qui a soutenu les participants de la région) et Fiji Airways (qui a transporté gratuitement le matériel de formation).



Atelier régional VITAL organisé aux Fidji en 2018



Les participants ont déclaré avoir acquis de nouvelles connaissances et se sont montrés demandeurs d'autres possibilités de formation professionnelle continue. Un mois après cet événement, d'autres commentaires ont fait état d'une évolution des pratiques à Kiribati, avec l'organisation de séances d'information sur l'échographie par une équipe de gynécologues-obstétriciens, ainsi que la formation d'autres personnels de santé grâce aux ressources documentaires de RAB. À Vanuatu, l'atelier a permis d'améliorer les techniques d'échographie et, ainsi, d'assurer une détection plus précoce et plus précise des pathologies, ainsi que de former d'autres professionnels en s'inspirant de la formation VITAL de RAB.

Forts de leurs nouvelles connaissances de pointe, les radiologues océaniens peuvent à présent identifier et diagnostiquer plus tôt et plus précisément les affections, et, partant, améliorer les soins dispensés aux patients.

« La formation nous a permis d'améliorer nos comptes rendus d'échographie dans le domaine de la gynécologie et de l'obstétrique, grâce aux fiches fournies par RAB. » – Un participant de Kiribati

Afin de résoudre durablement la question du manque de spécialistes en radiologie dans la région, un partenariat plus avancé est en cours de conclusion entre RAB et la FNU. RAB a en effet envoyé à cette dernière une déclaration d'intention sur la création d'un diplôme de cycle supérieur en radiologie. Si ce partenariat est effectivement conclu, les pays océaniens pourront bénéficier d'un programme pérenne de formation à temps plein dans ce domaine.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Au-delà de l'organisation de réunions des parties prenantes offrant aux pays océaniens la possibilité de définir des enjeux, perspectives et défis communs, il faut saluer les partenaires, tels que la CPS, qui recherchent proactivement des solutions pour le renforcement des connaissances scientifiques et techniques et les présentent aux pays lors de ces réunions.
- La réussite des activités de RAB découle de la collaboration entre plusieurs acteurs, à savoir les ministères de la Santé des pays océaniens, la FNU, RAB, la CPS et Fiji Airways.
- La démarche inclusive adoptée par la Division santé publique de la CPS permet au programme fidjien de services cliniques d'étudier les possibilités d'amélioration de ces services dans toute la région, mais aussi de collaborer avec des partenaires prêts à apporter des ressources à l'appui de résultats positifs.

Division/Programme : Division santé publique
Bailleur de fonds : Australie

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance de la CPS

Progrès accomplis en 2018

Renforcement des mécanismes régionaux en réponse aux enjeux de développement

Renforcement de la gouvernance des pêches côtières à l'échelon régional grâce à l'organisation, chaque année, de la Conférence technique régionale sur les pêches côtières (la deuxième édition a eu lieu en novembre 2018), et engagement pris par les ministres des Pêches d'ajouter d'autres thématiques, notamment les pêches côtières, à l'ordre du jour de leurs actuelles conférences ministérielles régionales. Les mécanismes régionaux permettent à présent de débattre des questions relatives aux pêches côtières à tous les niveaux, des responsables des services des pêches aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum en passant par les ministres.

Présence de 20 des 22 pays océaniques (soit 91 %) à la Réunion des directeurs de la santé en 2018. Tous ces pays avaient envoyé des représentants de niveau approprié (par exemple secrétaire d'État, secrétaire d'État adjoint/e ou directeur/rice de la santé publique, des services cliniques ou des services de soins infirmiers).

Participation de 12 des 13 membres du sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique (soit 92 %) à la réunion de mai 2018, et de 9 des 13 membres (soit 69 %) à la réunion de novembre

Organisation, par le Département développement social de la CPS, de la Conférence des ministres de la Culture au mois de mai, qui a donné lieu à un relevé de conclusions éloquent, incitant le CRGA à accorder une priorité à la culture et réaffirmant le rôle de coordination joué par la CPS à cet égard

Présidence, par la CPS, de l'organe de travail du CORP en faveur d'un développement résilient

Engagement avec les membres, et un Plan stratégique qui contribue à l'utilité et à l'efficacité de l'action de la CPS

Harmonisation des plans d'activité des 6 divisions et programmes mis à jour en 2018 (DECC, EQAP, Division géosciences, énergie et services maritimes, Division ressources terrestres, Division statistique pour le développement et Département développement social) avec le Plan stratégique de la CPS

Contribution déterminante des participants à la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie à l'orientation de la Division ressources terrestres, et apport de recommandations à intégrer au projet de plan d'activité de la Division

Partenariats à l'appui de la concrétisation des priorités des membres et de la région

Collaboration du Programme renforcement des services cliniques spécialisés de la Division santé publique avec les collègues de soins cliniques d'Australasie, l'OMS et la FNU pour la planification et la mise en œuvre de plusieurs initiatives. Nouveau partenariat avec Radiology Across Borders à l'appui de la formation universitaire supérieure en radiologie dans la région ; soutien de l'Australian Health Practitioner Regulation Agency (AHPRA) aux efforts de renforcement de l'enregistrement du personnel de santé en Océanie

Conclusion de partenariats avec la PIHOA, l'OMS, les CDC et un certain nombre d'universités pour la planification et la mise en œuvre d'activités de renforcement de la surveillance de la santé publique dans les pays océaniques

Conclusion de partenariats avec d'autres partenaires du développement de la santé pour amplifier l'impact des travaux de la CPS dans le domaine des MNT. Ces partenaires sont le groupe de travail thématique de l'ONU, le groupe de travail MANA, le réseau ECHO pour mettre fin à l'obésité infantile dans le Pacifique, ou encore les groupes de travail sur les MNT et la santé maternelle et infantile ainsi que sur le tabagisme.

Élaboration et conclusion d'accords de partenariat avec des organismes statistiques en amont de la première réunion du Comité océanique des méthodes statistiques, notamment avec le Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale, l'OCDE, l'UNFPA, l'UNICEF, la FAO, le Bureau australien de la statistique, la CESAP, le Bureau néo-zélandais de la statistique et l'Université nationale australienne

Adhésion de la CPS à « Climate Neutral Now », coalition d'organismes neutres en carbone sous la houlette du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

Élaboration d'une note conceptuelle pour des cultures plus vertes

Diffusion par la CPS des résultats du *Early Human Capability Index* (indice des capacités dans le domaine de la petite enfance) à Kiribati, en collaboration avec la Banque mondiale, le ministère de l'Éducation de Kiribati et les coordonnateurs insulaires de l'éducation

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'évolution des opinions, motivations et intentions au sein de la CPS

Progrès accomplis en 2018

Participation de 7 chefs d'État et de gouvernement, notamment du Président français, et de 14 ministres à un Dialogue de haut niveau sur le changement climatique et la biodiversité, preuve de la capacité de la CPS à réunir des partenaires et des dirigeants pour débattre d'enjeux déterminants

Le Rapport de résultats de la Communauté du Pacifique est pertinent et répond aux besoins des pays océaniques, le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique ayant salué l'édition 2017 du rapport, qualifiée de document « d'une qualité nettement supérieure aux rapports des années précédentes ».

Révision par 8 pays océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) de leurs politiques et lois relatives au respect des droits de la personne

Participation de 15 pays océaniques à la PILNA en 2018. Les rapports des pays pilotes révèlent une hausse de la confiance et de la compétence des pays quant à l'administration de l'édition 2018 de cette évaluation.

ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves du renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation au sein de la CPS

Progrès accomplis en 2018

Preuves, grâce à l'évaluation à mi-parcours du *Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020* (analyse de la performance, révision de la théorie du changement et enquête auprès des partenaires), de la performance de la CPS ainsi que de sa réactivité aux mutations du contexte régional, pour affiner son orientation stratégique

Participation de 276 membres et partenaires à l'enquête réalisée dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours, qui a fourni un éclairage précieux sur la perception par les membres de la pertinence et de l'efficacité du travail de la CPS, ainsi que de la réalisation des objectifs organisationnels et de développement

Participation de 9 pays à 4 échanges de capacités entre pairs dans les domaines de la transformation des holothuries, des registres et statistiques de l'état civil, des statistiques sur les entreprises et de la transparence en matière de fixation des prix du carburant. Ces échanges ont été organisés par les Samoa américaines, les Îles Salomon, la Nouvelle-Calédonie et les Fidji.

CHAPITRE 10 B : RENFORCER LE SAVOIR ET L'EXPERTISE TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

La CPS constitue un pôle régional de compétences techniques spécialisées, utilisé pour renforcer et, dans certains cas, compléter les capacités régionales et nationales existantes. L'approche retenue par la CPS pour le développement et la mutualisation des compétences permet de créer des économies d'échelle dans une région faiblement peuplée où les ressources humaines sont limitées.

La CPS s'engage à tirer parti des atouts qu'elle possède dans les domaines scientifiques et techniques en rapport avec les priorités de développement de ses membres. En 2018, elle a accompli d'importants progrès dans la mise en place de pôles d'excellence pour les sciences marines et les ressources génétiques végétales et agricoles, par le biais du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine (CCPSM) et du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). Elle a mis à profit ses liens de partenariat pour accroître son expertise technique, notamment dans le cadre de l'association entre le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) et le Conseil australien de recherche pédagogique (ACER).

En 2018, la CPS a traité et fait paraître 80 publications scientifiques ou techniques, dont 24 en français. Ces publications sont pleinement conformes au processus d'édition de la CPS. Elles se sont vu attribuer un ISBN (numéro international normalisé du livre) et ont été inscrites dans la liste officielle bimestrielle des publications de la CPS.



Zoom sur les réalisations

Développement d'une culture de la preuve

CONTEXTE

La CPS s'attache à renforcer ses capacités en matière de suivi-évaluation et amélioration continue (SE-AC) et à instaurer une culture de la preuve.

Une évaluation indépendante des pratiques de SE-AC a révélé en 2013 que les déficits de ressources et une logique de travail principalement orientée vers les projets à court terme avaient créé une culture axée sur l'établissement de rapports par activités. On ne mettait pas assez l'accent sur l'évaluation de la réalisation des effets et des enseignements tirés dans l'ensemble des programmes de la CPS²⁵, ce qui nuisait au dialogue engagé avec les pays membres et les partenaires financiers sur la question de la valeur ajoutée de l'Organisation.

Pour transformer la réflexion et les pratiques autour du SE-AC, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) a, par le biais de son dispositif d'assistance régionale, investi dans la mise en place d'une capacité en SE-AC au sein de la CPS, chargée d'une mission de mentorat, de la conduite conjointe d'évaluations et de la formulation d'une feuille de route à l'appui du renforcement des résultats et de la culture de l'amélioration continue.

En conséquence, la CPS a étoffé ses ressources humaines affectées au SE-AC et continué d'œuvrer au renforcement de ses propres capacités et à la sensibilisation de ses équipes, en mettant l'accent sur la manière dont elle fait bouger les lignes dans la région grâce à son travail scientifique et technique, à savoir en privilégiant les effets obtenus et non plus les activités.

25 Évaluation financée par l'AusAID et entreprise par Rosalind David (août-décembre 2013).

PROCESSUS DE CHANGEMENT



Doubler les ressources temps plein affectées au SE-AC, passant de deux à quatre postes

Décision par l'organe directeur d'augmenter les dépenses de SE-AC, de 2 % à 4 % du budget annuel

Capacité en SE-AC portée à six temps pleins et quatre référents
Création d'une communauté de pratiques, le réseau MELnet, pour contribuer à l'appropriation et au partage des pratiques de SE-AC

Réorientation du travail de l'équipe SE-AC renforcée afin qu'elle se centre, non plus sur l'information redditionnelle, mais sur l'évaluation et l'apprentissage au service de l'amélioration continue

Grâce à un modèle en étoile, une équipe centrale de 6 personnes et les 5 postes sectoriels de SE-AC pilotent le développement d'une culture de la preuve.

Le réseau MELnet compte désormais 31 agents de toute l'Organisation, qui échangent en ligne et conduisent des ateliers de renforcement des capacités.

Une capacité d'appoint est disponible pour répondre aux demandes croissantes des secteurs, des ministères techniques des pays membres et des autres organisations régionales.

Malgré l'accroissement des effectifs, la masse critique nécessaire au changement des mentalités n'était pas atteinte. Le suivi-évaluation s'est donc axé sur l'amélioration de la présentation des résultats.

L'utilité du SE-AC s'est démontrée dans les améliorations graduelles apportées à la qualité de la programmation, à la mobilisation des ressources, aux relations avec les membres et aux rapports soumis aux bailleurs, le tout appuyé par un examen annuel des atouts et des besoins, une réflexion régulière et un renforcement des capacités.

Malgré la demande initiale d'outils et de modèles, les plus grandes réalisations en termes de connaissances et de changements de pratiques sont nées de la conception conjointe d'un système de SE-AC répondant aux besoins des différents secteurs et s'accommodant des degrés divers de préparation et de disposition au changement.

RÉSULTATS ET IMPACT

1. S'approprier les objectifs stratégiques de SE-AC de l'Organisation

La communauté grandissante des acteurs du SE-AC (le réseau MELnet) contribue à l'appropriation des résultats et des enseignements tirés des travaux de l'Organisation. Les ateliers annuels de renforcement des capacités du réseau MELnet permettent de confirmer les orientations stratégiques de la CPS et de donner suite à l'évaluation annuelle des besoins en SE-AC. L'apprentissage entre pairs favorise la contextualisation des méthodes de collecte des preuves employées pour la conception et le suivi des actions. Par exemple, les évaluations authentiques utilisées pour mesurer la qualité de l'enseignement ont été adaptées au secteur des droits de la personne, grâce à l'expérimentation de différentes déclinaisons de l'outil original.

2. Appuyer l'évolution des mentalités grâce à des orientations pratiques axées sur le changement des comportements et des pratiques

La mise à disposition d'outils, modèles, lignes directrices et modalités d'assistance technique conçus localement contribue à améliorer la conception du volet SE-AC des programmes et projets. Par exemple, les formations à la théorie du changement ont permis à un plus grand nombre d'acteurs d'assimiler et d'adopter cette approche dans la mise au point de leurs interventions, l'application de mesures correctives au fil de l'eau et l'évaluation. Des séances de formation ont été organisées pour faciliter la conception d'un programme intégré autour du concept « One Health », la planification conjointe d'une réunion interinstitutions sur le changement climatique et la préparation aux catastrophes et la redéfinition de notre Plan stratégique. Des preuves attestent l'évolution des mandats et fonctions pour une plus grande efficacité et efficacité des divisions sectorielles, une évolution que l'on doit à l'application des enseignements tirés de la réflexion et des recommandations issues des études d'amélioration de la performance.

3. Assurer une communication de qualité et mettre en commun les résultats et les enseignements

Le sous-comité du CRGA, qui se réunit deux fois par an, offre un précieux espace de consultation et de collaboration consacré à la performance de la CPS. Certains pays membres se sont appuyés sur les synthèses de résultats par pays pour étayer les demandes présentées au Trésor en vue de l'inscription des contributions statutaires dues à la CPS dans le budget de l'État. Si la CPS est parvenue dernièrement à attirer de nouveaux bailleurs de fonds, c'est en partie parce qu'elle est en mesure de faire état de ses résultats et de négocier des investissements sur la base de plans d'activité fondés sur des faits. En mettant à profit les preuves de ce qui a bien fonctionné et moins bien fonctionné dans un projet particulier, elle a pu mobiliser des fonds pour reproduire à plus grande échelle les activités dans le cadre de plusieurs projets consécutifs.

Depuis leur mise en ligne en janvier 2018, les plateformes numériques de l'Organisation contribuent à accroître la portée de son travail. Les données statistiques des sites Web de la CPS montrent que ses ressources en ligne de SE-AC sont bien utilisées, des pics de trafic étant enregistrés vers la mi-année lorsque les rapports doivent être présentés et que les ateliers sur l'amélioration continue et les résultats se préparent.



Entre autres résultats, l'atelier organisé en 2018 a permis de dégager une vision commune des méthodes d'évaluation à privilégier dans le Pacifique – une vision pilotée par la CPS, contextualisée et culturellement appropriée.



L'atelier 2018 sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation a rassemblé 60 personnes sur deux journées de discussions consacrées aux résultats, aux défis, aux enseignements tirés et aux occasions à saisir. Quarante-deux récits de réalisations (zooms sur les réalisations) ont fait l'objet d'examen par les pairs, réalisés à l'aide de méthodes diverses fondées notamment sur des grilles de critères de qualité et la construction du sens. D'après l'évaluation effectuée auprès des participants à l'issue de l'atelier, la mise en commun des récits relatant les réalisations de toute la CPS a été le principal temps fort de la réunion pour 43 % du personnel.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Il est crucial d'instaurer une culture qui mette à l'honneur la preuve pour appuyer la transformation des pratiques de SE-AC. On trouve plusieurs sous-cultures institutionnelles au sein de la CPS et des démarches taillées sur mesure s'imposent pour répondre aux besoins des divisions et des équipes, ainsi que pour concrétiser l'approche « Une seule CPS ».
- Il importe de comprendre le contexte, la culture et les comportements prévalant à travers le Pacifique pour concevoir des démarches d'appui à la fois pertinentes et utiles. Une solution générique unique n'est pas de nature à produire les meilleurs résultats ou réactions.
- Le renforcement des capacités, la conduite conjointe des évaluations, la formation-action, la mise à disposition d'outils et de modèles, le mentorat en continu et l'apprentissage entre pairs ont donné les résultats les plus prometteurs.
- Les capacités à recueillir des preuves et la culture de la preuve évoluent. La CPS doit donc s'adapter pour répondre aux besoins et au contexte actuels, en étendant la portée de son action aux agents techniques non spécialisés dans le SE-AC, tout en mobilisant des démarches analogues elles aussi taillées sur mesure.

Entité : équipe Stratégie, performance et amélioration continue

ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves du renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation au sein de la CPS

Progrès accomplis en 2018

En 2018

- Mise en ligne du portail sur l'océan dans le cadre du Programme océanique de soutien climat et océans dans la région Pacifique (COSPPac)
- Développement et mise en ligne du Portail océanique sur le changement climatique au titre du projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (ISACC)
- Préparation d'une convention avec le PNUD en vue de relancer le Portail océanique d'information sur les catastrophes (PDN) et la base de données sur les dégâts et les pertes dans le Pacifique (PDaLo)
- Conception d'un portail sur le climat pour Tuvalu

Participation des agents de la Division statistique pour le développement à des formations structurées et aux travaux d'instances régionales et internationales pour proposer à la région des techniques statistiques actualisées. Ils ont notamment participé à des ateliers sur les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, la prévalence de la sous-alimentation, la sécurité alimentaire et la collaboration des systèmes statistiques, ainsi qu'à la Conférence sur les innovations dans les systèmes d'enregistrement et des statistiques de l'état civil.

Amélioration des capacités techniques et scientifiques de l'EQAP, dans le cadre de son partenariat avec l'ACER

Consultations axées sur l'élaboration des plans d'activité et d'investissement du CePaCT, avec le concours du Gouvernement australien

La CPS a traité et fait paraître 80 publications scientifiques ou techniques, dont 24 en français. Ces publications sont pleinement conformes au processus d'édition de la CPS. Elles se sont vu attribuer un ISBN (numéro international normalisé du livre) et ont été inscrites dans la liste officielle bimestrielle des publications de la CPS.

Examen et développement plus avant de la configuration et des structures de gouvernance du CCPSM

Le développement et l'application des sciences halieutiques se poursuivent. S'agissant de la création d'un pôle d'excellence, il est ressorti de l'évaluation indépendante de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins qu'il était nécessaire de doter les chercheurs du Programme pêche hauturière de moyens suffisants pour continuer leurs travaux en faveur de l'innovation et leurs explorations scientifiques, et que le Programme devait maintenir sa stratégie visant à recruter et fidéliser des scientifiques de haut vol. Quant au Programme pêche côtière, les évaluateurs ont recommandé d'introduire un processus de planification stratégique et d'accorder plus d'importance au leadership dans les pêches côtières, notamment en renforçant l'innovation et la collaboration et en mettant en place une démarche à long terme sur la manière de conseiller les pays en matière de collecte de données.

PRODUITS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Progrès accomplis en 2018

Maintenance des dépôts de données suivants :

- PacGeo – dépôt de données géospatiales en libre accès pour la région Pacifique
- GeoNetwork pour le partage de données spatiales
- PacRIS – Système océanien d'information sur les risques
- PRNI – Initiative régionale sur la navigation en Océanie
- PCRAFI – Projet d'évaluation et de financement des risques de catastrophe dans le Pacifique

Élaboration des outils suivants :

- portail sur le changement climatique
- site Web du projet MTCC-Pacifique (Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique)
- site Web Get Ready Fiji

Le Programme prévention et lutte contre les MNT soutient la Feuille de route régionale relative aux MNT et la stratégie pour un Pacifique sans tabac à l'horizon 2025. Ces initiatives se déroulent dans le cadre du Plan d'action régional du Pacifique occidental pour la lutte contre les MNT (2014–2020) et du Plan d'action mondial pour la lutte contre les MNT 2013–2020. Toutes ces stratégies s'appuient sur des données factuelles.

Par le travail qu'il a mené en 2018 à l'appui du renforcement de la sécurité sanitaire dans la région, le Programme surveillance, préparation et réponse a continué de contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie pour la sécurité sanitaire dans le Pacifique et de la Stratégie de lutte contre les maladies émergentes pour la région Asie-Pacifique (SMEAP III), toutes deux fondées sur des bases factuelles.

En 2018, le Programme surveillance, préparation et réponse a organisé la réunion annuelle du ROSSP et participé à des activités de promotion de l'approche « One Health ».

En 2018, le Programme renforcement des services cliniques spécialisés a travaillé avec l'OMS afin de recueillir des données (preuves) sur les évacuations sanitaires et les moyens disponibles dans les États et Territoires insulaires océaniques concernant l'offre de services cliniques spécialisés. Le travail mené par le Programme pour améliorer les soins périopératoires dans les pays océaniques est guidé par les meilleures preuves disponibles.

Les activités du Programme renforcement des services cliniques spécialisés sont planifiées et exécutées en collaboration avec les directeurs des services cliniques des pays océaniques, les organisations régionales du secteur, les groupes infirmiers et les professionnels de santé.

42 récits de réalisations (zoom sur les réalisations) ont été élaborés et examinés par des pairs dans le cadre d'un processus interactif de réflexion à l'échelle des divisions et d'une réflexion du personnel à l'échelle de l'Organisation, le tout aidé par des moyens techniques accrus en SE-AC.

CHAPITRE 10 C : RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES AU MOYEN D'APPROCHES PLURIDISCIPLINAIRES

La CPS progresse sur la voie de l'intégration des dimensions sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne) et des questions environnementales et économiques dans son cycle de programmation. De nouveaux outils et systèmes internes facilitent l'intégration des thèmes transversaux dès la phase de conception des projets. La nouvelle Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) prévoit un diagnostic des impacts et/ou des risques relatifs aux effets sociaux et environnementaux potentiellement néfastes des nouveaux projets.

En 2018, 116 des 188 projets en cours à la CPS (62 %) intégraient des questions transversales, le plus souvent la dimension de genre et le changement climatique.

Les divisions et les programmes de la CPS ont réalisé de nombreux travaux intersectoriels en 2018. L'élaboration de deux programmes intégrés – One Health et systèmes alimentaire pour la santé et la nutrition – et la création itérative d'outils de programmation intégrée ont fourni à la CPS de véritables laboratoires d'apprentissage. L'objectif organisationnel C figurait au programme de l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation ; le but était de consigner ces enseignements et de les mettre à profit.

Zoom sur les réalisations

Plateforme de données océaniques : améliorer la collaboration interne

CONTEXTE



La CPS est dépositaire de fonds de données aussi vastes que variés émanant de secteurs clés, dont les statistiques démographiques, les pêches, les géosciences, l'agriculture, l'aquaculture, l'énergie, la santé, l'éducation, les droits de la personne, le changement climatique et les océans. Elle joue aussi un rôle charnière dans la compilation, la gestion et la diffusion des indicateurs régionaux de développement durable, afin d'aider les pays à s'acquitter de leurs obligations de rapport au titre des ODD.

Il s'agit désormais de trouver les meilleurs moyens de rassembler, analyser et diffuser ces données et informations pour appuyer la région dans ses choix de développement.

Par le passé, chacune des divisions de la CPS créait ses propres plateformes et méthodes. Or, cela génère des incohérences dans la gestion des données, les pratiques de balisage et les normes relatives aux métadonnées, et suscite des problèmes lorsqu'il faut retrouver, rassembler et exploiter les données stockées tant au sein des divisions qu'à l'échelle de l'Organisation.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

En mars 2018, le CCPSM et la Division statistique pour le développement avaient besoin de nouveaux portails et s'apprêtaient à investir dans deux projets distincts de développement en ligne. Pour la première fois, la CPS a choisi de mutualiser les ressources affectées à différents projets de portail Web afin de mettre au point une plateforme commune centralisée qui non seulement réponde aux besoins de la Division et du CCPSM, mais qui puisse aussi être utilisée par d'autres divisions et équipes de projet.

La gestion du projet a été confiée aux services d'information de la CPS. L'équipe a constitué un comité de projet où étaient représentées les différentes parties prenantes de toute la CPS. Cette représentation transversale était essentielle pour bâtir une plateforme conforme aux attentes, capable de répondre à la plupart des besoins en diffusion de données de la CPS.

RÉSULTATS ET IMPACT

La création d'un portail unique centralisé marque une rupture dans les modalités de travail de la CPS, et l'abandon de l'ancien modèle de portails individuels ne s'est pas fait sans heurts. Les bailleurs et les membres ont en effet coutume de financer des portails spécifiques à des programmes distincts. La mise en commun des ressources destinées à différents projets pour créer un point d'entrée unique revêtait donc un caractère novateur.

Certaines craintes ont été soulevées quant au fait qu'une plateforme centrale pourrait ne pas être de qualité suffisante pour répondre aux besoins des divisions et que les programmes/projets perdraient leur indépendance si leurs sites respectifs étaient rassemblés au sein d'un site central.

Pour répondre à ces craintes, l'équipe du projet a adopté une approche inclusive, mettant à profit les avis divergents et l'expertise de ses membres. Au cours d'un atelier d'une semaine tenu à Nouméa, les participants se sont mis d'accord sur une stratégie générale et une technologie principale commune pour la Plateforme de données océaniques et ont choisi un prestataire de services solide. L'atelier a permis aux porteurs du projet d'être directement associés aux décisions.

Dès le départ, l'idée était d'opter pour une plateforme technologique commune, le but étant de faciliter l'accès aux portails existants. Cette approche a permis d'apaiser les craintes quant au fait que la Plateforme de données océaniques pourrait phagocytter tous les autres sites. Ainsi, la plateforme peut coexister au sein de l'écosystème plus large des sites Web et services de la CPS, ainsi qu'au sein de l'écosystème régional des portails et sites.

L'équipe du projet a également fait appel aux communautés de pratiques et noué un dialogue continu avec les divisions et les partenaires clés pour bâtir la plateforme selon une démarche collaborative. En outre, elle s'est attachée à faire mieux connaître le projet par le biais de divers fournisseurs de services en ligne, afin d'encourager la participation d'acteurs extérieurs aux secteurs directement concernés.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- L'équipe a travaillé dur pour consulter des acteurs clés au sein des divisions au sujet de l'approche à proprement parler, de ses objectifs et du potentiel d'une plateforme de données. Si l'équipe a enregistré des avancées, ses efforts montrent qu'il peut être difficile d'introduire un changement concerté au sein de la CPS et que le changement, quand il est décidé de façon centralisée, peut susciter un certain scepticisme.
- Dotée de moyens limités, l'équipe a rencontré des difficultés pour assurer toutes les communications nécessaires en interne, et ce, malgré la mise en place d'un plan de communication interne axé sur la sensibilisation.
- Bien que la plateforme de données soit toujours en cours d'élaboration, ce projet illustre bien la façon dont la CPS, lorsqu'elle adopte une approche interdivisions concertée, peut mettre à profit des fonds destinés à des projets spécifiques pour apporter une valeur ajoutée à la région, au-delà de la finalité originale des financements. Cela montre aussi que les services d'information de l'Organisation peuvent jouer un rôle renforcé à l'appui du travail des divisions dans la région et de la position de chef de file occupée par la CPS en matière de diffusion des données à l'échelle régionale.

Division/Programme : Direction opérations et gestion

Bailleur de fonds : Fonds interne pour l'innovation de la CPS

CHANGEMENT DE PRATIQUES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance de la CPS

Progrès accomplis en 2018

Élaboration, sur la base de preuves et de consultations, de programmes pluridisciplinaires pour faire face aux enjeux de développement régionaux

Élaboration de deux grands programmes intégrés transversaux – One Health et systèmes alimentaires pour la santé et la nutrition – et déploiement d'outils de conception de programmes intégrés dans le cadre d'ateliers à Suva et à Nouméa

Utilisation du fonds pour l'innovation de la CPS pour expérimenter l'intégration intradivision et illustrer comment fonctionne la programmation intégrée

Pour améliorer la collaboration interne, multiplication des réunions de consultation de la Division ressources terrestres et participation aux discussions de représentants des quatre piliers de la Division

Élaboration de la version bêta de la Plateforme de données océaniques en partenariat avec la Section TIC et les divisions de la CPS. La version bêta accueille le portail du CCPSM et le tableau de bord ODD, et favorise le recours à des données pluridisciplinaires pour piloter les approches du développement.
Acceptation, par la Division ressources terrestres, du rôle de pilotage des travaux du groupe de travail sur l'alimentation et la nutrition afin d'élaborer et de mettre en œuvre des approches stratégiques pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans la région
Discussions tenues entre la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division santé publique et la Division ressources terrestres sur les possibles domaines de collaboration et positions communes Examen des plans d'activité de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et du Département développement social, en vue de détecter les possibles secteurs de collaboration
Analyses et interventions axées sur les dimensions sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne) et les questions environnementales et économiques considérées comme des priorités et intégrées transversalement
8 projets relevant de 4 divisions et 1 programme intégré de la CPS ont fait appel à l'Équipe régionale pour renforcer en leur sein l'application systématique d'une démarche fondée sur les droits et centrée sur l'humain. Démarche fondée sur les droits de la personne incluse dans les documents conceptuels du projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord (RENI) et du programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP).
Diagnostic responsabilité sociale et environnementale entrepris dans 5 projets pilotes et actions connexes mises en œuvre (Division géosciences, énergie et services maritimes, Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement, Division santé publique, Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, Programme durabilité environnementale et changement climatique)
Considérations sociales et environnementales intégrées aux projets de politiques sur les achats et les voyages
Coopération étroite entre la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et le Département développement social en vue de l'amélioration de l'équité de genre et de l'inclusion sociale dans les réalisations relatives à la gestion durable des ressources naturelles. Parmi les initiatives menées, citons l'élaboration d'un manuel océanique pour l'équité de genre et l'inclusion sociale dans les domaines des pêches et de l'aquaculture (à paraître en mars 2019) et l'analyse genrée du secteur aquacole aux Fidji et au Samoa.
Compensation de 400 tonnes d'équivalent CO ₂ au cours de la durée de vie du projet RESCCUE, le premier projet neutre en carbone de la CPS, faisant la démonstration d'une approche qui pourra être reprise dans le cadre d'autres projets menés dans le Pacifique
Utilisation des statistiques à l'appui du montage et de la mise en œuvre des programmes
Conduite d'une mission conjointe de l'EQAP avec l'Institut de statistique de l'UNESCO pour une évaluation de la qualité des données dans 5 pays océaniques
Pour appuyer les travaux relatifs à la Plateforme de données océaniques et au Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale, réalisation d'un état des lieux et d'un examen des jeux de données sur les ODD et d'autres ensembles statistiques régionaux, y compris les indicateurs minima du développement national. L'accès aux données sera facilité par le site Web reconfiguré de la Division statistique pour le développement et la Plateforme de données océaniques
CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'évolution des opinions, motivations et intentions au sein de la CPS
Progrès accomplis en 2018
Poursuite de la transition écologique de la CPS (journée de l'environnement et engagement zéro plastique ; compensation de toutes les émissions pour la session du CRGA ; remise des trophées verts, etc.)
Introduction des considérations liées à la dimension de genre et à l'inclusion sociale dans la planification des programmes de la CPS et l'examen de son Plan stratégique
Appui apporté à 10 projets ou programmes en vue de l'intégration du genre et de la culture
Conduite d'évaluations de la dimension de genre ou de la culture dans 9 projets de la CPS
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves du renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation au sein de la CPS
Progrès accomplis en 2018
Portefeuille de projets de la CPS compilé à mi-année, incluant des informations sur le degré d'intégration de la dimension de genre, des droits de la personne et du changement climatique dans les projets de l'Organisation
Membres interrogés sur les progrès accomplis dans la mise en place de programmes pluridisciplinaires et d'une programmation répondant aux besoins des membres, ainsi que dans l'intégration de la dimension de genre et des approches fondées sur les droits de la personne. Diagnostic des lacunes.

CHAPITRE 10 D : RENFORCER LA PLANIFICATION, LA HIÉRARCHISATION DES PRIORITÉS, L'ÉVALUATION, L'AMÉLIORATION CONTINUE ET L'INNOVATION

L'efficacité de l'action que mène la CPS aux côtés de ses membres dépend de la mise en place de processus adaptés de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation et d'amélioration continue. L'évaluation à mi-parcours réalisée au cours de l'année a permis de porter un regard critique sur les progrès et la performance de l'Organisation et d'engager une réflexion sur les mesures correctives immédiates et à long terme à appliquer pour améliorer les modalités d'exécution et les effets obtenus. Sur la base des conclusions de l'évaluation, les participants à l'atelier annuel de la CPS sur l'amélioration continue et les résultats ont cerné les moyens à employer pour inscrire les enseignements de trois années de changement et d'amélioration dans la planification des activités à venir.

Les divisions et les programmes de la CPS ont continué d'investir dans l'amélioration de la planification et du SE-AC, y compris par le renforcement des capacités du personnel et l'expérimentation de nouveaux systèmes et méthodes de mesure des effets en matière de développement. En 2018 ont été réalisés cinq évaluations finales internes ou externes de programmes de la CPS, cinq évaluations à mi-parcours de programmes et trois analyses de situation ou diagnostics de référence pour les programmes de l'Organisation.

Par ailleurs, les États et Territoires insulaires océaniques font de plus en plus appel à la CPS pour renforcer leurs capacités en matière de SE-AC. L'Organisation devra recentrer son programme de suivi-évaluation et amélioration continue pour s'assurer qu'il demeure adapté à sa finalité.

Zoom sur les réalisations

Évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la CPS 2016–2020

CONTEXTE

En 2018, la CPS est arrivée à mi-parcours du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020, qui guide la planification des activités et la présentation des résultats de l'Organisation. Il est important que la CPS passe en revue les preuves de sa performance et recueille les avis des membres afin de s'assurer que son action demeure pertinente et efficace.

L'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) a choisi l'approche réaliste pour l'évaluation à mi-parcours, car elle fournit une base solide pour comprendre les mécanismes qui fonctionnent et pousse l'Organisation à réfléchir plus largement à la notion d'efficacité : dans quel contexte, pourquoi et pour qui l'action est jugée efficace.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

L'évaluation s'est divisée en deux volets :

- Une évaluation de la performance, qui s'est centrée sur les preuves des progrès accomplis au regard des neuf objectifs de développement et des cinq objectifs organisationnels énoncés dans le Plan stratégique, ainsi que sur les facteurs favorables et les obstacles au progrès, sur la base d'une revue de littérature et d'entretiens ciblés²⁶.
- Une enquête auprès des partenaires, à laquelle ont répondu 276 parties prenantes des pouvoirs publics des pays membres et d'autres acteurs nationaux et régionaux²⁷.

L'objectif était double : poser un diagnostic complet de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du travail de l'Organisation dans la région Pacifique, ainsi que de l'intégration des dimensions transversales du développement social, et définir les éventuelles mesures correctives à appliquer pour le reste de la période de référence du Plan stratégique.

²⁶ On trouvera un résumé de l'analyse de la performance à l'adresse : www.spc.int/resource-centre.

²⁷ Voir le résumé de l'enquête auprès des partenaires à l'adresse : <http://purl.org/spc/digilib/doc/ryhzc>

Réalisations substantielles rapportées pour la période 2016–2018 :

- Amélioration de la quantité, de la qualité et de l'accessibilité des données sous-tendant l'élaboration de politiques factuelles, y compris pour la gestion des ressources naturelles, la santé, l'éducation et l'égalité de genre
- Élaboration de lois, règlements, normes et politiques dans les pays océaniques
- Appui à la mise en application des lois, règlements, normes et politiques
- Amélioration de la sécurité et des réponses des pays océaniques en cas de catastrophe naturelle
- Renforcement des capacités des pays océaniques en matière de gestion des affaires internes

(Charles Darwin University, 2018)

RÉSULTATS ET IMPACT

L'enquête menée auprès des partenaires de la CPS a montré que ces derniers avaient une appréciation positive de l'alignement de la CPS sur les priorités et les besoins des pays, de l'alignement sur les objectifs stratégiques des pays et de l'adaptabilité à l'évolution des priorités et des besoins des pays.

PERTINENCE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE LA CPS

Dans le questionnaire de l'**enquête nationale**, les participants ont été priés de classer les neuf objectifs de développement de la CPS selon leur degré de pertinence au regard de leurs propres domaines d'action.

Pour les répondants de l'**enquête nationale**, les objectifs de développement ci-dessous sont les plus pertinents (classés n° 1) au regard de leur champ de travail.



Dans le **questionnaire régional**, les participants ont indiqué dans quels domaines d'action relevant des neuf objectifs de développement ils considéraient la CPS comme leur partenaire de choix. Après ce « premier choix », les répondants de l'enquête nationale placent fréquemment en deuxième ou troisième

Pour les répondants de l'**enquête nationale**, la CPS est un partenaire de choix pour les objectifs de développement suivants.



Pertinence des objectifs de développement de la CPS, telle que perçue par les répondants à l'enquête auprès des partenaires nationaux et régionaux

Ils estiment que des progrès modérés ont été accomplis au regard des objectifs de développement. Les différentes vues exprimées par les répondants révèlent que la CPS doit en faire davantage pour cibler ses communications et ses relations avec les partenaires, ainsi que pour intégrer la dimension de genre et les droits de la personne dans ses relations avec les acteurs nationaux.

Si l'évaluation de la performance n'a pas permis de quantifier les progrès accomplis au regard des objectifs de développement, un important volume d'activités a été mené dans ce domaine. L'évaluation traduit les progrès enregistrés dans les preuves collectées sur les résultats obtenus, mais souligne la nécessité d'améliorer la mesure de l'impact des actions conduites au sein des communautés visées.

Les deux rapports indiquent que, dans un contexte où les ressources s'amenuisent, il convient de hiérarchiser les actions selon deux ordres de priorité, à savoir par domaine thématique, mais aussi par stratégie et intervention. L'enquête auprès des partenaires a mis en évidence des lacunes dans la mise en œuvre des priorités des membres par le biais d'approches pluridisciplinaires, tandis que l'évaluation de la performance a montré qu'il subsistait des obstacles au décloisonnement des activités et à l'adoption de modalités de travail plus intégrées.

La CPS s'attache à prendre des mesures pour donner suite aux résultats de l'enquête ; quelques exemples sont présentés ci-dessous.

- Lors de l'atelier 2018 sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation, l'objectif organisationnel C (« Répondre aux priorités des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires ») a fait l'objet de discussions approfondies – il s'agit d'un domaine où des améliorations s'imposent d'après l'enquête auprès des partenaires.
- Les divisions sont occupées à analyser plus avant les données ressortant de l'enquête auprès des partenaires pour décrypter les retours d'information des groupes de parties prenantes avec lesquels elles travaillent, superposant les conclusions de l'enquête à d'autres preuves pour étayer leurs plans d'activité.
- Les évaluations de la performance réalisées pour les besoins du présent rapport ont été améliorées sur la base des recommandations de l'analyse de la performance.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le processus a permis une importante piqûre de rappel : la CPS bénéficie de précieux éclairages lorsqu'elle travaille en lien avec ses membres et partenaires.
- Il importe de prévoir une stratégie de mobilisation des parties prenantes dès la phase de conception de toute activité d'évaluation.
- Les constatations de l'évaluation :
 - influenceront la mise en œuvre du Plan stratégique, y compris par le biais des plans d'activité des divisions et de la révision de la politique PEARL prévue début 2019 ; et
 - guideront l'amélioration de la performance, la démonstration de l'impact et l'instauration de relations de travail plus efficaces avec les membres.
- L'évaluation à mi-parcours a aussi livré des conclusions sur les pistes stratégiques plus globales à envisager dans le cadre du prochain plan stratégique. En mettant le doigt sur ces questions à mi-parcours du Plan stratégique, la CPS se donne le temps d'engager des discussions en interne et de consulter les membres.



Zoom sur les réalisations

Renforcement des capacités nationales pour le suivi-évaluation des projets sur le climat



© Karim Iliya

Quand la catastrophe frappe

CONTEXTE

En 2016, dans le cadre du projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (projet ISACC) une évaluation institutionnelle régionale a été réalisée pour diagnostiquer les lacunes et les besoins des pays océaniques en matière de capacités et de dispositifs institutionnels, l'objectif étant de leur permettre d'accéder aux financements réservés aux mesures d'adaptation au changement climatique, de les gérer et de les mettre à profit.

Suite à cela, des évaluations nationales du financement des risques liés au changement climatique et aux catastrophes ont été effectuées aux Îles Salomon, à Palau, à Vanuatu et aux États fédérés de Micronésie. Il était prévu qu'une évaluation analogue soit menée à bien fin 2018 à Kiribati.

Ces évaluations de référence ont montré que les pays océaniques avaient d'importants besoins en matière de suivi-évaluation. Compte tenu de l'afflux massif de financements réservés à l'action climatique dans la région et des exigences de rapport complexes se rapportant aux dispositifs mondiaux, tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour les pays les moins avancés, les pays océaniques ont besoin de capacités et d'outils pour analyser, suivre et évaluer les emplois de fonds des programmes et projets, et établir les rapports connexes.

Dans les pays océaniques, le suivi-évaluation des projets se heurte au manque de compétences techniques, à des lacunes dans les données et aux contraintes financières, en particulier pour les évaluations d'impact.

Cette absence de capacités en suivi-évaluation empêche les pouvoirs publics et les bailleurs de toucher du doigt les approches probantes et efficaces de réduction de la vulnérabilité climatique et freine la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques d'adaptation. Il est essentiel de renforcer le suivi-évaluation appliqué aux systèmes de résilience climatique et les capacités associées pour étayer la prise de décisions éclairées, la hiérarchisation des priorités et l'affectation des ressources aux niveaux national et infranational.

PROCESSUS DE CHANGEMENT

Un cours sur le suivi-évaluation au service de la résilience a été mis au point par une conseillère en suivi-évaluation et amélioration continue de la CPS, en collaboration avec l'équipe du projet ISACC de l'USAID. Le cours a été organisé à titre pilote à Vanuatu en septembre 2018, avant d'être dispensé à Kiribati en octobre et aux États fédérés de Micronésie en novembre. La formation a été bien accueillie par les participants nationaux, qui ont réaffirmé la nécessité de renforcer les capacités en suivi-évaluation.

Ce cours, organisé sur cinq jours, permet aux acteurs travaillant au sein des pouvoirs publics et des ONG de se doter des compétences, des connaissances et des outils requis pour concevoir, suivre et évaluer des programmes, projets et politiques sur le changement climatique.

Aux États fédérés de Micronésie, la formation a rassemblé 22 participants, dont des représentants de l'administration fédérale, des administrations étatiques (Yap, Chuuk, Kosrae et Pohnpei) et des ONG, y compris des associations de Pohnpei et Kosrae. La plupart des participants travaillent actuellement dans le secteur du changement climatique, de l'environnement ou de la gestion des catastrophes. Malheureusement, face à une demande trop élevée pour un nombre de places limité, les professionnels d'autres secteurs publics (dont la santé et l'agriculture) n'ont pu assister à la formation.

RÉSULTATS ET IMPACT

La plupart des participants ont indiqué qu'ils suivaient là leur première formation entièrement consacrée au suivi-évaluation, même si beaucoup s'étaient déjà familiarisés avec certains concepts dans le cadre de leur travail. Les retours en fin de formation étaient positifs, traduisant la forte participation au cours des cinq journées de cours.

« Expérience pratique appliquée grâce à des projets en groupe intéressants. J'ai appris bien plus en mettant en pratique les connaissances que lors des cours magistraux. Intervenants très engagés et motivés, faisant preuve de patience. » – Observations de participants à la formation

De brefs entretiens ont été menés auprès de quelques participants, afin de discuter des principaux apprentissages qu'ils tiraient du cours et de la façon dont ils pourraient les mettre en pratique dans leur vie professionnelle.



« Cette formation est très importante ; elle décrit les principes élémentaires qui guident la mise en place d'un projet où l'on peut rassembler des propositions et énoncer ses besoins. Elle me sera extrêmement utile dans mon travail. » – Ismael H. Mikel, Directeur de l'Agence pour la protection de l'environnement de Chuuk

Division/Programme : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : États-Unis d'Amérique

CHANGEMENT DE PRATIQUES – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance de la CPS

Progrès accomplis en 2018

Renforcement des capacités en matière de suivi, évaluation et amélioration continue dans toute la CPS

Ajout de 5 nouveaux postes de SE-AC aux effectifs des divisions : Équipe régionale RRRT (recrutement d'une chef d'équipe pour le suivi, l'évaluation et la gestion des connaissances), Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (recrutement d'un chargé du SE-AC) et Division ressources terrestres (recrutement d'une conseillère en SE-AC et d'une spécialiste de l'information, de la communication et de la gestion des connaissances)

Appui technique apporté à l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, au Département développement social, à la Division statistique pour le développement, à la Direction opérations et gestion et à la Division géosciences, énergie et services maritimes concernant les méthodes et outils de collecte de données, le montage des projets et l'analyse des retours d'expérience, ce qui a abouti au financement d'une proposition de projet (expérimentation par la Division statistique pour le développement d'une méthode d'enquête sur le budget et la consommation des ménages (BCM) aux Îles Marshall) et à la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des usagers de l'intranet (Direction opérations et gestion)

Réalisation et diffusion du *Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique*, démonstration de l'utilisation de processus et outils améliorés de SE-AC et renforcement des apprentissages et de l'adaptation

Amélioration de la planification et de la conception des projets
Mise en place par l'EQAP d'une méthodologie pour le dépôt des demandes des pays, afin d'appuyer les processus de planification et les relations avec les membres
Définition, en février 2018, de 49 actions clés à entreprendre en 2018–2019 en réponse aux recommandations de l'évaluation de la performance d'ensemble de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, réalisée en 2017. Dès décembre 2018, 18 actions étaient pleinement mises en œuvre, 26 étaient en cours et il restait 5 actions à engager. Les actions définies mettent l'accent sur le renforcement du cœur de métier, du leadership et de la gouvernance, la collaboration, la communication et le perfectionnement du personnel au sein de la Division.
Élaboration de la théorie du changement de la Division ressources terrestres pour inclusion dans son plan d'activité, ainsi que pour les différents piliers du plan et ses programmes phares, dont le CePaCT. Dans le cadre de réunions pluripartites, promotion du dialogue entre les agents de la Division ressources terrestres et les représentants des pouvoirs publics, les bailleurs internationaux, les organisations partenaires et le secteur privé. Utilisation des produits pour mobiliser efficacement des ressources.
Multiplication des exercices de réflexion à mi-année et en fin d'année
Organisation de réunions de réflexion en fin d'année par 10 des 11 (91 %) divisions et programmes. Sur ces 10 réunions, 9 (90 %) ont été animées par les divisions elles-mêmes, avec un minimum de soutien de l'équipe SPAC, ce qui démontre la capacité accrue du personnel à préparer et animer des réunions de planification et de réflexion. Organisation de réunions de réflexion à mi-année par 8 des 11 divisions.
Mobilisation de capacités renforcées pour apporter un appui en matière de planification, suivi-évaluation et amélioration continue (PSE-AC) aux membres et aux partenaires
Appui technique fourni pour la première fois par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins au niveau national pour renforcer la PSE-AC des politiques et plans nationaux du secteur des pêches (Vanuatu)
Appui en PSE-AC, conseils techniques et capacités apportés par l'équipe SPAC au profit de partenaires régionaux (Secrétariat général du FIP) et d'initiatives (Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique). Soutien technique prêté par d'autres divisions aux membres, notamment la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (assistance technique au Service des pêches de Vanuatu) et la Division géosciences, énergie et services maritimes (SE-AC pour la formation à l'adaptation au changement climatique).
CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'évolution des opinions, motivations et intentions au sein de la CPS
Progrès accomplis en 2018
Fort taux de mobilisation du personnel à l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation – 69 % des répondants à l'enquête menée en fin d'atelier se sont déclarés fortement ou très fortement impliqués
Intégration de la politique PEARL dans l'ensemble des divisions et programmes, débouchant sur des améliorations des systèmes pour une présentation des résultats fondée sur des preuves et une amélioration du cycle d'apprentissage et d'adaptation
Élaboration de fiches de résultats par objectif de développement pour la présentation des résultats de l'Organisation à mi-année, ce qui a permis de renforcer les relations nouées par la haute direction et sa capacité d'analyse
Établissement de 5 propositions sur l'année dans le cadre d'efforts concertés, traduisant l'application d'approches de programmation intégrée au sein de la Division géosciences, énergie et services maritimes, chaque proposition étant assortie de résultats et indicateurs précis
Achèvement de 5 évaluations finales de programmes, de 5 évaluations à mi-parcours de programmes et de 3 analyses de situation ou diagnostics de référence pour des programmes
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves du renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation
Progrès accomplis en 2018
Élaboration d'un module de niveau universitaire supérieur en suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes en partenariat avec l'USP ; 15 fonctionnaires formés
PRODUITS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE
Progrès accomplis en 2018
Amélioration de la boîte à outils de PSE-AC, enrichie de 6 nouvelles notes d'orientation (<i>What is evidence?</i> [qu'est-ce que la preuve ?], théorie du changement, note d'orientation sur les plans d'activité, guide d'entretien pour le recueil des récits de réalisation, orientations PEARL relatives à la réflexion au sein des divisions et orientations PEARL pour l'amélioration continue et la présentation des résultats à l'échelle de la CPS), pour favoriser la cohérence des approches

CHAPITRE 10 E : OPTIMISER LES CAPACITÉS DES PERSONNES, DES SYSTÈMES ET DES PROCESSUS

La consolidation continue des systèmes internes de la CPS, qui vise à faire émerger un modèle d'activité uniformisé à l'échelle de l'Organisation, a porté ses premiers fruits en 2018 : le nouveau système d'information de gestion financière sera bientôt déployé et les nouveaux systèmes RH pour la gestion des congés et la performance et le développement sont en place. Une enquête sur l'engagement du personnel a été lancée pour mieux comprendre les attentes des agents, leurs perceptions et leurs priorités. Une étude de référence sur le recrutement des femmes et des ressortissants des États et Territoires insulaires océaniques a été conçue pour permettre à la CPS de contrôler l'évolution de sa performance dans ce domaine. Des politiques RH ont été élaborées et mises à jour en concertation avec le personnel.

Par ailleurs, le nouveau portail intranet a été mis en ligne en 2018 et un nouveau système de visioconférence a été installé. Ces ressources ont amélioré la communication entre le siège à Nouméa et les antennes régionales de Suva, Pohnpei et Vanuatu, favorisant l'avènement d'une culture d'unité (« Une seule CPS ») et la réduction des frais de déplacement.

Les formations à la gestion de projet dispensées dans l'ensemble des divisions, programmes et services internes de la CPS contribuent à constituer un groupe de gestionnaires de projet agiles, et elles influent de manière positive sur les taux d'exécution des projets.

Zoom sur les réalisations

La CPS adopte sa première Politique de responsabilité sociale et environnementale



Le projet sur la sécurité de la navigation dans le Pacifique est l'un des cinq projets de la CPS où la nouvelle politique et les nouvelles procédures RSE ont été appliquées à titre pilote.

La CPS a adopté sa toute première Politique de responsabilité sociale et environnementale le 3 avril 2018. Celle-ci vise à gérer, de façon éthique et durable, les risques et impacts sociaux et environnementaux de l'ensemble des activités de la CPS, selon trois axes : les agents, les opérations et les programmes.

La Politique vise à favoriser l'épanouissement du personnel et des autres acteurs participant aux activités de la CPS, dans un contexte où l'Organisation promeut la diversité et l'inclusion, garantit l'égalité des droits et assure à chacun un cadre de travail sûr, sain et dynamique. Elle s'applique également aux opérations, puisque la CPS s'engage à protéger l'environnement en portant ses efforts sur la neutralité carbone et l'objectif « zéro déchet ». Enfin, la Politique encourage la CPS à accompagner les programmes et projets dans la mise en œuvre d'activités porteuses d'un maximum de retombées sociales, tout en prenant des mesures pour éviter, réduire et gérer leurs répercussions sur le plan social et environnemental.

En amont de l'adoption de la Politique, de vastes consultations ont été menées auprès du personnel au sujet du concept de responsabilité sociale et environnementale et des processus requis pour assurer la viabilité de la CPS. Une grande consultation a également été lancée à l'échelle de la CPS afin de connaître les perceptions des agents et les éléments qu'ils jugeaient indispensables à une politique RSE. Ce processus a été dirigé par la Coordinatrice pour la durabilité environnementale de la CPS, en partenariat avec un juriste en droit de l'environnement. Les consultations ont permis d'étayer la conception de la Politique, qui non seulement répond aux besoins du personnel, mais est aussi conforme aux normes de performance PS1 à 8 de l'IFC²⁸, comme l'exige le Fonds vert pour le climat dans ses procédures d'accréditation.

Depuis son adoption, la Politique a été appliquée dans cinq projets de la CPS – dès la phase de conception pour trois d'entre eux et pendant la phase de mise en œuvre pour les deux autres. La CPS a ainsi pu obtenir des premiers retours sur l'exécution de la Politique et la façon dont elle peut être concrètement appliquée dans ses projets. Les gestionnaires de projet ont souligné l'importance du processus RSE, en ce qu'il garantit que la CPS prend des mesures concrètes pour honorer sa responsabilité sociale et environnementale. Ils ont indiqué que le processus était utile, sans pour autant rajouter une charge de travail trop importante. La CPS doit à présent prendre des dispositions pour qu'un diagnostic RSE soit appliqué à un maximum de projets et programmes.

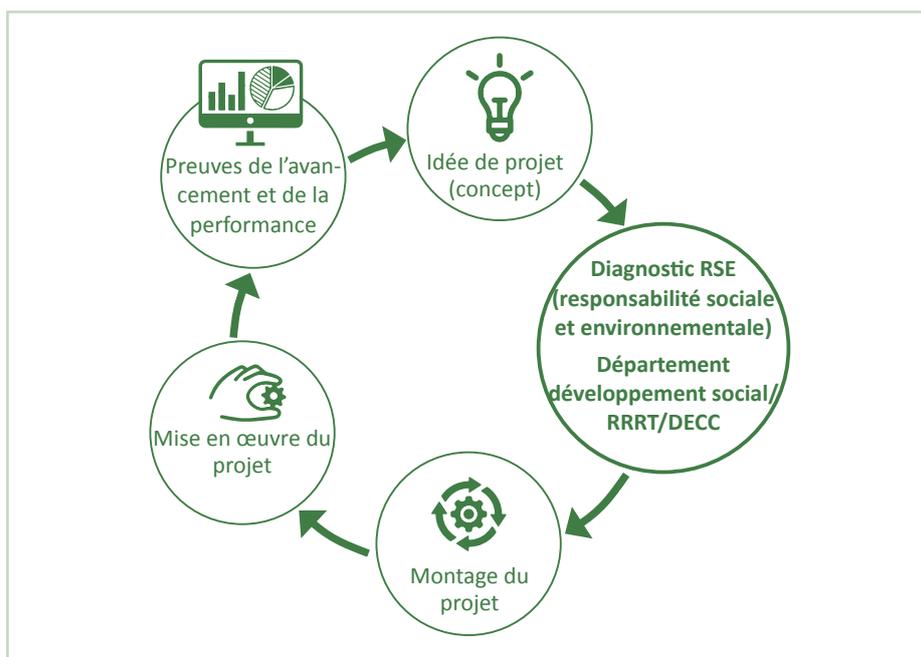
²⁸ Normes de performance de la Société financière internationale (IFC)

« En ce qui me concerne, j'ai apprécié la possibilité de compenser mes vols, une mesure pratique et évidente de responsabilité environnementale. J'aimerais que la CPS propose plus d'actions «green» très pratiques de ce genre.

– Francesca Pradelli, Chargée des politiques et des affaires juridiques, CPS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique, une enquête a été lancée en octobre 2018 afin d'évaluer les facteurs perçus par les gestionnaires comme des leviers d'efficacité des projets. À ce jour, les entretiens menés auprès de cinq responsables de projet expérimentés donnent à penser que le processus décisionnel et la participation des parties prenantes sont deux éléments clés de la réussite d'un projet. Outil conçu pour garantir la consultation des parties prenantes et leur implication dès la phase de conception des projets, le diagnostic RSE semble donc apporter une réponse pertinente pour améliorer la performance des projets.

Des mesures ont été prises pour constituer un groupe de référence RSE, composé d'agents des équipes transversales de la CPS – l'Équipe d'éducation en matière de droits de la personne (RRRT), le Département développement social et le Programme durabilité environnementale et changement climatique (DECC). Le groupe échange des connaissances sur la RSE, renforce les capacités et coopère pour la prise en compte des garanties sociales et environnementales dans toutes les activités de la CPS.



La Politique est arrivée à point nommé, puisque l'évaluation de la procédure de programmation de la CPS permet d'inscrire le diagnostic RSE au sein même du processus d'instruction des projets.

Division/Programme : Programme durabilité environnementale et changement climatique

Bailleur de fonds : États-Unis d'Amérique

Zoom sur les réalisations

Mise en œuvre de projets à l'échelle de l'Organisation

Les trois principales équipes de la Direction opérations et gestion (finances, ressources humaines et services d'information) ont démarré de multiples projets devant être clôturés en 2018. Parmi ces projets, citons :



la mise en place d'un nouvel intranet. La CPS comptait quatre systèmes intranet contenant des informations obsolètes et peu pertinentes. La création d'un point d'accès officiel unique, permettant au personnel de suivre l'actualité de l'Organisation et de se tenir informé de la gouvernance, des politiques, procédures et activités de la CPS, est une étape importante dans l'amélioration de la communication interne.



l'installation d'un système de visioconférence. Les voyages constituent le principal poste de dépenses de la CPS. L'établissement d'un système fiable de visioconférence est de nature à améliorer les possibilités de réunion en interne et à faire sensiblement baisser les frais de déplacement.



l'installation d'un nouveau système d'information de gestion financière (FMIS). Après l'introduction d'une monnaie unique et de la philosophie « Une seule CPS » en 2017, l'Organisation disposait des éléments charnières pour mettre en place un nouveau système d'information de gestion financière susceptible d'apporter des éclairages financiers centrés sur chaque programme ou projet.



l'élaboration de deux nouveaux systèmes électroniques : le système performance et développement et le système de gestion des congés. Nombre des processus RH de la CPS étaient soit manuels, soit tributaires de systèmes chronophages peu fiables. Les nouveaux systèmes RH permettront d'automatiser et de rationaliser de nombreuses fonctions courantes.



l'actualisation du Règlement du personnel et des politiques connexes. Il était nécessaire de moderniser le cadre régissant les relations de travail à la CPS ; ainsi, une somme considérable de temps a été investie dans la révision et la mise à jour du Règlement du personnel et des politiques connexes.

RÉSULTATS ET IMPACT

Ces projets devaient se doubler d'une gestion active du changement, et ce, afin que la Direction opérations et gestion puisse rallier toute la CPS aux initiatives engagées. Comme l'ont montré les enseignements tirés des précédentes réunions de réflexion, il convenait d'améliorer les pratiques de gestion de projet, de mieux comprendre les besoins des clients et d'associer ces derniers à la phase de conception. Il était en outre important de mieux coordonner les forces vives de la Direction, d'améliorer la communication autour du changement et d'élaborer des méthodes de mesure des résultats.

Sur la base de ces enseignements, la Direction a opté pour un cadre formel de gestion de projet pour chacun de ses grands chantiers. Un comité de projet a ainsi été créé pour chacun d'entre eux, et une structure de gouvernance claire a été mise en place, éclairée par les contributions de représentants de toutes disciplines.

Différentes méthodes de communication interne ont été mises à l'essai pour chaque projet, les équipes apprenant des expériences tirées d'autres projets. Par exemple, pour la première fois, des vidéos ont été insérées dans les courriels adressés au personnel pour les informer du lancement du nouvel intranet et de ses fonctionnalités. L'intranet est lui-même un espace ouvert à des modes de communication novateurs, et des articles permettent aux agents de prendre connaissance de l'actualité des projets transversaux. Les usagers y trouvent aussi un dispositif en ligne pour faire remonter leurs observations. D'autres formes de communication ont été testées avec plus ou moins de succès, y compris les séances d'information à l'attention de l'ensemble du personnel, les permanences et les ateliers sur le contenu créatif.



Chaque projet a connu son propre degré de réussite, tant en termes d'exécution que de gestion du changement. Par exemple, l'intranet s'est révélé un précieux outil de communication interne : plus de 200 récits ont été publiés en 2018, près de 500 utilisateurs actifs par semaine ont été enregistrés et le site suscite un niveau élevé de confiance. Le système de visioconférence a permis de réduire les frais de déplacement et encouragé le recours à des modalités novatrices d'animation à distance d'ateliers.

Le nouvel intranet offre un point d'accès officiel unique, permettant au personnel de suivre l'actualité de l'Organisation et de se tenir informé de la gouvernance, des politiques et des procédures.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Le principal enseignement tiré par la Direction opérations et gestion se rapporte à la façon de gérer le changement des pratiques à travers la CPS. Ce processus a contribué à mettre en évidence les lacunes à combler et de nouvelles pistes d'amélioration.
- Une bonne gestion du changement demande beaucoup de temps et des compétences particulières. On ne saurait sous-estimer l'importance des consultations bien en amont, même si, parfois, la communication interne, aussi intense soit-elle, sera toujours perçue comme insuffisante.
- Alors que la Direction élabore son nouveau plan d'activité pour 2019 et au-delà, elle choisit de mettre encore plus l'accent sur la gestion du changement, l'intégration des normes de gestion de projet et la poursuite de l'amélioration de la communication interne.

Division/Programme : Direction opérations et gestion

Bailleurs de fonds : Australie et Nouvelle-Zélande s'agissant du FMIS

CHANGEMENT DE PRATIQUES – Preuves que les connaissances, les compétences et les capacités acquises permettent l'amélioration de la performance de la CPS

Progrès accomplis en 2018
Amélioration de la stabilité financière et de l'efficacité des services
Amélioration de l'exécution financière des projets, le taux d'utilisation des budgets s'élevant à 91 % (contre 73,4 % en 2017)
Mise en œuvre de la politique de recouvrement intégral des coûts pour les TIC (100 %) et les installations. Introduction de nouveaux modèles de recouvrement des coûts pour les services linguistiques et la commercialisation des services de la CPS (services d'interprétation et de conférence).
Cible de recouvrement des coûts des services de traduction et interprétation dépassée
Cible transitoire de recouvrement des coûts des services de publication dépassée
Les redevances de gestion de projet ont représenté 9,35 % des budgets des projets (contre 5,25 % en 2015). Cette hausse contribue à la stabilité financière de la CPS et conforte sa capacité à mener des interventions au service des pays membres.
Les directeurs ont examiné un modèle révisé d'allocation des fonds ordinaires, amélioré le recouvrement des coûts et l'emploi des ressources mutualisées, et exécuté un projet pilote de redistribution des ressources ordinaires par le biais du fonds interne pour l'innovation.
Établissement des états financiers annuels trois mois plus tôt qu'en 2015
Distribution tous les mois de rapports sur les résultats financiers, comprenant des informations détaillées sur la situation financière de la CPS
Meilleure utilisation des espaces à disposition
Regroupement et réaménagement du campus de la CPS à Suva, réduisant le nombre de sites de 7 à 5 ; optimisation des espaces de bureau au siège
Amélioration du taux d'occupation du parc immobilier à Nouméa (93,4 %)
Engagement et accompagnement du personnel
Mise à l'essai d'un modèle de plan de relève par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins de concert avec les Ressources humaines, dans le but d'expérimenter des outils de planification des effectifs et de combler les déficits de compétences et les écarts entre les genres. Un plan de relève a été formulé pour les postes de directeur adjoint de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, afin de donner suite aux recommandations de l'évaluation de la performance de la Division axées sur la pérennisation des compétences et des connaissances institutionnelles. Le plan a favorisé une transition réussie au poste de directeur adjoint (Programme pêche côtière) en 2018.
Gestion efficace des questions relatives aux RH et aux systèmes lors de la restructuration de la Division géosciences, énergie et services maritimes et de la Division ressources terrestres. La retraite de la Division ressources terrestres a permis de recueillir les points de vue du personnel sur la nouvelle logique d'activité et la nouvelle structure de la Division. D'autres séminaires ont eu lieu, dont le Forum sur les semences tenu en juin 2018.
En 2018, révision et approbation par le personnel, les Ressources humaines et la haute direction de tous les descriptifs de fonctions de la Division statistique pour le développement. Les descriptifs sont en cohérence avec le nouveau plan d'activité de la Division.
Efficacité accrue des procédures de recrutement, le délai de recrutement moyen (de la demande de recrutement jusqu'à l'offre) ayant été réduit de 11 jours, passant à 82 jours. Plus de 6 600 candidatures ont été reçues, 550 entretiens ont été menés et des agents ont été affectés dans 10 pays.
Transition numérique et systèmes informatiques au service de l'efficacité du personnel
Des gains d'efficacité ont été opérés grâce à l'élaboration et à la mise en place du : <ul style="list-style-type: none"> - système électronique performance et développement - système amélioré de gestion financière - système amélioré de gestion des congés - système de gestion de la paie.
Systèmes TIC plus fiables mis à la disposition des agents grâce à un réseau plus stable et à un accroissement de la bande passante

Amélioration de la collaboration et de la gestion transversales
Constitution d'équipes projet officielles pour des projets transversaux clés, y compris l'intranet, le système de gestion financière, les systèmes de gestion des congés et de performance et développement, ainsi que la Plateforme de données océaniques
Amélioration de l'accès de tous les agents à des informations fiables grâce au nouvel intranet, où la Direction opérations et gestion publie régulièrement des informations actualisées et met à jour ses propres formulaires et modèles
CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves de l'évolution des opinions, motivations et intentions au sein de la CPS
Progrès accomplis en 2018
Esprit d'équipe renforcé parmi les responsables de la Direction opérations et gestion, d'après les observations formulées lors de la réunion de réflexion de la Direction opération et gestion
Utilisation des preuves et des enseignements tirés de la PSE-AC pour étayer l'élaboration des systèmes, processus et initiatives internes, y compris le système d'information de gestion financière, les programmes-pays, le fonds d'amorçage, le fonds pour l'innovation, l'approche « One Health », le CCPSM et l'harmonisation avec les ODD
Direction de la CPS attachée à préserver la cohésion de son équipe Stratégie, performance et amélioration continue grâce à des recrutements à court et long termes, afin d'assurer la réalisation des objectifs de l'équipe en pleine période de changement et de rotation du personnel
ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE – Preuves du renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation
Progrès accomplis en 2018
Comprendre les forces vives
Mise en place d'une étude de référence sur le recrutement des femmes et des Océaniens, afin d'améliorer la représentation de ces groupes au sein des effectifs de l'Organisation
Obtention de données initiales concernant l'engagement des agents grâce à l'enquête sur l'engagement du personnel (novembre 2018), qui a permis de définir les priorités en matière de communication interne, de collaboration, d'amélioration continue et de perfectionnement
Pistes à creuser et à suivre mises en lumière par l'examen du régime de rémunération global de la CPS, couplé aux conclusions de l'enquête sur l'engagement du personnel
Formation et renforcement des capacités
Amélioration des compétences en encadrement au sein de la CPS à l'issue de la formation en encadrement
Meilleure connaissance des pratiques de gestion de projet à travers la CPS (plus de 50 agents sont à présent gestionnaires de projet agréés) et meilleure connaissance des logiciels de bureautique (40 agents formés)
Investissement par l'équipe SPAC dans la formation et le perfectionnement des acteurs du SE-AC à travers toute la CPS, par le biais d'actions d'apprentissage entre pairs et de formations externes, sur la base des besoins en formation recensés dans le cadre de l'évaluation des besoins de PSE-AC et de l'atelier MELnet de 2017
Données et informations à l'appui de la prise de décision
Élaboration pour la première fois d'un recueil de dispositions sur la gouvernance, offrant un accès direct aux documents régissant la gouvernance de la CPS et facilitant la compréhension de ces derniers
Établissement de rapports mensuels sur les résultats financiers et communication de ceux-ci à la haute direction. Ces rapports comprennent des informations émanant de tous les secteurs de la Direction opérations et gestion, pertinentes au regard de la santé globale de la CPS.
Approche expérientielle de l'apprentissage
Achèvement de la phase pilote du plan-cadre annuel d'achats. Application en 2019 des enseignements tirés de la phase pilote, y compris pour ce qui concerne l'établissement de plans trimestriels permettant de répondre aux besoins émergents.
Lancement de la phase pilote de projets institutionnels comprenant un important volet gestion de données (CCPSM et Plateforme de données océaniques)
Mise en évidence d'anomalies dans la mise en œuvre de la Politique relative aux achats et de besoins en formation grâce aux contrôles de conformité des achats approuvés à l'échelon des divisions
PRODUITS. INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE
Progrès accomplis en 2018
Achèvement de 11 audits en 2018, dont 6 pour l'UE et 5 audits externes de projets précis ; 3 audits achevés sans renvoi de questions à la direction
Réduction sensible des dépenses inéligibles auprès de l'UE de 6,5 millions d'euros à 1,3 million d'euros (ce qui comprend 750 000 euros pour la FFA), après justification complète de tous les montants et adoption de mesures internes visant à limiter toutes dépenses inéligibles à l'avenir
Traitement des achats des projets du 11 ^e FED pour un montant total de 34,5 millions d'euros
Mise à jour du registre des risques et examen de ce dernier par le Comité d'audit et des risques. Utilisation du registre pour définir et cibler les audits internes pour 2018.
Nouvel élan impulsé aux Prix du Directeur général en 2018 : plus de 60 candidatures ont été reçues dans les 5 catégories
Amélioration de la satisfaction client à l'égard des services informatiques, d'après les conclusions de l'enquête de satisfaction client
Niveaux de référence établis pour les délais de prestation des services de traduction et interprétation et la satisfaction client
Amélioration de la qualité des publications de la CPS et parution de plus de 80 ouvrages (dont 4 en français) pleinement conformes aux normes d'édition (avec diffusion par le biais de la bibliothèque numérique)
Intégration des exigences de PSE-AC et de renvois au Plan stratégique dans les mises à jour du système financier
Amélioration du processus de performance et développement : taux de participation de 100 % au système en ligne et évaluations plus solides du personnel d'encadrement
Amélioration de l'exécution financière des projets, le taux d'utilisation des budgets s'élevant à 91 % (contre 73,4 % en 2017)

Tirer les enseignements de nos résultats

La théorie du changement de la CPS a été révisée à la mi-2018, dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours. À ce titre, neuf mécanismes de réalisation des résultats, ou modes opératoires, ont été définis. On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé de quelques-uns des enseignements présentés dans le rapport, vus à travers le prisme de ces neuf mécanismes.

1. Capital de connaissances : les données ou preuves générées par la CPS ont été prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes.

Dans leur prise de décision, les pays membres doivent composer avec des considérations complexes qui dépassent les conseils et l'appui techniques fournis par la CPS. L'Organisation peut mieux accompagner les pays membres en s'attachant à faire le lien entre sa mission de conseil scientifique et la prise de décision des pays, par exemple en affinant le calendrier et le format de sa mission de conseil et en proposant des orientations et outils pratiques pour l'application des conseils fournis, notamment lorsqu'elle aide les membres à se préparer aux effets potentiels du changement climatique sur les pêcheries thonières.

2. Utilité perçue : grâce à l'adoption de démarches collaboratives et participatives, les produits générés sont plus pertinents au regard des besoins locaux.

Les systèmes et modes opératoires formalisés peuvent être un frein à la collaboration, entraînant parfois un cloisonnement des activités au niveau régional, national, institutionnel, ou encore à l'échelle des équipes ou des individus. Ils peuvent empêcher l'action de l'Organisation de toucher les personnes à même de l'emmener plus loin. Dans le travail mené aux côtés des Îles Marshall, des approches plus collaboratives ont permis de faire tomber ces cloisons. Avec l'appui de la CPS, les Îles Marshall sont parvenues à progresser dans l'intégration de la dimension de genre et dans la maîtrise des analyses genrées, en associant au processus des relais de différents ministères, ainsi que d'autres parties prenantes clés et des statisticiens. Cette approche inclusive a permis de développer une appréciation globale des usages des statistiques sexospécifiques et de la perception des données par les différentes parties prenantes.

3. Capital humain : renforcement de l'expertise et de l'efficacité et mise en pratique des compétences.

Le renforcement des capacités constitue un volet charnière du travail mené par l'ensemble des divisions et programmes de la CPS aux côtés des pays membres. Les répondants de l'enquête auprès des partenaires nationaux ont estimé que la CPS pouvait gagner en efficacité en mettant l'accent sur le renforcement durable des capacités, afin que le personnel national dispose des capacités et de l'autonomie nécessaires pour intervenir sans l'aide de la CPS à l'avenir.

4. Capital social : des démarches collaboratives et participatives ont permis de nouer des liens de confiance et d'établir un socle commun de normes et de valeurs, contribuant à l'efficacité des actions menées.

Les conclusions de l'enquête auprès des partenaires ont révélé que la CPS pouvait en faire davantage au niveau institutionnel pour bâtir une culture d'unité à l'échelle de l'Organisation et renforcer la collaboration et la communication entre les divisions et les programmes. Ces conclusions ont trouvé écho dans le ressenti exprimé par le personnel lors de l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation, dont il est ressorti que les partenariats internes étaient essentiels à la réussite des partenariats externes. De même, l'atelier a mis en évidence que la collaboration et les partenariats étaient des valeurs importantes qui doivent orienter le travail pluridisciplinaire engagé pour répondre aux objectifs de développement des pays membres.

5. Effet d'entraînement : les échanges et les stages permettent d'observer et de comprendre les systèmes et les processus présentés, ainsi que de bâtir la confiance dans ces derniers.

L'effet d'entraînement se produit quand les personnes perçoivent les avantages associés à une modalité de travail particulière et les appliquent dans leur propre contexte. Dans le cadre qui est celui de la CPS, il peut s'agir de mettre en avant les résultats positifs obtenus dans un ou plusieurs pays océaniques, ce qui peut, par effet catalyseur, déclencher des actions dans d'autres pays de la région. Par exemple, en pilotant un programme national de distribution de sacs de survie, en partageant son modèle avec d'autres pays océaniques et en plaidant pour la généralisation de cet outil dans la région, Tuvalu illustre la façon dont s'opère l'effet d'entraînement.

6. Apprentissage par les pairs : favoriser l'apprentissage mutuel et la coopération entre les États et Territoires insulaires océaniques.

Comme l'effet d'entraînement, l'apprentissage par les pairs est un élément pivot du programme de renforcement des capacités de la CPS. Cette dernière est consciente que, dans l'Organisation comme dans les pays membres, les compétences techniques spécialisées sont disponibles en quantités finies en Océanie et qu'il faut mettre à profit les capacités là où elles existent. Pour favoriser l'apprentissage par les pairs, la CPS emploie notamment les mécanismes de coopération entre pairs. En 2018, les modalités de collaboration entre pairs ont été utilisées pour appuyer le recensement de la population à Kiribati. Le service statistique national de Tuvalu a aidé à l'animation de formations et appuyé sur le plan technique la mise en œuvre de la collecte de données sur tablette, la première du genre à Kiribati.

7. Intégration : plusieurs types de savoirs et de ressources ont été intégrés pour traiter des problèmes complexes.

La CPS reconnaît qu'il convient de mobiliser différents types de savoirs et de ressources pour s'emparer des grands enjeux touchant la région, y compris le changement climatique et les MNT. C'est ce qui transparaît dans le Plan stratégique. Depuis quelques années, la CPS migre vers de nouvelles modalités de travail pour s'adapter à la redistribution des cartes dans la région. Plusieurs divisions et programmes, dont la Division ressources terrestres et la Division géosciences, énergie et services maritimes, ont été restructurés, ce qui a influé sur la façon dont l'Organisation a mené son travail en 2018. Si ce processus de rupture a entraîné des perturbations, le personnel admet aussi qu'il a permis l'adoption d'approches plus stratégiques et intégrées.

8. Conception constructive de processus : la compréhension qu'a la CPS des acteurs, des institutions et des contextes lui a permis d'animer efficacement les processus de groupe.

Beaucoup a été dit sur la contribution unique de la CPS dans la région, laquelle s'ancre dans la connaissance qu'a le personnel des différents acteurs, institutions et contextes en présence dans les secteurs dans lesquels elle intervient. En 2018, l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a reconfiguré son programme de renforcement des capacités sur la base des enseignements tirés au fil du temps et de l'évolution des besoins.

9. Systèmes de retour d'information : les outils et processus de suivi et d'évaluation ont contribué à l'obtention de retours d'information utiles et à l'amélioration de la performance.

Ces cinq dernières années, la CPS s'est employée à mettre en place une culture de la preuve, en s'obligeant à sortir de sa zone de confort et à accroître ses capacités pour un suivi-évaluation efficace de son travail. Non seulement des processus de réflexion sont en cours au sein des divisions et programmes au titre de la politique PEARL, mais la CPS voit également émerger une demande en outils et processus de suivi-évaluation pour l'appréciation et l'amélioration de la performance des projets externes et internes.

PERSPECTIVES POUR 2019



Les conclusions de l'évaluation à mi-parcours guideront l'adoption des mesures correctives nécessaires pour préserver la pertinence, l'efficacité et l'efficience du travail de la CPS. En réponse aux observations des pays membres, l'Organisation dessine une feuille de route pour la planification et la définition de stratégies pour 2021 et au-delà. Elle se prépare également à désigner son nouveau Directeur général, dont le leadership déterminera la contribution de la CPS au Pacifique bleu et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pendant cette période de transition et de changement, la CPS restera centrée sur ses domaines prioritaires. Elle continuera de faire preuve de créativité pour trouver des modalités de travail propres à répondre aux besoins des membres et de s'adapter aux buts qu'elle vise, ainsi qu'aux contextes dans lesquels elle travaille. Les récentes améliorations apportées aux systèmes et aux processus ont renforcé la CPS. Maintenant qu'elle dispose d'une plateforme intégrée et d'un personnel très expérimenté, la CPS est prête à passer à l'étape supérieure sur le plan de la maturité organisationnelle, en travaillant en partenariat pour appuyer la concrétisation des objectifs et des aspirations au développement durable des pays membres.

INDEX

24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24) 101

A

Accord de Paris 5
accord sur les ressources minérales des grands fonds marins 23
ACIAR (Centre australien pour la recherche agricole internationale) 104
activités économiques 37
agendas des marées 23
agents 5–6, 125–126 *voir également* personnes, systèmes et processus
agriculture *voir également* aquaculture ; Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique ; Division ressources terrestre ; foresterie ; sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments durable et adaptable 16, 38–39, 53 partenariats 103–104 post-catastrophe 56–57
Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) 77–78
Améliorer la qualité de l'éducation 90–96 *voir également* éducation
Améliorer le développement social 63–71 *voir également* développement social
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers 31–36
Améliorer les interventions plurisectorielles pour prévenir les maladies non transmissibles et renforcer la sécurité alimentaire 72–81 *voir également* sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes 52–62 *voir également* catastrophes ; changement climatique
ANCORS (Australian National Centre for Ocean Resources and Security) 104
approches intégrées v, 21–22, 56–57, 129
aquaculture 15, 17, 32–33 *voir également* pêche(s)
arbres *voir* foresterie
archipel des Gambier 13, 15
assainissement 12, 23
Association des établissements de recherche agronomique de l'Asie et du Pacifique 104
Assurer l'accès à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité (ODD 4) 12, 92–94
atolls 103
Australian National Centre for Ocean Resources and Security 104
Australie 104
autoévaluation *voir également* évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020 au moyen de l'outil d'évaluation de la performance ix

changement climatique et catastrophes 54
de la durabilité environnementale 16
développement social 64
éducation 91
marchés étrangers 32
méthode viii–ix
MNT et sécurité alimentaire 74
objectifs de développement xii–xv
objectifs organisationnels xii, xvi, 98
santé publique 83
statistique(s) 45
transport et sécurité énergétique 37

B

baillleurs de fonds v, 6
Bâtir une infrastructure résiliente (ODD 9) 34–35, 107–108
biodiversité xviii, 5, 11
biogaz 38–39
biosécurité 15–16, 31–33 *voir également* santé
bois de santal 21
Bioversity International 104
Bonne santé et bien-être (ODD 3) 12, 77–80, 84–88, 108–109

C

Cadre d'action sur le changement climatique 6, 10–11
Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique 10
cadre et hiérarchie des résultats 110
Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique 1
café 31
canne à sucre 34–35
capacités 123–127
capital humain et capital social 128
catastrophes
gestion des xviii, 53–54, 56–59
vulnérabilité face aux 4
CCPSM (Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine) v, 11, 17
Centre australien pour la recherche agricole internationale 104
Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine v, 11, 17
Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) 74–76, 104
Centre de semences 73
Centre international d'agriculture tropicale 104
Centre international de la pomme de terre 104
Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique 11, 37
changement climatique
adaptation au xviii, 5–6, 17–18, 53–59
partenariats 101–102
suivi-évaluation des projets sur le changement climatique 120–121

vulnérabilité face au 4
 collaboration *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
 Perspectives pour 2019 14
 renforcement 99–110
 tirer les enseignements de nos résultats 128–129
 Comité océanien des méthodes statistiques 45
 commerce 31–36 *voir également* secteur maritime
 Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) 17–18
 Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO 103
 Communauté du Pacifique
 à propos de xi
 autoévaluation *voir* autoévaluation
 contexte institutionnel 5–8
 États et Territoires membres iv, 1
 théorie du changement 2–3, 128–129
 vision, mission et valeurs 2
 comportements, informations relatives à la performance 28, 42, 61, 70, 80, 95, 110, 117, 122, 127
 comptabilité *voir* finances
 conception de processus 129
 connaissances *voir également* conseils scientifiques et techniques
 capital 128
 informations relatives à la performance 28–30, 36, 42, 50, 61, 70, 81, 89, 95–96, 110, 113, 117, 122, 127
 Conseil océanien des données géospatiales et des levés 107–108
 conseils scientifiques et techniques
 changement climatique et catastrophes 61–62
 développement social 70–71
 durabilité environnementale 28–30
 éducation 96
 marchés étrangers 36
 MNT et sécurité alimentaire 81
 renforcement 111–114
 statistique(s) 50–51
 transport et énergie 42–43
 conservation *voir* durabilité environnementale
 Conserver et exploiter de manière durable les océans (ODD 14) 11–13, 17–20, 32–33, 105–106
 contexte institutionnel 5–8
 Convention contre la torture 63
 coopération entre pairs 103, 129
 coordination et diffusion des données régionales 19–20, 46–49, 103
 CPS *voir* Communauté du Pacifique
 crevettes 33
 Crop Trust 104
 culture de la preuve 111–113
 cultures *voir* agriculture ; Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique
 cyclones 56–57

D

Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) 16
 déchets 13
 Déclaration de Boe sur la sécurité régionale 4
 développement social v, 63–64, 69–71 *voir également*
 droits de la personne ; égalité entre les sexes ; questions économiques ; Youth@Work
 diabète 73
 Direction des ressources marines et minières 20
 Direction opérations et gestion 125–126
 diversité culturelle 63–64
 Division géosciences, énergie et services maritimes 23
 Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins 17, 19, 104
 Division ressources terrestres 21–22
 Division statistique pour le développement 104
 données *voir* statistique(s)
 droits de la personne 12–13, 63–66 *voir également*
 développement social
 durabilité environnementale *voir également*
 changement climatique
 agriculture et aquaculture durables 15–30
 dans les fermes perlicoles 13
 hiérarchisation des priorités en matière de xviii
 programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique 102

E

eau 12, 23–26, 103 *voir également* océans
 Eau propre et assainissement (ODD 6) 12, 23
 éducation
 amélioration 12, 90–96, 102
 partenariats 102
 Éducation de qualité (ODD 4) 12, 92–94
 effet d'entraînement 128
 efficacité 128
 Égalité entre les sexes (ODD 5) 13, 48–49
 égalité entre les sexes *voir également* violence domestique
 emploi 5, 12, 15, 37, 107
 promouvoir 63
 utilisation de statistiques 48–49
 El Niño 12
 emploi *voir* personnel ; Youth@Work
 empreinte carbone *voir* changement climatique
 énergie
 énergie propre 11, 37–43
 hiérarchisation des priorités xviii
 Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) xviii, 11, 38–41
 engagement 99–110 *voir également* financement(s)
 Enseignements tirés
 aquaculture 20, 33, 106
 catastrophes 58

- changement climatique 56
 - conseils scientifiques et techniques 113
 - développement social 66
 - Division ressources terrestres 22
 - eau 24
 - éducation 93–94
 - énergie 39, 41
 - engagement avec les membres 108
 - MNT 78
 - partenariats 109
 - personnes, systèmes et processus 126
 - planification, hiérarchisation des priorités, évaluation, amélioration continue et innovation 119
 - priorités de développement 116
 - santé 86, 88
 - secteur des ressources minérales 26
 - sécurité alimentaire 76
 - statistique(s) 47, 49
 - voirie rurale 34–35
 - épidémiologie *voir* santé
 - EQAP (Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement) 12
 - Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne 64–66
 - espèces nuisibles 15
 - établissements scolaires *voir* éducation
 - États et Territoires membres *iv*, 1 *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
 - États fédérés de Micronésie 83, 87–88
 - évaluation 118–122 *voir également* autoévaluation
 - évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020
 - conclusions de *v*, *xi–xvi*, 6, 97
 - zoom sur les réalisations 118–119
 - évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale 92–94, 102
 - Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul 12
 - examen national volontaire de Kiribati 11
 - expertise 128
- F**
- Faim « zéro » (ODD 2) 12, 74–76
 - femmes *voir* égalité entre les sexes
 - fermes perlicoques 13
 - Feuille de route régionale pour un développement durable 10
 - Fidji
 - agriculture 31, 34–35, 53
 - exploitation minière 15, 25–26
 - gestion des catastrophes 58–59
 - parc marin 54–56
 - ports 40–41
 - santé 84–86
 - voirie 34–35
 - financement(s) *v*, 6
 - finances *v*, 6, 125
 - FMIS (système d'information de gestion financière) 125
 - fonds d'amorçage *v*
 - Fonds vert pour le climat 6
 - foresterie 21–22, 103
- G**
- Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable (ODD 6) 12, 23
 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7) *xviii*, 11, 38–41
 - gaz à effet de serre 40–41 *voir également* changement climatique
 - gestion des congés 125
 - gouvernance interne *v*, 123–127
 - Gouvernement australien 104
 - Groupe de travail régional sur les pêches côtières 17
 - Groupe régional océanien sur les ODD 10–11
- H**
- hiérarchisation des priorités *v*, *xvii*, 115–122
 - Honiara 21, 40
 - huile de coco 31
 - hygiène 12, 23
- I**
- île de Kiribati 23–24
 - Îles Marshall 33, 48–49
 - Îles Salomon 40–41, 63, 104
 - impact, informations relatives à la performance 26, 41, 59, 69, 80, 95
 - Industrie, innovation et infrastructures (ODD 9) 34–35, 107–108
 - informations relatives à la performance
 - changement climatique et gestion des catastrophes 59–62
 - conseils scientifiques et techniques 113–114
 - développement social 69–71
 - durabilité environnementale 26–30
 - éducation 95–96
 - engagement et collaboration avec les membres et les partenaires 110
 - marchés étrangers 35–36
 - MNT et sécurité alimentaire 80–81
 - personnes, systèmes et processus 126–127
 - planification, hiérarchisation des priorités, évaluation, amélioration continue et innovation 121–122
 - priorités de développement 116–117
 - santé 89
 - statistique(s) 49–51
 - transport et énergie 41–43

infrastructures 53
initiative des « ports verts » dans le Pacifique 40–41
innovation 118–122
inondations 58–59
intranet 125

K

Kiribati 11, 23–24, 46–47, 104

L

leptospirose 84–86
Les Océaniens, acteurs du changement 64–66
lettre d'information sur les océans 23
levés 107–108
lois 13, 15 *voir également* les libellés des différentes lois

M

maladies *voir* santé
maladies non transmissibles (MNT) 72–74, 77–80
MANA (Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT) 14, 73, 77–78
marchés étrangers 31–36
Mécanisme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur des énergies durables 37
Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13) xviii, 10–12, 54–59
méthode de présentation des résultats viii–ix
Micronésie 83, 87–88
micro-qualifications 92–93
mission 2
modes opératoires 128–129
moi 33

N

Nations Unies 4, 12–13, 63, 103
Niue 31
notes *voir* autoévaluation
Nouvelle-Zélande v

O

Objectifs 1-3 : 9
objectifs de développement
1 : 15–30 *voir également* agriculture ; durabilité environnementale ; eau ; énergie ; foresterie ; occupation des sols
2 : 31–36
3 : 37–43 *voir également* énergie ; transport, maritime
4 : 44–51 *voir également* statistique(s) ; suivi
5 : 52–62 *voir également* catastrophes ; changement climatique
6 : 63–71 *voir également* développement social
7 : 72–81 *voir également* maladies non transmissibles ; sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments
8 : 82 *voir également* santé

9 : 90–96 *voir également* éducation
autoévaluation au regard des viii–x, xii–xv
pertinence des 119
synergie avec les ODD 9

Objectifs de développement durable

2 : 12, 74–76
3 : 12, 77–80, 84–88, 108–109
4 : 12, 92–94
5 : 13, 48–49
6 : 12, 23
7 : xviii, 11, 38–41
8 : 13, 25–26, 67–68
9 : 34–35, 107–108
13 : xviii, 10–12, 54–59
14 : 11–13, 17–20, 32–33, 105–106
16 : 13, 64–66
17 : 46–47
appui au leadership éclairé et à la coordination des actions menées au regard des 10–11
au fil du rapport viii
compilation des 45
contributions aux xviii, 9–14, 31, 37, 45, 53, 63, 73, 91
mesures et rapports sur les 11–12
Perspectives pour 2019 14
roue de progression 9, 12

objectifs organisationnels viii–ix, xvi, 97–98 *voir également* connaissances ; personnes, systèmes et processus ; Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation ; Renforcer l'engagement et la collaboration ; tirer les enseignements de nos résultats
océan Pacifique 4, 17, 32–33
Les Océaniens, acteurs du changement 64–66
océans xviii, 11–12, 23–26 *voir également* Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine ; Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO ; océan Pacifique ; pêche(s) ; secteur maritime
occupation des sols 21–22, 103 *voir également* agriculture ; foresterie
OnBoard 19–20
One Planet Summit 5
Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS 123–127
organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) 17
organisations communautaires 64–66
Orientations de Samoa 1, 4

P

Pacifique bleu 1, 4
Pactes internationaux 63
Paix, justice et institutions efficaces (ODD 16) 13, 64–66

- Papouasie-Nouvelle-Guinée 33
 parc marin de Vatu-i-Ra 54–56
 partenaires du développement *voir* engagement
 Partenariat océanien pour la sécurité hydrique dans
 les atolls 103
 Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17)
 46–47
 Parvenir à l'égalité des sexes (ODD 5) 13, 48–49
 patates douces 53
 PCREEE (Centre océanien pour les énergies
 renouvelables et l'efficacité énergétique) 11, 37
 pêche(s) *voir également* aquaculture ; Centre de la
 Communauté du Pacifique pour la science marine
 adaptation au changement climatique 17–18
 lois 15
 manuel de suivi-évaluation et amélioration
 continue (SE-AC) 12
 OnBoard 19–20
 partenariats 102, 104
 progrès accomplis en matière de 17
 sécurité de 105–106
 perliculture 13
 Permettre à tous de vivre en bonne santé (ODD 3) 12,
 77–80, 84–88, 108–109
 personnel 5–6, 125–126 *voir également* personnes,
 systèmes et processus
 personnes, systèmes et processus 123–129
 Perspectives pour 2019 : 129
 changement climatique et catastrophes 54
 développement social 64
 durabilité environnementale 16
 éducation 91
 marchés étrangers 32
 MNT et sécurité alimentaire 74
 objectifs organisationnels 98
 ODD 14
 partenariats 104
 santé publique 84
 statistique(s) 46
 transport et énergie 38
 petits États insulaires en développement (PEID) 4
 PEUMP (programme de partenariat marin Union
 européenne-Pacifique) 102
 PGSC Conseil océanien des données géospatiales et
 des levés) 107–108
 PILNA (Évaluation régionale des aptitudes à la lecture,
 à l'écriture et au calcul) 12
 plan de développement de Kiribati 11
 Plan stratégique de la Communauté du Pacifique v,
 2–3, 97 *voir également* évaluation à mi-parcours du
 Plan stratégique de la Communauté du Pacifique
 2016–2020
 plan quinquennal de collecte de données dans la
 région 45
 planification 118–122
 plants *voir* agriculture ; foresterie
- Plateforme de données océaniques 12, 115–116
 Politique de responsabilité sociale et
 environnementale 6, 123–124
 Polynésie Française 13, 15, 19–20
 population 1, 46–47
 portail sur l'océan 23
 ports 40–41
 pratiques, informations relatives à la performance
 26–27, 35, 41, 49–50, 59–61, 69, 80, 89, 95, 110, 116–
 117, 121–122, 126–127
 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre
 les changements climatiques (ODD 13) xviii, 10–12,
 54–59
 processus, personnes et systèmes 123–129
 produits, informations relatives à la performance 28–
 30, 36, 42–43, 51, 61–62, 70–71, 81, 96, 114, 122, 127
 Programme de développement durable à
 l'horizon 2030 1, 9, 11 *voir également* Objectifs de
 développement durable
 Programme de formation des cadres du secteur des
 pêches dans le Pacifique 102
 programme de partenariat marin Union européenne-
 Pacifique 102
 programme de partenariat océanien pour la
 statistique 45
 programme en faveur des minéraux du
 développement 25–26
 Programme pour l'évaluation et la qualité de
 l'enseignement (EQAP) 12
 programmes de formation 93–94
 projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord
 (RENI) 12
 projet Pathways 104
 projet RESCCUE 13
 projet sur l'adaptation au changement climatique et
 l'énergie durable 38–39
 projet sur la sécurité de la navigation dans le Pacifique
 123
 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et
 inclusives (ODD 16) 13, 64–66
 Promouvoir une croissance économique soutenue,
 partagée et durable, le plein emploi productif et un
 travail décent pour tous 25–26, 67–68
 protection de la famille 13, 63, 102
- Q**
 questions économiques 13
- R**
 radiologie 108–109
 Rapport 2018 sur le développement durable dans le
 Pacifique 10
 rapport, à propos du viii–x
 Réaliser les objectifs organisationnels de la CPS 97–98
voir également objectifs organisationnels

- recensements 46-47
- réchauffement climatique *voir* changement climatique
- recyclage 13
- réglementation du Samoa relative à l'efficacité énergétique 37
- Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit 44-51 *voir également* statistique(s) ; suivi
- Renforcer la gestion durable des ressources naturelles 15-30 *voir également* agriculture ; durabilité environnementale ; eau ; énergie ; foresterie ; occupation des sols
- Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation 118-122 *voir également* hiérarchisation des priorités ; tirer les enseignements de nos résultats
- Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale 82-89 *voir également* santé
- Renforcer l'engagement et la collaboration 99-110 *voir également* collaboration
- Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique 37-43 *voir également* énergie ; transport, maritime
- Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser (ODD 17) 46-47
- Répondre aux priorités de développement des membres 115-117
- Réseau océanien de surveillance de la santé publique 103
- Réunion des directeurs de la santé des pays océaniques (2018) 14
- responsabilisation 77-78
- ressources v, 23-26 *voir également* agriculture ; durabilité environnementale ; eau ; énergie ; foresterie ; occupation des sols
- ressources humaines 5-6, 125-126 *voir également* personnes, systèmes et processus
- Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique 13
- résultats, tirer les enseignements des *voir* tirer les enseignements de nos résultats
- résumé xi-xviii
- retour d'information 129 *voir également* évaluation ; suivi
- rhinocéros du cocotier 21
- ROSSP (Réseau océanien de surveillance de la santé publique) 103
- routes 34
- RRRT (Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne) 64-66
- S**
- santé *voir également* maladies non transmissibles
- partenariats 108-109
- projet RENI 12
- Réseau océanien de surveillance de la santé publique 103
- surveillance et réponse en santé publique 82-89 *savoir voir* connaissances
- sciences géospatiales 107-108
- SE-AC (suivi-évaluation et amélioration continue) viii, 12, 111-113
- secteur maritime 37-38, 40-43 *voir également* aquaculture
- sécurité 4
- sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments 12, 33, 73-76 *voir également* agriculture ; pêche(s)
- services nationaux de la statistique 11
- statistique(s)
- mesures et rapports sur les ODD 11-12, 14
- OnBoard 19-20
- partenariats 103
- renforcer l'accès aux et la mise à profit des 45-51
- submersions marines 58-59
- suivi 120-121 *voir également* Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit
- suivi-évaluation et amélioration continue viii, 12, 111-113
- surveillance de la santé publique 87-88, 103
- système performance et développement 125
- systèmes, personnes et processus 123-129
- T**
- Tails (application) 17
- taro 53
- tarpon des sables 33
- technologies et services d'information 125-126
- théorie du changement 2-3, 128-129
- thon 17-18
- tirer les enseignements de nos résultats
- amélioration 118-122
- modes opératoires et 128-129
- résumé xviii
- Tonga 21, 63, 73
- transport, maritime 37-38, 40-43
- travail 63, 67-68 *voir également* personnel
- Travail décent et croissance économique (ODD 8) 13, 25-26, 67-68
- Tuvalu 38-39, 105-106
- U**
- UNESCO 12, 103
- Université de Wollongong 104
- universités *voir* Améliorer la qualité de l'éducation
- utilité 128
- V**
- valeurs 2
- Valorisation et utilisation des ressources génétiques

végétales et agricoles 21–22, 74–77, 103–104
Valorisation et utilisation des sciences halieutiques
17–20, 32–33, 102
Vanuatu
commerce 33
éducation 93–94
partenariats 104
programme-pays 6
réponse aux catastrophes 56–58
Vie aquatique (ODD 14) 11–13, 17–20, 32–33, 105–
106
violence domestique 13, 63, 102
visioconférence 125
vision 2
voirie 34

W

Wake-up! 79–80
WorldFish 104

Y

Yap 87–88
Youth@Work 63, 67–68

Z

zooms sur les réalisations
changement climatique et catastrophes 54–59
conseils scientifiques et techniques 111–113
développement social 64–68
durabilité environnementale 17–20, 21–26
éducation 92–94
marchés étrangers 32–35
MNT et sécurité alimentaire 74–80
partenariats 105–109
personnes, systèmes et processus 123–126
planification, hiérarchisation des priorités,
évaluation, amélioration continue et innovation
118–121
priorités de développement 115–116
statistique(s) 46–49
transport et énergie 38–41

Produit par la Communauté du Pacifique (CPS)

Communauté du Pacifique
B.P. D5 - 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 26 20 00
Courriel : spc@spc.int Site Web : www.spc.int

© Communauté du Pacifique (CPS) 2019

ISBN 978-982-00-1214-1



9 789820 012141